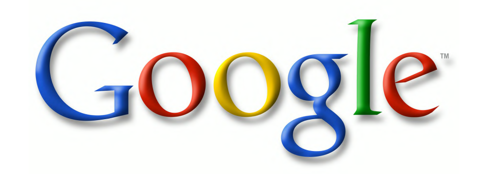




RECUEIL DE TEXTES

POUR SERVIR A L'ÉTUDE ET A L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

DOCUMENTS

SUR LES

RELATIONS DE LA ROYAUTÉ AVEC LES VILLES

EN FRANCE

DE 1180 A 1314

RECUEIL DE TEXTES
POUR SERVIR A L'ÉTUDE ET A L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE.

DOCUMENTS

SUR LES

RELATIONS DE LA ROYAUTÉ AVEC LES VILLES

EN FRANCE

DE 1180 A 1314

PUBLIÉS

PAR

Arthur
A. GIRY
Professeur à l'École des Chartes

PRÉCÉDÉS D'UNE PRÉFACE

PAR

ERNEST LAVISSE
Directeur d'études pour l'histoire à la Faculté des lettres de Paris



PARIS
ALPHONSE PICARD, ÉDITEUR
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE DES CHARTES ET DES ARCHIVES NATIONALES
82, rue Bonaparte, 82.

1885

Il y a en France de la curiosité et de la bonne volonté à l'égard de l'histoire, mais cette curiosité n'est point satisfaite comme il faudrait, et cette bonne volonté souvent est mal employée. Nous n'avons point un très grand nombre de travailleurs, et parmi les travailleurs, beaucoup sont inexpérimentés. Si l'on compare la production scientifique de la France à celle de tel autre pays, on est obligé de confesser qu'elle n'est ni la plus abondante, ni la meilleure.

Heureusement les causes du mal sont connues et les remèdes commencent à être appliqués.

Ainsi l'organisation toute nouvelle des études dans les facultés des lettres remédie à cette déplorable insuffisance d'éducation historique, dont le corps enseignant et la jeunesse française ont si longtemps souffert. Tout le monde sans doute pouvait entendre des cours d'histoire, et quelques-uns de ces cours, ceux de Guizot et de Michelet, par exemple, compteront dans l'histoire intellectuelle de notre siècle; mais l'audition d'un cours, si profitable qu'elle soit, n'est qu'une très petite partie de l'apprentissage d'un historien. L'éducation historique ne se donnait, à vrai dire, que dans trois écoles, l'École normale, l'École des chartes et l'École des hautes-études; encore avait-elle dans ces établissements un caractère et une destination appropriés à l'esprit de chacun d'eux. Quiconque n'était pas élève d'une de ces écoles était réduit à s'instruire lui-même, ce qui est une œuvre très difficile et très longue : les plus vaillants seuls sont capables de l'entreprendre.

Aujourd'hui plusieurs facultés des lettres offrent à qui la

veut recevoir l'éducation historique. Celle de Paris a le plus grand nombre de maîtres ; elle a auprès d'elle le Collège de France, l'École des chartes et l'École des hautes-études. Les bibliothèques et les dépôts d'archives sont à sa disposition. Aussi a-t-elle de nombreux élèves de provenances diverses. Elle est en pleine activité de travail, et je suis très heureux que M. Giry se loue du zèle et de l'ardeur de nos étudiants, lui qui leur a rendu de grands services à la Faculté, où il a été chargé d'une conférence jusqu'à sa nomination de professeur à l'École des chartes, et dont les leçons à l'École des hautes-études sont assidûment suivies par les mêmes étudiants. Dans plusieurs facultés de province, malgré le petit nombre des maîtres et des élèves, et l'insuffisance des moyens de travail, il y a aussi des écoles historiques.

A l'heure qu'il est, la plus grande partie de ces étudiants se destinent à l'enseignement, et l'on appréciera dans quelques années la valeur des services que les facultés rendent à l'Université, où l'on ne trouvera plus de ces professeurs qui n'ont pour titre à l'honneur d'enseigner l'histoire que le banal diplôme de bachelier. Mais les facultés ne se bornent point à préparer au professorat les futurs universitaires : elles leur apprennent aussi à travailler et se proposent de les rendre aptes à contribuer pour leur part à la production historique de notre pays. Les réformes commencées dans notre système d'examens, comme l'institution de la licence ès lettres et histoire, et celles que l'on projette dans l'organisation du concours d'agrégation auront pour effet de mettre en parfait accord l'éducation professionnelle et l'éducation scientifique des candidats. D'ailleurs on rencontre déjà dans les facultés, surtout à Paris, des jeunes gens qui ne recherchent que pour le bien de leur esprit l'éducation historique. On peut espérer que le nombre s'en accroîtra : les étudiants en droit, par exemple, comprendront de mieux en mieux que le droit, sans la connaissance du développement historique, n'est qu'une sorte de scolastique. Enfin les facultés doivent naturellement attirer à elles tous ces travailleurs volontaires, qui s'essaient aujourd'hui à des travaux souvent mal exécutés ; car bien des efforts sont dépensés en pure perte :

ceux qui les font n'ont ni les connaissances générales nécessaires pour entreprendre tel ou tel sujet particulier, ni la méthode du maniement des instruments de travail.

C'est beaucoup que d'avoir ainsi groupé des élèves autour des maîtres, mais il faut à présent organiser le travail et le rendre facile aux uns et aux autres. Le travail est aujourd'hui trop malaisé. Pour ne parler que de l'histoire de France, nous n'avons encore aujourd'hui aucun de ces manuels des sciences auxiliaires de l'histoire : bibliographie, chronologie, diplomatique, paléographie, philologie, droit, géographie, etc., où l'élève puisse se munir des notions élémentaires indispensables. Enfin nous avons la regrettable habitude de publier les documents sous une forme solennelle, incommode et coûteuse. Nos in-folios sont de grands seigneurs, avec lesquels on n'entre point aisément en familiarité. Un règlement les protège contre la curiosité des élèves; l'in-folio ne sort pas de la bibliothèque pour un simple étudiant. D'ailleurs, ces gros volumes renferment quelquefois mainte chose inutile, en omettent d'indispensables, ou bien ils distribuent mal les matières, et il n'est pas aisé de les tenir au courant, par des éditions nouvelles, des découvertes qui se font chaque jour.

Aussi nos écoles sont-elles très mal outillées, et le professeur n'y enseigne pas en toute sécurité d'esprit. Il ne sait jamais au juste ce que savent ni ce qu'ignorent ses élèves, s'il ne les offensera point en donnant telle ou telle définition élémentaire, ou s'il ne leur nuira pas en la taisant. Il est pris de l'envie de tout recommencer à propos de tout. Il craint que l'éducation de ceux qui l'écoutent ne se fasse tumultuairement, au hasard, par bribes, et que les plus intelligents seuls soient capables d'opérer ensuite la coordination nécessaire. Il ne quitte pas un point de départ déterminé pour arriver par des chemins connus à un but marqué.

Nous agissons encore trop à la française : chacun, selon le mot consacré, se débrouille comme il peut.

Nous avons donc le devoir pressant de façonner au plus vite nos instruments de travail. Des projets de collections de manuels scientifiques sont à l'étude ; nous espérons qu'ils seront bientôt exécutés. M. Giry inaugure aujourd'hui l'autre série

des publications nécessaires, en donnant ce fascicule d'un Recueil de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire. *Il est du plus haut intérêt que cette publication soit continuée. Nous serions inexcusables, nous tous qui désirons avec passion le progrès des études historiques, de ne pas nous y employer. Il n'est pas si difficile de réunir une société de professeurs d'histoire et de savants, qui dresseraient une liste méthodique de fascicules semblables à celui-ci et qui répartiraient entre eux la besogne de la publication. Le recueil aurait d'ailleurs une grande liberté d'allure. Tel fascicule grouperait les documents divers de telle ou telle question; tel autre contiendrait un document historique continu, une Vie de saint, une biographie, une chronique. On se proposerait ainsi un double objet: d'une part prendre partout où ils se trouveront les documents principaux d'un sujet; d'autre part, éditer à nouveau quelque texte important, le mettre à la portée de tous, et mobiliser, pour ainsi dire, certaines parties de nos in-folios.*

Un recueil de cette nature sera un précieux instrument d'éducation historique. On y pourra choisir pour les examens et les concours des sujets d'explications et de dissertations; pour l'enseignement, des leçons de méthode et de critique. L'étudiant aura ainsi, dès la Faculté, sa bibliothèque personnelle de travail. S'il devient professeur dans une de ces villes, trop nombreuses, où il n'y a ni vie intellectuelle, ni ressources pour le travail, il aura au moins près de lui l'indispensable, et sera encouragé à persévérer dans cette ambition du travail personnel, que nous nous efforçons de lui donner. Car ce sera le plus heureux effet des réformes de ces dernières années que d'effacer la distinction élevée par un préjugé funeste entre l'enseignement et le travail scientifique. La science seule donne au professorat sa dignité et son autorité. M. Giry l'a bien compris, quand il a donné pour titre à une série projetée de publications: Recueil de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire. *C'est un bon titre, et qui, je l'espère, portera bonheur au recueil projeté.*

ERNEST LAVISSE.

INTRODUCTION.

Le présent livre a pour principal but de mettre à la portée des étudiants et à la disposition des professeurs un certain nombre de documents historiques, tous relatifs à un même sujet dont ils faciliteront l'étude d'après les sources.

Il m'a semblé qu'il y aurait profit pour l'enseignement et pour l'étude de l'histoire à posséder des recueils où l'on trouverait réunis de bons textes des principaux documents qui peuvent servir à étudier une question ou une période historique.

Une telle entreprise n'est pas en France une nouveauté. M. Paul Meyer a publié en 1874 et 1877, deux livraisons d'un *Recueil d'anciens textes..... pour servir à l'enseignement des langues romanes,* et plus récemment, M. Ad. Tardif a commencé la publication d'un recueil du même genre pour servir à l'enseignement de l'histoire du droit, dont les deux premiers fascicules ont paru[1]. Je suis les exemples de ces maîtres en publiant un recueil analogue.

En voyant l'ardeur et le zèle qu'apportent à l'étude de

1. *Recueil de textes pour servir à l'enseignement de l'histoire du droit. Coutumier d'Artois,* Paris. Picard, 1883, in-8. — *Coutumes de Toulouse,* 1884.

l'histoire les nombreux étudiants que les heureuses réformes de notre enseignement supérieur ont donnés à nos facultés des lettres et à nos écoles spéciales, j'ai souvent regretté qu'il n'y eût pas en France un plus grand nombre de livres faits pour eux. Ils ont sans doute à leur disposition, dans les bibliothèques qui leur sont libéralement ouvertes, les grands recueils d'érudition, les collections de documents et tous les instruments de travail au maniement desquels doivent s'exercer les apprentis historiens. Mais il est bien peu de ces ouvrages qu'ils puissent acquérir, posséder et dès lors étudier à loisir. Il serait temps de composer pour eux de ces manuels, de ces répertoires, de ces éditions *in usum scholarum*, qui abondent en Allemagne et que nous devrons posséder aussi, à présent qu'il existe en France un public pour les utiliser. C'est une tentative dans ce sens que je fais aujourd'hui.

Initier les étudiants à la critique et à la méthode historique par l'étude directe des sources est la grande préoccupation des maîtres; mais il existe encore si peu d'éditions maniables de la plupart des documents, même des plus importants, qu'il n'est pas toujours facile de les utiliser dans l'enseignement en soumettant aux élèves les textes eux-mêmes.

Si, pour l'étude de certaines questions, choisies parmi les plus intéressantes et les plus fécondes, on composait des recueils, n'ayant pas bien entendu la prétention de comprendre tous les documents qu'il faut connaître pour épuiser le sujet, mais contenant du moins les textes les plus importants, les plus utiles, les moins accessibles ; si, pour inviter à des études plus approfondies, on complétait ces recueils par des notices bibliographiques raisonnées assez étendues, donnant la liste des travaux entrepris sur la même question et l'indication des recueils où l'on trouverait d'autres textes pour leur étude, ne pourrait-on pas créer ainsi une sorte de bibliothèque historique d'un usage commode, où les professeurs trouveraient les éléments nécessaires pour faire connaître aux élèves quelques sources choisies et pour les

exercer à l'explication des textes, où les élèves trouveraient à leur tour une base sérieuse pour entreprendre leurs premiers travaux? Les travailleurs libres et les érudits eux-mêmes pourraient consulter avec fruit des ouvrages de ce genre, où ils rencontreraient avec des textes des renseignements précis sur la littérature d'un sujet.

Telle est la pensée qui a présidé à la composition de ce recueil. Cependant, bien qu'elle m'ait depuis longtemps préoccupé, je ne l'aurais sans doute point encore réalisée si le programme du concours d'agrégation d'histoire de cette année ne m'en avait fourni l'occasion.

La question proposée comme thèse d'histoire du moyen âge était la suivante :

Etudier surtout d'après les ordonnances et les actes du parlement les rapports de la royauté avec les villes en France depuis l'avènement de Philippe-Auguste jusqu'à la mort de Philippe le Bel. — Intervention des rois dans les démêlés des bourgeois avec les seigneurs laïques et ecclésiastiques. — Rapports des divers agents du pouvoir royal, du parlement, de la chambre des comptes, etc., avec les villes au point de vue de l'administration et de la juridiction. Prendre pour exemples quelques villes importantes : Amiens, Laon, Beauvais, Rouen. — Voy. le *Recueil des ordonnances des rois de France ;* Beugnot, *Les Olim ;* Boutaric, *Actes du parlement de Paris ;* A. Thierry, *Recueil des monuments de l'histoire du Tiers-Etat ;* Chéruel, *Histoire de Rouen pendant l'époque communale ;* Giry, *Les Etablissements de Rouen ;* etc.

Je craindrais d'être suspect en disant combien un pareil sujet a d'importance et offre d'intérêt ; il me sera du moins permis d'affirmer qu'au point de vue spécial du concours il a été très heureusement choisi. Beaucoup de nos historiens ont eu à exprimer une opinion sur la politique suivie par les rois du moyen âge à l'égard du tiers-état et des villes. Toutefois ce sujet n'a encore été l'objet ni de travaux définitifs ni de recherches spéciales. D'autre part les documents qui peuvent éclaircir la question ont été publiés en grand nombre. Les candidats ont donc à travailler directement sur les sources et en même temps à discuter les opinions ou les systèmes des historiens. La seule difficulté

réside dans l'abondance même des matériaux et particulièrement dans leur dispersion. Les ouvrages cités dans le programme se rencontrent sans doute dans la plupart des grandes bibliothèques, mais on ne les trouve guère que là, et quelles que soient les facilités qu'on y accorde aujourd'hui, il n'est pas facile cependant de s'y livrer à un travail long et minutieux, comme celui qu'exige la critique des textes. Les renseignements bibliographiques du programme sont du reste insuffisants, même pour les quatre villes indiquées comme devant servir d'exemples; les documents qui concernent ces villes sont sans doute publiés, du moins pour la plupart, mais beaucoup d'entre eux, et non les moins importants, se trouvent dans des ouvrages relativement rares et qu'on ne rencontre pas même dans plusieurs des grandes bibliothèques de Paris.

C'était pour moi l'occasion de réaliser le projet que j'avais formé, et je n'ai pas résisté à la tentation de mettre mon idée à l'épreuve en prenant pour sujet de ce recueil la question proposée à l'étude des candidats à l'agrégation d'histoire.

Je me suis gardé de le composer toutefois exclusivement en vue de ce concours. L'épreuve de la thèse telle qu'elle se pratique est à la veille de disparaître, et je suis bien éloigné de vouloir plaider pour son maintien. On propose de la remplacer par l'étude de questions choisies par les candidats eux-mêmes et agréées par le jury; j'applaudis de tout cœur à cette réforme et je crois à son efficacité. Mais n'est-ce pas précisément alors que des recueils du genre de celui-ci pourront rendre aux étudiants de véritables services?

J'ai le vif désir qu'on juge ce petit livre assez utile pour qu'il devienne le premier volume d'une série, pour que d'autres se joignent à moi en améliorant ce que le plan et la méthode que j'ai suivis peuvent avoir de défectueux, et pour que nous réussissions à créer ainsi une collection de

textes embrassant les principales périodes et les questions les plus intéressantes de l'histoire.

II.

Je dois exposer maintenant comment j'ai compris cette publication. Mon plus grand embarras a été l'abondance des documents. J'avais bien des raisons pour ne pas vouloir faire un gros volume, et on aurait pu en faire beaucoup sans épuiser la matière. J'ai dû me résigner à ne donner, avec les ordonnances générales qui devaient nécessairement trouver place dans ce recueil, que quelques types de chacun des actes sans nombre dans lesquels nous pouvons étudier les relations des rois avec les villes. J'ai pensé qu'il était bon de ne pas négliger les témoignages des historiens et j'en ai recueilli plusieurs. Les passages où Beaumanoir parle des villes et de leur administration m'ont paru d'un si grand intérêt que j'ai cru devoir les donner tous et en entier. J'ai voulu que sur la plupart des points qu'il est possible d'étudier à propos des rapports des villes avec le pouvoir royal, on pût trouver dans ce livre, non pas un ensemble de documents, mais un texte pour le moins, qui servît d'indication, appelât l'attention sur une série de documents analogues ou sur un ordre de faits. C'est ainsi que j'ai publié des spécimens de chartes de commune, de bourgeoisie et de privilège concédées par les rois, des contrats de pariage, des chartes de non-préjudice, des mandements aux agents royaux, des actes des enquêteurs, des arrêts du parlement, des listes officielles des prestations et des devoirs dus par les villes, des convocations à l'ost, des serments de villes, des enquêtes sur les droits respectifs du roi et des seigneurs, des plaintes adressées au roi, des comptes municipaux, des procurations pour envoyer des députés aux états généraux, etc.

J'ai donc fait effort pour donner beaucoup de variété à ce recueil, pour y comprendre des documents de chacun des règnes compris dans la période de 1180 à 1314, pour représenter par quelques textes chacune des questions comprises dans l'ensemble du sujet. Par contre, je n'ai pas tenu à y faire figurer un très grand nombre de localités.

Très sagement le programme d'agrégation a invité les candidats à étudier de préférence quelques villes pouvant servir d'exemples. Il m'a semblé que si, comme il eût été facile, chaque document avait eu rapport à une ville différente, j'aurais, en éparpillant l'attention, diminué l'intérêt de mon recueil. J'ai imité en cela le programme du concours d'agrégation, et ce sont les villes mêmes qu'il avait citées comme exemples que j'ai choisies de préférence. Laissant à peu près complètement de côté Amiens et Rouen, dont les documents sont publiés dans des ouvrages facilement accessibles, je me suis attaché plus spécialement à Beauvais et à Laon, ne publiant de documents relatifs à d'autres villes que lorsque il n'y en avait point de similaires qui concernassent l'une de ces deux communes.

De tout ceci il résulte que mon recueil est loin d'être complet; je m'empresse d'ajouter qu'il ne saurait suffire à l'étude tant soit peu approfondie du sujet; je n'ai pas voulu faire autre chose que publier les textes les plus intéressants, les plus curieux, les moins accessibles, et avec eux un certain nombre de spécimens propres à indiquer les divers points de vue sous lesquels on peut envisager les relations de la royauté avec les villes.

Parmi les documents que j'ai choisis, les uns étaient déjà depuis longtemps connus et imprimés, d'autres étaient demeurés jusqu'à présent inédits. J'ai publié les uns et les autres d'après les originaux, lorsqu'ils existent encore, d'après les meilleures copies ou les meilleures éditions, à défaut d'originaux. En tête de chaque texte on trouvera du reste une liste raisonnée, aussi complète que

j'ai pu la dresser, des manuscrits qui nous les ont conservés et des ouvrages où ils sont publiés; j'ai pris soin d'indiquer par des notes, chaque fois qu'il pouvait y avoir doute, de quelle manière les textes ont été établis.

La plupart des actes de Philippe-Auguste sont indiqués comme édités d'après le registre A qui est conservé à la bibliothèque du Vatican, mais, grâce aux planches exécutées par Martelli et publiées par M. L. Delisle[1], je n'ai pas eu besoin de recourir au registre lui-même. Cette reproduction est d'une telle exactitude qu'on peut l'utiliser et la citer comme l'original. Je me plais à reconnaître les grands services qu'elle m'a rendus.

Ce livre a donc pour but de mettre des matériaux historiques à la disposition des travailleurs; je me suis rigoureusement interdit, aussi bien dans les notes que j'ai ajoutées aux documents que dans cette préface, tout commentaire, toute discussion, toute considération sur le sujet même que ces textes sont destinés à éclairer; il appartient à ceux qui les liront de les interpréter et d'en tirer des renseignements. Ces matériaux toutefois ne sont pas à l'état brut. De même que j'ai établi le texte des documents qui composent ce recueil, je les ai tous datés avec autant de précision qu'il m'a été possible; je les ai fait précéder de brèves analyses indiquant leur contenu; lorsque cela était utile, je les ai divisés en paragraphes que j'ai numérotés; je les ai enfin soigneusement ponctués, de manière à en rendre l'intelligence facile. Lorsque j'ai trouvé d'anciennes traductions, je me suis fait un devoir de les publier en regard des textes latins. Encore qu'elles soient parfois inexactes et qu'il faille dès lors se méfier de leurs interprétations, ces vieilles traductions présentent un grand intérêt;

1. *Le premier Registre de Philippe-Auguste. Reproduction héliotypique, exécutée par* A. Martelli, *publiée par* L. Delisle. Paris, 1883. in-4.

on y trouve souvent l'équivalence exacte d'expressions qu'on chercherait vainement dans les glossaires; elles ont l'avantage de montrer comment les textes ont été entendus à une époque ancienne; de plus il est fréquemment arrivé que ces traductions, plus intelligibles pour les contemporains que les textes latins, sont devenues des textes authentiques et figurent seules à ce titre dans des registres officiels.

Les notes dont j'ai accompagné les documents sont assez nombreuses, mais toutes ont pour unique but d'en faciliter l'étude et non de les interpréter. Ce sont, outre les variantes, des justifications des dates adoptées, des identifications de noms propres, plus rarement des renseignements sur les événements auxquels il est fait allusion dans les textes, parfois enfin des renvois à d'autres documents ou des citations de passages indispensables à connaître pour compléter les données fournies par les textes publiés.

III.

Il est impossible de donner ici la bibliographie complète des ouvrages où l'on peut trouver des documents ou des renseignements sur le sujet qui fait l'objet de ce recueil. Si étendue qu'elle soit, la liste qu'on pourrait dresser serait toujours incomplète, elle serait de plus nécessairement très confuse et ferait double emploi avec les bibliographies provinciales, et surtout avec le tome VIII de la partie de l'*Histoire de France* du *Catalogue des imprimés de la bibliothèque nationale*. C'est à ce volume, consacré à l'*Histoire locale*, et à son *Supplément* (1880, 1 vol. in-4), qu'il faudra toujours recourir pour chercher les ouvrages relatifs aux provinces et aux localités où se trouvent en abondance des renseignements et des textes utiles à l'étude des rapports de la royauté avec les villes.

Je me contenterai d'indiquer ici les recueils de textes et les travaux les plus importants. J'énumérerai d'abord ceux qui embrassent l'ensemble du sujet, j'indiquerai ensuite ceux où l'on peut trouver plus particulièrement des indications sur les divers points de vue sous lesquels on peut l'envisager, et je terminerai par quelques renseignements sur les ouvrages spéciaux aux différentes régions de la France.

TRAVAUX D'ENSEMBLE. — C'est au glossaire de Du Cange qu'il faut toujours commencer par recourir lorsqu'on étudie un point quelconque de l'histoire des institutions. Sous le mot *Commune,* 2. en particulier, on trouvera, avec beaucoup de citations, un catalogue de chartes de communes classé par ordre alphabétique de noms de villes, qui, tout incomplet qu'il soit, reste bon à consulter.

Brussel, *Nouvel examen de l'usage des fiefs,* 1727, 2 vol. in-4, s'est occupé des villes et des droits du roi sur elles, particulièrement aux chapitres IX et XV de son ouvrage.

Les éditeurs du grand *Recueil des ordonnances des rois de France de la troisième race*, dont le premier volume fut publié en 1723, avaient dès le début admis dans leur collection un certain nombre de privilèges municipaux, toutefois ils n'avaient pas poussé très loin leurs recherches dans ce sens, et avaient négligé la plupart des documents de cette nature. Lorsque le recueil fut parvenu à son dixième volume, Bréquigny, qui en dirigeait alors avec Villevault la publication, trouva que l'absence de ces documents constituait une lacune regrettable et décida que l'on reviendrait en arrière pour publier tous les documents émanés des rois de France et relatifs aux villes que l'on pourrait retrouver. Les tomes XI et XII, publiés, l'un en 1769, l'autre en 1777, contiennent ces documents, la plupart empruntés aux registres de la chancellerie royale ou registres du Trésor des chartres. Ce n'est qu'exceptionnellement que

les éditeurs des ordonnances ont eu recours à d'autres sources. Les documents qu'il faut connaître pour étudier les rapports de la royauté avec les villes sont donc réunis en grand nombre dans ce recueil; malheureusement les textes en sont presque toujours très défectueux.

En préparant la publication de ces deux volumes, Bréquigny avait été amené à étudier et à comparer les documents qu'il éditait. Le fruit de ce travail fut deux mémoires intitulés : l'un, *Recherches sur les communes*, l'autre, *Recherches sur les bourgeoisies*, qui servent de préface aux tomes XI et XII du Recueil des ordonnances. Les deux mémoires de Bréquigny demeurent intéressants à consulter; ils ont été republiés par Leber, dans sa *Collection des meilleures dissertations relatives à l'histoire de France*, t. XX, Paris, 1838, in-8.

Beaucoup des documents publiés dans les ordonnances ont été reproduits dans le *Recueil général des anciennes lois françaises* (Paris, 1822-1833, 29 vol. in-8), désigné ordinairement sous le nom d'Isambert, l'un de ses éditeurs; mais les textes y sont encore plus mauvais.

Plusieurs ouvrages sur l'histoire des communes, publiés au commencement du siècle, ne méritent pas même une simple mention. Il suffira de citer : Henrion de Pansey, *Du pouvoir municipal*, 1re éd. Paris, 1822, in-8, et C. Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, Paris, 1828, in-8, œuvres de polémistes plutôt que d'historiens, mais dont les auteurs se préoccupaient précisément des rapports du pouvoir central avec les municipalités.

Il faut encore citer ici le livre célèbre de Raynouard. *Histoire du droit municipal en France*, Paris, 1829, 2 vol. in-8, bien que l'illustre académicien, préoccupé avant tout d'accumuler des arguments à l'appui de sa théorie de la persistance du régime municipal romain, n'ait qu'à peine touché à la question des relations de la royauté avec les villes.

J'arrive aux travaux de Guizot et d'Augustin Thierry. Dès 1823, dans ses *Essais sur l'histoire de France,* Guizot avait abordé l'histoire des institutions municipales. Il reprit ce sujet et le développa dans ses leçons professées avec tant d'éclat à la Sorbonne de 1828 à 1830. Elles furent publiées d'abord dans son *Cours d'histoire moderne,* puis reproduites dans son *Histoire de la civilisation en France.*

En 1820, Augustin Thierry publia dans le *Courrier français* ses brillantes *Lettres sur l'histoire de France,* où il raconte divers épisodes de la révolution communale. En 1827, il les remania et les réunit en volume (*Lettres* XIII à XXV). En 1840, il reprit le même sujet dans ses *Considérations sur l'histoire de France,* publiées en tête de ses *Récits des temps mérovingiens.* Dès 1836, il avait entrepris la publication d'un immense recueil où devaient prendre place, classés par régions, tous les documents relatifs à l'histoire du tiers-état. Les textes concernant les villes en composaient naturellement la plus grande partie. Les travaux préparatoires furent considérables ; à Paris et dans toute la France de nombreux collaborateurs compulsèrent les archives et les bibliothèques pour rassembler les *Monuments de l'histoire du tiers-état.* Il était difficile de mener à terme une entreprise conçue sur un plan aussi vaste. Le premier volume parut en 1850, le quatrième fut publié en 1870, quinze ans après la mort d'Augustin Thierry, par les soins de l'un de ses collaborateurs, M. Charles Louandre. Après ce volume on renonça à continuer la publication ; les matériaux rassemblés par les collaborateurs, qui forment environ quatre mille copies de pièces et dix mille bulletins, ont été déposés au département des manuscrits de la bibliothèque nationale, où ils sont classés sous les nos 3375 à 3477 du fonds français des nouvelles acquisitions. Les quatre volumes parus du *Recueil des monuments inédits de l'histoire du tiers-état* ne concernent qu'Amiens, l'Amiénois et le Ponthieu, mais les deux premiers sont précédés de préfaces qui comptent

parmi les morceaux les plus brillants dus à la plume d'Augustin Thierry. L'une est son *Essai sur l'histoire du tiers-état* (1850), l'autre son *Tableau de l'ancienne France municipale* (1853)). Ces deux mémoires ont été réimprimés dans les *Œuvres complètes* d'Augustin Thierry.

A côté de ces travaux, il convient de citer encore les paragraphes et les textes relatifs aux villes de l'ouvrage de Warnkœnig et Stein, *Franzœsische Staats- und Rechtsgeschichte,* t. I, *Staatsgeschichte*, 1845 [1], un vol. in-8, pp. 260-330, et *Urkundenbuch,* pp. 30-70, *Franzœsische Stadtrechte des* 12. *und* 13. *Jahrunderts.*

Depuis Guizot et Augustin Thierry, l'histoire des institutions municipales de la France n'a plus été abordée dans son ensemble, ou du moins les quelques ouvrages publiés sur ce sujet ne comptent pas dans l'histoire de la science, mais il a paru beaucoup d'études partielles, d'histoires locales, de monographies et surtout des documents en grand nombre.

Parmi les recueils de documents, il n'en est pas qui contiennent un plus grand nombre de pièces sur les villes que les *Layettes du trésor des chartes,* publiées par MM. Teulet et de Laborde, de 1863 à 1875 (3 vol. in-4) dans les *Inventaires et documents publiés par la direction générale des Archives nationales*. Malheureusement, le troisième volume s'arrête à l'année 1260, et il ne paraît pas que cette collection doive être continuée.

Sur chacun des règnes compris dans la période qui nous occupe, les ouvrages suivants sont à consulter :

Philippe-Auguste. — L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*. Paris, 1856, in-8. — A. Tuetey, *Rapport sur une mission à Rome en* 1876, *relative au cartulaire*

1. La soi-disant édition de Bâle, 1875, est la première dont on a changé seulement la feuille de titre.

de Philippe-Auguste, dans les *Archives des missions*, 3e série, t. III, et à part, Paris, 1880, in-8. — *Le premier registre de Philippe-Auguste. Reproduction héliotypique du manuscrit du Vatican, exécutée par* A. Martelli *et publiée par* L. Delisle. Paris, 1883, in-4.

LOUIS IX. — Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, Paris, 1870, in-8. — H. Wallon, *Saint Louis et son temps*, Paris, 1875, 2 vol. in-8. On devra consulter surtout la 3e éd., Tours, 1879, 1 vol. in-8, enrichie d'appendices importants. — Molinier (Aug.), *Etude sur l'administration de Louis IX et d'Alfonse de Poitiers en Languedoc*, dans *Histoire générale du Languedoc*, éd. Privat, t. VII, pp. 462-570, 2e part. col. 1-430 (*Enquêteurs royaux*), et à part, Toulouse, 1879, 1 vol. in-4. — Les registres et rouleaux des enquêteurs royaux doivent être publiés dans le tome XXIV du *Recueil des historiens de France*, actuellement sous presse.

PHILIPPE III. — Ch.-V. Langlois, *Le gouvernement de Philippe III, étude sur le pouvoir royal de* 1270 *à* 1285. Ce travail, qui a été une thèse de l'Ecole des chartes, n'est connu que par ses conclusions publiées dans *Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de* 1885 à l'Ecole des chartes, Paris, 1885, in-8, pp. 93-106. — A. Molinier, *La commune de Toulouse et Philippe III* (*Bibl. de l'Ecole des chartes*, t. XLIII, 1882).

PHILIPPE IV. — E. Boutaric, *La France sous Philippe le Bel; étude sur les institutions politiques et administratives du moyen âge*, Paris, 1861, in-8. — N. Valois, *Etablissement et organisation du régime municipal à Figeac* (*Bibl. de l'Ecole des chartes*, t. XL, 1880).

Parmi les points spéciaux dont notre sujet comporte l'étude, il en est plusieurs, tels que les bourgeoisies royales, les villes neuves ou bastides, les milices communales, les rapports du Parlement et de la Chambre des comptes avec

les villes, pour lesquels il faut consulter des recueils ou des ouvrages que je dois indiquer :

BOURGEOISIES ROYALES.— Bréquigny, *Recherches sur les bourgeoisies* (voy. plus haut). — Droz, *Essai sur l'histoire des bourgeoisies du roi,* à la suite de l'*Histoire de Pontarlier,* du même auteur, Besançon, 1760, in-8. — E. Babelon, *Les bourgeois du roi au moyen âge*. Les conclusions de ce travail ont seules été publiées, dans *Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion* 1878 à l'Ecole des chartes, Paris, 1877, in-8, pp. 3-6. — Parmi les villes de bourgeoisie sur lesquelles des documents importants ont été publiés, on doit citer Bourges, Etampes, Orléans, Lorris. On trouvera plus loin des indications bibliographiques sur plusieurs de ces localités.

VILLES NEUVES ET BASTIDES. — E. Menault, *Les villes neuves, leur origine et leur influence dans le mouvement communal,* dans *Revue moderne* et à part, Paris, 1868, un vol. in-8 ; cf. un compte-rendu de cet ouvrage par M. Courajod, dans *Bibl. de l'Ecole des chartes,* 5e série, t. V, 1869. — Curie-Seimbres, *Essai sur les villes fondées dans le sud-ouest de la France sous le nom générique de bastides,* Toulouse, 1880, in-8; cf. un compte-rendu critique de cet ouvrage, dans *Bibl. de l'Ecole des chartes,* t. XLII, 1881.

MILICES COMMUNALES. — E. Boutaric, *Institutions militaires de la France avant les armées permanentes*, Paris, 1863, in-8.

PARLEMENT. — E. Boutaric, *Actes du parlement de Paris* (1254-1328), Paris, 1863-1867, 2 vol. in-4, dans *Inventaires et documents*, publiés par les Archives de l'empire. — Beugnot, *Les Olim ou registres des arrêts rendus par la cour du roi* (1254-1318), Paris, 1839-1848, 3 vol. in-4, dans la coll. des *Documents inédits sur l'histoire de France*. — L. Delisle, *Essai de restitution d'un volume des Olim,* en appendice au t. I des *Actes du parlement de Paris; Fragments inédits du registre dans lequel Nicolas de*

Chartres avait consigné les actes du Parlement de 1269 *à* 1298, dans *Notices et extraits des manuscrits,* t. XXIII (1877), 2e partie.

CHAMBRE DES COMPTES ET FINANCES DES VILLES. — A. de Boislisle, *Notice sur la Chambre des comptes de Paris,* préface de l'ouvrage intitulé : *Chambre des comptes de Paris. Pièces justificatives pour servir à l'histoire des premiers présidents,* Nogent-le-Rotrou, 1873, in-4. — A. de Boislisle, *Une liquidation communale sous Philippe le Hardi,* dans *Annuaire-bulletin de la Société de l'histoire de France,* 1872, et à part avec des corrections, Paris, 1872, in-8. — De tous les documents où l'on peut étudier l'administration des villes au XIIIe siècle, il n'en est pas de plus importants ni de plus curieux que les états financiers qu'elles ont produits en exécution des ordonnances de Louis IX. Beaucoup de ces comptes municipaux se trouvent aux archives nationales dans une layette du trésor des chartes, intitulée *Dettes des villes* (J 385); ils ont presque tous pris place dans le troisième volume de la publication des *Layettes* dû à M. J. de Laborde. Plusieurs avaient été publiés auparavant, les comptes Picards par M. Dufour, dans le t. XV (1858), des *Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie,* les comptes Normands par M. Delisle, dans le *Cartulaire normand de Philippe-Auguste, Louis VIII,* etc., au t. XVI (1852), des *Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie,* et quelques autres dans divers ouvrages. D'autres comptes municipaux avaient été transcrits dans les Mémoriaux perdus de la Chambre des comptes; quelques-uns d'entre eux ont été recopiés au XVIIIe siècle dans un registre aujourd'hui conservé aux Archives nationales (P 2288), mais cette copie, faite avec la plus grande négligence, les a rendus à peu près inintelligibles. Sept de ces comptes ont été publiés par M. Dufour dans son mémoire sur la situation financière des villes picardes. Nous possédons heureusement un texte beaucoup meilleur des comptes

municipaux transcrits dans les registres de la Chambre des comptes: c'est celui que nous a conservé la copie du Mémorial *Qui es in cœlis,* qui est aujourd'hui le ms. lat. 12814 de la Bibliothèque nationale. Les comptes qui s'y trouvent étaient demeurés jusqu'à présent inédits. Bien qu'ils ne renferment pas autant de détails intéressants que certains des comptes dont les originaux sont conservés dans le Trésor des Chartes, j'ai cru qu'il était bon de les publier dans ce recueil et de compléter ainsi ce qu'on pourrait nommer le dossier des affaires financières des communes au XIIIe siècle. Pour faciliter aux travailleurs l'étude de cet ensemble de documents, j'ai dressé le tableau alphabétique suivant de tous les comptes municipaux du XIIIe siècle que je connais, avec l'indication des ouvrages où ils sont publiés [1]. J'aurais voulu pouvoir y résumer par deux chiffres représentant l'un l'actif, l'autre le passif, la situation financière de chaque ville. Mais les budgets n'étaient point partout établis d'après les mêmes règles. Certaines villes n'ont donné que la balance de leur compte, c'est-à-dire le plus souvent le chiffre de leur dette, déduction faite des recettes et des revenus. On trouve dans certains comptes des créances irrécouvrables au chapitre de l'actif; dans d'autres, on a tantôt confondu et tantôt distingué, dans l'actif, les créances, les recettes exceptionnelles et les revenus ordinaires, dans le passif, les sommes dues, les rentes viagères et les dépenses. Plusieurs comptes font figurer au chapitre des dépenses des restitutions de dépôts sans indiquer s'ils ne sortaient pas d'une caisse spéciale. On comprend qu'il est impossible de tirer de comptes si différents les uns des autres des résultats comparables entre eux.

---

1. Dans la colonne des indications bibliographiques, la mention : Dufour, désigne les comptes publiés au t. XV des *Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie*; *Layettes*, désigne le t. III des *Layettes du trésor des Chartes*; *Recueil*, les comptes publiés dans le présent livre, pp. 91-107.

N^os D'ORDRE.	NOMS DES LOCALITÉS.	DATES.	NATURE DES PIÈCES.	PROVENANCE.	INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES.
1	AMIENS.	1260 6 avril.	Orig. *Français.*	J 385 n° 14.	A. Thierry, *Monuments du Tiers-État*, I, 221. — Dufour, p. 589, 592, 605. — *Layettes*, p. 515.
2	ID.	1262 11 avril.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 45.	*Recueil*, p. 95, **12.**
3	ID.	1263 18 novembre.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 51.	*Ibid.*, p 104, **43.**
4	ASNIÈRES-S-OISE. (*Asnerie*). (Seine-et-Oise, cant. Luzarches).	1260 4 avril.	Orig. scell. (Lett. closes). *Latin.*	J 385, n° 20.	Dufour, p. 606. — Douet d'Arcq, *Comtes de Beaumont*, p. 180. — *Layettes*, p. 513.
5	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 48 v° et 49 v°.	*Recueil*, p. 100, **33.**
6	ATHIES. (*Atheye*). (Somme, cant. Ham).	1260 24 juin.	Orig. scell. *Français.*	J 385, n° 4.	Dufour, p. 608. — *Layettes*, p. 532.
7	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 47 v°.	*Recueil*, p. 98, **25.**
8	BEAUMONT-S-OISE. (*Bellus mons super Isaram*). (S.-et-O., cant. l'Isle-Adam).	1270 av. le 14 sept.	Orig. scell. (Lett. closes). *Latin.*	J 385, n° 27.	Dufour, p. 609. — Douet d'Arcq, *Comtes de Beaumont*, p. 178. — *Layettes*, p. 545.
9	ID.	1262 29 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 46 v°.	*Recueil*, p. 97, **21.**
10	BEAUQUESNE. (*Bella Quercus*) (Somme, cant. Doullens).	1260 5 novembre.	Orig. scell. *Français.*	J 385, n° 32.	Dufour, p. 610. — *Layettes*, p. 553.
11	ID.	1262 12 avril.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 48.	*Recueil*, p. 99, **28.**
12	ID.	1263	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 51 v°.	*Recueil*, p. 105, **44.**
13	BEAUVAIS.	1260 6 juin.	Orig. scell. (Lett. closes). *Français.*	J 385, n° 10.	Dufour, p. 611. — *Layettes*, p. 527.
14	BRAY-SUR-SOMME. (*Brayum*) (Somme, arr. Péronne).	1260 11 avril.	Orig. scell. *Français.*	J 385, n° 26.	Dufour, p. 615. — *Layettes*, p. 516.
15	ID.	1262 16 avril.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 44 v°. — P 2288.	Dufour, p. 679. — *Recueil*, p. 94, **9.**

Nos D'ORDRE.	NOMS DES LOCALITÉS.	DATES.	NATURE DES PIÈCES.	PROVENANCE.	INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES.
16	BRUYÈRES-EN-LAONNAIS (*Bruerie*) (Aisne, cant. Laon).	1262 29 mai.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 44. — P 2288.	Dufour, p. 677. — *Recueil*, p. 93, **4**.
17	CAPPY (*Capiacum*) (Somme, cant. Bray-sur-Somme).	1260 1-13 septemb.	Orig. scell. (Lett. closes). *Français.*	J 385, no 19.	Dufour, p. 620. — *Layettes*, p. 542.
18	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 48.	*Recueil*, p. 99, **29**.
19	CERNY-EN LAONN. (*Cerniacum*) (Aisne, cant. Craonne).	1260	Copie. *Latin.*	J 385, no 15.	Dufour, p. 568. — *Layettes*, p. ~~651~~ 568
19 b	ID.	1261 juin.	Orig. *Français.*	J. 385 no 36.	»
20	ID.	1262 29 mai.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 44 vo. — P 2288.	Dufour, p. 678. — *Recueil*, p. 94, **8**.
21	CHAMBLY (*Chambliacum*) (Oise, cant. Neuilly-en-Thelle).	1260 25 septembre.	Orig. scell. (Lett. closes). *Latin.*	J 385, no 16.	Dufour, p. 621. — Douet d'Arcq. *Comtes de Beaumont*, p. 621. — *Layettes*, p. 549.
22	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 47 vo.	*Recueil*, p. 98, **26**.
23	CHAUDARDES (*Chaudarda*) (Aisne, cant. Neufchâtel).	1260 14 septembre.	Mention de vérification.	J 385, no 1.	*Layettes*, p. 548.
24	ID.	1262 29 mai.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 46.	*Recueil*, p. 96, **17**.
25	CHAUMONT-EN-VEXIN (*Calvus mons*) (Oise, arr. Beauvais).	1262 2 juillet.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 44 vo.	*Recueil*, p. 94, **10**.
26	CHAUNY (*Chauniacum, Calniacum*) (Aisne, arr. Laon).	1260 2 juin.	Orig. scell. *Français.*	J 385, no 31.	Dufour, p. 624. — *Layettes*, p. 524.
27	ID.	1261 3 juin.	Orig. *Français.*	J 385, no 31 *bis*.	Dufour, p. 681.
28	ID.	1262 v. le 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 47.	*Recueil*, p. 97, **22**.
29	ID.	1263 17 novembre.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 51.	*Recueil*, p. 104, **42**.
30	COMPIÈGNE (*Compendium*) (Oise).	1260 23 juin.	Orig. scell. *Français.*	J 385, no 37.	Dufour, p. 637. — *Layettes*, p. 532.

Nos D'ORDRE.	NOMS DES LOCALITÉS.	DATES.	NATURE DES PIÈCES.	PROVENANCE.	INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES.
31	COMPIÈGNE.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 43. — P 2288.	Dufour, p. 675. — *Recueil*, p. 91, **1**.
32	CONDÉ-EN-BRIE (*Condetum*) (Aisne, arr. Château-Thierry).	1260 14 septembre.	Mention de vérification.	J 385, n° 1.	*Layettes*, p. 548.
33	ID.	1262 29 mai.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 44. — P 2288.	*Recueil*, p. 93, **6**.
34	CORBIE (*Corbia*) (Somme, arr. Amiens).	1260 14 septembre.	Mention de vérification.	J 385, n° 1.	*Layettes*, p. 548.
35	ID.	1262 30 avril.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 45 v°.	*Recueil*, p. 96, **16**.
36	CRANDELAIN (*Crandeleium*) (Aisne, cant. Craonne).	1260 novembre.	Orig. scell. *Latin.*	J 385, n° 13.	Dufour, p. 669. — *Layettes*, p. 563.
37	ID.	1262 29 mai.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 48 v°.	*Recueil*, p. 100, **34**.
38	CRÉPY-EN LAONN. (*Crispiacum in Laudunesio*) (Aisne, cant. Laon).	1260 10 novembre.	Orig. scell. (Lett. closes). *Latin.*	J 385, n° 25.	Dufour, p. 638. — *Layettes*, p. 553.
39	ID.	1262 10 avril.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 49.	*Recueil*, p. 100, **35**.
40	CRÉPY-EN-VALOIS (*Crispiacum*) (Oise, arr. Senlis).	1259-1260 av. le 4 avril.	Orig. scell. *Français.*	J 385, n° 28.	Dufour, p. 640. — *Layettes*, p. 512.
41	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 43 v°. — P 2288.	Dufour, p. 676. — *Recueil*, p. 92, **3**.
42	DOULLENS (*Dullendum*) (Somme).	1260 14 septembre.	Mention de vérification.	J 385, n° 1.	*Layettes*, p. 548.
43	ID.	1262 16 mars.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 45 v°.	*Recueil*, p. 95, **13**.
44	ID.	1263 13 novembre.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 50.	*Recueil*, p. 101, **39**.
45	FALAISE (*Falesia*) (Calvados).	1261 1er novembre.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 53.	*Recueil*, p. 107, **48**.

N°s D'ORDRE.	NOMS DES LOCALITÉS.	DATES.	NATURE DES PIÈCES.	PROVENANCE.	INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES.
46	LA NEUVILLE-ROI (*Villa nova in Belvasino*) (Oise, cant. S.-Just).	1260 av. le 14 sept.	Orig. (Lett. closes). *Français.*	J 385, n° 3.	Dufour, p. 647. — *Layettes*, p. 542.
47	ID.	1260	Copie. *Latin.*	J 385, n° 15.	Dufour, p. 672. — *Layettes*, p. 568.
48	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 48.	*Recueil*, p. 99, **30.**
49	ID.	1263 16 novembre.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 50 v°.	*Recueil*, p. 103, **41.**
50	LAON (*Laudunum*)	1262 11 avril.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 44 v°. — P 2288.	Dufour, p. 678. — *Recueil*, p. 93, **7.**
51	MANTES (*Medunta*) (Seine-et-Oise).	1260 7 septembre.	Orig. *Français.*	J 385, n° 24.	*Layettes*, p. 541.
52	ID.	1260 17 septembre.	Orig. *Français.*	J 385, n° 17.	Delisle, *Cartul. normand*, p. 131. — *Layettes*, p. 548.
53	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 46.	*Recueil*, p. 96, **19.**
54	MEULAN (*Mellentum*) (Seine-et-Oise, arr. Versailles).	1259-1260 13 avril-3 avril	Orig. *Latin.*	J 385, n° 34.	Delisle, *Cartul. normand*, p. 130. — *Layettes*, p. 513.
55	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 46 v°.	*Recueil*, p. 97, **20.**
56	MONTDIDIER (*Mons Desiderii*) (Somme).	1260 5 avril.	Orig. scell. (Lett. closes). *Français.*	J 385, n° 6.	Dufour, p. 643. — Beauvillé, *Hist. de Montdidier*, I, 106. — *Layettes*, p. 515.
57	ID.	1260	Copie. *Latin.*	J 385, n° 15.	Dufour, p. 671. — Beauvillé, *Ibid.* — *Layettes*, p. 568.
58	ID.	1262 8 avril.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 49 v°.	*Recueil*, p. 101, **38.**
59	MONTREUIL-S-MER (*Monsterolium*) (Pas-de-Calais).	1260 av. le 14 sept.	Orig. scell. *Français.*	J 385, n° 33.	Dufour, p. 643. — *Monum. du Tiers-État*, IV, p. 741. — *Layettes*, p. 545.
60	ID.	1262 26 février.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 48.	*Recueil*, p. 99, **31.**
61	NOYON (*Noviomum*) (Oise, arr. Compiègne).	1260 7 avril.	Orig. scell. (Lett. closes). *Français.*	J 385, n° 30.	Dufour, p. 647 et *Bull. antiq. de Picardie*, t. VI (1856), p. 181. — *Layettes*, p. 515.

N^{os} D'ORDRE.	NOMS DES LOCALITÉS.	DATES.	NATURE DES PIÈCES.	PROVENANCE.	INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES.
62	Noyon.	1262 12 avril.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 45 v°.	*Recueil*, p. 95, **14.**
63	Péronne (*Perona*) (Somme).	1260 24 juin.	Orig. scell. (Lett. closes). *Français*.	J 385, n° 22.	Dufour, p. 649. — *Layettes*, p. 532.
64	Id.	1262 24 juin.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 47.	*Recueil*, p. 97, **23.**
65	Poissy (*Pissiacum*) (Seine-et-Oise, arr. Versailles).	1259-1260 13 avril-3 avril	Orig. (Lett. closes). *Latin*.	J 385, n° 2.	*Layettes*, p. 511.
66	Id.	1262 24 juin.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 47 v°.	*Recueil*, p. 99, **27.**
67	Pont-Audemer (*Pons Audomari*) (Eure).	1260 14 septembre.	Orig. scell. (Lett. closes). *Latin*.	J 385, n° 29.	Delisle, *Cartul. nor.*, p. 130. — *Layettes*, p. 547.
68	Id.	1263 28 octobre.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 52 v°.	*Recueil*, p. 106, **45.**
69	Pontoise (Seine-et-Oise).	1260 4 avril.	Orig. scell. et copie. *Français*.	J 385, n°s 23 et 23 bis.	*Layettes*, p. 514.
70	Pontpoint (*Ponpognium*) (Oise, cant. Pont-Ste-Maxence).	1262 24 juin.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 49.	*Recueil*, p. 101, **37.**
71	Pont-Sainte-Maxence (*Pons*) (Oise, arr. Senlis).	1262 24 juin.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 47.	*Recueil*, p. 98, **24.**
72	Rouen.	1260 av. le 14 sept.	Orig. scell. *Latin*.	J 385, n° 9.	Delisle, *Cartul. nor.*, p. 125. — *Musée des Arch. nat.*, p. 142. — *Layettes*, p. 543.
73	Id.	1261 25 décembre.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 52 v°.	*Recueil*, p. 106, **47.**
74	Roye (*Roya*) (Somme, arr. Montdidier).	1260 20 juin.	Orig. scell. (Lett. closes). *Français*.	J 385, n° 7.	Dufour. p. 650. — *Layettes*, p. 528.
75	Id.	1260	Copie. *Latin*.	J 385, n° 15.	Dufour, p. 673. — Beauvillé, *Hist. de Montdidier*, I. p. 106. — *Layettes*, p. 568.
76	Id.	1262 24 juin.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 48 v°.	*Recueil*, p. 100, **32.**

Nos D'ORDRE.	NOMS DES LOCALITÉS.	DATES.	NATURE DES PIÈCES.	PROVENANCE.	INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES.
77	SAINT-QUENTIN (*Sanctus Quintinus*) (Aisne).	1260 14 septembre.	Mention de vérification.	J 385, nº 1.	*Layettes*, p. 548.
78	ID.	v. 1260	Orig. *Français.*	Arch. mun. de S.-Quentin. Liasse 68, nº 1.	*Arch. anc. de S.-Quentin*, I, p. 71.
79	ID.	1262 17 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 43 vº. — P 2288.	Dufour, p. 676. — *Recueil*, p. 92, **2.**
80	ID.	1264 18 novembre.	Orig. *Français.*	Arch. mun. de S.-Quentin. Liasse 68, nº 2.	*Arch. anc. de S.-Quentin*, I, p. 78.
81	ID.	1265 18 novembre.	Orig. *Français.*	Ibid., nº 3.	*Ibid.*, p. 82.
82	ID.	1266 18 novembre.	Orig. *Français.*	Ib., nº 3 bis.	*Ibid.*, p. 84.
83	SAINT-RIQUIER (*S. Richerius*) (Somme, cant. Ailly-Haut-Clocher)	1260 22 février.	Orig. scell. *Latin.*	J 385, nº 21.	Dufour, p. 658. — *Layettes*, p. 506.
84	ID.	1262 9 octobre.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 45 vº.	*Recueil*, p. 95, **15.**
85	ID.	1263 15 novembre.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 50.	*Recueil*, p. 102, **40.**
86	SENLIS (*Silvanectum*) (Oise).	1260 av. le 14 sept.	»	J 385, nº 18. (Deficit).	Ind., *Layettes*, p. 547.
87	ID.	1262 29 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 44 vº. — P 2288.	Dufour, p. 679. — *Recueil*, p. 94, **11.**
88	SENS (Yonne).	1260 1er juillet.	Orig. scell. *Français.*	J 261, nº 13.	Anal., Duplès-Agier, *Bull. de la Soc. arch. de Sens*, p. 57. — *Layettes*, p. 536.
89	ID.	1260 13 août.	Orig. (Lett. closes). *Français.*	J 385, nº 12.	*Layettes*, p. 538.
90	ID.	1262 24 juin.	Copie. *Latin.*	Lat. 12814, fol. 49.	*Recueil*, p. 101, **36.**

N^{os} D'ORDRE.	NOMS DES LOCALITÉS.	DATES.	NATURE DES PIÈCES.	PROVENANCE.	INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES.
91	SOISSONS (*Suessionum*) (Aisne).	1262 24 juin.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 46.	*Recueil*, p. 96, **18**.
92	VAILLY-SUR AISNE (*Velliacum* (Aisne, arr. Soissons)	1260 15 novembre.	Orig. scell. *Français*.	J 385, nº 11.	Dufour, p. 661. — *Layettes*, p. 555.
93	ID.	1262 29 mai.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 44. — P 2288.	Dufour, p. 677. — *Recueil*, p. 93, **5**.
94	VERNEUIL (*Vernolium*). (Eure, arr. Evreux).	1260 novembre.	Orig. scell. *Latin*.	J 385, nº 35.	Delisle. *Cartul. nor.*, p. 131. — *Layettes*, p. 564.
95	ID.	1263 28 octobre.	Copie. *Latin*.	Lat. 12814, fol. 52 vº.	*Recueil*, p. 106, **46**.

J'indiquerai en dernier lieu les ouvrages, relatifs aux différentes régions de la France, où l'on peut trouver des documents et des renseignements utiles. J'exclus naturellement de cette liste les provinces et les villes qui, de 1180 à 1314, ont échappé à peu près complètement à l'action des rois de France.

Région du Nord. (Picardie, Flandre, Artois.) — L. A. Warnkœnig, *Flandrische Staats- und Rechtsgeschichte,* Tubingue, 1835-1839, 3 vol. in-8; *Histoire de la Flandre et de ses institutions civiles et politiques*, trad. par A. E. Gheldolf, Bruxelles, 1835-1864, 5 vol. in-8. J'indique ici l'édition allemande à côté de la traduction, parce que ce sont en réalité deux ouvrages très différents, non seulement pour la disposition des matières, mais aussi pour les faits et les documents qu'ils renferment. — Alph. Wauters, *Les libertés communales, essai sur leur origine et leurs premiers développements en Belgique, dans le nord de la France et sur les bords du Rhin,* Bruxelles, 1869-1878, 3 vol. in-8. — A. Thierry, *Rec. des monuments inédits de*

l'hist. du tiers-état. (Voy. plus haut.) — Melleville, *De l'affranchissement communal dans les anciens diocèses de Laon, Soissons et Noyon*, Laon et Paris, 1858, in-8. — Bouthors, *Coutumes locales du bailliage d'Amiens*, Amiens, 1845, 2 vol. in-4. (*Mém. de la Soc. des antiq. de Picardie. Doc. inéd. concernant la province.*)

AMIENS. — Le P. Daire, célestin, *Histoire de la ville et du diocèse d'Amiens*, Paris, 1757, 2 vol. in-8. — A. Thierry, *Rec. des Monuments inédits de l'hist. du tiers-état*, t. I à III. On en a publié divers extraits dans ses Œuvres complètes sous le titre de *Monographie de la constitution communale d'Amiens*. — *Livre noir de l'évêché d'Amiens*, publié par M. V. de Beauvillé dans son *Recueil de documents inédits concernant la Picardie* (4e partie, Paris, 1881, in-4).

ARRAS. — *Inventaire chronologique des chartes de la ville d'Arras*, s. l. n. d. in-4. Sous ce titre M. Guesnon a composé un véritable cartulaire municipal d'Arras plein de documents du plus grand intérêt. Bien que cet ouvrage imprimé depuis longtemps n'ait jamais été publié, on le rencontre cependant dans quelques bibliothèques.

BEAUVAIS. — Antoine Loisel, *Mémoires des pays, villes, comté et comtes, evesché et evesques, pairrie, commune... de Beauvais*, Paris, 1617, in-4. — Pierre Louvet, *L'histoire de la ville et cité de Beauvais et des antiquitez de Beauvaisis*, Rouen, 1614, in-8; *Histoire et antiquitez du païs de Beauvaisis*, tome premier, Beauvais, 1631, in-8; *Histoire et antiquitez du diocèse de Beauvais*, tome second, Beauvais, 1635, in-8; *Supplément à l'histoire du Beauvaisis*, par Simon, Paris, 1704, in-8. Ces quatre volumes, dont deux ont une tomaison malgré la différence des titres, forment pour ainsi dire un seul ouvrage ; c'est dans le troisième qu'il faut chercher la plupart des documents relatifs à la commune. — *Documents relatifs à Beauvais*, dans Guizot, *Hist. de la civil. en France*, t. IV, appendice.

LAON. — Melleville, *Histoire de la ville de Laon et de*

ses institutions, Laon, 1846, in-8. — A. Matton, *Essai historique sur l'autorité des évêques de Laon au moyen âge*, dans le *Bulletin de la Société académique de Laon*, t. XI, 1856; *Note sur la commune de Laon au* XIIIe *siècle*, Paris, 1866, in-8. La plupart des historiens ont confondu la commune de Laon avec celle du Laonnais, commune rurale composée de dix-sept villages sous la dépendance de l'évêque de Laon. Plusieurs des vicissitudes qu'Aug. Thierry a attribuées à la commune de Laon (*Lettres sur l'hist. de France*, 16 à 18), se rapportent en réalité à celle du Laonnais. Beaucoup de documents publiés même récemment comme concernant Laon, doivent être attribués au Laonnais. La commune du Laonnais a fait l'objet d'une monographie : Melleville, *Histoire de la commune du Laonnois*, Paris et Laon, 1853, in-8.

LILLE. — Roisin, *Franchises, lois et coutumes de la ville de Lille*, publ. par Brun-Lavainne, Lille et Paris, 1843, in-8.

SAINT-OMER. — A. Giry, *Histoire de la ville de Saint-Omer et de ses institutions jusqu'au XIVe siècle*, Paris, 1877, 1 vol. in-8. (31e fasc. de la *Bibl. de l'Ecole des hautes études*.)

SAINT-QUENTIN. — *Le livre rouge de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Quentin*, publié par H. Bouchot et E. Lemaire, Saint-Quentin, 1881, in-4. — *Archives anciennes de la ville de Saint-Quentin*, publiées par E. Lemaire, Saint-Quentin, in-4. (Sous presse.)

SENLIS. — E. Flammermont, *Histoire des institutions municipales de Senlis*, Paris, 1881, in-8 (45e fasc. de la *Bibl. de l'Ecole des hautes études*.)

Région de l'Ouest. (Normandie, Poitou, Aunis, Saintonge, Guyenne.) — L. Delisle, *Cartulaire normand de Philippe-Auguste, Louis VIII, Saint-Louis et Philippe le Hardi*, Caen, 1842, in-4 (*Mémoires de la Soc. des antiq. de*

Normandie, 2ᵉ série, t. XVI.) — A. Giry, ***Les Etablissements de Rouen, études sur l'histoire des institutions municipales de Rouen, Falaise, Pont-Audemer, Verneuil, Oleron, Bayonne, Tours, Niort, Cognac, Saint-Jean d'Angely, Angoulême, Poitiers, etc.***, Paris, 1883-1885, 2 vol. in-8 (55ᵉ et 59ᵉ fasc. de la ***Bibl. de l'Ecole des hautes études***).

AGEN. — *Archives municipales d'Agen. Chartes* (1189-1328), publiées par A. Magen et G. Tholin, Villeneuve-sur-Lot, 1876, in-4.

BORDEAUX. — *Archives municipales de Bordeaux. Le livre des bouillons*, Bordeaux, 1867, in-4.

ROUEN. — A. Chéruel, *Histoire de Rouen pendant l'époque communale*, Rouen, 1844, 2 vol. in-8.

Région de l'Est. (Champagne, Bourgogne, Lyonnais.) — D'Arbois de Jubainville, *Histoire des ducs et des comtes de Champagne*, Paris, 1859-1866, 7 vol. in-8. — Pérard, *Recueil de pièces pour servir à l'histoire de Bourgogne*, ..., 1664, in-fol. — Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, Dijon, 1867-1877, 3 vol. in-4. — Quantin, *Cartulaire général de l'Yonne;* Auxerre, 1854-1860, 2 vol. in-4; *Recueil de pièces pour faire suite au cartulaire général de l'Yonne*, Paris, 1873, in-8; *Recherches sur le tiers-état au moyen âge*, Auxerre, 1851, in-8.

LYON. — *Cartulaire municipal de la ville de Lyon*, publié par M.-C. Guigue, Lyon, 1876, in-4.

PROVINS. — F. Bourquelot, *Histoire de Provins*, Provins, 1839-1840, 2 vol. in-8; *Notice sur le manuscrit intitulé: Cartulaire de la ville de Provins* (*Bibl. de l'Ecole des chartes*, 4ᵉ série, t. II, 1855-1856).

REIMS. — *Archives de la ville de Reims*, Paris, 1839-1853, 8 vol. in-4. (*Documents inédits sur l'histoire de France.*)

Région du Centre. (Orléanais, Touraine, Berry.) —

Raynal, *Histoire du Berry,* Bourges, 1845, 4 vol. in-8. — Thaumas de la Thaumassière, *Coutumes locales du Berry et celles de Lorris,* Paris, 1680, in-fol.

ETAMPES. — D. Fleureau, *Les antiquités de la ville et du duché d'Etampes,* Paris, 1683, in-4. — *Documents relatifs à Étampes,* dans Guizot, *Hist. de la civil. en France,* t. IV, appendice.

LORRIS. — Maurice Prou, *Les coutumes de Lorris et leur propagation aux* XIIe *et* XIIIe *siècles* (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger,* 1884) et à part, Paris, 1884, in-8.

ORLÉANS. — F. Le Maire, *Histoire et antiquités de la ville et duché d'Orléans,* Orléans, 1645, in-4, ou 1648, in-fol. — *Documents relatifs à Orléans,* dans Guizot, *Hist. de la civil. en France,* t. IV, appendice.

Région du Midi. (Auvergne, Languedoc.) — Rivière, *Histoire des institutions de l'Auvergne,* Paris, 1874, 2 vol. in-8. — *Histoire générale du Languedoc,* par D. Devic et D. Vaissète, t. VI à VIII de l'éd. Privat, Toulouse, 1879, in-4. — L. Clos, *Recherches sur le régime municipal dans le Midi de la France au moyen âge* (*Mémoires présentés par divers savants à l'Acad. des inscript. Antiquités de la France,* t. III, 1859.)

MONTPELLIER. — Germain, *Histoire de la commune de Montpellier,* Montpellier, 1851, 3 vol. in-8. — A. Molinier, *Etude sur la réunion de Montpellier au domaine royal,* (*Revue historique,* t. XXIV, 1884.)

NARBONNE. — *Inventaire des archives communales antérieures à* 1790, par G. Mouynès. *Annexes de la série AA,* Narbonne, 1871, in-4. J'indique par exception ce volume d'inventaire, parce qu'on y a publié *in extenso* tous les documents relatifs à la constitution de la commune.

NIMES. — Ménard, *Histoire civile ecclésiastique et littéraire de la ville de Nîmes,* Paris, 1755, 6 vol. in-4.

TOULOUSE. — A. Molinier, *La commune de Toulouse* et Philippe III. (*Bibl. de l'Ecole des chartes*, t. XLIII, 1882.)

J'avais projeté de compléter ces indications bibliographiques par des tableaux des villes du royaume de France, dressés d'après les documents contemporains; je suis contraint d'y renoncer pour le moment, afin de ne pas retarder encore la publication de ce recueil annoncé depuis longtemps déjà. Tel qu'il est, j'ai confiance qu'il ne sera pas sans utilité pour l'étude d'un vaste sujet dont les documents que je publie éclairent une partie. Ce sont comme les pièces justificatives de l'un des chapitres d'une grande histoire que j'espère écrire un jour, si le temps ou les forces ne me font pas défaut.

Versailles, 15 mai 1885.

DOCUMENTS

SUR LES

RELATIONS DE LA ROYAUTÉ AVEC LES VILLES EN FRANCE

DE 1180 A 1314.

I

La Charité-sur-Loire. (Entre le 1er novembre 1181 et le 27 mars 1182.)

Philippe-Auguste confirme les coutumes de Bourges et de Dun[1].

Mss. A. Cop. du commencement du XIIIe s., Reg. A de Philippe-Auguste, fol. 11 v°. — B. Reg. B, fol. 8. — C. Reg. C, fol. 33 et 54. — D. Reg. D, fol. 36 v° et 68 v°. — E. Reg. E, fol. 75. — F. Reg. F, fol. 52. — *Editions : a.* La Thaumassière, *Coutumes de Berry*, p. 68, d'apr. D. et l'orig. — *b. Nouveau coutumier général*, t. III, p. 1001, d'apr. *a.* — *c. Ordonnances*, t. XI, p. 222, d'apr. B et D. — *d.* Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. I, p. 169, d'apr. *c.* — *Anal.* Raynal, *Histoire du Berry*, t. II, p. 173. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 37.

CARTA BITURICENSIS[2].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen[3]. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Ad regiam attinet clementiam subjectis misericorditer parcere, et mole gravaminis laborantibus ita liberaliter subvenire quatinus ad commanendum sub nostro dominio copiosa beneficiorum largitione plenius invitentur. Noverint igitur universi, presentes pariter et futuri, quod hominibus nostris, tam Bituris quam in septena, tam Duni quam in castellania nunc manentibus vel deinceps

---

1. Dun-le-Roi, Cher, arrondissement de Saint-Amand.
2. Le présent texte a été établi d'après A et *a*. Ce titre ne se trouve naturellement que dans A.
3. *La formule est abrégée dans* A : In nomine, etc. Ph., Dei gratia...

mansuris, subscriptas consuetudines habendas et in perpetuum retinendas, intuitu Dei, sicut et pater noster bone memorie Ludovicus[1] eisdem concessit, concedimus et quedam etiam addentes confirmamus.

Consuetudines autem hec sunt :

1. Ab omni tolta et tallia et botagio et culcitrarum exactione omnino quieti et liberi erunt.

2. In exercitum vel expeditionem extra Bituriam non ibunt.

3. Nullus eorum capietur, nec res alicujus eorum[2], quamdiu salvum plegium vel[3] bonam securitatem prestare poterit et voluerit quod justicie stabit; sed plegium vel securitas illa, pro homine de Bituris vel de septena data, non poterit nantari vel capi, donec, per probos homines Bituricis manentes, secundum ville consuetudines, sit judicatum quid vel quantum, pro forifacto illo pro quo plegium vel securitas illa data fuerit, debeat emendari.

4. Plegium vero vel securitas illa, pro homine de Duno seu castellania data, non poterit nantari vel capi, donec judicatum sit quid vel quantum, pro forifacto illo pro quo plegium vel securitas illa data fuerit, debeat emendari.

5. Homines Bituris manentes et homines septene extra Bituricem urbem per prepositum nostrum non placitabunt; per nos autem infra totam septenam placitabunt et non extra.

6. Similiter Duni habitantes[4] et in castellania apud Dunum

---

1. La charte de Louis VII relative à Bourges, qui est visée ici, ne paraît pas s'être conservée, mais des franchises concédées à Dun-le-Roi, entre le 13 avril 1175 et le 3 avril 1176, contiennent des dispositions semblables à plusieurs des articles de la charte que je publie. Il y a tout lieu de croire que les franchises concédées à Bourges, et auxquelles il est fait allusion ici, étaient les mêmes. La charte octroyée à Dun par Louis VII a été publiée par La Thaumassière, *Coutumes de Berry*, p. 67, d'apr. l'orig. alors aux arch. de Dun et par les éditeurs des ***Ordonnances*** t. XI, p. 208, d'après La Thaumassière. Cf. Luchaire, ***Etudes sur les actes de Louis VII***, *Catal.*, nos 692 et 693. En voici le début : « In nomine sancte » et individue Trinitatis, amen. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Re- » giam decet clementiam subjectorum molestiis et gravaminibus miseri- » corditer occurrere ut sub nostro dominio commorari libentius appetant » et vivere valeant tutiores. Notum itaque facimus universis presentibus » et futuris quod, assensu Adele regine et dilectissimi filii nostri Philippi, » hominibus Duni et in tota Duni castellania manentibus et deinceps » mansuris, intuitu pietatis, consuetudines subscriptas habendas conces- » simus et in perpetuum retinendas. » — Pour faciliter la comparaison entre les deux actes, j'imprime en petit texte toutes les parties de la charte de Philippe-Auguste qui sont empruntées à celle de Louis VII, et j'ajoute en note les variantes de cette dernière.

2. *Ch. de Louis VII :* Nullus eorum vel res sue capientur.

3. *Ibid. :* et.

4. *Ibid. :* manentes.

tantum[1] per nostrum prepositum placitabunt; per nos vero[2] in tota septena et in tota Duni castellania[3] tantum.

7. Insuper, prepositus noster adversus aliquem supradictorum hominum[4], per hominem de mensa et de cibo suo, nichil poterit probare vel disrationare.

8. Mulieres vidue[5], absque nostra et prepositi nostri licentia, nubere[6] ac se maritare poterunt[7].

9. Addimus etiam et precipimus ut quicumque juxta murum vel supra murum Biturice civitatis edificare voluerit domum vel aliud, sine muri pejoratione, ei liceat edificare.

10. Sed si quis de pejoratione muri fuerit accusatus, postquam, per probos homines ipsius civitatis, ad quos omnia judicia ejusdem ville et septene ab antiquo dinoscuntur pertinere facienda, judicatum fuerit quid murum pejoraverit, forifactum illud sexaginta solidis emendabit, atque reficiet quod de muro pejoraverit.

11. Statuimus etiam ut omnibus hominibus liceat undecumque voluerint panem afferre et vendere Bituricis; et quicumque de foris panem Bituricis attulerit ad vendendum, nobis tantum duas denariatas panis in ebdomada persolvat, et alius ab eo nichil accipiat.

12. Si quis convictus fuerit habere falsam minam, septem solidis et sex denariis id emendabit, et mina frangetur.

13. Si quis vias Bituricarum voluerit emendare, liceat ei sine accusatione.

14. Operarii vinearum et agriculturarum ab opere suo non recedant ante horam que a probis hominibus statuetur; quod si fecerint, merces eis non reddatur.

15. Nullo tempore aliquis equitando venetur in vineis, nec etiam pedester, fructus dum fuerit in eis; quod si quis fecerit, vel aurem amittet, vel quinque solidis nobis emendabit, et dampnum restituet cui illud intulit, nisi proprio juramento, sine duello, se nescisse monstraverit quod ista prohibitio facta fuerit.

16. Item, si quis in vineis, in viridariis, in pratis, in bladis, in ortis inventus fuerit, dum fructus in eis erit, colligendo vel collectum habendo, nisi per eum cujus res est, vel aurem

---

1. *La ch. de Louis VII ajoute ici :* et apud Bituricas.
2. *Ch. de Louis VII :* autem tam ipsi quam homines de castellaria.
3. *Ibid. :* et in tota Duni castellaria placitabunt et non ultra.
4. *Ibid. :* eos.
5. *Ibid. :* Mulieribus viduisve.
6. *Ibid. :* de cetero nubere.
7. *Ibid. :* valeant, potestatem indulsimus. — *Cette disposition se trouve placée la dernière dans la charte de Louis VII.*

amittet, vel quinque solidos nobis persolvet et dampnum restituet, si quidem ille cujus res est forifactum illud requisierit, quoniam sine clamore illius requirere preposito non licebit.

17. Sed sciendum quod si ille cujus res est, aut serviens ejus aliquem invenerit in tali forifacto, ad solum sacramentum domini aut servientis, faciat ille predictam emendationem ; si vero alius aliquem in hoc forifacto se invenisse dixerit, iste si negaverit, per suum sacramentum, sine duello, liber et quietus erit.

18. Prohibemus etiam ne deinceps vinearii ponantur in vineis, sed garde reddantur die quam statuent hii quibus debentur.

19. Porci, si inveniantur in vineis, quamdiu fructus in eis erit, vel in pratis fodiendo, quocumque tempore, occidantur, et medietatem occisorum habeat ille cujus vinea vel pratum erit, alteram medietatem, ille cujus porci erant.

20. Item, si porcus in prato fuerit inventus, non fodiendo, a Pascha usque dum herba seccetur, quatuor denariis redimatur.

21. Quodcumque animal inventum fuerit in vineis dum erunt sine fructu, vel in bladis, vel in ortis, vel in pratis dum herba ibidem fuerit, IIII. denariis redimatur; quos denarios illius esse volumus in cujus vinea, vel orto, vel blado, vel prato, illud animal fuerit inventum ; pro quo forifacto prepositus noster nullam recipiet emendationem.

22. Preterea, si quis accusatus fuerit pastorale, vel torallum, vel viam, vel plateam, vel metam arasse aut fodisse, vel aliquem arborem in pastorali, seu in via, seu in platea incidisse, per suum et alterius sacramentum inde liber et quietus remanebit.

23. Insuper, ab omnibus forifactis[1], que facta fuerunt priusquam predictis hominibus nostris hanc cartam confirmaremus, ipsos penitus quitamus[2] et absolvimus, quantum ad nos pertinet, et in pace dimittimus.

Que omnia ut perpetuam stabilitatem obtineant, presentem paginam sigilli nostri auctoritate ac regii nominis karactere inferius annotato precepimus confirmari. Actum publice apud Karitatem, anno incarnati Verbi M°. C°. LXXX°. I°., regni nostri anno tercio, astantibus in palatio nostro, quorum no-

1. *Ch. de Louis VII :* retro forefactis.
2. *Ibid. :* eos relaxamus.

mina supposita sunt et signa. Signum comitis Theobaldi dapiferi nostri. S. Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. S. Radulphi constabularii. Data per manum Hugonis cancellarii[1].

1. *Voici la fin de la ch. de Louis VII :* « Quod ut perpetuum obtineat » vigorem, scripto commendari et sigilli regii auctoritate, subterinscripto » nominis nostri charactere, fecimus, confirmari, astantibus in palatio » nostro, quorum nomina supposita sunt et signa. Signum comitis Theo- » baldi dapiferi nostri. S. Reginaldi camerarii. S. Guidonis buticularii. » S. Radulphi constabularii. Actum apud Soliacum, anno incarnati Verbi » M°. C°. LXXV°. Data vacante cancellaria. » — La charte de Philippe-Auguste a été confirmée par Louis VIII en 1224, et celle-ci successivement vidimée par Louis IX en mars 1233-1234, par Philippe III en mars 1274-1275, et par Philippe le Bel en février 1293-1294 (J. Chenu, *Priviléges octroyez aux maires et eschevins... de Bourges*, Paris, 1603, in-8, p. 9, et *Recueil des antiquitez et privileges de la ville de Bourges*, Paris, 1621, in-4, p. 1, avec une ancienne traduction française, p. 5. — *Priviléges de la ville de Bourges*, s. l., 1643, in-4, p. 1, avec une ancienne traduction française, p. 8. — La Thaumassière, *Coutumes de Berry*, p. 70. — *Ordonnances*, t. XI, pp. 320, 328, 352 et 374).

II

Fontainebleau. 1182. (Entre le 28 mars et le 31 octobre.)

Philippe-Auguste confirme les coutumes de la commune de Beauvais.

Mss. : A. Cop. du commencement du XIIIe s., reg. A. de Philippe-Auguste, fol. 11. — B. Reg. B, fol. 7 v°. — C. Reg. C, fol. 33. — D. Reg. D, fol. 36. — E. Reg. E, fol. 75 v°. — F. Reg. F, fol. 52 v°. — G. Vidimus de 1224, Arch. nat. J 167, Beauvais, 1. — H. Cop. de la fin du XIVe s., Arch. nat. JJ 146, pièce 105. — I. Cop. de Bouhier, Bibl. nat. Ms. lat. 17710, p. 270. — J. Cop. de Duchesne, *Coll. Duchesne*, t. 78, fol. 112. — K. Cop. du XVIIe s., *Coll. Decamps*, t. 29, fol. 77. — L. Extrait, cop. du XVIIIe s., *Coll. Moreau*, t. 86, fol. 3. — *Editions : a.* Ant. Loisel, *Mémoires..... de Beauvais*, p. 282. — *b.* Baluze, *Miscellanea*, t. VII, p. 302, et éd. de Lucques, t. III, p. 80, d'apr. E. — *c. Ordonn.*, t. VII, p. 621, d'apr. H. — *d.* Teulet. *Layettes du Trésor des chartes*, t. I, p. 131, d'apr. G. — *Traductions françaises. Mss. :* A. Traduction du commencement du XIVe s., Arch. comm. de Beauvais, AA 2, *Livre à cinq clous*, fol. 143. — B. Trad. du XVe s., ibid., AA 1, Cartulaire municipal, fol. 141. — C. Trad. du XVe s. Arch. nat. JJ 216 n° 194 et X^1a^ 8629, fol. 280, dans un vidimus de Charles VIII de septembre 1485. — *Ed. a.* Ant. Loisel, *Mémoires... de Beauvais*, p. 279, d'apr. B. — *b. Ordonn.*, t. XIX, p. 586, d'apr. C. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 49.

CARTA COMMUNIE BELVACENSIS [1].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen.

Ego Philippus, Dei gracia rex Francorum. Notum omnibus facimus tam futuris quam presentibus quoniam [3] communiam illam, quam a patre nostro Ludovico [4] et ante-

CH'EST LE PREMIERE CHARTRE DE LE QUEMUNE DE BIAUWÈS [2].

Ou non de sainte et indevizée Trinité, amen.

Phelippe, par la grace de Dieu roy de France, a tous presens et a venir qui ces presentes lettres verront, [savoir, faisons que] le quemune, la-

1. Ce texte est établi d'après A et G.

2. Cette traduction est celle du *Livre à cinq clous* de Beauvais ; j'en dois la transcription à l'obligeance de mon confrère M. Coüard-Luys, archiviste de l'Oise.

3. Les formules de début sont ainsi abrégées dans A : « In nomine, etc. Notum, etc., quoniam... »

4. La charte de Louis VII rappelée ici a été concédée entre le 1er août 1144 et le 14 avril 1145 ; elle a été publiée par Ant. Loisel, *Mémoires... de Beauvais*, p. 271, et par Louvet, *Hist. de Beauvais*, p. 316. Guizot

cessoribus nostris, per multa ante tempora, homines Belvacenses habuerant[1], sicut prius instituta fuit et jurata, cum consuetudinibus[2] quas presens carta continet, salva[3] fidelitate nostra, illis[4] concedimus et confirmamus.

quele de notre pere Loeys et de nos predecesseurs que les hommes de Biauvès avoient de lonc tans, si comme il fu piecha establi et juré, avoecques les costumes, lesqueles sont contenues en ceste chartre, sauve nostre loiauté, a iceus nous l'otroions et confirmons.

Consuetudines autem iste sunt:

Premierement ches coustumes sont teles :

1. Universi homines infra murum civitatis et in suburbio commorantes, in cujuscumque terra maneant, communiam jurabunt; nisi forte ex consilio maioris et parium et eorum qui consilium juraverunt[5], aliqui remanserint.

1. Ch'est assavoir tous les homes de le chité et dedens les murs de le cité et demourans ou suburbe, en quele terre que il meingnent, le quemune jurront; se n'est par aucune aventure du conseil dou maire et des pers et de chaus qui le conseil juront, aucun remansissent.

2. Alter alteri[6], infra firmitates ipsius ville, recte, secundum suam opinionem, auxiliabitur.

2. Li autre demourans dedens la fermeté de ledite ville, senon droite opinion, li aideront a conseillier.

---

en a donné une traduction française, *Hist. de la civilisation en France*, t. IV, p. 367. Les éditeurs des *Ordonnances* (t. XI, p. 193), se sont bornés à renvoyer à la charte confirmative de Philippe-Auguste. Cf. Luchaire, *Etudes sur les actes de Louis VII, Catal.* nº 138. — Aucun texte de la charte de Louis VI ne paraît s'être conservé, et elle n'est connue que par la mention qui en est faite dans la charte de Louis VII. Les éditeurs des *Ordonnances* pensent qu'il la faut dater de 1103 ou 1104 ; au contraire Guizot (*ouvr. cit.*, p. 366) et après lui M. Luchaire (*Hist. des institutions monarchiques*, t. II, p. 170), la croient postérieure à 1122. — Pour rendre sensibles les modifications apportées à la charte de 1144 par la confirmation de 1182, j'imprime en petit texte tout ce qui se trouve déjà dans la première charte et j'en donne en note les variantes d'après le texte de Loisel qui me paraît le meilleur de ceux qui nous sont parvenus. — Le début des deux chartes est semblable sauf le nom et le titre du roi : « Ludovicus, Dei gratia rex Francorum, dux Aquitanorum... »

1. *Charte de Louis VII :* habuerunt.
2. *Ibid. :* cumque eisdem consuetudinibus.
3. *Ibid. :* salva tamen.
4. *Ibid. :* nos quoque ipsis.
5. *Ibid. :* juraverint.
6. *Ibid. :* etiam alteri.

3. Et quicumque forifecerit homini qui hanc communiam juraverit, maior et pares communie, si clamor ad eos inde venerit, de corpore suo vel de rebus suis justiciam facient[1], secundum deliberationem ipsorum, nisi forisfactum, secundum eorum deliberacionem, emendaverit.

4. Si vero ille qui forifactum fecerit ad aliquod receptaculum perrexerit, maior et pares communie dominum receptaculi, vel eum qui loco[2] ejus erit, super hoc convenient; et si de illo inimico suo, eis, secundum deliberationem eorum, satisfecerit, placebit; et si[3] satisfacere noluerit, de rebus vel de hominibus ejus, vindictam, secundum deliberacionem ipsorum, facient.

5. Et si mercator aliquis Belvacum ad mercatum venerit, et aliquis ei, infra banleucam ipsius civitatis, forifecerit, si clamor inde ad maiorem et pares venerit, et mercator malefactorem suum infra villam invenerit, maior et pares super hoc, secundum ipsorum deliberationem, justiciam facient[4], si mercator ille de suis hostibus non fuerit; et si malefactor ille ad aliquod ierit receptaculum, et mercator, vel maior, vel pares ad illum miserint, si ille

3. Et quiconques forferoit a homme qui ait juré chele quemune, le maire et les pers de chele quemune, se clameurs en vient a aus, de son cors ou de ses biens fachent justiche, s'il ne l'amende senon se delivranche.

4. Et s'il est ainsi que chelui qui ait fait le forfait s'en voit hors a aucun recept, le mere et les pers de chele quemune iront ou envoieront et parleront au seignor dou recept ou a son lieu qui en son lieu sera; et se dou maufeteeur il leur en fait fere gré, il leur plaira; et s'il ne le veut faire, des choses ou des hommes d'ichelui il en fachent et penront venjance, senon leur delivranche.

5. Et se aucuns marchans vient au marchié a Biauvès et aucuns li forfet dedens le banlieue de chelle chité, se clameur en vient au maire et as pers, et le marchant trueve son maufeteur dedens le ville, le maire et les pers, senon leur deliberation, en fachent justiche; et se le marcheant ne puet trouver son maufeteeur, et le maufeteeur s'en va a aucun recept, et le marchant ou le maire ou les pers en-

---

1. *Dans A, cet article se termine ainsi :* justiciam facient, nisi secundum deliberationem ipsorum emendaverit. *C'est une faute de copiste évidente.*
2. *Ibid. :* in loco.
3. *Ibid. :* quod si.
4. *Ibid. :* invenerit, auxiliatores ei erunt secundum deliberationem ipsorum.

mercatori satisfecerit, vel probare poterit se forifactum non fecisse, satis erit[1] communie. Si vero neutrum fecerit, vindicta fiet de eo, secundum deliberationem maioris et parium, si infra[2] villam capi poterit.

voient a chelui, s'il fait satisfation au marchant ou il puist prover qu'il ne l'ait mie fait le forfet, il souffira a le quemune. Et s'il ne fet ne l'un ne l'autre, venjance sera fete de celi, senon le deliberation del maire et des pers, s'il puet estre pris dedens le ville.

6. Nemo autem, preter nos et dapiferum nostrum, conducere poterit in civitatem illam hominem qui homini de communia illa forifecerit[3], nisi forifactum, secundum deliberationem maioris et parium, emendare venerit. Verum, si Belvacencis episcopus ignoranter adduxerit in civitatem aliquem qui homini de communia forifecerit, postquam[4] ei ostensum fuerit, nullo modo postea adducet[5], nisi consilio maioris et parium, et ea vice eum reducere poterit.

6. Nus, fors nous et no baillieu, ne porra mener home en celle cité qui a homme d'ichelle quemune ait forfet, se le forfet n'est amendé senon le deliberation dou maire et des pers. Et s'il estoit ainsi que li vesques ignoramment amenat en le chité homme qui a homme de le quemune eust forfet, apres che que on li aroit monstré, en nulle maniere apres il ne l'i amenera, se n'est par le conseil dou maire et des pers, et a chelle fois il le porra bien mener.

7. In unoquoque etiam molendinorum, duo tantum juniores erunt; quod si aliquis plures juniores vel alias malas consuetudines imponere voluerit in molendinis, et inde clamor ad maiorem et pares venerit, illi qui inde clamaverit, secundum deliberationem ipsorum, justiciam facient[6].

7. Item, II. tant seulement regars seront en aucun moulin, quar se pluriex i estoient, pluriex mauveses coustumes i seroient acoustumées ; et se clameur en venoit, le mere et les pers a chelui qui se clameroit, senon deliberation, en fachent justiche.

8. Preterea, si episcopus Belvacensis ad tres curias nostras et ad exercitus ire voluerit, tres equos tantum ad unamquamque

8. Apres, se li vesques de Biauvès veut venir a nos III. cours ou a nos chevauchies, III. chevaus tant seulement

1. *Ch. de Louis VII :* fuerit.
2. *Ibid. :* intra.
3. *Ibid. :* aliquid forifecerit.
4. *Ibid. :* forifactum fecerit, postea quam.
5. *Ibid. :* eum postea adduxerit.
6. *Ibid. :* venerit, adjutores ei erunt ei qui...

curiam accipiet, sed[1] equum extranei hominis nullo modo capere poterit[2]. At si redemptionem de aliquo homine, vel ipse vel famulus ejus[3] pro equo acceperit, nullum alium loco illius postea capere debebit[4]. Si vero plures capere[5] voluerit, si clamor inde ad maiorem et pares venerit, auxiliatores ei erunt, recte secundum suam opinionem[6], qui querimoniam inde fecerit.

prenra a chaucune court; mes de cheval d'estrange homme en nulle maniere ne prenra. Et s'il avenoit que il preist rachat d'aucun homme, ou li ou se mainie, pour aucun cheval, il ne doit ou devera prenre nul autre en che lieu. Apres, et s'il estoit ainssint qu'il en vousist prenre pluriex, et clameur en vient au maire et as pers, aideurs seront a chelui, senon leur opinion, qui se plaindera.

9. Item, si episcopus Belvacensis nobis pisces aliquando mittere voluerit, unum equm capiet[7].

9. Item, se li vesques de Biauvès nous voloit envoier poissons aucunes fois, il puet prenre I. cheval.

10. Nullus etiam homo de communia pecuniam suam hostibus suis crediderit[8] vel accommodaverit, quamdiu guerra duraverit; quod[9] si fecerit, perjurus erit. Et si comprobatus fuerit quicquam eis tradidisse[10] vel accommodasse, justicia de eo fiet, prout maior et pares deliberabunt.

10. Item, nus homs de le quemune si croit argent ou baille a ses anemis, tant comme le gerre durra; et s'il le fait, il sera parjure. Et s'il est prové qu'il en ait baillié ou presté, justiche sera faite de che, si comme le maire et les pers le vorront delivrer.

11. Et si aliquando contra hostes suos communia extra villam exierit, nullus eorum cum hostibus suis loquetur, nisi maioris et parium licentia.

11. Et se aucune fois avenoit que le quemune oisist hors de le ville contre ses ennemis, nus d'aus ne parlera as ennemis, se n'est par le licence dou maire et des pers.

12. Insuper, si quis de communia, alicui de civitate pecuniam

12. Item, se aucuns de le quemune croit a aucun de le

1. *Ch. de Louis VII :* et.
2. *Ibid. :* accipiet.
3. *Ibid. :* suus.
4. *Ibid. :* pro eo equo preterea assumpserit.
5. *Ibid. :* Sed si aliter facere vel plures accipere.
6. *Ibid. :* estimationem.
7. *Ibid. :* accipiet.
8. *Ibid. :* eorum tradiderit.
9. *Ibid. :* quia.
10. *Ibid. :* credidisse.

suam crediderit, et ille cui credita fuerit, ad aliquod receptaculum diffugerit, dominus receptaculi, inde audito clamore, aut predicta[1] reddet, aut debitorem de suo receptaculo eiciet; et[2] si neutrum fecerit, de viris ejusdem receptaculi, si inventi fuerint, secundum maioris et parium deliberationem[3], justicia fiet.

cité argent, et chelui a cui il sera creus s'enfuira en aucun autre rechet, le sire dou lieu, quant il ara oi le clameur, en rendera l'argent ou il encachera le deteur de se seignourie; et s'il ne veut fere ne l'un ne l'autre et on trueve aucun des homes de sen rechet, le maire et les pers, senon leur deliberation, en feront justiche.

13. Item, quicumque pecuniam alicujus hominis de communia auferet et ad aliquod receptaculum perrexerit, si inde clamor ad maiorem et pares venerit, de illo, si inveniri poterit, et de hominibus et rebus [domini] receptaculi, justicia fiet, secundum deliberationem maioris et parium, nisi pecunia reddatur[4].

13. Item, quiconques emport argent d'aucun de le quemune et il s'en va a aucun rechet, et se clameur en vient apres au maire et as pers, et aucun des hommes ou des choses de che rechet est trouvé, justiche en fera faire, senon le deliberation dou maire et des pers, se le monnoie n'est rendue.

14. Ad extensionem quoque pannorum penditoria equali altitudine in terra affigi debent[5]; et quicumque de penditoriis vel de pannifico vel de rebus pannificio appendentibus forifactum fecerit, si inde clamor ad maiorem et pares venerit, justicia fiet, secundum deliberationem maioris et parium[6].

14. Item, a le demonstranche des dras des pandouoirs, il doivent estre fichié en terre d'ouele hauteche; et quiconques des pendouoirs ou de le draperie ou des choses apendans a le draperie meffera, et clameur en vient au maire et as pers, justiche en doit estre faite, senon le deliberation dou mere et des pers.

---

1. *Ch. de Louis VII.* : perdita.
2. *Ibid.* : sed.
3. *Ibid.* : considerationem.
4. *Cet article n'existe pas dans la Ch. de Louis VII; à la place qu'il devrait occuper on trouve le suivant qui n'a pas été reproduit dans la confirmation de* 1182 : Homines equidem communie nutrimentum suum intra leugam civitatis ad participationem fideli committant custodie, quia si eis extra leugam auferatur, non respondebit eis inde communia, nisi malefactor infra civitatem fuerit inventus.
5. *Ch. de Louis VII:* infigantur.
6. *Ibid.* : *après* infigantur : quia si vicinus inde conqueratur, secundum parium deliberationem emendabitur.

15. Videat etiam unusquisque de communia quatinus de pecunia quam alicui extraneo crediderit, sit securus, quia propter hoc nemo capietur, nisi debitor aut fidejussor extiterit.

16. Preterea, nemo qui hanc communiam juraverit, nec ville communio, propter causam aliquam, extra firmitatem civitatis causatum ibit.

17. Item, si contigerit quod aliquis de communia hereditatem aliquam emerit et per annum et diem tenuerit et edificaverit, quicumque postea veniet, et per emptum[1] calumpniabitur, super hoc ei non respondebitur ; sed emptor in pace remanebit.

18. Tredecim pares in communia eligentur, de quibus, si pares et illi qui consilium juraverint, consilium dederint, unus maior fiet vel duo.

19. Maior vero et pares jurabunt[2] quod neminem de communia propter amiciciam deportaverint, vel[3] neminem propter inimiciciam ledent[4], et, secundum opinionem suam, rectam in omnibus fecerint deliberationem. Omnes autem alii jurabunt quod deliberationi maioris et parium obsequentur et favebunt.

20. Justiciam vero illam et deliberationem, que per maiorem et pares fiet, communie Belvacensi concedimus et confirmamus.

15. Item, adechertes voie chaucuns de le quemune que se il croit argent a aucun estrange home, soit seur que nus n'en sera pris, se n'est le deteur ou les pleges.

16. Apres, nus hons qui cheste quemune jurra en ville de quemune, pour cause aucune, hors de chelle chité n'ira manoir.

17. Item, s'aucuns de le quemune achate aucun heritage et par an et par jour le tenra et il i edefie, et aucuns des parens i veut venir, seur che nus n'i est tenus a respondre, et le tenra l'achateur en pes.

18. Item, XIII. pers sont esleus de le quemune, desquiex pers et jurés donront conseil comment maires soit fet, ou II.

19. Item, li meres et les pers jurront que nus de le quemune pour enimitié ne deporteront, ne pour haine nul home ne blecheront, et, senon leur opinion, il feront droite deliberation en toutes choses. Item, tous les autres jurront que deliberation dou maire et des pers ensieuront et seront favorables et otroieront.

20. Item, le justiche et le deliberation qui sera faite par le maire et par les pers de le quemune de Biauvais, nous l'otrions et confirmons.

---

1. Per redemptum *(a)*. — Propter emptum *(Corr. de d)*.
2. *Ch. de Louis VII :* Pares autem communie jurabunt.
3. *Ibid. :* et.
4. *Ibid. :* leserint.

21. Concedimus etiam quod presens carta, propter nullam causam, extra civitatem portabitur. Et quicumque contra illam loqui voluerit, quoniam illam confirmavimus et securavimus, illi nequaquam respondebitur.

Quod ut ratum et inviolabile inposterum permaneat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate ac regii nominis karactere inferius annotato precepimus confirmari. Actum apud Fontem Blaaudi, anno ab incarnacione Domini M°. C°. LXXX°. II°., regni nostri anno tercio, astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Signum comitis Teobaldi dapiferi nostri. S. Guidonis buticularii. S. Mathei, camerarii. S. Radulphi, constabularii. Data per manum Hugonis cancellarii [1].

21. Nous otroions que cheste presente chartre pour nulle chose soit portée hors de le chité. Et quiconques contre ichelle vorra parler, pour che que nous le confirmons et asseurons, on ne respondera de riens a lui.

Et pour che que che soit ferme chose et inviolable, de nostre seel, de l'auctorité et dou non roial, che qui est escrit dedens cheste presente chartre nous le confirmons.

Donné l'an de grâce mil C. IIII^{xx}. et II.

1. *Les formules finales sont ainsi abrégées dans le registre A :* Quod ut ratum et inviolabile permaneat etc. Actum anno Domini M°. C°. octogesimo secundo, regni nostri tercio. — *Voici la fin de la Ch. de Louis VII :* Quod ut ratum habeatur in posterum, scripto commendari, sigilli nostri auctoritate muniri, nostrique nominis subter inscripto charactere corroborari precepimus. Actum publice Parisius, anno incarnati Verbi millesimo centesimo quadragesimo quarto, regni vero nostri octavo, astantibus in palatio nostro, quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Rad. Viromandorum comitis, dapiferi nostri. Signum Matthei camerarii. Signum Matthei constabularii. Signum... buticularii. Data per manum Cadurci cancellarii.

III.

Lorris. (Entre le 1er novembre 1189 et le 24 mars 1190.)

Philippe-Auguste confirme la charte accordée par Louis VI aux bourgeois de Laon.

A. Orig. Arch. nat., J 233, Laon, 5. — B. Cop. du xve s. Ibid., JJG (anct B), fol. 75 vo. — C. Cop. de D. Grenier, Bibl. nat., *Coll. de Picardie*, 110, fol. 30, d'apr. A. — D. Cop. du xviie s. Ibid., Ms. fr. 16650, fol. 218, d'apr. A. — E. Cop. du xviiie s. Ibid., *Coll. de Picardie*, 258, fol. 157, d'apr. A. — F. Cop. du xviiie s., Ibid., Ms. fr. 21023, p. 349, d'apr. B. — *Ed. Ordonn.*, t. XI, p. 257, d'apr. B. — Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, p. 152, d'apr. A. — *Ind.*, Delisle, *Catalogue*, no 254.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis, presentibus pariter et futuris, quod avus noster bone memorie, rex Ludovicus, civibus Lauduni pacem indulsit [1], pater quoque

1. La charte concédée par Louis VI est du 26 août 1128; voici l'indication des textes et des éditions que j'en connais : A. Reg. A de Philippe-Auguste (Ottoboni 2796), fol. 21 vo. — B. Reg. E, JJ 26, fol. 80 vo. — E. Bibl. nat. Coll. Duchesne, t. 78, fol. 89. — F. Cop. de Bouhier, Ms. lat. 17710, p. 314. — G. Coll. de Picardie, 188, fol. 114. — H. Bibl. Arsenal, ms. 6833. — *Ed. : a. Recueil de pièces concernant l'hist. de Laon*, p. 57. — *b. Défense de Laon*, p. 27. — c. Baluze, *Miscell.*, t. VII, 287 et éd. de Lucques t. IV, p. 39. — *d.* D'Achery, *Spicil.*, t. XI, p. 322, éd. in-8 ; II, p. 77, éd. de 1723 ; et III, p. 481, éd. in-fol. — *e. Ordonn.*, t. XI, p. 185. — *f.* Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. I, p. 139, d'apr. *e.* — *g.* Warnkœnig u. Stein, *Franzœsische Staats und Rechtsgeschichte*, t. I, *Urkundenbuch*, p. 30, d'apr. *d* et *e*. — J'imprime en petit texte toute la partie de l'acte de Louis VI qui a été reproduite dans la charte de Philippe-Auguste. Le commencement et la fin seuls n'y ont pas été intercalés; voici le début de la charte de Louis VI : « In » nomine sancte et individue Trinitatis. Ludovicus, Dei gracia Franco» rum rex. Notum fieri volumus cunctis fidelibus, tam futuris quam pre» sentibus, institucionem pacis quam, assensu et consilio procerum nos» trorum et Laudunensium civium, Lauduni instituimus, hanc scilicet quod » ab Ardone, etc. » — Cette charte de 1128 en avait remplacé une autre plus ancienne concédée aux citoyens de Laon par les officiers de l'évêque

noster pie recordationis, rex Ludovicus, eandem pacem ipsis concessit et sacramento confirmari fecit, sicut in carta ipsius auctentica continebatur quam nos vidimus et voluntate civium publice frangi fecimus[1], propter quamdam conventionem quam cum eis habuimus, que in carta patris nostri non erat.

Conventio autem hec est :

1. Tres procurationes predicti cives, pro institutione pacis, nobis, singulis annis, si in civitatem veniremus, debebant, vel si non veniremus, viginti libras[2]. Nos autem tam tres procurationes quam viginti libras eis in perpetuum remisimus et quitavimus, sub hac conditione quod ipsi nobis et successoribus nostris ducentas libras parisiensium singulis annis in festo omnium sanctorum reddent.

Nos autem, ad imitationem avi et patris nostri, procerum nostrorum et prudentium virorum consilio, tam conventionem istam quam pacis institutionem firmam et illibatam habuimus et in perpetuum confirmavimus.

Pacis vero hujus institutio hec est :

2. Quod, ab Ardone[3] usque ad Brolium[4], ita ut villa Luilliaci[5] intra hos terminos contineatur, quantum ambitus vinearum et montis tenet, nullus quempiam, liberum vel servum, pro aliquo forisfacto sine justitia capere possit.

3. Quod si justitia presens non fuerit, liceat ei sine forisfactura tamdiu eum tenere quoadusque justitia veniat, vel ad justitiarii domum

---

en son absence, ratifiée plus tard par lui, confirmée par le roi Louis VI entre 1109 et 1112, et qui, au dire de Guibert de Nogent, était imitée de celles de Noyon et de Saint-Quentin : « communionis illius ... jura.., » eo quod apud Noviomagensem urbem et San. Quintinense oppidum » ordine scripta extiterant. » (Guibert de Nogent, *De vita sua*, lib. III, édition d'Achery, p. 504.) Cette première charte avait été annulée le 20 avril 1112. Les chartes communales de Noyon et de Saint-Quentin qui nous sont parvenues ne contenant aucune disposition qu'on puisse rapprocher des articles de la charte de Laon de 1128, il y a lieu de présumer que cette charte de 1128 ne reproduit pas celle qui avait été annulée en 1112.

1. Cette confirmation de la charte de Laon par Louis VII n'est connue que par cette mention. Voy. Luchaire, *Etudes sur les actes de Louis VII, Catalogue* n° 786.

2. Cette disposition formait l'avant-dernier article de la charte de 1128; elle était ainsi conçue : « Pro iis igitur et aliis beneficiis que pre» dictis civibus regali benignitate contulimus, ipsius pacis homines hanc » nobis convencionem habuerunt, quod excepta curia coronata, sive » expeditione vel equitatu, tribus vicibus in anno, singulas procura» tiones, si in civitatem venerimus, nobis preparabunt; quod si non » venerimus, pro eis vigenti libras nobis persolvent. »

3. Ardon, faubourg de Laon.

4. Breuil, bois, commune de Laon.

5. Lœuilly, faubourg de Laon.

adducere, et, prout judicatum fuerit, de forisfacto illo satisfactionem recipere.

4. Quod si aliquis quoquo modo alicui clerico, militi, mercatori, indigene vel extraneo, aliquam injuriam fecerit, si de ipsa civitate fuerit is qui injuriam fecit, infra quartum diem submonitus, ante maiorem et juratos ad justitiam veniat, et se, vel de objecta culpa purget, vel sicut ei judicatum fuerit emendet; si vero emendare noluerit, cum omnibus qui de peculiali familia ejus sunt, — exceptis mercennariis, qui si noluerint cum illo exire non compellentur, — de civitate eiciatur, nec redire permittatur quoadusque forisfacturam digna satisfactione emendaverit.

5. Si autem infra ambitum civitatis possessiones domorum aut vinearum habuerit a domino vel a dominis, si plures fuerint, in quorum districto possessiones ejus sunt, vel, si in alodio fuerint, ab episcopo, maior et jurati de malefactore illo justitiam requirant. Et si, a dominis vel ab episcopo submonitus, infra quindecim dies culpam suam emendare noluerit, nec, vel per episcopum vel per dominos in quorum districto possessiones ejus sunt, de eo justitia haberi potuerit, liceat juratis omnem malefactoris illius substantiam destruere.

6. Quod si malefactor de civitate non fuerit, re ad episcopum prolata, si per ejus admonitionem infra quintum decimum diem forisfactum non emendaverit, liceat maiori et juratis prout potuerint de eo vindictam querere.

7. Si quis autem malefactorem de civitate ejectum infra terminos pacis institute ignoranter conduxerit et ignorantiam suam sacramento probare potuerit, eumdem malefactorem illa sola vice libere reducat; si vero non potuerit, usque ad dignam satisfactionem malefactor retineatur.

8. Si vero forte, ut sepe evenire solet, aliquibus altercantibus, alter alterum pugno vel palmo percusserit, vel turpe improperium ei dixerit, legitimo testimonio convictus, ei in quem peccavit, lege qua vivit emendet, et maiori et juratis violate pacis satisfactionem faciat. Si vero is quem lesit emendationem ejus suscipere dedignatus fuerit, non liceat ei ultra de eo, vel intra terminos pacis vel extra, aliquam requirere ultionem.

9. Quod si eum vulneraverit expensas in medicos ad vulnus sanandum vulnerato persolvat, et consideratione juratorum dignam vulnerato satisfactionem et pacis violate emendationem maiori et juratis persolvat.

10. Si quis in alium mortale odium habuerit, non liceat ei, vel exeuntem de civitate prosequi, vel venienti insidias tendere.

11. Quod si vel venientem vel recedentem interfecerit, aut quodlibet ei membrum truncaverit, de prosecutione aut insidiis appellatus, divino se judicio expurget.

12. Quod si eum aut verberaverit aut vulneraverit extra terminos pacis, nisi per homines pacis legitimo testimonio de prosecutione vel insidiis potuerit comprobari, sacramento se purgare licebit.

13. Quod si reus inventus fuerit, capud pro capite, menbrum pro men-

bro reddat, vel, ad arbitrium maioris et juratorum, pro capite ac membri qualitate, dignam persolvat redemptionem.

14. Si quis in aliquem de aliquo cap[i]tali querelam habuerit, ad justitiam in cujus districto inventus fuerit, primum de eo clamorem faciat. Et si per dominum vel per ministerialem ejus justitiam de eo habere non potuerit, id est per justitiam in cujus districto inventus fuerit, ad dominum ejus, si in civitate fuerit, vel ad ministerialem ejus, si in civitate dominus ipse non fuerit, de homine suo clamorem faciat[1]. Et si per dominum vel per ministerialem ejus justitiam de eo habere non potuerit, ad juratos pacis veniat, eisque se de homine illo, nec per dominum illius nec per ministerialem suum, justiciam habere posse ostendat. Jurati autem ad dominum, si in civitate fuerit, vel, si non fuerit, ad ministerialem ejus veniant, et, ut vel dominus vel ministerialis homini clamanti de homine suo justitiam faciant, diligenter requirant. Et si de eo justiciam facere, vel non potuerint, vel neglexerint, jurati querant qualiter is qui clamat jus suum non perdat.

15. Si fur quilibet interceptus fuerit, ad illum in cujus terra captus fuerit, ut de eo justitiam faciat, adducatur; quam si dominus terre non fecerit, justitia in furem a juratis perficiatur.

16. Antiqua autem forisfacta que, vel ante urbis destructionem[2] vel ante hujus pacis institutionem, facta fuerunt, penitus condonata sunt, exceptis tredecim quorum nomina hec sunt : Fulcho filius Boniardi, Radulfus de Capritione, Hamo homo Leberti, Paganus Sell., Roibertus, Remigius But., Mainardus Drage, Raimbaldus de Suessione, Paganus Hostelupus, Ansellus Quatuormanus, Radulfus Wastins, Johannes de Molreni, Ansellus gener Leberti; preter istos, si quis de civitate ejectus pro antiquo forisfacto redire voluerit, de omnibus suis investiatur quecumque habuisse nec vendidisse vel in vadimonio posuisse poterit ostendere.

17. Statuimus etiam ut homines capite censi dominis suis censum capitis sui tantum persolvant; quem si, statuto termino, non persolverint, lege qua vivunt emendent; nec nisi spontanei, a dominis requisiti, aliquid eis tribuant. Liceat tamen dominis, pro forisfactis suis, eos in causam trahere et quid judicatum fuerit de eis habere.

18. Homines pacis, exceptis familiis ecclesiarum vel procerum

---

1. La première partie de cet article est disposée d'une manière un peu différente et plus claire dans la charte de 1128 : « Si quis in aliquem de aliquo capitali querelam habuerit, ad justiciam in cujus districto inventus fuerit, primum de eo clamorem faciat; et si per justitiam jus suum optinere non poterit, ad dominum ejus, si in civitate fuerit, vel ad ministerialem ejus, si in civitate dominus ipse non fuerit, de homine suo clamorem faciat. »

2. Il s'agit de la destruction de la ville par Louis VI en 1112, lors de la première abolition de la commune. Voy. Guibert, *De vita sua*, lib. III, Cap. VII.

qui de pace sunt, cujuscumque generis potuerint, uxores accipiant; de familiis autem ecclesiarum que sunt extra terminos pacis, vel procerum qui de pace sunt, nisi voluntate dominorum, uxores accipere non licebit.

19. Si qua vilis et inhonesta persona honestum virum vel mulierem turpibus conviciis inhonestaverit, liceat alicui probo viro de pace, si supervenerit, illum objurgare et illum uno aut duobus vel tribus colaphis, sine forisfacto, ab importunitate sua, conpescere. Quod si eum pro antiquo odio percussisse criminatus fuerit, liceat ei juramento se purgare quod pro nullo odio eum percusserit, sed tantum pro pacis et concordie observatione.

20. Mortuas autem manus omnino excludimus.

21. Si quis autem de pace, filiam vel neptem sive cognatam maritans, terram vel pecuniam ei dederit, et illa mortua sine herede fuerit, quicquid terre vel date pecunie adhuc comparentis de ea remanserit, ad eos qui dederunt vel ad heredes eorum redeat.

22. Similiter vir, si sine herede mortuus fuerit, preter dotem quam uxori dedit, tota possessio ad propinquos suos redeat; dotem autem in vita sua mulier tenebit; post mortem vero ejus, ipsa dos ad propinquos viri sui redibit.

23. Si vero nec vir nec mulier habuerint hereditates, set, de mercimoniis questum facientes, substantia ampliati fuerint et heredes non habuerint, altero eorum mortuo, alteri tota substantia remanebit. Quod si uterque obierit, si propinquos in civitate habuerint, quantum voluerint de substantia sua pro animabus suis in elemosinam dabunt, et reliquum propinquis eorum remanebit. Si autem propinquos non habuerint due partes substantie pro animabus eorum in elemosinam dabuntur, tercia vero ad muros civitatis edificandos expendetur.

24. Preterea, nullus extraneus, de capite censis ecclesiarum vel militum civitatis, in hanc pacis institutionem, nisi annuente domino suo, recipietur. Quod si per ignorantiam, absque domini voluntate, aliquis receptus fuerit, infra quindecim dies, sine forisfacto, cum tota substantia sua salvus abire quo voluerit permittetur.

25. Quicumque autem in pace ista recipietur, infra anni spacium aut domum sibi edificet, aut vineas emat, aut tantum sue mobilis substantie in civitatem afferat, per que justitiari possit, si quid forte in eum querele evenerit.

26. Si quis bannum civitatis se audisse negaverit, aut per scabinos tantum comprobetur, aut propria manu juramento se purget.

27. Consuetudines autem quas castellanus in civitate se habere asserit, si in episcopi curia diracionare legitime potuerit predecessores suos antiquitus habuisse, libere eas obtineat; et si minus fecerit, minus habeat.

28. Consuetudinarias autem tallias ita temperavimus ut unusquisque hominum ipsas tallias debentium, singulis terminis quibus tallias

debet, quatuor denarios persolvat, ultra autem nullam aliam talliam persolvet, nisi forte extra terminos pacis aliquam terram talliam debentem tenuerit, quam ita caram habeat ut pro ea talliam solvat.

29. Homines pacis extra civitatem placitare non compellentur.

30. Quod si super aliquos eorum causam habuerimus, judicio juratorum nobis justitiam exequentur. Si autem super universos querelam habuerimus, judicio episcopalis curie nobis justitiam prosequentur.

31. Si quis clericus infra terminos pacis aliquod forisfactum fecerit, si canonicus est, ad decanum suum clamore perlato, per eum justitiam exequetur; si canonicus non est, per episcopum vel archidiaconum aut eorum ministeriales justitiam facere compelletur.

32. Si aliquis procerum regionis in homines pacis forisfecerit, et submonitus justitiam eis facere non voluerit, si homines ejus intra terminos pacis inventi fuerint, tam ipsi quam eorum substantie in emendationem facte injurie, per justitiam illam in cujus districto inventi fuerint, capientur, ita ut et homines pacis jus suum habeant, et ipsa justitia itidem suo jure non privetur[1].

33. Totam igitur hanc constitutionem, salvo nostro pariter et episcopali atque ecclesiastico jure, nec non et procerum qui intra terminos pacis districta sua et legitima jura habent, stabilivimus ita ut si, vel de nostro vel de episcopali jure aut ecclesiarum seu procerum civitatis aliquid forte interceperint, infra quintum decimum diem, sine forisfactura, quod interceperint liceat emendare.

Ut igitur hec pacis institutio in perpetuum firma et inconvulsa permaneat, nos, salvo nostro pariter et episcopali atque ecclesiastico jure necnon et procerum qui intra terminos pacis districta sua et legitima jura habent, eam sacramento fecimus confirmari et eandem presenti carta et sigilli nostri impressione et nominis nostri karactere muniri fecimus[2].

Actum[3] Lorriaci publice, anno ab incarnacione Domini M°. C°. LXXX°. nono, regni nostri anno undecimo, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Signum comitis Theobaudi dapiferi nostri. S. Guidonis, buticularii. S. Mathei camerarii. Signum Radulfi constabularii. Data vacante (*Monogramme.*) cancellaria.

(*Sceau pendant sur lacs de soie verte et rouge*).

---

1. Ici se trouvait placée dans la charte de 1128 la disposition relative au droit de gîte, supprimée par Philippe-Auguste, et remplacée par celle qui forme l'art. 1 de la charte que nous publions. Voy. plus haut, p. 15, n. 2.

2. Ch. de 1128 : corroborari precepimus.

3. La charte de 1128 se termine ainsi : « S. Lud. regis. S. Ph. filii » ejus, regis designati, qui etiam hanc pacem ex parte sua jurare fecit; » et S. Adelid. regine. S. Radulfi comitis Virom. S. Lud. butelliarii. » S. Hug. constabularii. S. Albrici camerarii. Actum anno dominice in- » carnationis M°. C°. XXVIIJ°., anno regni domini Lud. regis XX°. Data » Compendii, per manum Symonis cancellarii, VII°. Kal. septembris. »

IV.

Lorris. 1190. (Entre le 25 mars et le mois de juillet.) — Péronne. 1209. (Entre le 29 mars et le 31 octobre.)

Philippe-Auguste confirme la charte communale d'Amiens.

1° *Charte de* 1190. *Mss.* : A. Cop. du commencement du XIIIe s., Reg. A de Philippe-Auguste, fol. 18 v°. — B. Reg. B, fol. 17 v°. — C. Reg. C, fol. 38 v°. — D. Reg. D, fol. 44 v°. — E. Reg. E, fol. 79. — F. Reg. F, fol. 56. — *Éditions : a.* Baluze, *Miscellanea*, t. VII, p. 318, et éd. de Lucques, t. III, p. 84, d'apr. E. — *b. Ordonn.*, t. XI, p. 264, d'apr. B. et D. — *c.* A. Thierry, *Monuments de l'histoire du tiers-état*, t. I, p. 109 et *Essai sur l'histoire de la formation du tiers-état*, éd. in-8° p. 360; éd. in-12 p. 436, d'apr. *b*, et le texte de la charte de 1209. — *Ind.* Delisle, *Catalogue*, n° 287.

2° *Charte de* 1209. *Mss.* : A. Orig. Arch. communales d'Amiens. — B. Cop. du XIVe s., Arch. d'Amiens, Registre aux chartes coté A, fol. 4. — C. Cop. de la fin du XIIIe s., Arch. départ. de la Somme. Cartul. III du chapitre d'Amiens, fol. 1. — D. Cop. du XVIIIe s. Bibl. de l'Arsenal, ms. 4104. — *Éditions : a.* Daire, *Histoire d'Amiens*, t. I, p. 517. — *b.* Bouthors, *Coutumes locales du bailliage d'Amiens*, t. I, p. 62, d'apr. A. — *Ind.* Delisle, *Catalogue*, n° 1120.

Traductions de la charte de 1209. *Mss.* : A. Cop. du XIIIe s., Bibl. nat. Ms. fr. 25247, fol. 1. (anc. La Vallière n° 192). — B. Cop. du XIVe s., Arch. comm. d'Amiens, Reg. aux Chartes coté A, fol. 5. — C. Cop. du XIVe s., Arch. de la Somme, Cartul. du chapitre d'Amiens, n° 3, fol. 5. — D. Cop. du XVe s. Ms. de Dusevel cité par A. Thierry, *Monuments*, I, 181. — E. Cop. du XIIIe ou XIVe s. Ms. de Stockholm indiqué par M. Geffroy, *Arch. des Missions*, 1856, t. IV, p. 276. — *Éditions*: *a.* A. Thierry, *Monuments du tiers-état*, t. I, p. 181, d'apr. A. — *b.* Bouthors, *Coutumes du bailliage d'Amiens*, t. I, p. 62, d'apr. B. — *c. Mémoires de la Soc. des antiq. de Picardie*, t. III, p. 471, d'apr. B. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 1120.

TEXTE LATIN[1].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum

TRADUCTION FRANÇAISE DU XIIIe SIÈCLE[2].

CH'EST LE CHARTRE DE LA CHITÉ D'AMIENS.

Porche que nostre ami et

1. Ce texte est celui de la charte de 1190 d'apr. le reg. A. J'y ajoute en note les variantes de la charte de 1209 d'apr. l'éd. de Bouthors. — A. Thierry a prétendu (*Monuments de l'hist. du tiers-état*, t. I, p. 37)

rex. Quoniam amici et fideles nostri cives Ambianenses fideliter sepius suum nobis exibuere servitium, nos eorumdem[3] dilectionem erga nos et fidem plurimam attendentes, ad petitionem ipsorum, communiam eis concessimus, sub observatione harum consuetudinum, quas se observaturos juramento firmaverunt.

1. Unusquisque jurato suo fidem, auxilium consiliumque per omnia juste observabit[4].

2. Quicumque furtum faciens intra metas communie comprehendetur, vel fecisse cognoscetur, preposito nostro tradetur, et quicquid de eo agendum erit, judicio communionis judicabitur et fiet; reclamanti vero id quod furto sublatum est, si potest inveniri, prepositus noster reddet; reliqua in usus nostros convertentur[5].

nostre fil li chitoien d'Amiens nos ont servi feument, por l'amistié d'aus et por lor requeste, nos lor otroions commune a tes coustumes, lesqueles il ont juré a garder et a tenir.

1. Chascuns gardera droituriement en toutes choses a son juré foi et aide et conseil.

2. Quiconques faisans larrechins et en sera pris dedens les bosnes de la vile, et il est coneu que il l'ait fait, il sera livrez a nostre prevost et sera jugiés par jugement de commune que il en sera affaire et sera fait. Cil qui claime chose emblée, s'ele puet estre trovée en son pooir, nostre prevost le rendera; les autres choses seront nostres.

---

que quinze des articles de cette charte (n° 1 à 7, 9 à 11, 14 à 16, 20, 44, 45) avaient dû constituer la charte primitive perdue, concédée en 1117; il en donne pour preuve la ressemblance de ces articles avec les dispositions de la charte d'Abbeville de 1184. D'après le préambule de cette charte, la commune d'Abbeville avait été établie : « secundum jura » et consuetudines communie Ambianis vel Corbeie vel Sancti Quin- » tini. » Cependant si le sens des articles d'Amiens se retrouve dans les articles de la charte d'Abbeville, ce n'est qu'exceptionnellement que les expressions sont les mêmes dans les deux chartes. Pour faciliter la comparaison, je donne en note, d'après l'édition de M. Louandre (*Monuments de l'histoire du tiers-état*, t. IV, p. 9), les articles de la charte d'Abbeville correspondants à ceux d'Amiens.

2. Ce texte est celui du Ms. fr. 25247 de la bibl. nat.

3. Charte de 1209 : « eorum ».

4. Art. 1 de la charte d'Abbeville : « Statutum est itaque et sub reli- » gione juramenti confirmatum quod unusquisque jurato suo fidem, » vim, auxilium consiliumque prebebit et observabit, secundum quod » justitia dictaverit. »

5. Article 2 de la charte d'Abbeville : « Constitutum est eciam quod si » quis de furto reus apparuerit, captis omnibus rebus furis a vice-

3. Nullus aliquem intra communiam ipsam commorantem, vel mercatores ad urbem cum mercibus venientes, infra bannileucam civitatis disturbare presumat. Quod si quis fecerit, sciat communiam de illo, ut de communie violatore, si eum comprehendere poterit vel aliquid de suo, justiciam facere[1].

3. Nus n'entrepreigne a destorber home qui viegne dedens le commune, ne marcheant qui viegne en la chité a tot se marchandise et dedens les bonnes de la cité. Et s'aucuns le faisoit, on en feroit justiche, si comme d'enfraignement de commune, s'on le pooit prendre ou aucunne chose del sien.

4. Si quis de communione alicui jurato suo res suas abstulerit, a preposito nostro summonitus, justiciam prosequetur; si vero prepositus de justicia defecerit, a maiore vel scabinis summonitus[2], in presentia communionis veniat, et quantum scabini inde judicaverint, salvo nostro jure, ibi faciet[3].

4. S'aucuns de le comune taut a son juré les soies choses, nostre prevost le semonra et porsiurra justice; et se li prevos defaut de justiche, il sera semons des maieurs et des eskievins, et venra pardevant le commune, et fera illuec tant com eskievin jugeront, sauve nostre droiture.

5. Qui autem de communione minime existens alicui de communia res suas abstulerit, justiciamque illi infra banni-

5. S'aucuns qui n'est mie de commune taut a home de commune les soies choses, et il ne li velt faire droit dedens

---

» comite meo vel a ministris meis, exceptis rebus furtivis quas probare » poterit esse suas qui reclamaverit, res alie furis ad opus meum ob» servabuntur. Fur autem primo a scabinis judicabitur et penam pil» lorii sustinebit ; postea vicecomiti meo vel meis ministris tradetur ».

1. Art. 3 de la charte d'Abbeville : « Statutum est quod nullus mer» catores ad Abbatisvillam venientes infra banlivam disturbare pre» sumat. Quod si quis fecerit et emendare noluerit, si ipsum vel res » suas comprehendere poterunt idem burgenses, tam de ipso quam de » rebus suis, tanquam de violatore communie, justiciam facient. »

2. Ch. de 1209 : submonitus.

3. Art. 4 de la charte d'Abbeville : « Si inter juratum et juratum, » vel inter juratum et non juratum, de re mobili questio oriatur, ad » vicecomitem meum de eo clamor fiet, vel ad dominum vicecomitatus » illius in quo manebit qui fuerit impetitus, nisi ipse infra vicecomi» tatum meum inventus fuerit ; tunc enim, tam de eo quam de rebus » suis in meo vicecomitatu existentibus, vicecomes meus justiciam » faciet ; excepto eo quod personam jurati capere non poterit ; et qui » ab eodem vicecomite meo vel domino, per sententiam condempna» bitur, si condempnatus judicio non paruerit, a scabinis quod judi» catum fuerit, exequi compelletur. »

leucam se executurum [1] negaverit, postquam hoc hominibus castelli ubi manserit notum fecerit communia, si ipsum vel aliquid ad se pertinens comprehendere poterit, donec ipse justiciam executus [2] fuerit, prepositus noster retinebit, donec nos nostram et communia similiter suam habeat emendationem [3].

le banliue de le vile, puis que le commune l'aura fait savoir as homes del castel ou il maint, se nostre prevost puet prendre lui ou aucunne chose del sien, il le retenra tant que il aura poursivi droit et que nous arons eu nostre amende, et le commune le siue.

6, Qui pugno aut palma aliquem de communia, preter consuetudinarium conturbatorem [4] vel lecatorem, percusserit, nisi se defendendo se fecisse, duobus vel tribus testibus, contra percussum disrationare poterit, coram preposito nostro, viginti solidos dabit, quindecim scilicet communie et quinque justicie dominorum [5].

6. Qui fiert del poing ou de palme home de commuigne, se n'est glouton ou lecheor, s'il ne le puet deffendre ou desraisnier contre le feru par ij. tesmoins ou par iij., pardevant nostre prevost, il donra xx. saus, xv. a le quemune et v. au seigneur.

7. Qui autem juratum suum armis vulneraverit, nisi similiter se defendendo, legitimo testimonio et assertione sacramenti, se contra vulneratum disrationare poterit, pugnum amittet, aut novem libras, sex scilicet firmitati urbis et communie, et tres justicie dominorum, pro redemptione pugni, persolvet ; aut si persolvere

7. Qui navre l'ome d'arme, s'il ne se puet deffendre par loial jugement et par tesmoignage ou par serement encontre le navré, il perdera le poing ou ix. livres por le racat, vj. livres du puing a le fremeté de le cité et a le commuigne, et lx. s. a le justice de seigneurs ; et se ch'est chose que il ne les puist ren-

---

1. Charte de 1209 : exequturum.
2. *Ibid.* : exequtus.
3. Art. 6 de la charte d'Abbeville : « Si vero non juratus res jurati abs» tulerit, et quod justicia dictaverit, exequi noluerit, si ipsum vel res » suas comprehendere poterunt, detinebunt, donec quod justicia dic» taverit, eidem jurato exequetur. »
4. Charte de 1209 : perturbatorem.
5. Art. 8 de la charte d'Abbeville : « Qui pugno aut palma aliquem » cum ira percusserit, nisi se aliqua ratione coram scabinis defendere » poterit, vigenti solidos communie persolvet. »

non poterit, in misericordia communie, salvo catallo dominorum, pugnum tradet.

8. Si vero ita superbus fuerit vulneratus, quod emendationem noluerit accipere, ad arbitrium prepositi et maioris et scabinorum, vel securitatem prestare, domus ejus, si domum habuerit, destruetur, et catalla ejus capientur; si domum non habuerit, corpus ejus capietur, donec vel emendationem acceperit vel securitatem prestiterit[1].

9. Qui vero de communione minime existens, aliquem de communia percusserit vel vulneraverit, nisi judicio communie coram preposito nostro justiciam exequi voluerit, domum illius, si poterit, communia prosternet, et capitalia erunt regis[2]. Et si eum comprehendere poterit, coram preposito regio per maiorem et scabinos de eo vindicta capietur, et catalla regis[3] erunt[4].

10. Qui juratum suum turpibus et inhonestis convitiis

dre, il livrera son poing en le merci de le commuigne, sauf le catel as seigneurs.

8. Mais si li navrez est si orgeilleus qu'il ne veille prendise au jegement del prevost et del maieur et des eskievins, ne le seurté doner, s'il a maison ele sera abatue et li catel pris; et s'il n'a maison, ses cors sera pris, tant qu'il ait prise l'amende et le seurté donée.

9. S'aucuns qui n'est de comune fiert ou navre aucun de comune, s'il ne velt porsivir droit pardevant nostre prevost par jugement de commune, le comune abatera sa maison s'ele puet, et li catel seront le roi. Et si le puet prendre, pardevant le prevost le roi en sera prise venganche par maieurs et par eskievins et li catel seront le roi.

10. Qui laidenge son juré de laides paroles et de des-

---

1. Art. 8 de la charte d'Abbeville : « Si quis armis aliquem vulneraverit, domus ejus a scabinis prosternetur, et ipse a villa eicietur, nec villam intrabit, nisi prius impetrata licentia a scabinis. » De licentia autem eorum, villam intrare non poterit, nisi pugnum misericordie eorum exposuerit, aut novem libris ab eisdem scabinis redemerit. Quod si domum non habuerit antequam villam intret, domum » centum solidorum quam communia prosternat inveniet ; et quod in » curatione vulneris vulneratus expenderit, eidem a vulnerante in integrum restituetur; et si pro paupertate solvere non poterit, misericordie scabinorum pugnum exponet. »

2. Charte de 1209 : erunt nostra.

3. *Ibid.*: nostra.

4. Art. 9 de la charte d'Abbeville : « Si autem non juratus juratum » vel non juratum vulneraverit, et judicium scabinorum subire recusaverit, a villa expelletur et judicio scabinorum delictum punietur. »

lacesserit, et duo vel tres audierint ipsum, per eos statuimus convinci, et quinque solidos, duo scilicet conviciato, et tres communie dabit[1].

11. Qui inhonestum alicui de communia dixerit in audientia quorumdam, si communie propalatum fuerit, et se quod illud non dixerit, judicum communie juditio[2] defendere noluerit, domum illius, si poterit, prosternet communia, ipsumque in communia morari, donec emendaverit, non patietur; et si emendare noluerit, catalla ejus erunt in manu regis[3] et communie[4].

12. Si quis de juratione erga juratum suum facta, vel fide mentita, comprobatus fuerit, coram preposito et maiore, juditio communie punietur.

13. Si quis de communia predam scienter emerit vel vendiderit, si inde comprobatus fuerit[5], predam amittet eamque predatis reddet, nisi ab ipsis predatis vel eorum dominis, adversus dominos communie vel ipsam communiam aliquid committatur.

14. Qui, clamore facto de

honestes, et doi ou iij. l'oent, cil qui sera atains il donra v. s., ij.s, au laidengié et iij. a le commune.

11. Qui dist chose desho[ne]ste a aucun de commune en oianche d'aucuns, s'il en fait savoir a le quemune et il ne l'en velent deffendre par jugement de commune qu'il ne l'ait dit, le commune n'abatera mie sa maison s'ele puet, et ne li soffira mie a demorer le quemune dusques a che qu'il l'aura amendé; et s'il ne le velt amender, li catel seront en le main le roi et le quemune.

12. S'aucuns est attains de faus sairement ou de foi mentie envers son juré, il le prendra par le los de le commune et pardevant le prevost et pardevant les eskievins.

13. S'aucuns de commune acate a essient ou vent chose praée, s'il em puet estre atains, il perdera le proie et le rendera as praez, se le praé ou le segnor n'ont forfait aucune chose as seignors de le commune ou envers le commune.

14. Cil qui ne puet avoir

---

1. Art. 10 de la charte d'Abbeville : « Qui vero juratum suum turpibus leserit conviciis, per tres testes vel duos convinci poterit, et, in convictum, secundum quantitatem et qualitatem convitii, a scabinis pena statuetur. »
2. Charte de 1209 : dixerit, judicio communie.
3. *Ibid.* : in manu nostra.
4. Article 11 de la charte d'Abbeville : « Qui vero inhonestum de communia dixerit in audiencia, et convinci poterit testibus, judicio scabinorum emendabit. »
5. Charte de 1209 : comprobari poterit.

adversario suo, per prepositum et maiorem et judices communie, justiciam prosequi[1] non poterit, si postea adversus eum aliquid fecerit, illum rationabiliter communia conveniet, ejusque audita ratione, quid inde postea agendum sit judicabit[2].

15. Qui, a maioribus et judicibus et decanis, scilicet servientibus communie, summonitus, justiciam et judicium communie subterfugerit, domum illius, si poterunt, prosternent, ipsum vero inter eos morari donec satisfecerit, non permittent, et catalla erunt in misericordia prepositi regis[3] et maioris.

16. Qui hostem communie in domo sua scienter receperit, eique vendendo et emendo et edendo et bibendo, vel aliquod solatium impendendo, communicaverit, aut consilium aut auxilium adversus communiam dederit, reus communie efficietur, et nisi juditio communie cito satisfecerit, domum illius, si poterit, communia prosternet, et catalla regis[4] erunt[5].

justiche de clameur qu'il fache vers son adversaire, par le prevost, par jugement de commune, se il li fait aprez aucune chose, le commune le metera a raison, et le raison (sera) oie, le comune jugera que on en doit faire.

15. Cil qui est semons de maieur ou d'eskievins ou de sergant de commune et il defuit justiche ou jugement, il abateront se maison s'il pueent, et ne le lairont demorer entr'ax dusque a che qu'il l'aura amendé, et li catel seront en la merchi au prevost le roi et le maieur.

16. Qui rechete a essient en se maison anemi de commune, et qui communité li porte, soit en vendre ou en acater, ne en boire n'en mengier, ne aucun confort, ou qui li done conseil ne aide contre le commune, il est coupables de commune. Et s'il ne l'amende isnelement par jugement de commune, le commune abatera se maison s'ele puet, et li catel seront le roi.

---

1. Charte de 1209 : consequi.
2. Art. 14 de la charte d'Abbeville : « Item, si quis de alio super aliquo clamorem fecerit, et ei a judice justicia fuerit oblata, si postea, sine auctoritate judicis, adversario suo injuriam fecerit, a scabinis super hoc convictus, ejusque audita responsione, quid super hoc agendum sit a scabinis statuetur. »
3. Charte de 1209 : prepositi nostri.
4. *Ibid.* : nostra.
5. Art. 12 de la charte d'Abbeville : « Qui hostem scienter communie receperit in sua domo, et ei participaverit in aliquo, inimicus communie efficietur et nisi judicio communie satisfecerit, tam illius quam alterius jurati qui judicium scabinorum subterfugerit, domus prosternetur. »

17. Infra fines communie non recipietur campio conducticius contra hominem de communia.

18. Si quis communie constitutiones scienter et absque clamore violaverit, et inde convictus fuerit, mox domum illius communia, si poterit[1], prosternet, eumque inter eos morari, donec satisfecerit, minime patietur.

19. Statutum est etiam quod communia de terris sive feodis dominorum non debet se intromittere.

20. Qui judices communie de falsitate judicii comprobare voluerit, nisi, ut justum est, comprobare potuerit, in misericordia regis est et maioris et scabinorum de omni eo quod habet[2].

21. Mulier dotem quam tenet nec vendere, nec in vadium mittere potest, nisi propinquiori heredi et nisi de anno in annum. Si autem heres, aut non possit, aut nolit emere, oportet mulierem tota vita sua tenere; per annum autem locare potest.

22. Si quis vir et uxor ejus infantes habeant, et contingat mori infantes, qui supervixerit, sive vir sive mulier, quicquid similiter posséderunt de conquisitis, qui superstes erit, quamdiu vixe-

17. Dedens le banliue ne sera rechus campions loeis contre home de commune.

18. S'aucuns enfraint a esient les establissemens de commune et sans clameur, et il en est atains de ce, le quemune abatera sa maison s'ele puet, et ne le laira demorer entr'ax dusc'a che qu'il l'aura amendé.

19. Il est establi que le commune ne se doit entremetre des fiés des terres as seignors.

20. Qui veut prover le jugeor de commune de faussetė, se il ne le puet prover, si comme drois est, il en sera en la merchi le roi et le maieur et les eskievins de quanqu'il a.

21. Feme ne puet vendre ne metre en gages son douaire, fors au plus prochain oir et d'an en an. Se li oirs ne le velt ou il ne le puet acater, il convient le feme qu'ele le tiegne se vie; et par an le puet louer.

22. S'aucuns hom et se feme ont enfans ensamble, et il avient que li enfant muerent, cil qui sorvivra, soit li hom ou le feme, tenra en pais ce qu'il tinrent ensamble de lors acqueremenches totes sa vie,

---

1. Charte de 1209 : si poterit communia.
2. Art. 20 de la charte d'Abbeville : « Sciendum est eciam quod quicunque scabinos de falsitate judicii infamaverit, nisi eos legitime convincere poterit, unicuique novem libras et aureum obolum persolvere tenebitur. »

rit, in pace tenebit, nisi in vita premorientis donum vel legatum inde factum fuerit. Quod si antequam convenerint, vel vir vel uxor, infantes habuerint, post decessum patris vel matris hereditas infantum ad eos redibit, nisi sit feodum.

se dons ne lais n'en est fais a l'aide de chelui qui mors est. Mais se li hom et le feme ont enfans anchois qu'il soient assamblé, li hiretages des enfans revenra a eus aprez le dechet du pere et de la mere, se che n'est fiés.

23. Si, mortuo marito, uxor supervixerit, et infantes ejus vivi remanserint, mulier de omni possessione quam vir ejus in pace tenuerat, quamdiu infantes in custodia erunt, donec ipsa advocatum habeat, nisi sit vadimonium, non respondebit.

23. Se le feme sorvit aprez le mort son baron, et li enfant remainent vif, le feme ne respondera de tote le possession que ses barons aroit tenue en pais, tant com li enfant seront en garde, desi la qu'ele ait avoué, se che n'est wages.

24. Si quis ab aliqua vidua pecuniam requisierit, ipsa contra unum testem, non contra plures, per sacramentum se defendet, et in pace remanebit; si vero ab ea aliquam ejus possessionem, ut vadium, requisierit, ipsa se per bellum defendet.

24. S'aucuns demande avoir a aucune feme veve, ele s'en deffendera par son sarement contre j. tesmoing voiant (*sic*) plusors[1], et remanra em pais. Et se on li demande aucune possession si comme gage, elle s'en deffendera par bataille.

25. Si quis terram aut aliquam hereditatem ab aliquo emerit, et illa, antequam empta sit[2], propinquiori heredi oblata fuerit[3], et heres eam emere noluerit, nonquam amplius de ea illi heredi in causa respondebit. Si autem propinquiori heredi oblata non fuerit, et qui eam emerit, vidente et sciente herede, per annum eam in pace tenuerit, nunquam de ea amplius respondebit.

25. S'aucuns acate terre ou aucun hiretage d'aucun, et ele est offerte al plus prochain oir, ains qu'ele soit acatée, et li oirs ne le velt, on n'en respondera plus a l'oir en plait. Et se ele ne li est offerte, et cil qui l'a acatée tient en pais j. an son acat, a son seu et a se ve, n'en respondera ensement puis.

26. Si quis septem annis

26. S'auscuns tient em pais

1. Nient contre plureus (*b*).
2. Charte de 1209 : fuerit.
3. *Ibid.* : non fuerit (*sic*).

aliquam suam possessionem, presente adversario, in pace tenuerit, numquam de ea amplius respondebit.

aucune possession soie j. an, ses adversaires presens, n'en respondera pus.

27. Si quis alienus mercator aliquid vendiderit, et in ipsa hora pecuniam habere non potuerit, ad dominum emptoris, aut ad prepositum domini, prius clamorem faciet, et si tunc ei justicia defuerit, ad maiorem clamorem faciet[1], et maior ei cito pecuniam suam habere faciet, quecumque dies sit.

27. S'aucuns marcheans estranges vent aucune chose et il ne puet avoir son paiement, il se clamera avant as seigneurs ou a son prevost de l'acateor; et s'on li faut de justiche, il s'en clamera au maïor, et li maires li fera tantost avoir, quel jor que che soit.

28. Quicumque de promissione clamorem fecerit, nichil recuperabit.

28. Qui se claime de pramesse, riens n'en rechevera.

29. Si quis maior[2], aut scabinus, aut aliquis qui de justicia maioris fuerit, premium vel acceperit vel requisierit, et ille qui dederit, vel a quo premium quesitum fuerit, ad maiorem clamaverit[3], et testem super hoc habuerit, accusatus viginti solidos persolvet, et si premium acceperit, reddet.

29. S'aucuns, ou maires ou eskievins ou autres de la justiche le maieur, prent loier ou demande, et cil qui le done ou le demande se claime au maieur et il en a tesmoins, li atains rendera xx. s., et si rendera le loier, s'il l'a pris.

30. Quod si accusator testem non habuerit, ille qui accusabitur per sacramentum se defendet.

30. Et se li acuseres n'a nul tesmoins, li acusez s'en deffendera par son sairement.

31. Si quis ad prepositum clamorem deferet, et prepositus ei justiciam facere noluerit, clamator ad maiorem clamorem deferet, et maior prepositum ad rationem mittet ut ei justiciam faciat;

31. S'aucuns se claime au prevost, et li prevos ne li velt faire droit, il s'en clamera au maieur, et li maires metra le prevost a raison [que droit li face; et se li prevost ne li veult droit faire[4]], li maires

1. Charte de 1209 : deferet.
2. *Ibid.* : aut maior.
3. *Ibid.* : clamorem deferat.
4. Je restitue ces mots sautés dans le manuscrit à l'aide de la traduction publiée par Bouthors.

quam si facere recusaverit, maior, salvo jure regio, justiciam faciet, secundum statuta scabinorum.

32. Si quis super aliquem aliquid quod suum est interciaverit, et ille qui accusabitur responderit se illud non a latrone scienter emisse, hoc pro quo accusabitur perdet, et ante justiciam per sacramentum se defendet, si prepositus vel justicia voluerit, et postea in pace abibit; et hoc idem faciet garannus, si hoc idem dixerit, tam primus quam secundus et tercius; accusator autem hoc quod clamaverit, sacramento confirmabit, si voluerit ille qui justiciam tenebit.

33. In omni causa et accusator et accusatus et testis per advocatum loquentur, si voluerint.

34. De possessionibus ad urbem pertinentibus, extra urbem nullus causam facere presumat.

35. Si vir et uxor aliquam possessionem in vita sua acquisierint, et eorum quispiam mortuus fuerit, qui superstes fuerit[3] medietatem solus habebit, et infantes aliam. Si vir mortuus fuerit, aut uxor mortua fuerit, et infantes vivi remanserint, possessiones[4], sive in terra sive in redditu, que

li fera justiche, sauve le droiture le roi, selonc l'establissemens des eskievins.

32. S'aucuns enterche le siue chose sor autrui, et li acusez respont qu'il ne l'a mie acatée a son essient a larron, il perdera che dont il ert acusez, et si se deffendera par son serement, se li prevos et le justiche veut, [et] em pais s'en ira. Et ce meisme fera ses garans s'il dist iche meisme. Ausi fera li premiers et li secons [et li tiers][1]; et li acuseres fera son serement se li prevos et le justiche velt[2].

33. En toutes causes li acusez et li acuseres et li tesmoing parleront par avocat, s'il velent.

34. Nus n'entrepreigne a plaidier hors de la vile des possessions qui apartienent a la chité.

35. Se li hom ou le feme aquierent aucune possession en lor vie et li j. muert, cil qui remanra ara a par lui le moitié et li enfant l'autre. Se li hom muert ou le feme et li enfant remainent vif, cil qui remanra ne porra vendre ne doner a cens[5] ne metre en wages le possession qui vient

1. Les trois mots omis dans A sont restitués d'après *b*.
2. Il y a dans *b* : affermera par son serment chou qu'il claime, se la justice veult.
3. Charte de 1209 : erit.
4. *Ibid.* : possessionem.
5. J'adopte la leçon de *b*. Le manuscrit A porte : chels.

ex parte mortui venit, ille qui superstes erit, nec vendere, nec ad censum dare, nec in vadium mittere poterit, absque assensu propinquorum parentum mortui, aut donec infantes ejus absque custodia fuerint.

de le part al mort, sans l'otroi des prochains parens al mort, ou desi la que li enfant seront sans garde.

36. Si quis prepositum regis, in placito vel extra placitum, turpibus et inhonestis verbis provocaverit, in misericordia prepositi erit, ad arbitrium maioris et scabinorum.

36. S'aucuns laidenge le prevost le roi, n'en plait ne hors plait, de laides paroles et deshonestes, il en sera en la merchi du prevost, par le jugement del maieur et des eskievins.

37. Si quis maiorem in placito turpibus et inhonestis verbis provocaverit, domus eius prosternatur, aut secundum precium domus, in misericordia judicum, redimatur.

37. S'aucuns laidenge le maieur en plait de laides paroles et deshonestes, se maison sera abatue ou racatée, selonc che qu'ele vaut, en la merci des eskievins.

38. Si quis juratum suum percusserit vel vulneraverit, et ille qui percussus fuerit clamorem fecerit quod pro veteri odio percussus sit, percussor rectum faciet, secundum statuta scabinorum, pro ictu, et post hoc pro veteri odio, aut per sacramentum se purgabit, aut rectum faciet communie, et novem libras dabit, sex libras scilicet communie et sexaginta solidos justicie dominorum, et persolvet medietatem recti infra octo dies, aut totum, si scabini voluerint. Nullus enim pro eo qui percusserit, quicumque sit, aut vir, aut mulier, aut puer, sacramentum faciet.

38. S'aucuns fiert ou navre son juré et li ferus se claime qui por vies haine soit ferus, li fereres fera droit, selon l'estat[1] des eskievins, por le colp, et aprez por le vies haine, ou il se purgera por le sarement, ou il fera droit a le commune de ix. libres, vj. l. a le commune et lx. s. a le justiche [des seigneurs][2], et rendera le moitié de son droit dedens les viij. jors, ou tot, se li eskievin veulent. Nus ne fera serement por chelui qui fiert, quiconques il soit, ou hom ou feme [ou varlés][3].

1. les establissemens *(b)*.
2. Ces deux mots sont restitués d'après *b*.
3. Ces deux mots sont restitués d'après *b*.

39. Si maior cum communia et juratis in causa[1] sedeat, et aliquis ibi suum juratum percusserit, illius[2], contra quem plures testes in causa exierint qui primus ictum dederit, domus prosternetur.

40. Qui autem in causa jurato suo conviciatus fuerit, viginti solidos communie persolvet; ibi justicia dominorum nichil capiet.

41. Qui juratum suum in aquam aut in paludem jactaverit, si clamator unum testem adduxerit, et maior immunditiam viderit, ille malefactor sexaginta solidos persolvet, et de his habebit justicia dominorum viginti solidos. Si immundus nullum testem habuerit, contra sanguinem vel immunditiam, per sacramentum se defendet, et liber abibit.

42. Qui vero juratum suum, servum, recreditum, traditorem, *wissloth*[3], id est *coup*, appellaverit, viginti solidos persolvet.

43. Si filius burgensis aliquid forifacti fecerit, pater ejus, pro filio, justiciam communie exequetur. Si autem in custodia patris non fuerit, et submonitus, justiciam subterfugerit, uno anno a civitate ipsum extraneum esse opor-

39. Se li maires siet avec le commune et avelc les jurez em plait et aucuns fiert illuec son juré, le maison celui qui atains sera par pluisors tesmoins qu'il ara doné le premier colp, sera abatue.

40. Qui laidengera son juré em plait, il paiera xx. s., et le justiche des seignors n'i partira noient.

41. Qui jete son juré en iaue ou en palu, et cil qui se claime a j. seul tesmoing, et li maires voit le cunchiure, chil qui ch'ara fait paiera lx. s., xx. s. a le justice des segnors, et li maires aura le remanant. Mais se li cunchiez n'a nul tesmoing, cil s'en deffendera par son sarement contre le cunchié, et ensi ensement encontre sanc, et ensi en ira delivrés.

42. Qui apele son juré serf ou recreant ou traitor ou coup, xx. s. paiera.

43. Se li fix al borgois fait aucun meffait, li peres poursivra droiture a le commune pour son fil. Et s'il n'est en le garde au pere, et il est semons, et il fuit, j. an sera hors de la chité, et s'il velt revenir aprez l'an passé, il fera droit

---

1. Charte de 1209 : in causa *manque*.
2. *Ibid.* : domus illius prosternetur contra quem testes plures in causa exierint, quod primus ictum dederit.
3. *Ibid.* : wisloth.

tebit. Si autem anno preterito, redire voluerit, secundum statuta scabinorum, preposito et maiori rectum faciet.

44. Si conventio aliqua facta fuerit ante duos vel plures scabinos, de conventione illa amplius non surget campus nec duellum, si scabini, qui conventioni interfuerint, hoc testificati fuerint[3].

45. Omnia ista jura et precepta que prediximus maioris et communie, tantum sunt inter juratos. Non est equum juditium inter juratum et non juratum[4].

46. Ambianis solebat esse consuetudo, quod, in festis apostolorum[6], de unaquaque quadriga per unam quatuor portarum urbis villam introeunte, Garinus Ambianensis archidiaconus obolum accipiebat[7]. Maior vero et scabini, qui tunc temporis extiterunt[8], per consilium Theoderici, tunc episcopi Ambianensis, consuetudinem prefatam, ab archidiacono, quinque solidos et quatuor capones emerunt et ad censum ceperunt; et cen-

au prevost et al maieur, selonc l'estat[1] des eskievins.

44. S'aucune reconnoissance[2] est faite par devant ij. eskievins ou pardevant plusors, de le convenence n'en sera pus ne quans ne bataille, se li eskievin le tesmoignent qui furent a le convenenche.

45. Toutes ces droitures et cist commande[ment] que nous avons dit devant sont tant seulement de le commune et del maieur et entre les jurez. N'est pas ingaus jugemens de juré [et de non juré][5].

46. [Il soloit estre coustume a Amiens que, es festes des apostles, de chascune charete qui entroit par lequele que soit des quatre portes de la cité, prendroit li archediaques Garins une maaille. Li maires et li eschevin qui adonc estoient acaterent, par le conseil l'evesque Tierry d'Amiens, ichelle coustume a chelluy archediaque v. sols et iv. capons et prinrent ad cens; et celluy cens prent li archediaques au four Fremin

1. *b :* les establissemens.
2. *b :* convenance.
3. Art. 30 de la charte d'Abbeville : « Preterea statutum est quod si, » in presencia duorum vel trium scabinorum, contractus emptionis, ven» ditionis, permutationis, pignoris vel alius contractus initus fuerit, » eorum testimonio causa disrationabitur, salvo jure meo in eo qui con» victus fuerit. — 31. Hoc idem erit si carta publica et autentica, a majore et » scabinis tradita, dictis scabinis non apparentibus, fuerit producta. »
4. Bien que cet article ne se retrouve pas dans la charte d'Abbeville, A. Thierry l'a considéré comme l'un de ceux qui ont dû faire partie de la charte primitive.
5. Restitué d'après *b.* — 6. Le 1er mai.
7. Charte de 1209 : capiebat.
8. *Ibid. :* erant.

sum illum ad furnum Firmini de claustro, extra portam Sancti Firmini in Valle[2] situm, archidiaconus sumit[3].

du cloistre dehors le porte Saint Fremin et Val][1].

47. De omnibus tenementis ville justicia exibebitur per prepositum nostrum, ter in anno, in placito generali : videlicet in Natali Domini, in Pascha et in Penthecosten.

47. De toz les tenemens de le vile sera faite droiture par no prevost iij. fois en l'an, en plait general, au Noel et a le Pasque et a le Pentecoste.

48. Omnia autem forisfacta, que infra bannileugam civitatis fient, maior et scabini judicabunt, et de illis justitiam facent, sicut debent, presente ballivo nostro, si ibi interesse voluerit; si vero interesse noluerit vel non poterit, pro ejus absencia justiciam facere non desinent, sed debitam justiciam facient, excepto multro et raptu, quod nobis et successoribus nostris in perpetuum retinemus, sine parte alterius.

48. Toz les forfais qui seront fait dedens le banlliue de la cité jugeront li maieur et li eskievin et en feront jugement, si com ils doivent, pardevant nostre bailliu, s'il velt. Et s'il n'i velt estre [ou il n'i puet estre][4], il ne lairont mie a faire lor jugement por ce, s'il n'i est, fors [de rapt et de murtre][5] que nos retenons avec nous [et a ceuls][6] qui venront aprez nous, a tousjors, sanz part d'autrui.

49. Catalla vero homicidarum, incendiariorum et proditorum nostra sunt absolute, sine parte alterius. In catallis vero aliorum forefactorum retinemus nobis et successoribus nostris id quod habuimus et habere debemus.

49. Mais li catel des omechides et des ardeurs et des traitors sont nostre, sans part d'autrui. Et es cateus des autres forfais retenons nous, avelc nos et avelc chiax qui aprez nous verront, che que nos i avons eu et ce que nos i devons avoir.

50. Bannum in villa nullus potest facere, nisi per regem et episcopum.

50. Nus ne puet faire ban en le vile fors par le roi et par [l'evesque][7].

---

1. Cet article omis par A est publié d'après *b*.
2. *Ibid.* : de Valle.
3. La mention de l'évêque Thierri permet de donner une date approximative à cette disposition. Ce personnage a occupé le siège épiscopal d'Amiens de novembre 1144 à 1164.
4. Restitué d'après *b*.
5. Corrigé d'après *b*; A porte : de racat et d'amender.
6. D'après *b*; A porte : sachers.
7. D'après *b*; A porte : les eskievins.

51. Si quis bannitus est pro aliquo forifacto, excepto multro, homicidio, incendio, proditione et raptu, rex, vel senescallus, vel prepositus regis et episcopus et maior, unusquisque eorum, semel in anno, poterit eum conducere in villam.

52. Volumus etiam, et communie in perpetuum concedimus, quod, nec nobis, nec successoribus nostris, liceat civitatem Ambianensem vel communiam extra manum nostram mittere, sed semper regie inhereat corone.

Que omnia ut in perpetuum rata et firma permaneant, presentem paginam auctoritate sigilli nostri[2] et regii nominis karactere inferius annotato, salvo jure episcopi et ecclesiarum et procerum patrie et alieno jure[3], confirmamus.

Actum Lorriaci, anno incarnati Verbi M°. c°. nonagesimo, regni nostri anno undecimo, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Signum comitis Theobaldi, dapiferi nostri. S. Guidonis, buticularii. S. Mathei, camerarii. S. Radulfi, constabularii. Data vacante cancellaria[4].

51. S'aucuns est banis de le vile pour aucun mesfait, li rois, li senescaus, li prevos le roi, li veskes, li maieurs, chascuns de ches le puet conduire en la vile une fois en l'an, fors de murdre et d'omechide et d'ardoir, de traïson et de [rapt][1].

52. Nos volons et otroions a toz jors a le commuigne qu'il ne loise mie a nous, ne a chiax qui aprez nos venront, metre la cité d'Amiens ne la quemuigne hors de nostre main, mais tousjors soit apendans a le corone de France.

Et por che que toutes ches choses soient fermes et estables a toz jors, nous confermons ceste chartre, par l'auctorité de nostre seel et par le forme et le figure des roiax nons qui sont noté et escrit chi en droit, sauve le droiture le vesque et des eglises et des barons del pais et sauve toute autrui droiture.

Cheste chartre del roi Phelipe fu donée et a Peronne renovellée, l'an de l'incarnation nostre seigneur Jhesu Crist M. et CC. et IX. an, el [trentieme][5] an de son regne.

---

1. D'après *b;* A porte : racat.
2. Charte de 1209 : sigilli nostri auctoritate.
3. *Ibid.* : et salvo alieno jure.
4. *Ibid.* : Actum Peronne, anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo nono, regni vero nostri anno tricesimo, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum Guidonis buticularii. S. Bartholomei camerarii. S. Droconis constabularii. Data vacante cancellaria, per manum fratris Garini.
5. D'après *b;* A porte : tresime.

V.

Paris. (Entre le 1er novembre 1199 et le 8 avril 1200).

Philippe-Auguste casse la commune d'Etampes.

Mss. : A., Reg. A de Ph. Aug., fol. 50. — B., Reg. B., fol. 56. — C., Reg. C, fol. 71 v°. — D., Reg. D, fol. 92 v°. — E., Reg. E., fol. 112. — F., Reg. F, Fol. 85. — *Editions : a.* Fleureau, *Antiquités d'Etampes,* p. 131, d'après un des reg. — *b. Ordonn.*, t. XI, p. 277, d'après D. — *Traduction :* Guizot, *Histoire de la civilisation en France,* t. IV, p. 344. — Cf. Delisle, *Catalogue,* n° 571.

In nomine [1] sancte et individue Trinitatis, amen. Ph., Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes et futuri quod, propter injurias et oppressiones et gravamina que communia Stamparum inferebat tam ecclesiis et rebus earum quam militibus et rebus eorum, quassavimus eandem communiam et concessimus tam ecclesiis quam militibus quod apud Stampas deinceps communia non erit. Ecclesie autem et milites rehabebunt libertates et jura sua, sicut habebant ante communiam, eo excepto quod omnes homines et hospites eorum ibunt in exercitus et equitaciones nostras, sicut et alii homines nostri; et nos, tam homines et hospites ecclesiarum quam homines et hospites militum qui sunt in castello et in suburbiis Stamparum qui erant in communia, quocienscumque et sicut nobis placuerit, talliabimus. Si autem contingeret quod aliquis hominum vel hospitum illorum, super quem tallia imposita esset, eam nobis non redderet, possemus capere tam corpus ejusdem hominis vel hospitis, cujuscumque homo vel hospes esset, sive ecclesie, sive militis, quam universa mobilia ejus. Quod ut perpetuum robur obtineat, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato presentem paginam precepimus confirmari. Actum Parisius, anno Domini m°. c°. xc°. nono, regni nostri vicesimo primo, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. S. Guidonis buticulari. S. Mathei camerarii. S. Droconis constabularii. Data vacante cancellaria.

1. J'imprime ce texte d'après A.

VI.

Furnes. 1199-1200, janvier.

La commune de Furnes[1] *s'engage à maintenir le traité de Péronne.*

Orig. scell. Arch. nat. J. 532, nº 34. — *Ind.* Delisle, *Catalogue*, nº 588. — Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, nº 566, t. I, p. 215.

Nos scabini et universi burgenses de Furnis, notum fieri volumus universis quod, ex precepto regine Mathildis, domine nostre, quondam uxoris comitis Philippi, et ex concessione Balduini comitis Flandrie et Hainoie, concessimus et super sacrosancta juravimus, quod, salvo in omnibus per omnia jure ejusdem domine nostre, si forte idem comes pacem inter dominum regem Francorum et ipsum, Peronie, in crastino Circumcisionis Domini, reformatam, sicut in scripto ipsius proprio sigillo suo confirmato continetur, infregerit, nisi illud, infra quadraginta dies ex quo nobis notum fuerit, emendaverit, nos domino regi, salvo jure et dotalitio dicte domine nostre, quamdiu vixerit, omnino adherebimus, ei in bona fide contra dictum comitem auxiliantes, nichil postmodum comiti debentes, nec quicquam pro eo facientes, donec illud quod interceperit, emendaverit. Et quicquid de domina nostra contingat in hoc puncto, erga dominum regem remanebimus. Actum anno Domini millesimo centesimo nonagesimo nono.

(*Sceau pendant sur double queue de parchemin.*)

VII.

Commencement du XIIIe siècle.

Liste des communes du royaume de France.

Reg. A. de Philippe-Auguste, fol. 7 vº. — *Ed.: Recueil des histor. de France*, t. XXIII, p. 684.

COMMUNIE.

1. Atrebati.
2. Perona.
3. Noviomum.
4. Ambiani.
5. Tornacum, iija servitia.
6. Mons Desiderii.

---

1. Furnes, Belgique, prov. de la Flandre occidentale.

VII. — 1. Arras, Pas-de-Calais. — 2. Péronne, Somme. — 3. Noyon, Oise, arr. Compiègne. — 4. Amiens, Somme. — 5. Tournai, Belgique. — 6. Montdidier, Somme.

7. Roia.
8. Bapalme.
9. Corbia.
10. Compendium.
11. Suessionis.
12. Laudunum et Sanctus Johannes.
13. Laudunum et Conde.
14. Bruerie.
15. Velliacum.
16. Cerniacum.
17. Crespiacum.
18. Cala juxta Parisius.
19. Silvanectis.
20. Belvacum.
21. Monsterolum supra mare.
22. Calvus-Mons.
23. Pontisara.
24. Mellentum.
25. Pissiacum.
26. Medunta.
27. Senones.
28. Villa Nova in Belvasino.
29. Lens.
30. Hesdinum.
31. Fererie.

32. Rothomagum.
33. Vernolium.
34. Cadomus.
35. Falesia.
36. Pons Audomari.
37. Sanctus Johannes Angeliacensis.
38. Pictavis.
39. Niortium.

(32–39: ad consuetudines Rothomagi.)

7. Roye, Somme, arr. Montdidier. — 8. Bapaume, Pas-de-Calais, arr. Arras. — 9. Corbie, Somme, arr. Amiens. — 10. Compiègne, Oise. — 11. Soissons, Aisne. — 12. Laon, Aisne, et Saint-Jean de Laon, abbaye bénédictine; sous cette rubrique est probablement désignée la commune de Crandelain, Truci, Courtecon, Malval, Colligis et Lierval, établie par l'abbaye de Saint-Jean sur ses domaines. Voy. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, nº 491. — 13. Condé, Aisne, cant. Vailly. — 14. Bruyères, Aisne, cant. Fère-en-Tardenois. — 15. Vailly, Aisne, arr. Soissons. — 16. Cerny, Aisne, cant. Craonne. — 17. Crépy, Aisne, cant. Laon. — 18. Chelles, Seine-et-Marne, cant. Lagny. — 19. Senlis, Oise. — 20. Beauvais, Oise. — 21. Montreuil-sur-Mer, Pas-de-Calais. — 22. Chaumont-en-Vexin, Oise, arr. Beauvais. — 23. Pontoise, Oise. — 24. Meulan, Seine-et-Oise, arr. Versailles. — 25. Poissy, Seine-et-Oise, arr. Versailles. — 26. Mantes, Seine-et-Oise. — 27. Sens, Yonne. — 28. La Villeneuve-le-Roi, Oise, cant. Méru. — 29. Lens, Pas-de-Calais, arr. Béthune. — 30. Hesdin, Pas-de-Calais, arr. Montreuil. — 31. Ferrières, Loiret, arr. Montargis (?). — 32. Rouen, Seine-Inférieure. — 33. Verneuil, Eure, arr. Evreux. — 34. Caen, Calvados. — 35. Falaise, Calvados. — 36. Pont-Audemer, Eure. — 37. Saint-Jean-d'Angely, Charente-Inférieure. — 38. Poitiers, Vienne. — 39. Niort, Deux-Sèvres.

VIII.

Commencement du XIIIe siècle.

Liste des villes et châteaux du domaine royal.

Reg. A de Philippe-Auguste, fol. 60. — Reg. B, fol. 69. — Ed.: *Recueil des Historiens de France,* t. XXIII, p. 681.

CIVITATES ET CASTRA QUE REX HABET IN DOMANIO.

I. Hee sunt civitates quas rex Philippus habet in domanio suo.

1. Abrincensis civitas.
2. Constantiensis.
3. Baiocensis.
4. Lexoviensis.
5. Sagiensis.
6. Ebroicensis.
7. Rothomagensis.
8. Cenomannensis.
9. Andegavensis.
10. Pictavensis.
11. Turonensis; procurationem in domo archiepiscopi et thessaurarii et decani.
12. Bituricensis.
13. Aurelianensis; episcopus exercitum.
14. Parisiensis; episcopus exercitum.
15. Senonensis; archiepiscopus exercitum.
16. Silvanectensis.
17. Belvacensis; episcopus exercitum et procurationem.
18. Ambianensis; episcopus exercitum tantum.
19. Attrebatensis.
20. Tornacensis.
21. Noviomensis; episcopus exercitum et procurationem.
22. Suessionensis; episcopus exercitum.
23. Laudunensis; episcopus exercitum.
24. In Remensi civitate habet dominus rex exercitum et procurationem.
25. Et in Kathalaunensi.
26. Et in Morinensi filius ejus.
27. In Eduensi habet similiter rex Philippus exercitum.
28. Lingonensis; similiter exercitum.

1. Avranches, Manche. — 2. Coutances, Manche. — 3. Bayeux, Calvados. — 4. Lisieux, Calvados. — 5. Séez, Orne. — 6. Evreux, Eure. — 7. Rouen, Seine-Inférieure. — 8. Le Mans, Sarthe. — 9. Angers, Maine-et-Loire. — 10. Poitiers, Vienne. — 11. Tours, Indre-et-Loire. — 12. Bourges, Cher. — 13. Orléans, Loiret. — 14. Paris. — 15. Sens, Yonne. — 16. Senlis, Oise. — 17. Beauvais, Oise. — 18. Amiens, Somme. — 19. Arras, Pas-de-Calais. — 20. Tournai, Belgique. — 21. Noyon, Oise, arr. Compiègne. — 22. Soissons, Aisne. — 23. Laon, Aisne. — 24. Reims, Marne. — 25. Châlons, Marne. — 26. Térouane, Pas-de-Calais, cant. Aire. — 27. Autun, Saône-et-Loire. — Procurationem, *qui avait été écrit à la suite, a été rayé.* — 28. Langres, Haute-Marne.

29. Meldensis; exercitum.
30. Trecensis ; exercitum.
31. Matisconensis; regalia.
32. Carnotensis ; exercitum et procurationem et regalia extra civitatem.
33. Altisiodorensis ; exercitum tantum et procurationem, si feodum Giemi recederet de manu ejus.
34. Claromontensis ; exercitum ultra Ligerim.

II. Hec sunt castella et fortelicie que Philippus rex Francorum tenet.

35. Cesaris Burgus.
36. Barbefluvius.
37. Wavreium.
38. Karentonum.
39. Castrum Vire.
40. Falesia.
41. Cadomum.
42. Eximium.
43. Bona Villa super Tosquam (*corr.* Tolquam).
44. Pons Audomari.
45. Gratemenil.
46. Gloz.
47. Britolium.
48. Mons Fortis.
49. Briona.
50. Belli Mons.
51. Vernolium.
52. Molinelli.
53. Pons Archie.
54. Vallis Rodolii.
55. Castrum Gaillardi.
56. Gallionum, post decessum Cadurci.
57. Goletum.
58. Verno.
59. Paciacum.
60. Brehervallis.
61. Anetum.
62. Gaienvilla.
63. Medunta.
64. Mons Calveti, medietas.
65. Calvus Mons.

---

29. Meaux, Seine-et-Marne. — 30. Troyes, Aube. — 31. Macon, Saône-et-Loire. — 32. Chartres, Eure-et-Loir. — 33. Auxerre, Yonne; Gien, Loiret. — 34. Clermont, Puy-de-Dôme.

35. Cherbourg, Manche. — 36. Barfleur, Manche, cant. Quettehou. — 37. Gavray, Manche, arr. Coutances. — 38. Carentan, Manche, arr. Saint-Lô. — 39. Vire, Calvados. — 40. Falaise, Calvados. — 41. Caen, Calvados. — 42. Oximiñ (A.), Exmes, Orne, arr. Argentan. — 43. Bonneville-sur-Touques, Calvados, cant. Pont-l'Évêque. — 44. Pont-Audemer, Eure. — 45. Grand-Mesnil, Calvados, cant. Saint-Pierre-sur-Dive. — 46. Glos, Calvados, cant. Lisieux. — 47. Breteuil, Eure, cant. Evreux. — 48. Montfort-sur-Risle, Eure, arr. Pont-Audemer. — 49. Brionne, Eure, arr. Bernay. — 50. Beaumont-le-Roger, Eure, arr. Bernay. — 51. Verneuil, Eure, arr. Evreux. — 52. Moulineaux, Seine-Inférieure, cant. Grand-Couronne. — 53. Pont-de-l'Arche, Eure, arr. Louviers. — 54. Notre-Dame du Vaudreuil, Eure, cant. de Pont-de-l'Arche. — 55. Château-Gaillard, Eure, comm. Les Andelys. — 56. Gaillon, Eure, arr. Louviers. — 57. Le Goulet, Eure, comm. N.-D. de l'Isle, cant. Les Andelys — 58. Vernon, Eure, arr. Evreux. — 59. Pacy-sur-Eure, Eure, arr. Evreux. — 60. Bréval, Seine-et-Oise, cant. Bonnières. — 61. Anet, Eure-et-Loir, arr. Dreux. — 63. Mantes, Seine-et-Oise. — 64. Monchauvet, Seine-et-Oise, cant. Houdan. — 65. Chaumont-en-Vexin, Oise, arr. Beauvais.

66. Gisortium.
67. Nealpha.
68. Mellentum.
69. Pontisara.
70. Pissiacum.
71. Archie.
72. Belencombre.
73. Fons Girardi; G[alterus] ju[venis] habet.
74. Feritas in Braio.
75. Mortuum Mare.
76. Golleni Fons.
77. Gornaium.
78. Formelis, post decessum episcopi Belvacensis Philippi.
79. Lions.
80. Lens.
81. Hennin.
82. Bapalme.
83. Perona.
84. Bella Quercus.
85. Hesdinum.
86. Capium et Ranin.
87. Clari.
88. Corbeia.
89. Roia.
90. Mons Desiderii.
91. Villa Nova in Belvasino.
92. Compendium.
93. Chosiacum.
94. Thorota.
95. Amblegni.
96. Bestisiacum.
97. Petrifons.
98. Bruerie juxta Laudunum.
99. Velliacum.
100. Cerniacum.
101. Condatum.
102. Crespeium.
103. Gonessia.
104. Corbolium.
105. Meledunum.
106. Samesium.

---

66. Gisors, Eure, arr. Les Andelys. — 67. Néauphle-le-Château, Seine-et-Oise, cant. Montfort- l'Amaury. — 68. Meulan, Seine-et-Oise, arr. Versailles. — 69. Pontoise, Oise. — 70. Poissy, Seine-et-Oise, arr. Versailles. — 71. Arques, Seine-Inférieure, cant. Offranville. — 72. Bellencombre, Seine-Inférieure, arr. Dieppe. — 73. Fontaine-Guérard, Eure, cant. Ecouis. — 74. La Ferté-S.-Samson, Seine-Inférieure, cant. Forges. — 75. Mortemer, Seine-Inférieure, cant. Neufchâtel. — 76. Gelleni (A.), Gaillefontaine, Seine-Inférieure, cant. Forges. — 77. Gournay-en-Braye, Seine-Inférieure, arr. Neufchâtel. — 78. Formerie, Oise, arr. Beauvais. — 79. Lyon-la-Forêt, Eure, arr. Les Andelys. — 80. Lens, Pas-de-Calais, arr. Béthune. — 81. Hénin-Liétard, Pas-de-Calais, arr. Béthune. — 82. Bapaume, Pas-de-Calais, arr. Arras. — 83. Péronne, Somme. — 84. Beauquesne, Somme, cant. Doullens. — 85. Hesdin, Pas-de-Calais, ar. Montreuil. — 86. Cappy, Somme, cant. Bray. — 87. Cléry-sur-Somme, Somme, cant. Péronne. — 88. Corbie, Somme, arr. Amiens. — 89. Roye, Somme, arr. Montdidier. — 90. Montdidier, Somme. — 91. La Villeneuve-le-Roi, Oise, cant. Méru. — — 92. Compiègne, Oise. — 93. Choisy-au-Bal, Oise, cant. Compiègne. — 94. Thourotte, Oise, cant. Ribécourt. — 95. Ambleny, Aisne, cant. Vic-sur-Aisne. — 96. Béthisy-Saint-Pierre, Oise, cant. Crépy. — 97. Pierrefonds, Oise, cant. Attichy. — 98. Bruyères, Aisne, cant. Fère-en-Tardenois. — 99. Vailly, Aisne, arr. Soissons. — 100. Cerny, Aisne, cant. Craonne. — 101. Condé, Aisne, cant. Vailly. — 102. Crépy, Aisne, cant. Laon. — 103. Gonesse, Seine-et-Oise, arr. Pontoise. — 104. Corbeil, Seine-et-Oise. — 105. Melun, Seine-et-Oise. — 106. Samois, Seine-et-Marne, cant. Fontainebleau.

107. Chastelier.
108. Moretum.
109. Gressium.
110. Capella.
111. Buxie.
112. Evera.
113. Castrum Nantonis.
114. Mons Argi.
115. Lorriacum.
116. Castrum Novum.
117. Vitriacum in Logio.
118. Villa Nova regis.
119. Chesaium, medietas.
120. Lissiacum.
121. Lorriacum in boscagio, medietas.
122. Flagiacum, medietas.
123. Faiacum.
124. Boscus Communis.
125. Checiacum.
126. Giemum.
127. Albiniacum.
128. Dunum.
129. Monasteria, medietas.
130. Cencoins, Walliniacum, Columb ; medietas.
131. Sanctus Porcianus, demanda.
132. Noneta.
133. Anazat.
134. Monsterolium juxta Pictavim.
135. Losdunum.
136. Salmurum.
137. Chinon.
138. Langes.
139. Baugi.
140. Hiemisvilla.
141. Stampe.
142. Dordanum.
143. Mons Letherici.
144. Castrum Forte.

---

107. Le Châtelet-en-Brie, Seine-et-Marne, arr. Melun. — 108. Moret, Seine-et-Marne, arr. Fontainebleau. — 109. Grès, Seine-et-Marne, cant. Nemours. — 110. La Chapelle-la-Reine, Seine-et-Marne, arr. Fontainebleau. — 111. Boissy-le-Chatel, Seine-et-Marne, cant. Coulommiers. — 112. Yèvre, Loiret, cant. Pithiviers. — 113. Chateau-Landon, Seine-et-Marne, arr. Fontainebleau. — 114. Montargis, Loiret. — 115. Lorris, Loiret, arr. Montargis. — 116. Châteauneuf-sur-Loire, Loiret, arr. Orléans. — 117. Vitry-aux-Loges, Loiret, cant. Châteauneuf. — 118. Villeneuve-le-Roi, Yonne, arr. Joigny. — 119. Chéroy, Yonne, arr. Sens. — 120. Lissy, Seine-et-Marne, cant. Brie-Comte-Robert. — 121. Lorrez-le-Bocage, Seine-et-Marne, arr. Fontainebleau. — 212. Flagy, Seine-et-Marne, cant. Lorez-le-Bocage. — 123. Fay-aux-Loges, Loiret, cant. Châteauneuf. — 124. Boscus Commini (A.), Boiscommun, Loiret, cant. Beaune-la- Rolande. — 125. Checy, Loiret, cant. Orléans. — 126. Gien, Loiret. — 127. Aubigny-ville, Cher, arr. Sancerre. — 128. Dun-le-Roy, Cher, arr. Saint-Amand-Mont-Rond. — 130. Sancoins, Cher, arr. Saint-Amand-Mont-Rond ; Valigny, Allier, cant. Cerilly. — 131. Saint-Pourçain, Allier, arr. Gannat. — 132. Nonette, Puy-de-Dôme, cant. S.-Germain-Lembron. — 133. Ennezat, Puy-de-Dôme, arr. Riom. — 134. Montreuil-Bonnin, Vienne, cant. Vouillé. — 135. Loudun, Vienne. — 136. Saumur, Maine-et-Loire. — 137. Chinon, Indre-et-Loire. — 138. Langeais, Indre-et-Loire, arr. Chinon. — 139. Beaugé, Maine-et-Loire. — 140. Janville, Eure-et-Loir, arr. Chartres. — 141. Etampes, Seine-et-Oise. — 142. Dourdan, Seine-et-Oise, arr. Rambouillet. — 143. Montlhéry, Seine-et-Oise, cant. Arpajon. — 144. Chateaufort, Seine-et-Oise, cant. Palaiseau.

IX.

Commencement du XIIIe siècle.

Prestations de sergents et de voitures dues par les villes du domaine.

Reg. A. de Philippe-Auguste, fol. 91 v°. — Reg. B, fol. 94. — Reg. C, fol. 29 v°. — Reg. D, fol. 32 v°. — Ed. : *Recueil des Historiens de France*, t. XXIII, p. 722.

I. PRISIA SERVIENTUM.

1. Sanctus Maximinus, LX. servientes et II. quadrigas.

2. Sanctus Sanson, XX. servientes.

3. Sanctus Severinus, XXV. servientes.

4. Ferrerie, C. servientes et II. quadrigas.

5. Sanctus Benedictus, VIII^xx. servientes et III. quadrigas.

6. Checiacum, Castrum Novum, Vitriacum, Faiacum, C. servientes et II. quadrigas.

7. Hiemvilla, Novilla, LX. servientes et II. quadrigas.

8. Ville circa Lorriacum, X. servientes.

9. Evera, L. servientes et I. quadrigam.

10. Corciacum, X. servientes.

11. Buxie, XL. servientes et I. quadrigam.

12. Cepeium, XX. servientes.

13. Castrum Nantonis, C. servientes et II. quadrigas.

14. Gressium et Capella, LX. servientes et II. quadrigas.

15. Moretum et Samesium, LX. servientes et II. quadrigas.

16. Aurel[ianis], M. et V^c. libras.

17. Terra militum Castri Nantonis, XIII. libras.

18. Morigniacum, LX. servientes et II. quadrigas.

19. Stampe, M. libras, et amplius, si rex voluerit.

20. Mons Letherici, C. ser-

---

1. Saint-Mesmin, Loiret, commune Saint-Hilaire, cant. Orléans. — 2. Saint-Samson, Oise, cant. Formerie ? — 3. Abbaye de Saint-Séverin de Chateau-Landon, cf. VIII, 113. — 4. Ferrières, cf. VII, 31. — 5. Abbaye de Saint-Benoit-sur-Loire, Loiret, cant. Ouzouer-sur-Loire. — 6. Checy, cf. VIII, 125; Chateauneuf, cf. VIII, 116; Vitry, cf. VIII, 117; Fay, cf. VIII, 123. — 7. Janville, cf. VIII, 140; La Neuville-aux-Bois, Loiret, arr. Orléans. — 8. Lorris, cf. VIII, 115. — 9. Yèvre, cf. VIII, 112. — 10. Courcy-aux-Loges, Loiret, cant. Pithiviers. — 11. Boissy-le-Chatel, cf. VIII, 111. — 12. Cépoi, Loiret, cant. Montargis. — 13. Chateau-Landon, cf. VIII, 113. — 14. Grés et La Chapelle, cf. VIII, 109 et 110. — 15. Moret et Samois, cf. VIII, 108 et 106. — 16. Orléans. — 17. Chateau-Landon, cf. 3 et 13. — 18. Morigny, Seine-et-Oise, cant. Etampes. — 19. Etampes, cf. VIII, 141.

vientes et II. quadrigas.

21. Dordanum, XL. servientes et I. quadrigam.

22. Sancta Columba, L. servientes et II. quadrigas.

23. Dymons, XX. servientes.

24. Sanctus Dionisius, XII^{XX}. servientes et V. quadrigas.

25. Sanctus Germanus, VII^{XX} et X. servientes et III. quadrigas.

26. Fossata, IIII^{XX} et X. servientes et II. quadrigas.

27. Sanctus Maglorius XX servientes.

27 *bis*. Sanctus Martinus, XL. servientes et I. quadrigam.

28. Sanctus Victor, XL. servientes et I. quadrigam.

29. Sancta Genovefa, LX. servientes et II. quadrigas.

30. Vitriacum et Unciacum, XX. servientes.

31. Parisius, IIII^{M}. libras.

32. Bituris, III^{M}. libras.

33. Mons Argi, III^{C}. libras.

34. Giemum, IIII^{C}. libras.

35. Lorriacum, V^{C}., vel M. libras si rex voluerit.

36. Albiniacum, V^{C}. libras.

37. Villa Nova juxta Senones, IIII^{C}. libras.

38. Meledunum et Corbolium, in volontate regis.

39. Villa Nova juxta Parisius, XX. servientes.

40. Kala, XL. servientes et I. quadrigam.

41. Gonessia, LX. servientes et II. quadrigas.

42. Mons Martirum, XX. servientes.

43. Sanctus Crispinus, XL. servientes et I. quadrigam.

44. Sanctus Medardus, II^{C}. servientes et IIII. quadrigas.

45. Sancta Maria Suessionensis, C. servientes et II. quadrigas.

46. Terra sancti Johannis Lauduni, XL. servientes et I. quadrigam.

47. Bestisiacum et Verberia, C. servientes et I. quadrigam.

48. Petrifons, LX. servien-

---

20. Montlhéry, cf. VIII, 143. — 21. Dourdan, cf. VIII, 142. — 22. Abbaye de Sainte-Colombe de Sens. — 23. Dixmont, Yonne, cant. Villeneuve-sur-Yonne. — 24. Abbaye de Saint-Denis. — 25. Abbaye de Saint-Germain-des-Prés. — 26. Abbaye de Saint-Maur-les-Fossés, Seine, cant. de Charenton. — 27. Abbaye de Saint-Magloire de Paris. — 27 *bis*. Prieuré de Saint-Martin-des-Champs de Paris. — 28. Abbaye de Saint-Victor de Paris. — 29. Abbaye de Sainte-Geneviève de Paris. — 30. Vitry-aux-Loges, Loiret, canton Châteauneuf; Oncy, Seine-et-Oise, cant. Milly. — 32. Bourges. — 33. Montargis, cf. VIII, 114. — 34. Gien, cf. VIII, 126. — 35. Lorris, cf. 8 et VIII, 115. — 36. Aubigny, cf. VIII, 127. — 37. Villeneuve-le-Roi, cf. VIII, 118. — 38. Melun et Corbeil, cf. VIII, 105 et 104. — 39. Villeneuve-le-Roi, Seine-et-Oise, cant. Longjumeau. — 40. Chelles, cf. VII, 18. — 41. Gonesse, cf. VIII, 103. — 42. Abbaye de Montmartre près Paris. — 43. Abbaye de Saint-Crépin à Soissons. — 44. Abbaye de Saint-Médard à Soissons. — 45. Abbaye de Notre-Dame de Soissons. — 46. Abbaye de Saint-Jean de Laon, cf. VII, 12. — 47. Béthisy, cf. VIII, 96; Verberie, Oise, cant. Pont-Sainte-Maxence. — 48. Pierrefonds, cf. VIII, 97.

tes et i. quadrigam.

49. Abbas Compendii, l. servientes et i. quadrigam.

50. Bernulia, Villare, Fresnaium, Nongentum, lx. servientes et ii. quadrigas.

51. Chosiacum, Thorota, Mons Magi, Roisselli, lxiii. libras.

52. Meriacum, Galquemolin, Ravenell[um], iiii^{xx} et xii. libras.

Communie.

53. Senones, iii^{c}. servientes et vi. quadrigas.

54. Laudunum, iii^{c}. servientes et vi. quadrigas.

55. Bruerie, vi^{xx}. servientes et iii. quadrigas.

56. Velliacum, l. servientes et i. quadrigam.

57. Cerniacum et Crispiacum, iiii^{xx}. servientes et ii. quadrigas.

58. Noviomum, vii^{xx} et x. servientes et iii. quadrigas.

59. Silvanectum, c. servientes et iii. quadrigas.

60. Villa Nova in Belvasino, xl, servientes et i. quadrigam.

61. Mons Desiderii, iiii^{xx}. servientes et ii. quadrigas.

62. Roia, c. servientes et ii. quadrigas.

63. Compendium, cc. servientes et iiii. quadrigas.

64. Abbas Corbiensis, cc. libras.

65. Ambianis, xii^{xx}. et x. servientes et v. quadrigas.

66. Corbeia, cc. servientes et iiii. quadrigas.

67. Monsterolium, vii^{xx} x. servientes et iii. quadrigas.

68. Belli Quercus, xxx. servientes et i. quadrigam.

69. Hesdinum, iiii^{xx}. servientes et ii. quadrigas.

70. Bapalme, iiii^{xx}. servientes et ii. quadrigas.

71. Tornacum iii^{c}. servientes.

72. Attrebatum, m. servientes vel iii^{m}. libras.

73. Lens, c. servientes et ii. quadrigas.

---

49. Abbaye de Saint-Corneille de Compiègne. — 50. Berneuil-sur-Aisne, Oise, cant. Attichy ; Villers-Saint-Paul, cant. Creil ; Fresnoy-la-Rivière, cant. Crépy ; Nogent-les-Vierges, cant. Creil. — 51. Choisy, Thourotte, cf. viii, 93 et 94 ; Montmacq, Oise, canton Ribécourt. — 52. Méry, Oise, cant. Maignelay ; Wacquemoulin, cant. Maignelay ; Ravenel, cant. Saint-Just-en-Chaussée. — 53. Sens, cf. vii, 27 et viii, 25. 54. Laon, cf. vii, 12, 13 et viii, 23. — 55. Bruyères, cf. vii, 14. — 56. Vailly, cf. vii, 15. — 57. Cerny, Crépy, cf. vii, 16, 17. — 58. Noyon, cf. vii, 3 et viii, 21. — 59. Senlis, cf. vii, 19 et viii, 16. — 60. La Villeneuve, cf. vii, 28 et viii, 91. — 61. Montdidier, cf. vii, 6 et viii, 90. — 62. Roye, cf. vii, 7 et viii, 89. — 63. Compiègne, cf. vii, 10 et viii, 92. — 64. Abbaye de Corbie. — 65. Amiens, cf. vii, 4 et viii, 18. — 66. Corbie, cf. vii, 9 et viii, 88. — 67. Montreuil, cf. vii, 21. — 68. Beauquesne, cf. viii, 84. — 69. Hesdin, cf. vii, 40 et viii, 85. — 70. Bapaume, cf. vii, 8 et viii, 82. — 71. Tournai, cf. vii, 5. — 72. Arras, cf. vii, 1 et viii, 19. — 73. Lens, cf. vii, 29 et viii, 80.

74. Heninum, xxx. servientes et i. quadrigam.
75. Pontisara, vii^{xx}. et x. servientes et iii. quadrigas.
76. Mellentum, l. servientes et ii. quadrigas.
77. Medunta, ii^{c}. servientes et iiii. quadrigas.
78. Belvacus v^{c}. servientes et x. quadrigas vel mv^{c}. libras.
79. Calvus Mons, c. servientes et ii. quadrigas.
80. Andeliacum, c. servientes et ii. quadrigas.
81. Suessio, viii^{xx}. servientes et iiii. quadrigas.
82. Pissiacum, c. servientes et ii. quadrigas.

Summa servientum ad servicium regis : v^{M} et iiii^{c} et xxxv.; et cxix. quadrige, que valent xvii^{M}. vii^{c}. et lv.l.

Summa nummorum : xiii^{M} et lxix. libre.

II. De quadrigis regi debitis.

Reg. A fol. 1 v°.

. . . .
83. Major Senonensis, quinque.
. . . .
84. Major de Allodiis, quatuor.
. . . .
85. Major Medunte, quinque.

X.

Mantes. (Entre le 1er novembre 1201 et le 13 avril 1202.)

Philippe-Auguste confirme à ses hommes de Mantes toutes les hanses de la ville.

Mss. : A. Cop. du commencement du xiiie s., Reg. A. de Philippe-Auguste, fol. 56. — B. Reg. B, fol. 64. — C. Reg. C, fol. 65. — D. Reg. D, fol. 82 v°. — E. Reg. E, fol. 112 v°. — F. Reg. F, fol. 86. — G. Cop. d'André Duchesne, Bibl. nat., *Coll. Duchesne*, t. 78, fol. 138 v°. — H. Cop. du xviiie s., Bibl. nat., *Coll. du Vexin*, t. 8, p. 804, d'apr. un texte des archives de Mantes. — I. Cop. du xviiie s., Bibl. de l'Arsenal. Chrestien, *Mémoires historiques pour servir aux antiquités de la ville de Mantes*. Ms. 4031, p. 210. — *Editions* : *a.*

74. Hénin-Liétard, cf. viii, 81. — 75. Pontoise, cf. vii, 23 et viii, 69. — 76. Meulan, cf. vii, 24 et viii, 68. — 77. Mantes, cf. vii, 26 et viii, 63. — 78. Beauvais, cf. vii, 20 et viii, 17. — 79. Chaumont-en-Vexin, cf. vii, 22 et viii, 65. — 80. Le Grand Andely, Eure. — 81. Soissons, cf. vii, 11 et viii, 22. — 82. Poissy, cf. vii, 25 et viii, 70.
83. Sens, cf. vi, 27 ; viii, 15 et ix, 53. — 84. Les Alluets, Seine-et-Oise, cant. Poissy. — 85. Mantes, cf. vii, 26 ; viii, 63 et ix, 77.

Favyn, *Le théâtre d'honneur et de chevalerie,* t. I, p. 135. — *b.* Du Cange, *Glossar.* v° *Hansa,* d'apr. le reg. P. de la Chambre des Comptes. — *c. Ordonnances,* t. XI, p. 285, d'apr. D. et *b.* — *Cf.* Delisle, *Catalogue,* n° 680.

CARTA DE QUITTACIONE HANSARUM HOMINIBUS MEDUNTE[1].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod[2] homines nostri de Medunta habent ab antiquo omnes hansas Medunte, tam de villa quam de aqua, suas proprias, pro servitio quod nobis faciunt et antecessoribus nostris fecerunt, scilicet[3] quod adjuvant ad honerandum et ad exhonerandum nostras machinas infra Meduntam, et quod reddunt prepositure v. denarios de singulis hansis aque. Pro hoc vero servitio et redditu, et quia eas ab antiquo habuerunt, concedimus in perpetuum universitati hominum nostrorum Medunte omnes hansas Medunte, tam aque quam ville, sicut hactenus habuerunt. Quod[4] ut ratum et firmum permaneat, sigilli nostri auctoritate et regii nominis caractere inferius annotato presentem paginam confimari precipimus. Actum Medunte, anno ab incarnatione Domini M°.CC°. primo, regni nostri anno XXIII., adstantibus in palatio quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum Guidonis buticularii. Signum Mathei camerarii. Signum Droconis constabularii. Data vacante cancellaria, per manum fratris Garini.

---

1. Le présent texte est établi d'apr. A. et H. — Ce titre ne se trouve que dans A.
2. Le début est ainsi abrégé dans A : Notum etc. quod.....
3. Videlicet (H.).
4. La fin de l'acte est ainsi abrégée dans A : Quod etc., anno Domini M°. CC°. primo, regni XX°. III°.

XI.

(Entre le 1er novembre 1201 et le 13 avril 1202.)

Philippe-Auguste concède au maire et à la commune de Mantes la prévôté, la justice et divers droits, moyennant une rente de onze cents livres parisis.

A. Copie du commencement du XIIIe s. Reg. A, de Philippe-Auguste, fol. 55 v°. — B. Reg. B, fol. 63 v°. — C. Reg. C, fol. 25. — D. Cop. d'André Duchesne, Bibl. nat., *Coll. Duchesne*, t. 78, fol. 138. — Cf. Delisle, *Catal.*, n° 681.

CARTA DE PREPOSITURA MEDUNTE[1].

Ph., etc. Notum, etc. quod nos concedimus maiori et communie Medunte in perpetuum nostram preposituram Medunte et omnes redditus nostros, tam per terram quam per aquam, pro XIc. libris parisiensium reddendis nobis singulis annis hoc modo : scilicet, infra octabas Nativitatis Domini Vc. L. libras reddent nobis maior et communia ; infra octabas Penthecosten, alias Vc. L. libras, ita quod, si infra quindenam post istos terminos non solverint nobis integre hanc pecuniam, nos exinde, si voluerimus, nostram habebimus emendationem.

2. In aquitatione hujus pecunie solvent: die sancti Remigii, capellano nostro Medunte C. solidos ; in Quadragesima, ecclesie Beate Marie Medunte XXIIII. solidos ; Sancto Macuto[2], per annum XXVI. denarios, scilicet quolibet die mercurii XXVI. septimanarum, I. denarium ; sanctimonialibus[3] Medunte, XVIII. denarios in festo sancti Remigii de censu ; athletibus, XX solidos.

3. Preterea concedimus in perpetuum maiori et communie Medunte omnem justiciam nostram, sicut habebamus, et per terram et per aquam, tam in redditibus quam aliis rebus, nisi quod retinemus nobis raptum et multrum. De homicidio vero facient maior et communia justiciam sicut debuerint.

---

1. Ce texte est publié d'après A.
2. Saint-Maclou, l'une des anciennes paroisses de Mantes.
3. La lecture de ce mot est très douteuse ; la première lettre paraît plutôt un D qu'un S, et on ne lit guère que *Dcionia*. Aucune des copies ne fournit une leçon satisfaisante ; B : *Dictiom* et un signe d'abréviation ; C : *Dictionici*. Duchesne a lu *Dutronici*.

4. Volumus eciam quod ipsi habeant tensamenta Porcheroville[1], Içoi[2], Chauciaci[3], Carenci[4], Ville Nove[5] super Spedonam[6] et Sementisville[7], et preposituram et justiciam de Felins[8], bernagium et giragium foreste de Artia[9], sicut nos habebamus.

5. Volumus etiam ut omnia incrementa que in his poterunt facere rationabiliter, salvis omnibus feodis nostris et salvo jure alieno, faciant sibi et habeant.

6. Sciendum insuper quod nos possumus ducere per Meduntam vina de vineis nostris et nostra blada, tam per terram quam per aquam, libere et absolute, absque ulla consuetudine. Nullum vero alium possumus quitare quin reddat maiori et communie suam rectam consuetudinem, sive sit guerra sive pax.

7. Preterea, volumus et concedimus, pro incremento quod fecerunt in prepositura nostra de III^{c}. libris, quod nullatenus poterimus eam, pro aliquo incheramento, ab eis auferre, nec amplius pro encheramento exigere, nec heredes nostri.

Actum anno Domini M^{o}. CC^{o}. primo, regni XXIII°.

XII.

Paris. 1205 (mai ou juin).

Philippe-Auguste concède au maire et à la commune de Chaumont[10] *la prévôté de la ville, moyennant une rente de trois cents livres parisis, seize muids de blé et cinq muids d'avoine.*

A. Cop. du commencement du XIIIe siècle. Reg. A, de Philippe-Auguste, fol. 41 v°. — B. Reg. B, fol. 46 v°. — C. Reg. C, fol. 69 v°. — D. Reg. D, fol. 89. — E. Reg. E, fol. 113. — F. Reg. F, fol. 86. — Cf. Delisle, *Catal.*, n° 938.

CARTA CALVIMONTIS DE PREPOSITURA[11].

Notum, etc., quod nos maiori et toti communie nostre Calvimontis damus et concedimus in perpetuum, sine in-

1. Porcheville, Seine-et-Oise, cant. Limay.
2. Issou, *ibid.*
3. Chaussy, *ibid.*, cant. Magny.
4. Cherence, *ibid.*
5. La Villeneuve, *ibid.*, commune de Mézières, cant. Mantes.
6. Epône, *ibid.*, cant. Mantes.
7. Senneville, Seine-et-Oise, com. de Guerville, cant. Mantes.
8. Flins, *ibid.*, cant. Meulan.
9. Arthies, *ibid.*, cant. Magny.
10. Chaumont-en-Vexin, Oise, arr. de Beauvais.
11. Ce texte est publié d'après A.

cheramento, prepposituram nostram de Calvimonte et molendina et omnes redditus nostros de eadem prepositura, sicut prepositus ea tenebat, pro trecentis libris parisiensium et pro sedecim modiis bladi et quinque modiis avene ad mensuram Calvimontis, nobis singulis annis reddendis ad terminos aliarum prepositurarum nostrarum.

Concedimus preterea eisdem omnia forifacta ejusdem prepositure nostre usque ad sexaginta septem solidos et dimidium, sicut prepositus ea capiebat; alia autem, que ultra predictam summam fuerint, nobis retinemus.

Volumus insuper ut predicti maior et communia se excrescant infra villam, sicut melius poterunt, salvo in omnibus jure nostro et salvo alieno.

Actum Parisius, anno Domini M°. CC°. quinto, etc.

XIII.

Melun. 1210 (entre le 18 avril et le 31 octobre).

Philippe-Auguste déclare la commune de Charlieu[1] *perpétuellement unie à la couronne.*

Mss. : A. Cop. du commencement du XIII[e] siècle. Reg. A, de Philippe-Auguste, fol. 79 v°. — B. Reg. B, fol. 84. — C. Reg. C, fol. 73. — D. Reg. D, fol. 94. — E. Reg. E, fol. 112 v°. — F. Reg. F, fol. 86. — *Ed. Ordonn.*, t. XI, p. 294, d'apr. D. — Cf. Delisle, *Catal.*, n° 1196.

CARTA DE KAROLOCO[2].

In nomine, etc. Ph., Dei gratia, etc. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod, quia intelleximus quod villa Kariloci cum pertinenciis suis sit perutilis et necessaria nobis et corone regni Francorum, nos universitati tam militum quam burgensium et aliorum hominum creantavimus quod ea que haberemus in dicta villa Kariloci et pertinentium ipsius nunquam de manu regia removebimus aliquo modo neque separabimus a corona regni Francorum. Sed volumus ut deinceps in perpetuum, tam milites quam burgenses quam alios (*sic*) homines de predicta villa et ejus pertinenciis, nobis et successoribus nostris regibus Francorum inseparabiliter adhereant et corone. Quod ut perpetue stabilitatis, etc. Actum Meleduni, anno Domini M°. CC°. decimo, regni nostri anno tricesimo primo, etc.

1. Charlieu, Loire, arr. Roanne.
2. Ce texte est publié d'après A.

XIV.

Compiègne. 1210, mai.

Philippe-Auguste indique aux maires et aux communes les cas dans lesquels ils peuvent arrêter les clercs et comment ils doivent les remettre à la justice ecclésiastique.

Mss. : A. Cop. du commencement du XIIIe s. Reg. A. de Philippe-Auguste, fol. 84. (Texte adressé au maire de Sens). —B. Reg. B, fol. 88 v°. — C. Cop. du XIIIe s., Arch. de l'Oise, G 1984. (Cartul. du chapitre de Noyon), fol. 337. — *Editions : a.* Le Vasseur, *Annales de Noyon*, t. II, p. 928, fragm. d'après le cartul. S. de Noyon, fol. 38. — *b.* Martène, *Thesaurus*, t. IV, col. 163, d'apr. un ms. de Vicogne. — *c. Ordonn.*, t. I, p. 43, d'apr. B. — *d. Ibid.*, t. XI, p. 294, d'apr. Martène et le cart. C. du chapitre de Tournai, fol. 50 v°. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 1209.

Philippus[1], Dei gratia Francorum rex, dilectis suis[2] universis maioribus et juratis communiarum ad quos presentes littere pervenerint, salutem et dilectionem.

Quoniam molestum est nobis et graviter sustinemus, quod vos dampna et gravamina sepius incurritis, clericos, eo modo quod non debetis, capiendo, vobis mandantes precipimus et firmiter inhibemus ne, de cetero, aliquem clericum, de quo manifestum sit quod est[3] clericus capiatis vel arrestetis, neque incarceretis, nisi eum[4] inveneretis ad presens forisfactum, multri, homicidii, adulterii, raptus, vel alicujus magni cri-

---

1. Je publie le texte de C que je dois à l'obligeance de mon confrère, M. Coüard-Luys, archiviste de l'Oise, et je note les variantes de *b*. Le texte de A diffère de celui-ci assez notablement. Le voici : « Maiori Senonensi et aliis maioribus et communiis. Mandantes vobis precipimus ne aliquem clericum, de quo manifestum sit quod sit clericus, capiatis vel arrestetis neque incarceretis, nisi inventus fuerit ad presens forisfactum, multri, raptus, homicidii, adulterii, sanguinis effusi per baculum vel per arma moluta, vel hujusmodi magni criminis. Si autem captus fuerit ad hujusmodi presens forisfactum, eum reddatis judici ecclesiastico ad quem pertinebit justicia, ad faciendum de eo quod, secundum quantitatem forisfacti, fuerit faciendum, nisi sit nox. Quos autem sic captos propter noctem detinebitis, non cum latronibus vel aliis malefactoribus eos in carcerem mittatis, sed per se in custodia honeste custodiatis, et in crastino judici reddantur ecclesiastico. Si vero aliquis captus fuerit qui non sit cognitus clericus, quando constiterit ipsum esse clericum et requiretur ab ecclesia, ecclesie reddatur. Hoc idem precipimus de viris religiosis. »

2. *Ces deux mots manquent dans b.*

3. sit (*b*).

4. eum *manque dans b.*

minis hujusmodi, vel sanguinis effusi per baculum, vel lapidem, vel per arma moluta, vel nisi eum deprehenderitis extra horam in domo alicujus, qui ei domum suam prohibuerit coram bonis testibus. Si autem ad aliquod hujusmodi forisfactorum, presentialiter et de die, captus fuerit aliquis de quo certum sit quod sit clericus, statim reddatis eum judici ecclesiastico sub quo erit, ad faciendum de eo id quod, secundum quantitatem et qualitatem forisfacti, fuerit faciendum. Si vero de nocte captus fuerit, et eadem nocte a judice ecclesiastico requiratur, si hora est qua possit reddi, eum reddatis per bonum testimonium ; si autem [eum] eadem nocte non reddideritis, quia erit forsitan extra horam, ipsum non mittatis cum latronibus vel aliis malefactoribus, sed per se in custodia honesta usque in crastinum servetis, et mane, antequam requiratur, eum reddatis ecclesiastico judici sub quo erit. Cum vero aliquis capietur de quo non erit certum quod sit clericus, quando requisitus fuerit et constiterit eum esse clericum, reddatur ut predictum est. Idem per omnia de omnibus religiosis personis volumus et precipimus observari. Has litteras transcribi faciatis et transcriptum bene custodiatis[1]. Actum Compendii, anno Domini M°. CC°. X°., mense maio.

XV

Aire. 1213, juin.

Louis, fils de Philippe-Auguste, concède à la commune d'Aire[2] des privilèges relatifs à l'exercice de la justice.

Bibl. nat. Trois copies modernes, d'apr. l'orig. des Arch. d'Aire et deux anciennes copies des Arch. du Pas-de-Calais. Nouv. acq. fr. 3376, fol. 11, 12, 13.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ego, Ludovicus, filius Philippi regis Francorum primogenitus, universis presentem paginam inspecturis, in perpetuum.

Noveritis quod nos, ad petitionem scabinorum et burgensium nostrorum Ariensium, talem libertatem et consuetudinem concedimus liberaliter et indulgemus, quod si aliquis infra banleucam Ariensem, super commisso quocumque, ab aliquo vel a pluribus baillivis captus fuerit, coram scabinis Ariensibus debet adduci, et, per leges castri assuetas, debet captus, coram ipsis Ariensibus scabinis, tractari et deduci.

---

1. *Cette phrase ne se trouve que dans* C.
2. Aire, Pas-de-Calais, arr. Saint-Omer.

2. Si vero baillivus vel baillivi quidam super captum clamare voluerint, causa quecumque querimonie coram scabinis pretendatur et devolvatur, ne, per frivolas actiones et inanes, possint innocui et insontes, per hominum perversorum maliciam, gravari et molestari.

3. Igitur, causa expressa coram scabinis, dummodo sufficiens, per scabinos eosdem debet quantitas culpe judicari, et commissi emendatio, secundum leges castri Ariensis, postmodum a capto emendari.

4. Si vero forte calumpniatoria et minus sufficiens causa fuerit, scabini ad talem querimoniam non adsistant, sed moneant et ortentur baillivum ceu baillivos ut captum deliberent et a captione sua eum plenius absolvant, et sic, monitione facta, scabini recedant.

5. Si vero, post monitionem a scabinis factam, baillivus ceu baillivi captum super hoc in prisionem ducere vel molestare aliquatenus presumpserint, omnes eorum res et omnia sua, absque membrorum mutilatione, in volontate et miseratione domini terre cadent sine delatione.

Hoc igitur ut firmum permaneat et si quid meliorari potest, salva in omnibus fidelitate nostra, concedimus et sigilli nostri appensione confirmamus. Actum apud Ariam, anno incarnati Verbi, millesimo ducentesimo tertio decimo, mense junio.

XVI

1214, 27 juillet.

Les communes à la bataille de Bouvines.

Gesta Philippi-Augusti. Guillelmi Armorici liber. **191.** *(Œuvres de Rigord et de Guillaume le Breton,* publ. par Fr. Delaborde, t. I, p. 281. Coll. de la Soc. de l'hist. de France.)

(Le 27 juillet 1214, l'armée française en retraite, venant de Tournai, se dirigeait sur Lille. Son avant-garde et notamment les communes avaient déjà franchi la Marque sur le pont de Bouvines, lorsque l'arrière-garde fut attaquée. Philippe-Auguste prit le parti de livrer bataille. Changeant le front de son armée, il la forma en avant de Bouvines, l'arrière-garde, la première engagée, devenant l'aile droite. Lui-même se plaça au centre en tête d'une nombreuse cavalerie, en avant de laquelle l'infanterie des communes, rappelée en toute hâte, vint se mettre en ligne au cours de la bataille, en passant par les intervalles des escadrons.)

Interea adveniunt legiones communiarum, que fere usque ad hospitia processerant, et vexillum beati Dionysii, et accurrunt quantocius ad aciem regis ubi videbant signum regale, vexillum videlicet floribus lilii distinctum quod ferebat die illo

Galo de Montigniaco, miles fortissimus sed non dives. Supervenientes communie specialiter Corbeii, Ambianenses, Belvaci et Compendii, Atrabate, penetraverunt cuneos militum et posuerunt se ante ipsum regem. Sed illi qui erant in acie Othonis, viri bellicosi et audacissimi, ipsos incontinenti repulerunt usque ad regem, et ipsis paululum dissipatis fere pervenerunt ad regem. . . . .
. . . .

XVII

S. d. (vers 1216).

Lettre du doyen et du chapitre de Laon à Philippe-Auguste. Ils lui font savoir qu'ils n'ont jamais approuvé la concession du tonlieu et du lardier qu'on dit avoir été faite à la commune par feu l'évêque Roger, et qu'ils ont supplié l'évêque Anselme de travailler à révoquer cette concession[1].

A. Cop. du XIII[e] s., Arch. de l'Oise, G 1, (*Petit cartulaire de l'évêché de Laon*), fol. 46. — B. Cop. de Dom Grenier, Bibl. nat., *Coll. de Picardie*, t. 110, fol. 43, d'apr. A. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 1696.

Excellentissimo[2] domino suo Philippo, Dei gratia illustri regi Francorum, A.[3], decanus et capitulum Laudunense, salutem et paratam ad obsequia voluntatem. Noverit sublimitas vestra quod concessionem, que dicitur factam esse communie Laudunensi a bone memorie Rogerio, quondam episcopo Laudunensi, supra...[4] theloneo et lardario, nunquam ratam habuimus nec habemus, immo venerabili patri A.[5] episcopo nostro supplicavimus, requirentes ut concessionem hujusmodi, pro posse, studeat revocare, utpote quod si in veritate facta esset, nullam tamen debet habere firmitatem, cum capitulum ecclesie sue ad hoc assensum non prestitit vel favorem.

---

1. Voy. un acte de Louis VII de 1177, confirmant la charte par laquelle l'évêque de Laon, Roger, avait accensé à la commune de Laon le rouage, le tonlieu, le change, le lardier, le droit de jaugeage et un beffroi sur le marché. (Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, p. 279. — *Indiq*. Luchaire, *Etudes sur les actes de Louis VII, Catalogue*, n° 724.)
2. Ce texte est publié d'après A.
3. Adam de Courlandon.
4. Ce blanc existe dans le manuscrit.
5. Anselme de Mauni, évêque de Laon de 1215 à 1238.

XVIII

Melun. 1220, 15 septembre.

La commune de Saint-Riquier[1] *reconnaît devoir au roi l'ost, la chevauchée et la moitié d'un gîte.*

A. Cop. contemporaine, reg. E de Philippe-Auguste (JJ 26), fol. 274. — B. Reg. F, fol. 233. — *Indiq.* Delisle, *Catalogue*, n° 1990.

CONFESSIO MAIORIS ET JURATORUM SANCTI RICHERII SUPER JURE DOMINI REGIS.

Maior et jurati Sancti Richarii confessi sunt publice, coram domino rege et baronibus suis, quod ipsi debent domino regi exercitum suum et equitationem suam et medietatem procutionis domini regis. Actum Meleduni, anno Domini M°.CC°.XX°., mense septembri, in octabis nativitatis beate Marie.

XIX

Laon. 1221, 24 novembre.

Enquête faite par Guérin, évêque de Senlis, sur les droits du roi dans la ville de Laon, ainsi que dans le duché et comté de Laon.

Mss. : A. Cop. contemporaine, reg. E de Ph.-Aug. (JJ 26), fol. 276. — B. Cop. de 1247, reg. F de Ph.-Aug. (Bibl. nat. lat. 9778), fol. 234. — C. Cop. du XIVe s., Arch. de l'Aisne, G 2 (*Grand cartul. de l'évêché de Laon*), fol. 68 v°, pièce 179. — D. Cop. de D. Grenier, Bibl. nat., *Coll. de Picardie*, t. 110, fol. 51, d'apr. B. — *Ed. :* Varin, *Arch. administr. de Reims*, t. I, p. 519, d'apr. C.

Hec est inquisitio[2] de juribus domini regis que habet in civitate Lauduni et in toto[3] ducatu et comitatu Laudunensi, et habuit temporibus multorum episcoporum facta, de mandato domini regis, a venerabili viro Guarino[4], Silvanectensi episcopo[5], qui, anno Domini M°. CC°. XXI°., die mercurii proxima

1. Saint-Riquier, Somme, cant. Ailly-le-Haut-Clocher.
2. inquisitio facta (C).
3. in toto *manque* (C).
4. Garino (C).
5. Guarin, l'un des conseillers de Philippe-Auguste, évêque de Senlis de 1214 à 1227.

ante festum beati Andree[1], presens Lauduni, in curia domini regis, pluribus probis viris assistentibus et audientibus, obtulit domino Anselmo, Laudunensi episcopo[2], facere[3] super dictis[4] juribus domini regis[5]. Ipse vero Laudunensis episcopus eam recusavit, asserens se nolle inquisitionem super juribus illis fieri[6]. Ut ergo veritas prodiret[7] in medium, et ne jura domini regis deperirent in aliquo, processum est ad inquisitionem illam cum testimonio proborum et fidelium virorum et cum magna veritatis inquirende diligencia[8], eo modo quo est inferius annotatum.

1. Nicholaus de Loisi[9] et Matheus de Trussi[10], milites, Deunbertus[11] ballivus, Radulfus Barnage[12], Guillelmus de curia episcopi, Guillelmus camerarius[13], Petrus Justicia, Odardus de Biaune, Britellus, Henricus Vitulus, Guiardus Corbeaus[14], major, Robertus de Collegis[15], Guillelmus ejus frater et Thomas Boveaus[16], cives Laudunenses, jurati, dixerunt quod de omni querela et[17] justicia episcopatus[18] Laudunensis, que non sit de foro ecclesiastico, appellatio est domini regis, sicut viderunt et usitatum est hoc jure pro domino rege.

2. Quando autem placitum venit ad curiam domini regis per appellationem, scabini Laudunenses judicant, ad mandatum prepositi vel ballivi domini regis, utrum in eadem querela defectus fuerit vel non. Et si defectus reperiatur, remanet in curia domini regis placitum. Si vero defectus ibi non fuerit inventus[19], remittitur ad eum querela de cujus curia venit, si tamen queratur curia, sicut debetur, per judicatores illius querele, qui debent ad requirendam curiam domini sui[20] ve-

---

1. 24 novembre 1221.
2. Anselme de Mauni, évêque de Laon de 1215 au 3 septembre 1238.
3. facere *manque* (C).
4. illis (C).
5. domini regis *manque* (C).
6. Ipse vero... fieri *manque* (C).
7. prodiit (C).
8. diligencia *manque* (C).
9. Loysi (C).
10. Trouissy (C).
11. Deumbertus (B), Dennabertus (C).
12. Bernague (B), Bernage (C).
13. Cameracensis (C.).
14. Corbiaus (C).
15. Courlieges (C).
16. Boveus (B), Bovenes (C).
17. querela et *manque* (C).
18. episcopacia (C).
19. inventus *manque* (B, C).
20. regis (C).

nire; et ètiam proprii homines episcopi de corpore sunt, de hac conditione, ubicumque maneant, sive in transfondis[1] domini episcopi, sive in aliis.

3. Quando igitur mandatum domini regis injungit[2] scabinis ut[3] de aliquo placito appellationis judicent[4], ipsi vident et considerant utrum de hoc debeant judicare. Et si viderint quod debeant[5] judicare, judicant[6]. Si vero videant quod non debeant[7] judicare, non judicant, sed dicunt hoc faciendum per francos homines domini regis, sicut est in querelis militum et aliorum francorum hominum qui judicantur per alios francos homines.

4. Et sciendum quod si[8] ille qui appellavit remittitur ad curiam domini[9] illius a quo appellavit[10], nullam debet appellans de appellatione sua emendam vel[11] expensam; et hoc est de dignitate curie domini regis.

5. Item, dicunt jurati quod episcopus de feodis et domaniis suis, super catallis, scilicet mobilibus, et immobilibus rebus, recipit per appellationem querelas, ratione ducatus aut[12] comitatus, nisi tamen[13] prius super eisdem querelis ad domini regis curiam fuerit appellatum.

6. Item, dicit Galterus cambellanus quod ipse longo tempore multociens tenuit placita laicalis[14] justicie in curia episcopi, et aliquando contingebat quod aliquis ab ejus[15] appellabatur presencia ad episcopum vel ejus officialem qui tenebat placita christianitatis, et ipse Galterus prosequebatur suam curiam. Et si videbatur quod in illa querela non esset aliquid pertinens ad forum ecclesiasticum, sicut est usura aut maritagium, fidei interpositio, aut similia, reddebatur ei curia sua. Et tunc, cum ipse Galterus tenebat curiam suam, si appellaretur ad curiam domini regis, tenebat appellatio, ita quod, si defectus ibi inveniebatur, remanebat placitum in cu-

---

1. tranfondis (B), transfeudis (C).
2. injunxerit (C).
3. ut *manque* (C).
4. judices (C).
5. deberant (B).
6. judicatum (C).
7. deberant (B).
8. si *manque* (C).
9. domini regis (B et C).
10. appellaverit (C).
11. et (C).
12. sive (C).
13. tamen *manque* (B et C).
14. laycalia (C.).
15. alienus (C).

ria domini regis; si vero non inveniebatur, remittebatur querela ad suam curiam. Et omnes alii jurati in hoc sequuntur[1] dictum Galterum.

7. Item, dicunt hii jurati quod nunquam viderunt aliquem episcopum Laudunensem utentem appellatione super querela laicali[2], nisi in eis que sunt de suis feodis aut domaniis aut transfundis[3].

8. Item, dicunt quod homines scutarii, tam ecclesie[4] Laudunensis quam alii[5], tenent et observant hujusmodi appellationes factas ad curiam domini regis.

Licet autem hec inquisitio facta fuerit absque consensu Laudunensis episcopi, tamen in scripto fuit ei tradita, et ipse scriptum recepit coram multis, quasi ad habendum consilium super eam.

XX.

Commencement du XIIIe siècle.

Extraits, concernant les communes, des sermons de Jacques de Vitry[6].

SERMO II. AD BURGENSES.

A. Bibl. nat. Ms. latin 17509, fol. 112 v°. (XIVe s.). — B. Ibid. Ms. lat. 3284, fol. 146 v°. (XVIe s.). — Cf. Lecoy de la Marche, *La chaire française au moyen-âge*, p. 375.

Contra iniquitates communitatum, que vicinos opprimunt et ecclesiasticam libertatem impugnant.

Nonne hec[7] est civitas confusionis, ubi fiunt communitates, vel magis conspirationes, dum, quasi spine sese invicem complectuntur, convenientes de vanitate in ipsum[8], ut, de multitudine confisi, opprimant vicinos suos, et eos[9] violenter sibi

---

1. secuntur (B).
2. laycali (C).
3. treffondis (C).
4. etiam (C).
5. etiam alii (C).
6. Jacques de Vitry, prédicateur et historien, successivement curé d'Argenteuil, chanoine régulier à Villebrock en Brabant, moine à Oignies, évêque de S. Jean d'Acre (1217), cardinal (1228), légat en France, mort à Rome le 30 avril 1240.
7. hec *manque* (B).
8. id ipsum (B).
9. eos *manque* (B).

subiciant[1]. Si igitur[2] fures et feneratores ad restitutionem tenentur[3], quanto magis iste violente[4] et pestifere communitates ad restitutionem libertatis tenentur[5], qui non solum vicinos milites debilitant et opprimunt, et jurisdictionem hominum[6] suorum illis auferunt, videlicet insuper[7] jura ecclesiastica sibi usurpant et libertatem ecclesiasticam per iniqua statuta[8] destruunt et absorbent, contra sanctorum patrum canonicas sanctiones; laïcis enim[9] quamvis religiosis nulla[10] de ecclesiasticis facultatibus legitur unquam[11] disponendi attributa facultas; quos obsequendi manet necessitas, non auctoritas imperandi. Et, quoniam contra illos qui iniqua statuta contra libertatem ecclesiasticam faciunt, lata est excommunicationis sentencia, pauci sunt hodie in civitatibus Babylonicis, qui in canonem late sentencie non incidant. Unde istud perditissimum genus hominum adeo perit, quod nulli vel pauci evadunt, sed omnes ad infernum properant. Cum de tot[12] iniquitatibus et injuriis nunquam satisfaciant, ut dicere possint, sicut de iniquis et desperatis hominibus dicitur in Ysa: *percussimus*[13] *fedus cum morte et cum inferno fecimus pactum*[14].

Contra infernum odium et discordias communiarum, et contra eos qui gaudent de malo aliorum.

Presertim cum fere omnes sint inferno odio [incensi], et desiderant malum inimicorum suorum et destructionem civitatum et aliarum communitatum, quas[15] persequntur, et gaudent de morte aliorum, cum tamen in Parabolis dicitur[16]: *Cum ceciderit inimicus tuus, ne gaudeas, et in ruina ejus ne exultet cor tuum*[17]. Et Job ait: *Si gavisus sum ad ruinam ejus qui me oderat*[18], *et exultavi*[19] *quod invenisset eum malum*[20]. Et Ezechiel:

1. subyciant (B), subiciunt (A.).
2. Si enim (B).
3. teneantur (B).
4. isto violenter (A).
5. *Cette phrase depuis* quanto magis *est répétée deux fois dans* A
6. hominorum (A).
7. sed insuper (B).
8. statuta sua (B).
9. enim *manque* (A).
10. nulla (A).
11. nunquam (A).
12. tot *manque* (A).
13. pepigimus (A et B).
14. Isai., XXVIII. 15.
15. quasi (A).
16. Dicsitur (A) dicatur (B).
17. Prov. XXIV, 17.
18. odit (A).
19. exaltavi (A).
20. Job. XXXI. 29.

Pro eo quod plausisti manu et percussisti pede, et gavisa es ex toto affectu super terram Israel; idcirco ecce ego extendam manum meam super te[1]; et iterum: *Pro eo quod fecerunt Palestini vindictam et se ulti sunt toto animo, interficientes et implentes inimicitias veteres; ecce extendam manus meas super Palestinos et interfectores tuos interficiam*[2]. Hoc pacto involvuntur fere omnes communitates, que guerram habent et inimicitias inter se, gaudentes de ruina hostium, non solum viri sed et mulieres.

ontra oppressores peregrinorum.

Non solum autem vicinis civitatibus et oppidis moleste sunt inique communitates; sed insuper extraneis et peregrinis, qui contra eos defensionem non habent, per calumpnias et nova atque indebita pedagia eos affligentes, et pecuniam ab ipsis extorquentes. Cum tamen in Exodo Dominus dicat: *Advenam non contristabis neque affliges eum*[3]. De hiis autem Jesus ait: *Inventi sunt in populo meo impii insidiantes, quasi aucupes, laqueos ponentes et pedicas ad capiendos viros sicut decipula plena avibus, sic domus eorum plene sunt dolo*[4]. Et in Parabolis: *Venite, insidiemur*[5] *sanguini*[6]. Quod facit, qui[7] insidiatur dampno alicujus[8] in rebus suis; *panis* enim *egentium vita est hominis: qui defraudat illum*[9], *homo sanguinis est*[10]. Ezechiel: *Leoni gentium assimilatus es et drachoni, qui est in mari*[11]. Leoni, aperte seviendo[12], drachoni qui est in mari[13], occulte insidiando. Licet autem caudas habeant colligatas ad inpugnandos vicinos et extraneos, capita tamen[14] habent divisa, nam[15] in eadem civitate seu communitate unus alii invidet et detrahit, unus alium supplantat et decipit, unus alium impugnat et deprimit. Foris pugne et intus timores, foris interficit gladius et domi mors similis est. Unde Jeremias: *Sagitta vulnerans lingua eorum dolum locuta est. In ore suo pacem*

---

1. Ezech. xxv. 6, 7.
2. Ezech. xxv. 15, 16.
3. Exod. xxii. 21.
4. Jerem. v. 26, 27.
5. insidiemus (A).
6. Prov. i. 11.
7. si (A).
8. alitus (A).
9. cum (A).
10. Eccles. xxxiv. 25.
11. Ezech. xxxii. 2.
12. serviendo (A).
13. qui est in mari *manque* (B).
14. tamen *manque* (B).
15. non (A).

cum amico loquitur et occulte ponit ei[1] *insidias*[2]. Et Nahum ait: *Ve, civitas sanguinum, universa mendacii*[3] *dilaceratione plena, non recedet*[4] *a te rapina*[5]. Per sanguinem, crudelitas; per mendacium, dolus et vanitas plena dilacerationis[6], detractionis vel[7] mundane sollicitudinis. Non recedit ab ea rapina, dum sese[8] invicem opprimere nituntur per molestias[9] et rapinas. Et subditur: *Vox flagelli et vox impetus rote et equi frementis et quadrige ferventis et equitis*[10] *ascendentis et micantis gladii et fulgurantis*[11] *haste*[12]. Vox flagelli et persecutionis, in bonos sevientis; vox impetus rote, dum per diversa vicia discurrunt, et mundi volubilitate rotantur; equi frementis, id est dyaboli, cujus ascensores in precipicium peccati impetuose feruntur; quadrige ferventis cujus quatuor rote, quatuor animi affectiones, id est gaudium in prosperis, dolor in adversis, spes de temporalibus acquirendis, timor de conservandis vel amittendis; equitis ascendentis, id est dyaboli, qui peccatore utitur[13] velud equo seu jumento; cujus gladius micans, id est verbum nequaquam falsis rationibus exterius palliatum[14]; et hasta fulgurans, dum in angelum[15] lucis se transfigurat[16].

Contra hereticos et fautores hereticorum.

Super omnia mala Babilonice civitatis unum est et pessimum, quod vix invenitur aliqua communitas in qua non sunt[17] fautores, receptatores, defensores vel credentes hereticorum. Quidam enim, dum ab eis munera accipiunt[18], propter avariciam eos defendunt, favorem eis impendentes, et hostes Domini sui receptantes, inimici fidei et proditores Crucifixi. Alii libenter eis credunt, quod rapinas, furta et usuras non jubent restituere, sed per manus impositionem, absque aliqua satisfactione, salu-

---

1. ei *manque* (B).
2. Jerem. IX. 8.
3. mendacii *manque* (B).
4. recedit (A et B).
5. Nahum. III. 1.
6. dilaceratione (B).
7. et (B).
8. se (B).
9. violentias (B).
10. equitum (A et B).
11. fulgerantis (A).
12. Nahum, III. 2, 3.
13. utitur *manque* (A).
14. palliatim (A), palliant (B).
15. angelis (A).
16. transfigunt (A).
17. sint (B).
18. recipiunt (B).

tem eis promittunt in morte ; et quod per fluxam et enervatam doctrinam delicatos et luxuriosos alliciunt, multos inveniunt[1] discipulos qui eis acquiescunt. . . . .
. . . .

SERMO III. AD MERCATORES ET CAMPSORES.

A. Ms. lat. 17509, fol. 118 v°. — B. Ms. lat. 3284, fol. 155.

De variis fraudibus feneratorum.

Communitates autem seu commune civitatum, communem pecuniam ad usuram dantes, adeo obtenebrate sunt quod dicunt universitatem[2] teneri, ita quod nullum de universitate; unde nullus[3] eorum in morte penitet vel confitetur. Sed si universitas dampnatur, quomodo ipsi dampnationem evadent; si communia ad infernum vadit, remaneant extra si possunt et non intrent. . . . .
. . . .

XXI.

Douai. 1223, novembre.

Louis VIII maintient les bourgeois de Douai dans la possession de leurs coutumes et promet de ne pas conclure la paix avec le comte de Flandre sans leur participation.

Mss. A. Orig., Arch. communales de Douai AA 2. — B. Cop. contemporaine, Reg. E. de Philippe-Auguste (JJ 26), fol. 118 v° — C. Cop. du XIVe s., Arch. de Douai, AA 84 (*Cartulaire T*), fol. 1. — *Ed.* : *a. Ordonn.*, t. XI, p. 317, d'apr. C.

CARTA BURGENSIUM DOACI.

Ludovicus[4], Dei gratia Francorum rex, universis presentes lit-

1. invenerunt (A).
2. diversitatem (A).
3. ullus (A).
4. A défaut de l'orig. que je n'ai pas vu, je public ce document d'apr. B et *a*. Cette charte est presque entièrement semblable à une autre du même prince datée du mois de juin 1213 (Orig. arch. de Douai, AA 1), et à celle que Philippe-Auguste a concédée à la même date (*Ordonn.* t. XI, p. 303. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 1451.) J'imprime en petit texte la partie de la charte de Louis VIII qui reproduit celle de Philippe-Auguste et je note les variantes de celle-ci. — Le commencement et la fin sont ainsi abrégés dans A : « Lud., etc. Noverint... In » cujus rei memoriam, etc. Actum Doaci anno Domini M°. CC°. XXIII°., » mense novembri. »

teras inspecturis[1], salutem. Noverint universi quod nos tenebimus burgenses nostros Duaci ad bonas consuetudines ad quas eos tenuit Philippus bone memorie, quondam comes Flandrensis[2], nec[3] sine eis faciemus pacem[4] cum comite Fernando[5]. In cujus rei memoriam et testimonium, presentem paginam sigilli nostri auctoritate fecimus communiri. Actum Doaci, anno Domini M°. CC°. vicesimo tertio, mense novembri[6].

XXII.

Saint-Germain-en-Laye. 1224, septembre.

Louis VIII confirme les franchises et coutumes de La Réole et détermine les relations de cette ville avec la couronne.

Mss. A. Cop. contemporaine, Reg. E de Philippe-Auguste (JJ. 26) fol. 119 v°. — B. Reg. F. (lat. 9778), fol. 93. — *Éd. Ordonn.*, t. XII, p. 316 d'ap. A et B.

CARTA BURGENSIUM DE REGULA.

Lud. etc. Notum etc. quod nos burgensibus nostris de Regula, manentibus et mansuris infra villam Regule, concedimus libertates et rectas consuetudines quas habuerunt temporibus Henrici et Richardi quondam regum Anglie.

2. Et volumus ut per comitatum Pictavie et per Gasconiam, quando eam acquisierimus, habeant quitantiam de consuetudinibus marcandisiarum suarum.

3. Et ipsi tenentur nobis vel mandato nostro reddere forteritiam Regule, quam si vellemus emendare, id nobis liceret, reddendo hominibus Regule, per legitimam estimationem, dampna que fierent eis de domibus vel plateis, pro forteritia illa emendanda.

4. Si autem forteritia illa nobis non sederet in loco satis

---

1. Ch. de Ph. Aug. : « ad quos presentes littere pervenerint ».
2. Philippe-d'Alsace, comte de Flandre, mort en 1191.
3. Ch. de Philippe-Auguste : « et quod ».
4. *Ibid.*: « nullam pacem ».
5. Ferrand, comte de Flandre. La ch. de Philippe-Auguste ajoute ici : « vel cum regina comitissa Flandrie ». Il s'agit de la femme du comte Ferrand, Jeanne, fille du comte de Flandre Baudoin IX.
6. Ch. de Ph.-Aug.: « Et si viderimus forteritiam in villa Duacensi » que nobis placeat et quam possimus vel velimus tenere, nos eis red- » demus hostagios suos, cum perfecta fuerit forteritia, ad gratum et » voluntatem nostram. Actum in castris apud Insulam, anno Domini » M°. CC°. XIII°., mense junio ».

competenti, licebit nobis facere forteritiam nostram qualem voluerimus, ubicumque voluerimus in villa Regule, reddendo hominibus Regule, per legitimam estimationem, dampna que fierent eis de domibus vel plateis, propter facturam forteritie nostre.

5. Nos autem villam Regule non ponemus extra manum nostram vel heredum nostrorum, nec clausuram ville diruemus, nisi per delictum burgensium ipsius ville.

6. Et habemus in eadem villa totam justiciam, exercitum et equitationem, et redditus nostros, et omnia ea que banniti Regule, quorum nomina subscribuntur, habebant in eadem villa, que nobis et heredibus nostris remanent in perpetuum.

7. Raymondus de Pins, Doatus de Pins, Guillelmus de Pins, Petrus de Pins, Bertrannus de Pins, Stephanus Quarrers, Raymondus de Mygan, Bonotus Usclatus, et ejus filii, et eorum heredes, quondam burgenses Regule, sunt banniti in perpetuum de villa Regule, nec de cetero per nos intrabunt villam Regule, nec eandem villam appropinquabunt propius quam per spatium duarum leugarum. Qui si infra spatium duarum leugarum a villa Regule invenirentur, burgenses ville possent eos capere et arrestare sine occasione.

Quod ut perpetuum etc., salvo jure nostro et alieno, confirmamus. Actum apud S. Germanum in Laya, anno Domini M°. CC°. XXIIII°., mense septembri, regni nostri secundo.

XXIII.

Paris. 1224.

Louis VIII confirme le consulat de La Réole.

Mss. A. Cop. contemporaine, Reg. E de Philippe-Auguste (JJ 26), fol. 119 v°. — B. Reg. F. (lat. 9778), fol. 93. — *Ed. Ordonn.*, t. XII, p. 317, d'apr. A et B.

ITEM, CARTA DE REGULA.

Lud. etc. Notum etc. quod nos volumus et concedimus dilectis et fidelibus nostris burgensibus Regule ut habeant consules in villa sua qui jus faciant et manuteneant villam Regule ad usus et rectas consuetudines quas burgenses ville sue habuerunt et tenuerunt tempore Henrici et Richardi quondam regum Anglie, sicut dictos consules habebant tempore quo nobis villam Regule reddiderunt. Quod ut ratum permaneat in perpetuum, salvo jure nostro et alieno, presentem paginam sigilli nostri munimine confirmamus. Actum Parisius, anno Domini M°. CC°. XX°. IIII°.

XXIV.

Montargis. 1224.

Louis VIII confirme la commune de Saint-Emilion.

Mss. A. Cop. contemporaine, Reg. E de Philippe-Auguste (JJ 26), fol. 119 v°. — B. Reg. F. (Lat. 9778), fol. 93. — *Ed. Ordonn.*, t. XII, p. 319, d'apr. A et B.

CARTA BURGENSIUM DE SANCTO EMELIANO.

Lud. etc. Notum etc. quod nos dilectis et fidelibus burgensibus nostris de Sancto Emeliano dedimus et concessimus communiam in villa Sancti Emeliani habendam; et omnes libertates et rectas consuetudines quas hactenus habuerunt confirmamus eisdem et concedimus tenendas in perpetuum et habendas; et tam communiam quam libertates et consuetudines supradictas ipsis tenebimus et conservabimus bona fide.

Adjungimus etiam quod clausuram ville Sancti Emeliani non diruemus; set si forteritiam aliquam in eadem villa facere voluerimus ipsam forteritiam ubi nobis placuerit faciemus; nec predictam villam Sancti Emeliani extra manum nostram vel heredum nostrorum ponemus.

Quod ut perpetue etc. Actum apud Montem-Argi, anno Domini, M°. CC°. XXIIII°., regni vero nostri anno secundo.

XXV.

1228, octobre.

La commune de Beauvais prête serment de fidélité à Louis IX.

Orig. scell., Arch. nat. J 627, n° 8[17]. — *Ind.*, Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. II, p. 651, n° 1979[3].

Excellentissimo domino suo Ludovico, Dei gratia Franc. regi et Blanche, domine sue, Franc. regine, maior et pares communie Belvacensis, salutem et tam debitum quam devotum in omnibus famulatum. Noverit excellentia vestra quod nos, ad mandatum vestrum per vestras litteras patentes factum, coram Johanne de Vineis ballivo vestro, fidelitatis fecimus sacramentum, ita videlicet quod nos mandato et servitio

vestro in omnibus et per omnia, contra omnes homines et feminas qui possunt vivere vel mori semper obediemus et serviemus; et vos et dominam reginam et filios ejus contra omnes, pro posse nostro, servabimus et deffendemus, quia a juriditione et dominio vestro nullatenus discederemus. In cujus rei testimonium, vobis nostras patentes litteras mittimus. Actum anno Domini M°. CC°. XX°. VIII°., mense octobri.

(*Sceau pendant sur simple queue*).

XXVI.

1228, octobre.

La commune de Laon prête serment de fidélité à Louis IX.

Orig. Scell., Arch. nat. J 627, n° 8E. — *Ind.*, Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. II, p. 652, n° 1979 16.

Universis ad quos presentes littere pervenerint, maior et jurati Laudunenses, salutem. Noverit universitas vestra nos jurasse quod, pro toto posse nostro, fideliter servabimus corpus, menbra, vitam, et honorem terrenum karissimi domini nostri Ludovici regis Franc. illustris et domine regine matris ejus et filiorum suorum, et adherebimus, et nos tenebimus eidem domino regi et domine regine matri ejus et filiis suis contra omnes homines et feminas qui possunt vivere et mori. Et in hujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Actum anno Domini M°. CC°. XX°. octavo, mense octobri.

(*Sceau pendant sur double queue de parchemin*).

XXVII.

1233.

Sédition à Beauvais.

A.

Chronique de Guillaume de Nangis[1]. — *Recueil des hist. de France*, t. XX, p. 547 b.

M. CC. XXXIII. Apud Belvacum, urbem Galliæ, facta est dissensio inter majores et minores villæ burgenses, unde,

---

1. Guillaume de Nangis, moine de l'abbaye Saint-Denis, à la fin du XIIIe siècle.

pluribus ex majoribus occisis, multi de minoribus capti per diversa loca regni Franciæ sunt carceribus mancipati. Et quia Ludovicus sanctus rex manum ultricem apposuerat tamquam superior, Milo, ejusdem civitatis episcopus et comes[1], episcopatum supposuit interdicto; sed dum Romam pro hac re proficisceretur, in itinere obiit; cujus successor Gaufridus[2] eidem causæ insistens, dies paucos et afflictione plenos in episcopatu peregit; cujus successor Robertus[3] pacem cum rege composuit et sic ab interdicto diœcesim absolvit.

B.

Notes du XIIIe siècle sur les règnes de Louis VIII et de Louis IX. (Musée britannique. Ms. Cotton. Vesp. D IV, fol. 57 v°). — Delisle, *Notes sur quelques manuscrits du Musée britannique*, dans *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. IV (1877), p. 186.

Anno Domini M. CC. XXXIII., facta est dissensio inter burgenses Belvacenses, minoribus insurgentibus contra majores, unde plures ex majoribus occisi sunt et plurimi de minoribus capti, et multa pecunia redempti; et propter hoc episcopatus fuit annis pluribus interdictus. Milo, tunc loci episcopus, ob hoc Romam proficiscens, in itinere obiit, cui successit Gaufridus, qui durante interdicto decessit, cui succedens Robertus pacem cum rege, qui sustinebat partem burgensium, composuit, et sic episcopatum absolvit.

C.

Alberici monachi Trium Fontium[4] chronicon. — *Recueil des historiens de France*, t. XXI, p. 645.

Anno M. CC. XXXIII., rex Ludovicus de civitate Belvacensi sibi resistente, in qua facta fuit enormis dissensio inter divites et plebeios, ita se vindicavit quod mille quingentos de mediocribus civitatis comprehensos, Parisius et alio adduci fecit et carceri mancipari, per novemdecim communias, quas ibi convocavit.

---

1. Milon de Châtillon-Nanteuil, évêque de Beauvais, mort à Camerino, dans la marche d'Ancône, le 6 septembre 1234.
2. Geoffroi de Clermont, évêque depuis le 25 décembre 1234 jusqu'au commencement d'août 1236.
3. Robert de Cressonsart, évêque de 1237 à 1248.
4. Aubri, moine cistercien de Trois-Fontaines, diocèse de Châlons, mort en 1241.

D.

Philippe Mousket[1], *Chronique rimée.* — *Rec. des Histor. de France*, t. XXII, p. 58.

Le vesques de Biauvais moru
Lors, dont France entredite fu;
Quar li rois ot de Biauvès pris
Moult des bourjois et moult ocis,
Pour I. sien prouvost qu'il ocisent.
Asses cruel escange i misent.
Le vesques de Cartres[2] ausi
Fu mors : si demora ensi,
Et li rois tient ceaus de Biauvès
En prison, com faus et mauvès.

E.

Vincent de Beauvais[3], *Speculum historiale*, éd. de Douai, (1624), lib. XXX, cap. CXXXVII.

Anno[4] *Domini* M.CC.XXXIII., *facta est dissensio inter burgenses Belvacenses, minoribus insurgentibus contra majores, unde plures ex majoribus occisi sunt, plurimi* vero *de minoribus capti* et per diversa loca regni carceri mancipati; ad ultimum vero, *multa pecuniæ* summa *redempti*, namque Milo, ejusdem urbis episcopus, tanquam faveret minoribus, in hoc facto suspectus habebatur. Rex autem Ludovicus, tanquam superior judex, manum ultricem adhibuit, et ob hoc episcopatus pluribus annis sub interdicto fuit. *Milo* vero *prefatus episcopus, Romam proficiscens*, in itinere obiit. Sed et ejus successor Gaufridus eidem causæ contra regem insistens, dies paucos et malos id est afflictione plenos in episcopatu peregit, cui successor Robertus pacem cum rege composuit et sic ab interdicto diœcesim absolvit.

F.

Jacques de Guise[5], *Annales du Hainaut*, éd. Fortia d'Urban, liv. XX, ch. 98; t. XIV, p. 434.

Anno Domini M.CC.XXXIII., facta est dissentio inter burgenses Belvacenses, minoribus insurgentibus contra majores ; unde plures ex majo-

---

1. Philippe Mousket de Tournai écrivait au milieu du XIIIe siècle.
2. Gautier, mort le 13 décembre 1234.
3. Vincent de Beauvais, dominicain, mort vers 1264.
4. J'imprime en petit texte romain tout ce qui est semblable au texte A ci-dessus, et en petites italiques tout ce qui est semblable au texte B.
5. Franciscain, né à Mons, mort à Valenciennes en 1399. — Je donne ce passage de ces annales, parce qu'il a été souvent cité à tort comme

ribus occisi sunt, plurimi vero de minoribus capti et per diversa loca carceri mancipati ; ad ultimum vero, multa pecuniæ summa sunt redempti ; namque Milo ejusdem urbis episcopus, tanquam faveret minoribus, in hoc facto suspectus habebatur. Rex Ludovicus, tanquam superior judex, manum ultricem adhibuit, et ob hoc episcopatus pluribus annis sub interdicto fuit. Milo vero præfatus episcopus, Romam proficiscens, in itinere obiit. Sed et idem successor Gaufridus, eidem causæ contra regem insistens, dies paucos et malos, id est afflictione plenos, in episcopatu peregit. Cui succedens Robertus pacem cum rege composuit et ab interdicto diœcesim absolvit.

XXVIII.

Compiègne, 1233, décembre.

Lettre de Louis IX au chapitre de Laon au sujet des troubles de Beauvais.

Marlot, *Hist. de l'égl. de Reims*, t. II, p. 517. — Hardouin, *Concilia*, t. VII, p. 201. — *Recueil de pièces concern. les Pairs*, pr. p. 40. — Anselme, *Hist. généal. de la Maison de France*, t. II, p. 311. — Stilting, *Acta S. Ludovici*, dans *Acta Sanctorum*, août, t. V, p. 333 *(fragm.)*. — Varin, *Arch. adm. de Reims*, t. II, part. 2, p. 572.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, dilectis suis decano et capitulo Laudunensi, salutem et dilectionem.

Quod episcopus Belvacensis in baronia et in fide homagii ligii de nobis teneat quod habet apud Belvacum, et quod par sit ex eo Franciæ, vos credimus non latere, vel paucissimos ignorare circa factum illud quid contigerit. Siquidem Bellovaci, ubi diabolica rabies in stragem hominum ita horribiliter ebullivit, et in damnum villæ et personarum detestabilius et horribilius ac inestimabiliter ebulliisset, nisi, providente Domino, regale apposuissemus remedium, qualiter sit processum, et quomodo de facto illo, de quo si ille episcopus inculpatus est, Deus novit, erga ipsum nos habuerimus, et qualiter, in principo et postea, frequentissime in curia nostra jus obtulerimus eidem, prout debuissemus et per quod debuissemus, sine omni subterfugio, faciendum, vellemus vos et universos et singulos seriatim per singula totum scire. Unde quamplurimum admiramur quod suffraganei Remensis provinciæ, nobis a nullo jure deficientibus, tantam contra nos ma-

---

une source originale, tandis qu'il n'est que la reproduction du texte de Vincent de Beauvais.

litiam acquieverint quorumdam desideriis, quod in nostrum et regni præjudicium, interdicti sui præcipitantes sententiam, ita contra nos et jus nostrum perperam processerunt; et utinam, quanto zelo, quanta affectione moveantur eorum aliqui in hoc facto, bene attenderitis singuli atque omnes. In quo tamen vos, qui saniori ducti estis concilio, jura nostra ita opprimere non duxistis, sed, regio juri favorabiles, et eorum injuriis contrarios vos gessistis; ex quo vobis et ecclesiis vestris regalem gratiam merito obtinuisse debetis. Rogamus igitur universalitatem vestram, et in amore quo nobis et regno tenemini exhortamur, ut viam istam conservandi jura regia, quia incedere cœpistis, constanter atque viriliter teneatis; juris nostri observationi taliter et tanta sollicitudine insistentes, quod in hoc et in aliis vos et vestra diligere, et jura vestra servare integra merito debeamus; scientes quod nos pro facto isto paramus nuntios providos et discretos incunctanter ad Romanam curiam destinandos, ne procedat in tantum regni nostri detrimentum ista malitia, prout aliqui contra nos conceperunt.

Actum apud Compendium, anno Domini M°. CC°. XXX°. III°., mense decembri.

XXIX.

1235, 7 octobre.

Enquête sur les troubles de Beauvais.

A. (P. Louvet), *Histoire et antiquitez du diocèse de Beauvais*, t. II, Beauvais, 1635, p. 379 [1]. — B. Labbe, *Concilia*, t. XI, part. I, p. 446, extraits d'apr. A. — C. Hardouin, *Concilia*, t. VIII, p. 197, extraits d'apr. A. — D. Varin, *Archives administratives de Reims*, t. I, part. II, p. 593, d'apr. A. — *Trad.*, Guizot, *Hist. de la civil. en France*, t. IV, p. 324.

1. Magister Prior, canonicus Belvacensis, dicit quod ipse fuit quadam die, de qua non recolit, apud Noviomum, in

1. Le ms. de cette enquête ne se trouve plus aux archives du chapitre de Beauvais aujourd'hui conservées aux archives de l'Oise. Voici ce que Louvet dit de ce document (p. 391), à la suite du texte qu'il en donne: « Voila la teneur entiere de ladite enqueste, en laquelle, combien que » plusieurs autres tesmoins ayent esté ouys en icelle, neantmoins parce » que leurs depositions n'ont esté rédigées par escrit, ains qu'il est » seulement porté qu'elles sont semblables à celles qui sont cy-dessus » transcrites: cela a esté cause pourquoy je n'en ai fait plus ample » mention, me contentant d'avoir rapporté le contenu d'icelles, pour

proxima futura Quadragesima erunt tres anni, in concilio Rhemensi[1], et audivit Milonem bonæ memoriæ, quondam episcopum Belvacensem[2], conquirentem concilio de injuriis multiplicibus quas fecerat ei rex apud Belvacum, qui, contra requisitionem episcopi, monitionem et supplicationem, intravit villam suam cum armis et cum multis communiis, pro quibusdam homicidiis et aliis enormibus factis, in civitate perpetratis, et fecit bannum proclamari, homines capi, domos destrui, et catalla ad suam justitiam spectantia devastari, in præjudicium dominii sui et justitiæ suæ, quia apud ipsum omnis justitia villæ pertinebat et usus fuerat; et ad hoc probandum literas quasdam regis Franciæ ostendit et legi fecit, per quas suum dominium et justitiam omnimodam in villa probabat[3]; et supplicavit concilio pro ipso consilium apponerent super hoc et juvarent ecclesiam Belvacensem;

» justifier la vérité de tout ce qui s'est passé. Si aucuns sont curieux » d'en voir l'original, ils le pourront trouver au tresor de Sainct Pierre, » en parchemin en forme de rouleau. » Il est difficile de déterminer par quelle juridiction ces témoins ont été entendus. La date que porte l'une des dépositions donnerait à croire que cette enquête est celle dont Grégoire IX avait chargé son chapelain, Pierre de Colmedi, prévôt de S. Omer. Dès le 7 avril 1234, le pape avait notifié au roi et à la reine Blanche qu'il l'avait commis pour arbitre (Teulet, *Layettes du Trésor*, t. II, p. 262 et 264). Il est vrai que vingt mois plus tard, en décembre 1235, le même P. de Colmedi déclare que le roi lui a interdit de faire sur les affaires de Beauvais l'enquête dont le pape l'avait chargé (Teulet, *Ibid.*, p. 302). Serait-il cependant impossible que l'enquête eût été faite par lui sans la participation des agents royaux et même malgré la défense du roi ?

1. Concile tenu à Noyon la première semaine du carême (20-27 février) de 1233. Voy. Martène, *Thes. nov. anecd.*, t. IV, p. 182, et Varin, *ouvr. cité*, t. I, part. II, p. 549.

2. Milon de Châtillon-Nanteuil, évêque de Beauvais, mort à Camerino dans la marche d'Ancône, le 6 septembre 1234.

3. Il s'agit de la charte de Louis VII, datée de Beauvais 1151, par laquelle le roi, juge des différends entre la commune et l'évêque, déclare, après la lecture de la charte communale, que la justice de toute la ville appartient à l'évêque. Elle a été souvent publiée : Louvet, *ouvr. cit.*, p. 289 ; Loisel, *Mém. de Beauvais*, p. 274 ; *Recueil de pièces pour l'histoire de Beauvais*, p. 1 ; *Ordonn.*, t. XI, p. 198 ; Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. I, p. 149. Elle a été traduite par Guizot, *Hist. de la civil.*, t. IV, p. 375. Cf. Luchaire, *Etudes sur les actes de Louis VII*, *Catal.*, n° 265, et *Hist. des institutions monarch.*, t. II, pp. 172 et 310. — Il est à remarquer que cet acte, en contradiction formelle avec les termes de la charte communale qui y est visée, ne nous est connu que par le *Vidimus* qui en a été fait dans ce concile de Noyon. Louvet, qui observe que l'original ne se retrouvait plus de son temps, est le seul qui ait rapporté les formules du *Vidimus*. Il est daté du 21 février 1233 (*Actum Noviomi, die lunæ post dominicam qua cantatur* Invocavit me, *anno Domini* 1232).

Quod episcopus misit officialem suum et quendam militem, per quos requisivit et monuit regem super his; et postea, sequenti die, insuper vigilia, vel vigilia Purificationis[1], venit rex apud Braellam[2]; et ivit episcopus ad eum; et dixit episcopus domino regi: *Domine, non faciatis mihi injuriam; requiro vos, sicut homo ligius, quod non intromittatis vos de isto facto, quia ego paratus sum modo facere justitiam, et cum consilio vestro, et rogo quod mittatis mecum de consilio vestro, ut videat si faciam bonam justitiam.* Nec habuit episcopus bonam responsionem a rege.

Sequenti die[3], intravit rex Belvacum, et ibi accessit ad eum episcopus cum multis de capitulo, et iterum requisivit eum prædicto modo, et fecit legi episcopus coram rege literas regis Ludovici, quas habebat, de justitia quam habebat apud Belvacum[4], et quasdam literas domini papæ[5], et secundo eundem requisivit; et dixit episcopus quod qualemcumque justitiam rex diceret faciendam de facto illo, cum consilio suo ipse vellet eam, dummodo fieret per episcopum vel per mandatum suum.

Item, dicit quod monuit eum tanquam episcopus; et rex non respondebat illi aliquid quod valeret. Et postquam bannum fuit proclamatum in civitate ex parte regis, dirruptæ domus, capti homines, episcopus conquestus fuit regi quod fecerat ei injuriam et quod restitueret ei justitiam suam de qua dessaisivit eum.

De hoc conquirenti concilio, concilium respondit episcopo quod ipsi tres episcopos, Laudunensem, Cathalaunensem et Suessionensem, mitterent ad eundem regem, qui monerent eum

---

1. Le 31 janvier ou le 1er février 1233.
2. Bresles, Oise, cant. Nivillers, à 15 kilom. de Beauvais.
3. Le 1er ou le 2 février.
4. L'acte de Louis VII de 1151.
5. Lettres du pape Lucius III, datées de Velletri, 2 mars, (1182 ou 1183), adressées à l'évêque de Beauvais Philippe de Dreux, également produites et vidimées au concile de Noyon avec l'acte de Louis VII. En voici les termes : « Ea quæ sunt judicii ratione decisa literarum debent » memoriæ commendari. Sicut autem ex parte tua, venerabilis frater, » nostris est auribus intimatum, cum inter bonæ memoriæ Henricum, » antecessorem tuum et burgenses ipsius civitatis, super forefactis » eorum, controversia suborta fuisset; tandem recolendæ memoriæ Lu- » dovicus quondam Francorum rex, in cujus præsentia eadem fuit » quæstio agitata, pro ecclesia tua, et veritate cognita, sententiam pro- » mulgavit, et adjudicavit ei justitiam de ipsius civitatis omnibus fore- » factis. Nos, ne sententia ipsa possit ab aliquo vacuari, eandem, sicut » ab excellentia regis lata juste dignoscitur, authoritate apostolica con- » firmamus et præsentis scripti patrocinio communire voluimus. Sta- » tuentes..... » (Louvet, *ouvr. cit.*, p. 290).

ex parte concilii, quod hoc emendaret; et si non emendaret, ipsi tres episcopi accederent ad villam Belvacensem ad inquisitionem faciendam. Et audivit ab ipsis quod denunciaverant regi, ut mitteret ad inquisitionem si vellet. Venerunt tandem Belvacum et fecerunt inquisitionem et multos burgenses receperunt; et credit quod burgenses contra produxerunt testes coram eis. Significaverunt etiam Simoni de Pissiaco [1] et Petro de Hala, qui erant ad custodiam civitatis ex parte regis, si vellent interesse inquisitioni; et vidit illos aliquando venire coram eis. Et inquisitione facta, retulerunt eam ad concilium, quod indictum erat [2]. Et ibi ordinatum fuit quod iterum moneretur rex, et iterum [3]. Et scit tunc quod archiepiscopus et episcopi venerunt ad regem monendum; et scit quod bis monitus fuit. Scit, quia ibat cum archiepiscopo et episcopis [4].

Item, dicit quod archiepiscopus postea, et multi prælati iverunt ad regem cum nuntiis capitulorum, Bellummontem [5], et supplicaverunt ei, et monuerunt eum quod ipse misereretur ecclesiæ Belvacensis; rex tamen nihil fecit. Et post, archiepiscopus, habito consilio cum quibusdam prælatis, mandavit sententiam interdicti ferri sub forma expressa in literis archiepiscopi; ipse tamen credit quod simpliciter fuit lata sententia interdicti ab archiepiscopo Rhemensi; quod credit quod interdictum fuit positum in Rhemensi provincia et servatum in dioecesibus Laudunensi et Suesionensi [6].

Item, dicit quod aliquantulum ante Nativitatem Domini, erunt duo anni, concilium erat apud Sanctum Quintinum [7];

---

1. Sur ce Simon de Poissy, qui était au service de Philippe-Auguste dès 1202, voy. Delisle, *Cartul. normand*, n° 352 ; Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, t. II, p. 68, 96, 285 ; et son sceau, Douët-d'Arcq, *Coll. de sceaux des Arch. nat.*, n° 3258. M. Delisle conjecture qu'il était chef d'une bande de soudoyés.

2. Cette deuxième réunion eut lieu à Laon le 13 mars 1233 (Martène, *Thes. nov. anecd.*, t. IV, p. 182).

3. La première monition fut faite par les évêques de Laon, de Cambrai et d'Arras ; la relation s'en est conservée dans un cartulaire du chapitre de Reims et a été plusieurs fois publiée, entre autres par Varin, *Arch. adm. de Reims*, t. I, part. II, p. 563. Elle est datée du 20 mars 1233.

4. La seconde monition par l'archevêque et deux évêques eut lieu le 12 mai 1233 (Martène, *Loc. cit.*).

5. Ce fut le 12 novembre 1233 que l'archevêque et les évêques allèrent trouver le roi à Beaumont-sur-Oise (Seine-et-Oise, cant. Lisle-Adam). — Martène, *Loc. cit.*

6. Une lettre de l'archevêque de Reims à Grégoire IX, datée du 18 décembre 1233, où tous les faits précédents sont rapportés, dit que l'évêque de Noyon seul s'abstint de mettre l'interdit dans son diocèse (Varin, *ouvr. cit.*, t. I, part. II, p. 568).

7. Il s'agit du concile indiqué dans le document publié par Martène

et tunc Belvacensis episcopus, intellecto quod debebat relaxari interdictum, ipso, qui loquitur, præsente, et magistro Petro archidiacono, appellavit ab archiepiscopo et concilio ne ipsi revocarent, in præjudicium ecclesie, sine satisfactione præstita, interdictum pro ipsa latum. Et dicit quod ipsi postea, dicta appellatione contempta, dictum interdictum relaxarunt.

2. Bartholomeus de Franoy, miles, dicit quod cum contentio esset inter majores et minores in civitate Belvacensi, fuit positus ibi maior Robertus de Moret, de mandato regis, civis Sylvanectensis; et ita facta est discordia inter populares et majores, quia quidam nolebant[1] maiorem habere et ita invaserunt maiorem et majores de villa, qui dicuntur campsores, et coeperunt eos et vulneraverunt quosdam ex iis et interfecerunt, sicut vidit. Et post insultum, venit in villam et missus fuit incontinenti a baillivo episcopi episcopo apud Braellam; et mandabatur ei per ipsum quod non veniret in villam, nisi haberet multos secum. Et cum ipse, qui loquitur, iret ad episcopum, et inveniret eum in via jam venientem, dixit ei quod mandabatur eidem. Et propter hoc non demisit episcopus quin veniret continue, et de nocte intravit villam; et auditis plene que facta fuerant, tunc habuit consilium quomodo posset vendicare factum istud. Et tunc, circa mediam noctem, audivit episcopus quod rex veniebat ad civitatem; [ideo] misit eum qui loquitur et magistrum Robertum officialem, rogando ipsum regem quod in facto tam enormi quod acciderat, daret ei consilium suum, et paratus erat emendare secundum consilium suum. Quo facto, respondit rex quod ipsemet emendaret, et idem respondit regina. Et illa die venit rex apud Braellam; et illuc accessit episcopus, et rogavit eum et requisivit quod ipse non veniret Belvacum in præjudicium suum, quia paratus erat emendare juxta consilium suum; et respondit ei rex quod : *Ibo Belvacum et videbitis quid faciam*. Et intravit rex civitatem et domum episcopi, qui tertio requisivit eum et monuit in domo eadem ne aliquid faceret in præjudicium suum, quia paratus erat emendare quæ facta erant. Rex tamen nihil fecit. Sed, sequenti mane et diebus sequentibus, fecit proclamari bannum, destrui domos, capi homines.

(Loc. cit.) comme tenu à Saint-Quentin le 25 décembre 1233 *(dominica in Natali Domini)*; tous les autres textes s'accordent à le dater du 18 décembre *(dominica ante Natalem Domini)*.

1. volebant (Louvet).

3. Radulphus, presbyter S. Vedasti Belvacensis[1], dicit quod audivit interdictum Rhemensis provinciæ ex concilo prælatorum, propter injurias quas rex fecerat ecclesiæ ; et dicit quod erat Belvaci, in festo Purificationis proxime venturo tres anni[2], quando rex, in vigilia dicti festi vel in die, quo intravit Belvacum cum communiis et militibus. Et mesleia inter populares magnos fuerat die lunæ ante festum prædictum[3]. Et dicit quod vidit [in] mesleia, quod populares ducebant maiorem factum a rege in tunica sua tamen dilaniata ; et pelliceia sua etiam erat dilaniata usque ad cincturam ; et vidit multos vulneratos et interfectos. Et propterea audivit quod populares dicebant : *Modo te facimus maiorem*. Quod in hoc injuriatus fuit episcopus, quia rex ibi fecit maiorem, quia consuetudo solebat Belvaci esse quod duodecim pares burgenses de Belvaco eligebant duos de seipsis maiores et presentabant eos episcopo ; et rex ibi fecit maiorem extraneum.

Dicit quod bene sunt trigenta sex anni, ut credit, quando Philippus rex habebat guerram contra regem Ricardum[4], communia destruxit quandam domum Ingerranni de Tornella, et vidit quod Philippus episcopus[5] traxit eos in causam coram se propter hoc. Et cum magna discordia esset propter hoc inter episcopum et communiam, tandem rex Philippus venit ad villam ; et causa erat magna[6] ;

Quod rex dimisit Simonem de Pissiaco et milites quosdam et servientes ad custodiendam civitatem, contra jus episcopi ; et monuerunt prædictos, auctoritate episcopi, tribus diebus successive et continue, quod recederent a civitate, et quia non recesserunt excommunicaverunt eos. Item, monuerunt et excommunicaverunt maiorem et pares modo prædicto ;

Quod duo servientes regii, Durandus de Senonis et Christianus Parisiensis remanserunt in domo episcopi et saisiverunt domum et vina, et recipiebant reditum episcopi ; et fecit Petrus de Hala vendi vina ; et quando episcopus veniebat Belvacum, morabatur in domo thesaurarii.

4. Petrus, presbyter, dictus de Meschines, dicit quod episcopus habet omnimodam justitiam in villa, videlicet mul-

---

1. S. Vaast, l'une des anciennes églises de Beauvais, située dans le faubourg, aujourd'hui détruite.
2. Le 1er février 1233.
3. Le 31 janvier 1233.
4. Avant le mois de janvier 1199.
5. Philippe de Dreux, évêque de Beauvais (1175-1217).
6. Je crois que ce document est le seul qui fasse mention de ces troubles et de la venue de Philippe-Auguste à Beauvais à cette époque.

trum, raptum, sanguinem, latronem, *anvoirre,* escligniationem et viariam.

5. Dominus Erardus, abbas Sancti Luciani[1], frater Balduini de Monchy, dicit quod rex habet communiam ad ducendam eam in chevalcatam vel extra exercitum; et si non vult, accipit inde denarios. Et audivit quod aliquando inde rex accepit mille quingentas libras et aliquando minus.

6. Magister Bernardus, succentor, dicit quod episcopus Milo dixit in capitulo quod quilibet episcopus de provincia Rhemensi promiserat sibi quod ponerent interdictum in dioecesi eorum, sed volebant primo quod poneret in dioecesi sua, et ipse primo posuit interdictum ; et postea venit episcopus ad Sanctum Quintinum[2], ad concilium authoritate domini Rhemensis vocatum, ubi interdictum fuit relaxatum sub spe pacis, authoritate quarumdam litterarum domini papæ.

Dicit quod, in vigilia Purificationis venturæ erunt tres anni[3], quod minutus populus civitatis insurrexit contra campsores et maiorem ejusdem loci ; et illi campsores et maior intraverunt quandam domum armati, qua se receperunt, tandem per ignem appositum in domum vicinam et per insultus ceperunt eos et interfecerunt quosdam.

Item, dicit quod, sequenti nocte, venit episcopus, et, sicut intellexit, coram eo octoginta de populo qui magis erant culpabiles de facto illo, ut dicebant, et requisivit eos episcopus quod alto et basso se supponerent voluntati suæ. Qui consilium habuerunt cum Roberto des Mureaux, maiore, qui non consuluit eis, dicens quod si facerent, vita et membra eorum essent in periculo ; et recesserunt non facta voluntate episcopi ; propterea inculpabat consilium episcopus et suos, quia non retinuerant eos, et ipsi responderunt quod non habebant vires tunc retinendi illos.

Et illo die venit episcopus obviam regi apud Braellam ; qui, sequenti die, venit Belvacum ; et in crastino trahi fecit homines Belvacenses captos per prisionem episcopi, et fecit proclamari per bannum quod omnes venirent ad mercatum, et rex fecit eos capi et includi in hala, et propterea, sequenti die, fecit rex multos banniri de regno suo ; et hoc mandavit maiori et paribus[4] ;

---

1. Abbaye de Saint-Lucien de Beauvais.
2. Le 18 décembre 1233 ; voy. la première déposition.
3. Le 1er février 1233.
4. Ces événements auraient eu lieu par conséquent les 2, 3, 4 et 5 fé-

Quod fuerunt viginti interfecti et triginta vulnerati; et postquam rex venit, filii interfectorum et alii vulnerati conquesti sunt regi; et ordinatum fuit de consilio regis et de consilio communiæ quod destruerentur domus, et fuerunt destructæ quindecim domus per maiorem qui percutiebat primo et per communias qui ibant secum;

Quod rex non fecit injuriam episcopo in his quæ fecit in civitate, quia episcopus fuit in defectu, et quod maior potest facere justitiam [de cive Belvacensi], de corpore suo per hachiam, et de rebus suis faciendo destruere domum.

7. Petrus Maillatus, unus de communia, dicit quod, quando Philippus habebat guerram cum comite Bonnoniæ[1], rogavit regem episcopus quod commodaret ei claves civitatis; et hæc audivit; et ipse vidit quod missæ fuerunt claves et redditæ episcopo ex parte regis et de mandato regis.

Item, dicit quod muri et fossata sunt communiæ.

8. Petrus, archidiaconus, dicit quod, anno ab incarnatione Domini M. CC. XXV., mense septembri, in festo sancti Michaelis[2], fuit præsens, et vidit communias domini regis Franciæ et comitis Bononiæ, ut dicebant illi, quas invenit euntes apud Belvacum de mandato domini regis.

Item, fuit præsens ubi dominus Milo, quondam episcopus, anno Domini M. CC. XXXII., in vigilia Purificationis[3], [allocutus est regem].

Item, fuit præsens apud Noviomum in concilio provinciali congregato, anno Domini M. CC. XXXII., prima septimana Quadragesimæ[4], ubi episcopus proposuit querimoniam de domino rege super injuriis quas ei intulerat et inferri fecerat, in hunc modum per officialem suum : *Vobis, sancti patres, significat episcopus vester Belvacensis, quod cum justitia et jurisdictio villæ Belvacensis ad episcopum pertineat, et causam habeat in singulos et in omnes de Belvaco, et ea fuerit usus ipse et prædecessores sui pacifice, dominus rex, per occasionem cujusdam forefacti sibi commissi, venit ad villam Belvacensem cum armis et communiis plurimis, et post supplicationes et admonitiones*

---

vrier 1233. — D'après la relation envoyée à Grégoire IX par l'archevêque de Reims, le roi aurait emprisonné plus de quinze cents citoyens de Beauvais et banni les autres. (Varin, *ouvr. cit.*, t. I, 2e part., p. 569.)

1. Il s'agit de la guerre de l'évêque Philippe de Dreux contre Renaud de Dammartin, comte de Boulogne, en 1212.
2. Le 29 septembre 1225.
3. Le 1er février 1233.
4. Du 20 au 27 février 1233.

ab episcopo sibi factas, bannum suum in villa fecit proclamari, homines capi, domos dirui usque ad mille quingentas[1], *alios ebannivit, et in recessu suo, cum peteret ab episcopo pro procurationibus quinque dierum octoginta libras parisiensium*[2], *dixit episcopus quod res insolita et nova petebatur, brevem diem petens a domino rege ut deliberaret super hæc capitulo suo. Attamen dominus rex ullam diem noluit illi dare; sed omnia pertinentia ad domum episcopi saisivit et sic recessit, custodibus in villa et domibus episcopi relictis, quare petit a sancta synodo consilium et auxilium impertiri sibi et ecclesie.* His dictis, fecit ibi legi cartam regis Ludovici, de qua superius habita mentio[3]. Postmodum exivit episcopus cum consilio. Et concilium, deliberato consilio, ordinavit mittere tres episcopos, scilicet Suessionensem, Laudunensem et Cathalaunensem, ad inquirendum de injuriis, quas dicebat episcopus sibi esse illātas, ut postea dictum est illi; et vidit litteras archiepiscopi et episcoporum, in quibus continebatur quod illi tres inquirerent authoritate concilii de justitia ecclesiæ Belvacensis. Et illi tres venerunt Belvacum et denunciaverunt episcopo Belvacensi et illis qui ex parte domini regis et Roberto de Mureto et paribus civitatis quod venerant ad inquirendum ex parte concilii de justitia ecclesiæ Belvacensis et injuriis quas dominus episcopus sibi inferri dicebat; et dicti episcopi inquisiverunt.

Fuit etiam præsens idem testis, in septimana ante Ramos palmarum apud Laudunum[4], ubi congregatum concilium erat, et ibi relata fuit inquisitio.

Et anno sequente incarnationis Dominicæ, ante festum Sancti Martini hyemalis[5], de die non recolit, fuit præsens apud Bellummontem, ubi habitus multimodus tractatus de pace; et cum pervenire non posset archiepiscopus Rhemensis, qui dicebat se habere authoritatem concilii, tractatum ibi fuit de modo imponendi interdictum; et ibi erant episcopi

---

1. Le sous-chantre dans sa déposition disait quinze maisons. Il semble y avoir ici une confusion avec le chiffre des prisonniers, évalué à quinze cents dans la relation de l'archevêque de Reims.

2. La relation de l'archevêque de Reims, qui reproduit les plaintes de l'évêque de Beauvais presque dans les mêmes termes, dit huit cents livres (*octingintas libras*), ce qui est beaucoup plus vraisemblable. Il y a lieu de supposer une erreur de copie dans le texte publié par Louvet. (Voy. Varin, *Arch. adm. de Reims*, t. II, 2e part., p. 569.)

3. Voy. plus haut, p. 71, n. 3.

4. Du 20 au 27 mars 1233. Sur ce concile voy. le document publié par Martène. (*Thes. nov. anecd.*, t. IV, p. 182.)

5. Avant le 11 novembre 1233. Cf. *ibid.*

Sylvanectensis, Suessionensis, Cathalaunensis, Cameracensis et Belvacensis, ubi nihil actum fuit, nisi de modo conferendi inter se. Postea remanentibus archiepiscopo cum concilio, diu fuerunt insimul, et postea archiepiscopus dixit eidem testi : *Scias quod feretur sententia.*

Item, fuit præsens Ambiani, ubi erat archiepiscopus, et hoc fuit circa festum beati Andreæ[1], et venit magister Symon de Arceia[2] cum quibusdam de capitulo Ambianensi, et dixit idem magister archiepiscopo : *Domine, vos mandastis quandam sententiam interdicti ferri ab episcopo nostro authoritate propria, et facitis mentionem cujusdam concilii quod non habemus pro concilio, quia nos non fuimus vocati, et est una causa, quia ego appello pro me et capitulo meo.* Item, expressit aliam causam qua dicebat mandatum esse factum de ponendo interdictum pendente quadam die, quando habebant capitula apud Noviomum super facto Belvaci. Item aliam causam expressit, quia tenentur offerre Deo laudem pro eleemosinis et bonis sibi collatis, non putabat eis imponi silentium, nisi eis primo vocatis.

Item, fuit præsens apud Sanctum Quintinum, in concilio ibidem aggregato, dominica ante Natale Domini[3], ubi episcopus Belvacensis, eadem dominica, tertia hora vespertina, quia intellexit quod interdictum positum pro ecclesia Belvacensi idem episcopus relaxare volebat, appellavit, ne dictum interdictum, quod pro se et ecclesia sua fuerat positum, nulla sibi facta satisfactione, relaxaretur; et hæc appellatio facta fuit in concilio, coram archiepiscopo et episcopis Sylvanectensi, Cameracensi, Tornacensi, Attrebatensi, Morinensi et aliis, exceptis Laudunensi et Noviomensi. In sequenti, die lunæ vel die martis, fuerunt congregati omnes episcopi et capitula, et surrexit magister Simon de Arceia, et proposuit ex parte capitulorum, ut dicebat, in pleno concilio prædictas causas et quasdam alias; inter quas fuit quod negotium Belvacense tempore mandati facti ab archiepiscopo de ponendo interdicto, relatum fuit ad curiam; et dicebat quod archiepiscopus in concilium ulterius se intromittere non debebat.

Item, fuit præsens ubi dominus Suessionensis, ex parte domini archiepiscopi et episcoporum qui erant de concilio, post appellationem episcopi, relaxarunt interdictum positum pro ecclesia Belvacensi. Et hoc factum fuit die lunæ vel martis

---

1. Vers le 30 novembre 1233.
2. Simon d'Arci, doyen du chapitre d'Amiens.
3. Le 18 décembre.

post dominicam ante Natale Domini M. CC. XXXIII.[1], et die dominica precedenti appellavit idem episcopus.

Item, dicit quod appellavit Simon de Arceia pro capitulis cathedralium ecclesiarum provinciæ Rhemensis, apud Sanctum Quintinum, ubi erat concilium provinciale congregatum, die dominica proxima ante festum Natalis Domini, ubi suffraganei archiepiscopi Rhemensis, exceptis archiepiscopo, episcopis Suessionensi et Cameracensi, dixerunt quod male posuerant interdictum in suas dioeceses, et melius volebant revocare per se quam revocaretur per superiorem. Et episcopus Cathalaunensis, pro se ac pro aliis, dixit quod ipsi revocarent interdictum, et, ne archiepiscopus nomine suo ut authoritate concilii in aliqua re contra eos procederet, appellabat pro se ac pro aliis ad dominum papam. Post hæc verba, ex parte domini episcopi Belvacensis fuit propositum sic : *Domine archiepiscope, vos scitis quod, authoritate concilii, vos et suffraganei vestri, posuistis interdictum in vestras dioeceses pro injuriis ecclesiæ Belvacensi irrogatis, de quibus in nullo adhuc satisfactum est, et bene scitis quod mea interest ne revocetur ante satisfactionem; et quia de consensu vestro et suffraganeorum vestrorum fuit positum, appello, ne revocent, ad dominum papam, me et ecclesiam meam et processum meum protectioni domini papæ supponens.*

9. Anno Domini M. CC. XXXV., die dominica ante festum beati Dionysii[2], D. Joannes, presbyter Sancti Petri, decanus christianitatis Sylvanectensis, dicit quod, anno Domini M.CC.XXXIII., episcopus ejusdem loci, populo convocato ad majorem ecclesiam, fecit sermonem, quo finito, dixit quod oportebat eum ponere interdictum in sua dioecesi. Postea in domo sua congregatis canonicis ostendit literas quæ fuerant ei tra[n]smissæ ab archiepiscopo Rhemensi, quibus mandabatur authoritate sua et concilii, quod suam dioecesim propria authoritate supponeret interdicto, quod per aliquot dies observatum fuit. Sed canonici majoris ecclesiæ et Sancti Frambaldi[3] non ad plenum servaverunt, et idem testis postea accessit ad episcopum ut revocaret interdictum, quod si nollet appellabat, pro se et pro presbyteris adhærentibus, ad Romanam curiam.

Testis XXXII. ejusdem inquisitionis dicit quod vidit inter

---

1. Le 19 ou le 20 décembre 1233.
2. Le 7 octobre 1235.
3. Eglise collégiale de Saint-Frambourg de Senlis.

episcopum Philippum[1] et burgenses quæstionem, et super quæstione illa debuit fieri duellum authoritate episcopi in curia episcopi. Et episcopus misit pro communiis et hominibus suis feudatariis et accepit claves portæ et fecit fieri licias versus Sanctum Quintinum[2].

XXX.

1247, novembre.

Extrait des plaintes reçues par les enquêteurs royaux dans la viguerie d'Alais. — Plainte des consuls d'Alais[3] contre le sénéchal Pierre Fabre.

Orig. arch. nat. J 320, nº 57. — *Anal.*, Molinier, *Etude sur l'administration de saint Louis et d'Alfonse de Poitiers dans le Languedoc*, dans *Histoire générale de Languedoc*, éd. Privat, t. VII, 2e part. col. 156. — *Ind.*, de Laborde, *Layettes du Trésor des Chartes*, t. III, p. 18.

Anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo septimo, mense novembri, postquam domini magister Petrus de Castra[4], canonicus Carnotensis, frater Johannes de Templo, de ordine Vallis-Scolarium[5], venerunt ad villam de Alesto, ad

---

1. Philippe de Dreux, évêque de Beauvais de 1175 à 1217.

2. Abbaye de Saint-Quentin située à l'ouest de Beauvais. — L'interdit qui avait été levé à la requête des chapitres de la province, en décembre 1233, fut lancé de nouveau sur tous les domaines du roi dans la province de Reims, à la suite d'un concile tenu à Senlis le 14 novembre 1235 (Varin, *Arch. adm. de Reims*, t. II, 2e part., p. 604), c'est-à-dire peu de temps après la date de l'enquête publiée ici, et probablement comme conséquence du refus du roi d'accepter l'arbitrage de Pierre de Colmedi. Le conflit se prolongea longtemps encore. Après la mort de l'évêque Geoffroi (août 1236), le siège de Beauvais resta vacant plus d'un an. Ce fut son successeur Robert de Cressonssart qui fit la paix avec le roi, vers le mois de mai 1238 (Raynaldi, *Ann.* ad ann. 1238, art. 42, 43). Dix ans plus tard, avant d'accompagner Louis IX à la croisade, en juin 1248, il transigea avec lui au sujet du droit de gîte; il fut convenu que le roi percevrait annuellement à ce titre deux cents livres parisis s'il venait à Beauvais, et cent livres seulement s'il n'y venait pas. (Louvet, *Hist. du dioc. de Beauvais*, t. II, p. 394.) Le différend apaisé devait renaître sous le successeur de Robert de Cressonssart, Guillaume de Grez, qui en 1253 porta l'affaire en cour de Rome. Pour la suite de ces débats, voy. Lenain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, éd. de Gaulle, t. II, p. 259-262.

3. Alais, Gard, ch. l. d'arr.

4. Pierre de Châtres.

5. Prieuré de N.-D. du Val-des-Écoliers, au dioc. de Langres (Marne, cant. Chaumont, comm. Verbiesles.)

mandatum illustris et pii domini regis Francie exequendum, precipientes et injungentes Raimundo de Roveria, presbitero et rectori ecclesie de Pinu[1], ut idem Raimundus, ex parte ipsorum dominorum et nomine, reciperet et in scriptis redigi procuraret omnes et singulas querimonias et querelas conquerentium hominum de villa Alesti et de tota vicaria seu bajulia ejusdem ville, nec non et de parrochiis eidem ville adjecentibus, prout in litteris a dictis dominis prefato Raimundo missis continetur, proponendas ab eisdem hominibus querelantibus tam contra ipsum dominum regem quam contra senescallos, castellanos, viccarios, bailivos, prepositos, forestarios, executores, vel officiales et eorum familias, vel uxores, qui vel que sunt vel fuerunt toto tempore regni supradicti domini regis, in dicta viccaria vel bajulia constituti vel constitute, oblate ac reddite fuerunt eidem Raimundo de Roveria, Johanni Esborderio et Raimundo de Acuetz notariis, qui mandato dictorum dominorum et ejusdem R. de Roveria infrascripta scripserunt, petitiones et querimonie infrascripte.

Significant vobis dominis magistro P. et fratri Jo. supradictis consules Alesti, qui modo sunt in Alesto, pro se et universitate, quod Petrus Faber[2], tempore sue senescalcie, pro cavalcada ficticia habuit et extorsit per violentiam de villa Alesti cc. l. libras viennensium, et alia vice, c. xx. libras viennensium; et quando ejecit homines et dominas a domibus suis, et extrahebat drapariam de operatoriis, et multos homines, xl. et plus, detinuit captos per xv. dies; et habuit et extorsit per violenciam a villa Alesti dc. libras viennensium; et ut vos scire, per consuetudinem Alesti juratam, potestis, homines de Alesto sunt liberi et immunes a talliis, toltis et quistis; et tunc temporis Maynerius erat castellanus in Alesto. Pro eo unde petunt sibi pro tota villa Alesti restitutionem de predictis fieri.

. . . .

1. Raimond de la Rouvière, curé de Pin. — La Rouvière, Gard, cant. Bagnols, comm. Gaujac. — Le Pin, Gard, cant. Bagnols.
2. Pierre Fabre d'Athies, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes.

XXXI.

Nîmes. 1254, 24 novembre.

Restitution des privilèges de Nîmes par les enquêteurs royaux.

Ménart, *Histoire de Nîmes*, t. I, Pr., p. 80. — *Histoire générale du Languedoc*, éd. Privat, t. VII, 2e partie, col. 173. — Fragm., *Ibid.*, éd. orig., t. III, col. 511, et éd. Privat, t. VIII, col. 1344, d'apr. Ménart.

Notum sit omnibus, quod, anno Domini MCCLIIII., mense novembri, nos Philippus, Dei gratia Aquensis archiepiscopus[1], frater Poncius de Sancto Egidio, de ordine fratrum Predicatorum[2], et frater Guillermus Roberti de Bellicadro, de ordine fratrum Minorum[3], et Guido Fulcodii[4], exequi cupientes injunctum nobis a serenissimo domino nostro Lodoyco, Dei gratia Francorum rege, mandatum de restitutionibus faciendis eorum, que ipsum in senescalliis Bellicadri et Carcassone possidere cognosceremus injuste, Nemausum venimus, et multis super hiis conquerentibus, ea de quibus nobis ad plenum constitit, secundum Deum et mediante justicia, duximus terminanda.

Petierunt igitur consules civitatis Nemausi consulatum in eum statum reduci, in quo erat tempore quo dominus rex primum habuit terram istam, et fuit usque ad tempus Petri de Athiis, senescalli Bellicadri[5], et Bernardi de Quintillo, vicarii Nemausi ; qui senescallus et vicarius, prout dicunt, mutaverunt formam electionis consulum, ante longis temporibus observatam, et libertatem eligendi dictis consulibus abstulerunt. Nos vero, super hiis veritate fideliter inquisita, decernimus hanc formam, et tempore comitum et tempore domini regis, in civitate Nemausi premodum observatam usque ad tempora senescalli et vicarii predictorum, quod consules unius anni, inminente electione consulum futurorum, suos consiliarios congregabant, et habito de successorum elec-

1. Philippe Ier, archevêque d'Aix de 1251 à 1256.
2. Pons de S. Gilles, dominicain, prieur de Toulouse, provincial de Provence en 1259, mort en 1263.
3. Guillaume Robert de Beaucaire, franciscain.
4. Gui Foucois, alors clerc du roi, plus tard, évêque du Puy, archevêque de Narbonne et enfin en 1265, pape sous le nom de Clément IV, mort en 1268.
5. Pierre Fabre d'Athies, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes.

tione tractatu, dicti consiliarii personas XVI. eligebant, scilicet quatuor de quolibet quarterio civitatis, et licebat consulibus, qui tunc erant, de dictis XVI. vel aliis de consilio sibi eligere quatuor successores, et eos publice recitare, et eorum recipere juramenta, in hiis omnibus non requisita curia, neque etiam expectata, neque se aliquatenus ingerente. Ideoque, licet dicti senescallus et vicarius dictam formam ex causa, prout accepimus a fide dignis, mutaverint, quod tamen id contra justiciam et inordinate factum esse cognoscimus, et causam suspicionis, ex qua factum fuisse dicitur, penitus expirasse, dictos consules et per ipsos civitatem et cives restituendos esse decernimus et restituimus in possessionem electionis libere, secundum formam superius annotatam, salvo domini regis in omnibus beneplacito, si ipse de facto et jure civium instructus ad plenum aliter duxerit ordinandum.

Pecierunt etiam iidem consules, nomine civium Nemausi, possessionem usus pascuorum tenementi de Colonzes[1] sibi restitui, ut scilicet sua animalia in dicto possint pascere tenemento, sicut ante domini regis adventum et postea aliquanto tempore fuerat consuetum, ut dicunt. Super quo veritate comperta, ad dictam possessionem eos restituendos esse decernimus et restituimus, salvo jure domini regis, si eis usque ad sententiam in hac possessione manentibus constare poterit jus domino regi competere prohibendi.

Acta et recitata sunt hec Nemausi, in aula domini regis, anno Domini MCCLIIII., scilicet VIII. kalendas decembris, presentibus testibus domino R[aymundo], Dei gratia episcopo Nemausensi[2], Guillermo de Codolis[3], judice domini senescalli, Guillelmo Arveo, priore ecclesie de harenis, Guillermo Raimbaudi, milite, Stephano Vitulo, jurisperito, Emenone de Gajanis[4], Raimundo Codon, notario Tarasconis et pluribus aliis, et me Petro de Mandolio, publico notario, qui, mandato predictorum domini Aquensis archiepiscopi, fratris Poncii de Sancto Egidio, fratris Guillermi Roberti et domini Guidonis Fulcodii, hoc instrumentum inde scripsi et signavi.

---

1. Coloures, Gard, commune et cant. Marguerittes (?).
2. Raimond II Amauri, évêque de Nîmes, de 1243 à 1272.
3. Codols, Gard, commune de Nîmes.
4. Gajan, Gard, cant. S. Mamert.

XXXII.

Paris. 1254-1255, Parlement de la Purif. de la Vierge (2 février).

Arrêt du Parlement prescrivant une enquête sur la situation financière de Beauvais.

Arch. nat. X^{1a} 1, *(Olim)* fol. 88 v°. — *Ed.*, Beugnot, *Les Olim*, t. I, p. 433, IV. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 33.

De civibus Belvacensibus, qui volunt dimittere communiam, ordinatum fuit quod dominus Petrus de Ernencort et magister Johannes de Nemosio irent apud Belvacum, et inquirerent de tribus talliis in dicta villa ultimo factis, et quantum ipsi burgenses solverunt de dictis talliis, et inspicerent, secundum hoc, quantum dicti burgenses solvere deberent, ad hoc quod dicta villa de omnibus debitis suis liberaretur.

XXXIII.

S. d. (vers 1256 [1]).

Ordonnance de Louis IX relative aux communes de Normandie.

Mss. : A. Cop. d'environ 1338. Bibl. nat. Ms. lat. 12814 (Cop. du Mémorial *Qui es in cœlis* de la Chambre des comptes), fol. 52. — B. Cop. du XVIIIe s., Arch. nat., P 2288, p. 744, d'ap. le Mémorial *Croix*. — *Ed.* : *a*. *Ordonn.*, t. I, p. 83, d'apr. le Mémorial *Croix*, à l'ann. 1256. — *b*. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. I, p. 278, d'apr. *a*.

ORDINACIO FACTA A REGE DE BONIS VILLIS SUIS NORMANIE ET MAIORIBUS ELIGENDIS.

1. Nos ordinamus [2], de nostris communibus Normanie, quod, in crastino beatorum apostolorum Symonis et Jude [3], maior qui tum [4] anno fuerit illo, simul cum aliis probis hominibus

1. Ce document, dépourvu de toute indication qui puisse servir à le dater, a été placé par Laurière à l'année 1256 à cause de la mention suivante du Mémorial *Croix* d'après lequel il le publiait : *Ordinatio hæc est de tempore sancti Ludovici, ut patet per datam positam supra folio* 35 *verso :* 1256. Cette date est assez vraisemblable, le roi ayant séjourné en Normandie du mois de mars au mois de mai de cette année.
2. ordinavimus *(a)*.
3. Le 29 octobre.
4. tum *manque (a)*.

ville, eligant tres probos homines; qui tres homines presententur nobis, in octabis sancti Martini sequentis[1], apud Parisius; de quibus tribus hominibus, nos trademus unum ville in maiorem.

2. Et volumus quod in die predicta, videlicet in crastino dictorum apostolorum Symonis et Jude, quolibet anno, computetur de toto statu ville, coram predictis tribus hominibus probis; et illum statum vel compotum ville afferant maior et illi tres probi homines supradicti ad nostras gentes que ad nostros compotos deputantur, in octabis Sancti Martini hyemalis.

3. Item, nos ordinamus et inhibemus communibus nostris et bonis villis, sub pena corporum et bonorum suorum ubicumque sint, quod alicujus mutui contractum alicui facere non presumant, nec alicui doni maneriem facere non attemptent, nisi solummodo presentes vini in potis vel in cadis, sine licencia nostra.

4. Item, ordinamus[2] quod nulla villa communie[3] quamtacumque sit, non eat vel reddeat ad curiam vel alibi pro negociis ville, nisi maior aut ille qui loco ejus erit tantummodo; nec possit secum ducere amplius quam duos socios et clericum ville, cum quodam causidico, si sibi necesse erit[4]. Nec possint dicti maior et socii cum pluribus equis vel gentibus pro dictis ville negociis ire, nec majores expensas facere, quam si [pro][5] propriis negociis irent.

5. Item, ordinamus quod nullus quicumque sit, preterquam ille qui facit expensas, denarios[6] dicte ville penes se retineat. Et idem qui facit[7] expensas plusquam viginti libras insimul habere non valeat; sed denarii ville in archa[8] communi reserventur.

6. Et quelibet communia tantam talliam quolibet anno faciat, quod[9] quando computatum veniet coram nostris gentibus, ad terminum supradictum, ab omnibus usuris et debitis penitus sit inmunis.

---

1. Le 18 novembre.
2. nos ordinamus *(a)*.
3. communia *(a)*
4. fuerit *(a)*.
5. *Restitué d'apr. a.*
6. denariorum *(a)*.
7. faciet *(a)*.
8. arca *(a)*.
9. quam *(a)*.

XXXIV.

S. d. (Entre 1256 et 1261 [1]).

Ordonnance de Louis IX relative aux villes du royaume.

Mss. : A. Cop. de 1338. Bibl. nat. Ms. lat. 12814 (Cop. du Mémorial *Qui es in cœlis* de la Chambre des comptes), fol. 42 vº. — B. Cop. du XVIIIe s., Arch. nat., P 2288, p. 744, d'apr. le Mémorial *Croix*. — *Ed.* : *a*. *Ordonn.*, t. I, p. 82 d'apr. le Mémorial *Croix*, à l'ann. 1256. — *b*. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. I, p. 277, d'apr. *a*.

ORDINACIO FACTA A REGE [2] DE BONIS VILLIS SUIS ET MAIORIBUS SUIS ELIGENDIS.

(*Et primus compotus ipsarum villarum factus anno Domini* Mº. CCº. LXº. *secundo, in octabis sancti Martini hyemalis et circa.*)

1. Nous ordenons que tuit li meeur [3] de France soient fet [4] landemein de la feste saint Symon et seint Jude.

2. Derechef, nous ordenons que li noviaus meires [5] et li viez, et quatre des preudes hommes de la ville, desquiez quatre li un ou les deus qui auront receu et [6] despendu celle année les biens de la ville, viengnent a Paris a noz gens, aus utieves [7] de la saint Martin ensuivant pour rendre compte de leur recepte et de leurs despens.

3. Derechef, nos ordenons et deffendons sur cors et sur avoir a nos communes et a nos bonnes villes que il ne pres-

---

1. Laurière a daté de 1256 ce document dont il ne nous est parvenu qu'une traduction dépourvue de toute indication chronologique. Sa seule raison pour l'attribuer à cette année est qu'il précédait dans le Mémorial *Croix* l'ordonnance sur les communes de Normandie, qui est probablement de 1256. Les textes du Mémorial *Croix* n'étant pas rangés en ordre chronologique, cette raison est de nulle valeur. Il paraît plus juste de dire simplement que ces prescriptions générales ont dû être rendues à l'imitation de celles qui sont spéciales aux villes normandes, et qu'elles sont certainement antérieures à la production devant les gens des comptes des premiers budgets municipaux dont elles prescrivent l'exécution.

2. rege Sancto Ludovico *(a)*.

3. mayeur *(a)*.

4. fait *(a)*.

5. maires *(a)*.

6. ou *(a)*.

7. octaves *(a)*.

tent, ne ne doingnent a nului[1] nulle maniere de prest, ne de don, fors vin en poz ou en bariuz[2], sens nostre congé.

4. Derechef, nous ordenons que nulle ville de commune, conbien qu'elle soit grant, n'aille ne ne viengne a court ne ailleurs pour les besoingnes de la ville, fors que li meires ou celui qui sera en son leu[3], ne ne puisse amener avesques lui fors deus de ses compeignons et le clerc de la ville, et un pour parler, se mestier en ha[4], ne ne puisse aler, ne venir le meires ou celui qui sera en son leu, ne ses compeignons, a plus de chevaus ne de gens que il ireent[5] pour leur propres besoingnes.

5. Derechef, nous ordenons que cil qui font les despens en nos bonnes villes, et qui font les poiemens et les emprunz, que il ne retiengnent nul des deniers de la ville par devers eus, fors que cil qui fet[6] les despens ; et cil n'en ait ensemble plus de xx. livres. Mes li deniers de la ville soient gardé en la huche commune de la ville.

XXXV.

1260, v. le 15 septembre.

Ordonnance de Louis IX attribuant au maire de Senlis et aux maires des autres bonnes villes la juridiction des Juifs baptisés.

A. Minute. Arch. nat. X^{1a} 1. *(Olim)*, fol. 106. — B. Copie. Bibl. nat., *Coll. Dupuy*, t. 532, fol. 58 d'apr. A. — *Ed.: a. Ordonn.*, t. XI, p. 333, d'apr. B. — *b.* Beugnot, *Les Olim*, t. I, p. 482, XVII. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du Parlement*, t. I, nº 479.

Placuit domino regi quod maior Silvanectensis, qui super hoc prius locutus fuit, ac alii maiores bonarum villarum, habeant justiciam de baptizatis in villis suis manentibus, quando delinquunt, in hiis tamen in quibus justicia pertinet ad ipsos.

---

1. nului *manque (a)*.
2. bariz *(a)*.
3. en lieu de luy *(a)*.
4. aura *(a)*.
5. iroient *(a)*.
6. font *(a)*.

XXXVI.

Vers 1260.

Plainte adressée à Louis IX par dix citoyens de Béziers.

Orig. Arch. nat. J 302, n° 127. — *Ed.*, *Histoire générale de Languedoc*, éd. orig., t. III, col. 547, et éd. Privat, t. VIII, col. 1467.

Illustrissimo atque serenissimo ac piissimo domino L., Dei gratia Francorum regi, sui subjecti, fideles burgenses Johannes de Boiano[1], filius quondam domini Johannis de Boiano militis, Berengarius de Alsona[2], R. de Furno, P. Siguerii, R. de Gigniaco[3], Berengarius Grassi, G. P. Salvaire, P. de Molino, Arnaudus de Alsona, R. de Porcilio, cives Biterris, salutem cum debita subjectione perpetuo atque debita reverentia, in eo per quem reges terre regnare noscuntur.

Cum quis regale beneficium est assecutus et ob hoc sibi arrogantiam associavit, ut elato animo convitia[4] in subjectos domini regis et injurias inferat, debet quicpe illud regie celcitudini patefieri, ut illius audacia temeraria seu animosa petulancia compescatur, regie celsitudini duximus fieri manifestum, quod, quidam, nomine G. de Aquisvivis[5], qui se facit vocari G. de Lodova[6], qui etiam traxit originem a vilissimis gentibus, quia accipit gagia vestra sive denarios et quia recuperavit quandam terram vobis comissam, subpresso jure vestre celsitudinis, quam terram recuperavit indebite et injuste, valentem duo milia librarum, que fuit soceri sui notati de heresi, pallium arrogantie investivit, inferens pluribus hominibus crudeles injurias et atrosses, adeo etiam se male habendo, quod tantam rixam fecit sive mesleiam in civitate Biterris, dicendo elationes et arrogantias atque convitia, quod centum homines de melioribus dicte civitatis steterunt inde in periculo seu discrimine mortis, et inde grave exivit scandalum propter enormes elationes atque inmoderatas injurias hominis antedicti. Qui dictus G. facit se vocari G. de Lodova, quia fuit troterius sive garsifer domini G. de Lodova condam, et in ipso potest notari verbum Aristotelis dicentis:

Asperius nichil est umili cum surgit in altum.

1. Boujan, Hérault, cant. Béziers.
2. Alzonne, Aude, arr. Carcassonne.
3. Gignac, Hérault, arr. Lodève.
4. Le scribe a nettement écrit : *comitat*, mais il n'est pas douteux qu'il faille corriger : *convitia*.
5. Aiguesvives, Aude, arr. Carcassonne.
6. Lodève, Hérault.

Unde recurrimus umiliter et confidenter ad vestram regiam celsitudinem, que inmoderata resecat et vicia comprimit et delicta cohercet, quatinus vestra dulcis clementia suos occulos justicie, ut in omnibus consuevit, dirigat versus predictum transgressorem, pena pro modo delicti inflicta eidem, ut alii exemplo perterriti a delictis similibus penitus arceantur. Nam si impune ferret, pocius daret operam consuetudini delinquendi quam emendationi, et sibi incentivum delictorum cognosceret atributum.

Nec istud omitimus, quod inter alias elaciones et stulticias, quando fecit dictum scandalum, dixit: *Nollem quod rex esset hodie dominus ville Biterris, ut possem facere voluntatem meam.*

Et quia nos predicti debemus esse solliciti circa regiam utilitatem, ideo istud volumus non latere, quod quedam inquisicio fuit facta super facto patris uxoris dicti Guillelmi, que non fuit facta ut debuit, set clamdestine fuit facta et subpresso jure domini regis, qua inquisicione facta, dictus Guillelmus recuperavit terram soceri sui de heresi notati, et senescallus, qui redidit istam terram eidem, ignorabat aliam inquisitionem quam fecerat dominus G. de Apiano[1], tempore quo erat senescallus. Et quia non expediebat dicto Guillelmo subire judicium cum illa, procuravit quod fieret alia, que fuit facta cum amicis dicti Guillelmi et clamdestine. Et est certum, quod in quatuor libris notatorum de heresi, quorum notatorum omnia bona sunt comissa domino regi, est scriptus notatus de heresi socer dicti G. De quibus notatis dominus comes Montisfortis bone memorie et episcopus Biterrensis cum capitulo juraverunt, quod nunquam reverterentur in dicta civitate Biterris dicti notati, nec unquam ipsi vel eorum heredes recuperarent bona sua. Et quando dominus comes Montisfortis amisit dictam terram et dictam civitatem et vicecomes recuperavit eam, socer dicti Guillelmi venit cum notatis de heresi et cum faiditis; et cum dicta civitas et alia terra venit ad regnum vestrum, ipse socer dicti Guillelmi cum aliis notatis et faiditis aufugit. Et si diceret dictus G,, quod dictus socer suus habebat literas a domino papa quod erat bonus christianus, non sibi prosunt, quia fuerunt impetrate tacita veritate, et quia postea fuit conversatus cum aliis notatis de heresi et cum faiditis, ut superius est dictum, nec dominus papa, licet remiteret peccata, potest aliquem restituere in

1. Guilhem de Pyan figure comme sénéchal de Carcassonne dans des actes depuis décembre 1249 jusqu'en 1252; il ne l'était plus en 1255. (*Hist. gén. de Languedoc*, t. VIII, *passim*).

bonis semel domino regi comissis. Que bona etiam dominus comes Montisfortis condam, et vos, domine rex, post ipsum tenuistis continuatis temporibus per XL. annos. Unde dictus Guillelmus non debuit recuperare dictam terram, valentem duo milia librarum. Et multis rationibus possemus dicere, quod dictus G. et uxor ejus non debent habere dictam terram vestram, set longum esset enarrare, et ideo ad presens, brevitatis causa, plura dicere supersedemus. Et quia nobis displiceret si jus vestrum absconderetur, nos et plures alii sumus presto in vestra utilitate vigilare et in istis de jure vestro docere, et quid super his sit statuendum vestra sapiencia disponat.

(*Dix sceaux pendants sur doubles queues de parchemin.*)

XXXVII.

1261-1263.

Comptes municipaux présentés aux gens des comptes du roi.

Cop. de 1338 ou environ. Bibl. nat., Ms. lat. 12814 (Copie du Mémorial *Qui es in cœlis* de la Chambre des comptes), fol. 43. — Cop. du XVIIIe s. des n°s 1 à 11, Arch. nat., P 2288, p. 749.

1. [*Compiègne.* — 24 juin 1262.]

COMPENDIUM. — COMPOTUS VILLE COMPENDII.

RECEPTA. De minagio et coustumis Compendii, pro toto anno : viij^{c}. xl. libre.

De nundinis ibidem, pro toto : c. libre.

De prepositura Marrigniaci[1], Venete[2] et Girondi Mesnilli[3], pro toto : vij^{xx}. libre.

De locationibus domorum et minutis censibus ibidem : xx. libre.

De expletis et talia.

Summa : xj^{c}. libre.

EXPENSE. Feoda, elemosine[4], pro toto anno : iiij^{c}. iiij^{xx}. xv. libre.

1. Margny-lès-Compiègne, Oise, cant. Compiègne.
2. Venette, Oise, cant. Compiègne.
3. Giromesnil, auj. Saint-Sauveur, Oise, cant. Compiègne.
4. Ce n'est pas sans hésitation que j'ai pris le parti de résoudre ainsi l'abréviation qui se trouve dans tous les comptes publiés ici sous la forme ELEM. ou ELEMENT. Tous ceux qui ont publié ou cité quelques-uns de ces comptes ont imprimé : *elementa*, mais sans expliquer ce qu'il fallait entendre par ce terme. J'ai vainement cherché son équivalent dans les comptes rédigés en français du carton J 385 du Trésor des

Johannes Provincialis, assumptus in maiorem Compendii, in natali sancti Johannis Baptiste, anno LXII°., villam Compendii invenit in statu inferius annotato :

Debita que eidem ville tunc debebantur : xxvj^{c}. xxx. libre; et hec debita bona sunt; et xiiij^{c}. lx. libre, que dicuntur prava debita.

Eadem villa tunc debebat annuatim ad vitam : M. iiij^{xx}. libras; et ad usuras : xxxj^{c}. lij. libras; et sine usuris : xxiij^{c}. lxiiij. libras.

2. [*Saint-Quentin.* — 17 juin 1262.]

SANCTUS QUINTINUS. — Robertus Pourcelez, assumptus in maiorem Sancti Quintini, die octava ante nativitatem beati Johannis Baptiste, anno LXII°., villam Sancti Quintini invenit in statu inferius annotato :

Debita que ei debebantur : ij^{M}. libre; et hec dicuntur bona.

Et eadem villa debebat : de redditu, ad vitam : vii^{c}. lx. libre; et M. v^{c}. libras, ad usuram; et viij^{M}. viij^{xx}. libras, sine usura.

Item, eadem villa habet, in redditibus : lxxiij. libr., v. sol., vj. den.;

De residuis et in minutis redditibus : xiij. libr., xij. sol., vj. den.;

Et in quatuor furnis : lxiij libras;

Et calceias, que valent per annum : vj^{xx}. libre;

Et tallias et expleta.

De hiis debetur pro feodis et elemosinis : ij. modii frumenti, et lxxv. libre.

3. [*Crépy-en-Valois*[1], — 24 juin 1262.]

CRISPIACUM. — Johannes de Champbaudon, assumptus in maiorem Crispiaci, die nativitatis beati Johannis Baptiste, anno LXII°., villam Crispiaci invenit in statu inferius annotato :

Debita que ei debebantur : iiij^{c}. iiij^{xx}. xv. libr., ix sol., iij. ob.; et hec dicuntur bona.

---

chartes. Les dépenses désignées par les mots : *dons, presens, bontés,* m'ont paru seules correspondre à celles que nos comptes appellent : ELEM. J'en ai conclu que le copiste du ms. 12814 avait dû ne pas comprendre et mal lire l'abréviation du mot *elemosine* et qu'il fallait le rétablir, ce que j'ai fait.

1. On peut hésiter au premier abord sur l'attribution de ce compte à Crépy-en-Valois plutôt qu'à Crépy-en-Laonnois, mais la comparaison des éléments qui le composent avec ceux des comptes de 1260 de Crépy-en-Laonnois et de Crépy-en-Valois (*Layettes du Trésor des Chartes,* t. III, p. 512 et 553), prouve qu'il faut l'attribuer à cette dernière ville.

Et iiij^{c}. lxiij. libr., xij. sol., vj. den., que dicuntur prava.

Eadem villa debet ad vitam, per annum : ij^{c}. x. libras; et ad usuram : iij^{M}. v^{c}. iiij^{xx}. iiij. libr., xvij sol. ; et sine usura : xj^{c}. libr., cx. sol., vj. den., ob.

Item, eadem villa habet in redditibus, per annum : xj^{xx}. libras, et tria molendina que tenent a rege.

De hiis debent : ij^{c}. iiij^{xx}. x. libras redditus per annum, et vij^{xx}. xiiij. modios bladi, ad mensuram Crispiaci.

4. [*Bruyères-en-Laonnois.* — 29 mai 1262.]

BRUERIARUM. — Hellinus, assumptus in maiorem Brueriarum in Laudunensi, in crastino Penthecosten, anno LXII°., villam invenit in statu inferius annotato :

Redditus ville : vj^{xx}. libre.

Feoda et elemosine : xv. libre.

Restat : cv. libre.

Item, habet in bonis debitis : iiij^{c}. LX. libras.

Inde debet : xij^{c}. lxiiij. libr., xv sol., ad usuram ; et c. libras sine usura ; et ij^{c}. libras ad vitam.

5. [*Vailly-sur-Aisne.* — 29 mai 1262.]

VELLIACUM. — Adam de Retro Monasterium, assumptus in maiorem Velliaci, in crastino Penthecosten, anno LXII°., villam invenit in statu inferius annotato :

Redditus ville : c. libr., xxj. sol.

Feoda et elemosine : lxxiij libre.

Restat : xxviij. libre, xij. den.

Item habet in bonis debitis : iij^{c}. iiij^{xx}. x. libras.

Et ipsa debet : xvj^{xx}. x. libras ad vitam, et xj^{c}. lx. libras ad usuram ; et vij^{c}. liij. libras sine usura.

6. [*Condé-en-Brie.* — 29 mai 1262.]

CONDETUM. — Renaudus li Cloqueniaux, assumptus in maiorem Condeti super Azonam, in crastino Penthecosten, anno LXII°., villam invenit in statu inferius annotato :

Redditus ville : xx. libre.

Feoda et elemosine ; iiij. libre.

Restat : xvj. libre.

Item villa debet : ix^{xx}. iiij. libras ad vitam ; et iij^{c}. libras ad usuram ; et sine usura : lx. libras.

7. [*Laon.* — 11 avril 1262.]

LAUDUNUM. — Hebertus, dictus maior de Senulliaco, assumptus in maiorem Lauduni, tertia die Pasche, anno LXII°., villam invenit in statu inferius annotato :

Redditus ville : iij^{c}. lxiij. libre.

Expense, feoda et elemosine: ij^{c}. xxxv. libre.
Restat: vj^{xx}. viij libre.
Item, habet in bonis debitis: vij^{c}. libras.
Et ipsa debet: v^{c}. xx. libras ad vitam ; et ad usuram: iij^{M}. ij^{c}. libras; et xj^{c}. libras sine usura.

8. [*Cerny-en-Laonnois.* — 29 mai 1262.]

CERNIACUM. — Robertus de Coviniaco, assumptus in maiorem Cerniaci, die crastino Penthecosten, villam invenit in statu inferius annotato:
Redditus: nulli.
Feoda et elemosine.
Nichil habent in bonis debitis.
Et debent ad vitam: iiij^{c}. iiij^{xx}. xij. libr., x. sol.; et ad usuram: xiiij^{c}. lx. libras.

9. [*Bray-sur-Somme.* — 16 avril 1262.]

BRAYUM. — Johannes Letente, assumptus in maiorem Braii, die octabe Pasche, invenit villam in statu inferius annotato:
Redditus ville: xx. libr., xix. sol., iij. den.
Expense, feoda et elemosine: lix. sol., iij. den.
Restat: xviij. libre.
Item, habet in debitis: c. xiij. libras.
Et ipsa debet, sine usura: ix^{c}. l. libr., vj. sol.

10. [*Chaumont en Vexin.* — 2 juillet 1262.]

CALVUS MONS. — Robertus Cotele, assumptus in maiorem Calvi Montis, dominica post festum apostolorum Petri et Pauli, invenit villam in statu inferius annotato:
Redditus ville: iij^{c}. xviij. libre.
Expense, feoda et elemosine: iij^{c}. xiij. libre.
Restat: c. sol.
Et debet, ad vitam: xl. libras; et ad usuram: vj^{xx}. libras; et vj^{xx}. libras, sine usura.

11. [*Senlis.* — 29 juin 1262.]

SILVANECTUM. — Lambertus de Porta, assumptus in maiorem Silvanecti, in festo apostolorum Petri et Pauli, invenit villam inferius (*sic*) in statu annotato:
Redditus ville: vj^{c}. lx. libr., x. sol., et ix^{xx}. xiij. modii, iiij. mine bladi, et iiij. modii salis, ad mensuram Silvanecti.
Expense, feoda et elemosine: v^{c}. xlvij. libre, xix. sol., et vij^{xx}. xvij. modii, iiij. mine bladi, et iiij. modii salis.
Restat: c.xij. libre, xj. sol. et xxxvj. modii bladi.

Item, habet in debitis : c.xvj. libras.
Et debet ad vitam : iij^{c}. iiij^{xx}. xvij. libras, x. sol. ; et ad usuram : ij^{m}. c. libras ; et sine usura : v^{c}. iv. libras.

12. [*Amiens.* — 11 avril 1262.]

AMBIANUM. — Nicholaus Belemer, assumptus in maiorem Ambiani, feria tercia post Pascham, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : xxxvj. libr., xiiij. sol.
Debet in feodis et elemosinis : xlv. libr., ij. sol., vj. den.
Et ita debet ultra quod habet : viij. libr., viij. sol., vj. d.
Item, debet sub usura : v^{m}. v^{c}. iiij^{xx}. viij. libras, xij. den.; et sine usura : iiij^{m}. ij^{c}. iiij^{xx}. ix. libr., xvj. sol., iiij. den.; et ad vitam : xix^{c}. libras.
Et debetur ei : ij^{m}. ix. libr., vj. sol., vj. den.

13. [*Doullens.* — 16 mars 1261-1262.]

DULLENDUM. — Girardus de Passu, assumptus in maiorem Dullendi, in media Quadragesima, anno LXI°., invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : nulli.
Et debet in feodis et elemosinis : x. libras.
Nichil debetur ei.
Et debet ad vitam : xj^{xx}. xiij. libr., x. sol.; sub usura : vij^{xx}. libras ; et sine usura : nichil.

14. [*Noyon.* — 12 avril 1262.]

NOVIOMUM. — Symon Malice, assumptus in maiorem Noviomi, feria quarta post Pascham, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : xiij. sol., iiij. den.
Et debet in feodis et elemosinis ; viij^{xx}. libras.
Et debentur ei : iiij^{c}. libre in debitis.
Et hec debet sub usura : xiij^{c}. libras ; et sine usura : ij^{m}. vij^{c}. libr., c. sol.; et ad vitam : M. lij. libr., x. sol.

15. [*Saint-Riquier.* — 9 octobre 1262.]

SANCTUS RICHERUS. — Johannes de Velliaco, assumptus in maiorem Sancti Richeri, in festo Sancti Dyonisii, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato ;
Redditus ville : vj. libre.
Et debet pro feodis et elemosinis : xx. solidos[1].

1. Le ms. porte : « xx. libras », mais il est clair qu'il y a ici une faute de copie et qu'il faut corriger : « solidos ».

Restat: c. sol.
Debentur ei: ix^{xx}. x. libre.
Et debet ad vitam: iij^{c}. iiij^{xx}. xix. libras; et sub usura: ij^{m}. iiij^{c}. xviij. libr., xviij. sol., vij. den.

16. [*Corbie.* — 30 avril 1262.]

CORBIA. — Gilo Bruni, assumptus in maiorem Corbie, in quindena post Quasimodo, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato:
Redditus ville: xl. libre.
Et debet in feodis et elemosinis: nichil.
Debentur ei: iiij^{c}. xxix. libr., ij. sol.
Et debet ad vitam: iiij^{c}. lxx. libras; et sub usura: ij^{m}. xj^{xx}. xix. libras; et sine usura: iij^{m}. viij^{c}. lxxiij. libras.

17. [*Chaudardes.* — 29 mai 1262.]

CHAUDARDA. — Robertus Savoir, assumptus in maiorem de Chaudadre, die crastina Penthecosten, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato:
Redditus: nulli.
Et debet in feodis et elemosinis: lxiij. libras; et ad vitam: vj^{xx}. libr., c. sol.; et ad usuram: ij^{c}. libras.

18. [*Soissons.* — 24 juin 1262.]

SUESSIONUM. — Petrus ad Pisa, assumptus in maiorem Suessionum, die nativitatis beati Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato:
Redditus ville: xiiij. sextarii vini, estimati x. solidi.
Et debet in feodis et elemosinis: vj^{xx}. xv. libras.
Item debetur ei: xxx. libre, pro scambiis.
Et sic restat quod plus debet quam habeat in redditibus: c. iiij. libras, x. sol.
Item villa debet ad vitam: xvij^{c}. l. libras; et ad usuram: iij^{m}. libras; et sine usura: ij^{m}. vij^{c}. libras.
Et debetur ei: xxviij^{c}. libre, tam in bonis debitis quam in pravis.

19. [*Mantes.* — 24 juin 1262.]

MEDUNTA. — Henricus de Granchia, assumptus in maiorem Medonte, die nativitatis sancti Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato:
Redditus ville: xiij^{xx}. xiij. libre.
Et debet in feodis et elemosinis: ij^{c}. libr., lxxj. sol., vj. den.

Restat : lxix. libr., viij. sol., vj. den.[1].
Et debetur ei : vij^{xx} libr., xl. sol.
Et debet : vj^{xx}. libras.

20. [*Meulan.* — 24 juin 1262.]

MEULLENTUM. — Guillelmus de Aubergeinvilla, assumptus in maiorem Mellenti, die sancti Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : iiij^{xx}. x. libre.
Et debet in feodis et elemosinis : vij^{xx}. libras.
Et sic debet plus quam habeat in redditibus : l. libras.
Et debet sub usura : ij^{c}. iiij^{xx}. xviij. libras ; et c. libras sine usura.

21. [*Beaumont-sur-Oise.* — 29 juin 1262.]

BELLUS MONS. — Renaud de Lusarchia, assumptus in maiorem Belli Montis, die sanctorum apostolorum Petri et Pauli, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : iiij^{c}. xxiiij. libr., vij sol., et xix. modii bladi.
Et debet in feodis et elemosinis : iiij^{c}. libr., c. sol., et bladum predictum totum.
Restat : xix. libr., vij. sol.
Et debetur ei : viij^{c}. libre.
Et ipsa debet ad vitam : ij^{c}. vj. libras ; et ad usuram : ix^{c}. lx. libr., xj. sol., v. den.; et sine usura : vj^{xx}. libras.

22. [*Chauny.* — V. le 24 juin 1262.]

CALNIACUM. — Radulphus Lecherie, assumptus in maiorem Calniaci, die circa nativitatem beati Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : xxxviij. libre.
Et debet in feodis et elemosinis : lx. solidos.
Restant : xxxv. libre.
Et debetur ei : iiij^{c}. xxxiij. libr., xxij. den.
Et ipsa debet : ij^{c}. xxviij. libras, ad vitam ; et sub usura : c. libras ; et sine usura : xv^{c}. lix. libr., vj. den.

23. [*Péronne.* — 24 juin 1262.]

PERONA. — Robertus de Leonibus, assumptus in maiorem

1. Le reste devrait être : 68 l. 9 s. 6 d.

Peronensem, die nativitatis beati Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : iiij. libre.

Et debetur ei : iiij^{c}. xx. libr., xv. sol., x. den.

Et ipsa debet : vij^{c}. xxxv. libras ad vitam ; et sub usurâ : xxiiij^{c}. xxij. libr., xj. sol., xj. den. ; et sine usura : xxiiij^{c}. lx. libr., xix. sol., iij. den.

24. [*Pont Sainte-Maxence*. — 24 juin 1262.]

PONS. — Herveus Juvenis, assumptus in maiorem Pontis, die sancti Johannis Baptiste, anno LXII°., invenit villam inferius in statu annotato :

Redditus ville : circa vij^{c}. xxxiiij. libre.

Et debet in feodis et elemosinis : v^{c}. lxxij. libras.

Restat : vj^{xx}. viij. libre[1].

Et debetur ei : iiij^{c}. xlv. libre.

Et debet, ad vitam : ij^{c}. libras ; et sub usura : xv^{c}. xvij. libras ; et sine usura : vj^{xx}. vij. libras.

25. [*Athies*. — 24 juin 1262.]

Johannes Quintini, assumptus in maiorem Atheyarum, die sancti Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : xv. libr., x. sol.

Et debet in feodis et elemosinis : xxx. libras.

Et sic debet plus quam habeat in redditibus : xiiij. libr., x. sol.

Et debetur, sub usura : vj^{xx}. libre ; et sine usura : viij^{xx}. viij. libre.

Et debetur ville : xlvj. libr., vj. sol.

26. [*Chambly*. — 24 juin 1262.]

Johannes Fetart, assumptus in maiorem Chambliaci, die sancti Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : vij^{c}. lxix. libre.

Et debet in feodis et elemosinis : viij^{c}. xxxiij. libras.

Et sic debet plus quam habeat in redditibus : lxiiij. libras.

Et debet, ad vitam : xvi^{xx}. libr., c. sol. ; et sub usura : xij^{c}. lx. libras ; et sine usura : xiiij^{xx}. vij. libr., x. sol.

Et debetur ville : iij^{c}. libre.

---

1. Le reste devrait être de 162 l.

27. [*Poissy.* — 24 juin 1262.]

Johannes Bagoul, assumptus in maiorem Pissiaci, in natali beati Johannis, invenit villam in statu inferius annotato:
Redditus ville : vj^{c}. x. libre.
Et debet pro feodis et elemosinis : vj^{c}. libras.
Restat : x. libre.
Et debetur ei : xij^{xx}. libre.
Nichil debet.

28. [*Beauquesne.* — 12 avril 1262.]

Septem scabini facti apud Bellam Quercum, feria quarta post Pascham, anno LXII°., invenit (*sic*) villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : nulli.
Habet in denariis : xij. libras.
Et debet sub usura : xj^{xx}. viij. libras.

29. [*Cappy.* — 24 juin 1262.]

Hugo de Perona, assumptus in maiorem Capiaci, die sancti Johannis Baptiste, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : xix. modii avene, et viij. libr., xiiij. sol.
Et debet in feodis et elemosinis.
Et debet : xx. libras, sine usura.

30. [*La Neuville-Roi.* — 24 juin 1262.]

Henricus Faber, assumptus in maiorem Nove Ville Belvasensis, die nativitatis sancti Johannis, invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : iiij^{xx}. xij. libre.
Et debet in feodis et elemosinis : vij^{xx}. vj. libras.
Et ita debet ultra quod habet : liiij. libras.
Et ad vitam : cxiij. libras ; et sub usura : iiij^{c}. lxxj. libras ; et sine usura : iij^{c}.
Et de hiis debentur ei : vij^{xx}. viij. libr., xvj. sol.

31. [*Montreuil.* — 26 février 1262 *ou* 18 février 1263.]

Johannes de Bello Ramo, assumptus in maiorem Monsterolii, die dominica in Brandonibus, invenit villam in statu inferius annotato :
Redditus ville : xxxvj. libre.
Feoda et elemosine : vj. libre.
Restat : xxx. libre.

Et habet in bonis debitis et pravis : vj^{c}. xxxiij. libr., xv. sol., iij. den.

Et debet ad vitam : vij^{c}. libr., c. sol.

32. [*Roye*. — 24 juin 1262.]

Michael Maçon, assumptus in maiorem Roye, die nativitatis beati Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : nulli.

Et debet in feodis et elemosinis : c. libras.

Et ad vitam : iiij^{c}. lix. libras; et ix^{c}. xxvj. libr., iiij. sol. sine usura.

33. [*Asnières-sur-Oise*[1]. — 24 juin 1262.]

Laurencius de Campania, assumptus in maiorem Asneriarum, die sancti Johannis, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : vij^{xx}. iiij. libre.

Feoda et elemosine[2] : cxj. libr., x. sol.

Et sic habet ultra quod debet[3] : xxxij. libr., x. sol.

Et debet[ur] ville : xx. libre.

Et debet ad vitam : lv. libras; et sub usura : lx. libras; et sine usura : xxvj. libras.

34. [*Crandelain*. — 29 mai 1262.]

Hebertus Ferrici, assumptus in maiorem Crandeleii, in crastino Penthecosten, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : nulli.

Et debet in feodis et elemosinis : xxx. libras.

Et ad vitam tunc debebat : xvj^{xx}. libras; et sub usura : viij^{xx}. x. libras; et sine usura : iij^{c}. libras.

35. [*Crépy-en-Laonnois*. — 10 avril 1262.]

Evrardus Fauviaux, assumptus in maiorem Crispiaci in Laudunis, in crastino Pasche, invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : lxij. libre.

Et pro feodis et elemosinis : c. libr., l. sol.

Et ita debet ultra quod habet : xl. libr., x. sol.

---

1. Le même compte se retrouve au f° 49 v°, avec la mention suivante en marge : « Est alibi in folio precedenti. »
2. La copie du fol. 49 v° porte : « Et debet pro feodis et elemosinis. »
3. La copie du fol. 49 v° porte simplement : « Restat. »

Et debet sub usura : v^c. x. libras.
Nichil debetur ei.

36. [*Sens.* — 24 juin 1262.]

Nicholaus de Villario, assumptus in maiorem Senonensem, in natali beati Johannis Baptiste, invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : ij. sol., viij. den.

Et debet in feodis et elemosinis : ij. solidos.

Restat : viij. den.

Et debetur ei : xj^c. liij. libr., xij. sol., x. den.

Et debet, ad vitam : xxx. libras ; et sine usura : iiij^c. lxxij. libr., xvij. sol., iij. den.

37. [*Pontpoint.* — 24 juin 1262.]

Thomas de Moncello, assumptus in maiorem Ponpognii, in natali beati Johannis Baptiste, invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : lxxix. libr., xiiij. sol., et xxviij. modii et ij. mine bladi, et xviij. modii et ix. mine avene.

Et debet in feodis et elemosinis : vj^xx. xix. libr., xvij. sol., et xx. modios, iij. minas bladi, et x. modios et iij. minas avene.

Et ita debet in denariis ultra quod habet : lx. libras, iij. sol.; et restat : vij. modii, xj. mine bladi, et viij. modii et vj. mine avene.

Et debetur ei : lij. libre in debitis.

Et debet ad vitam ; lij. libr., x. sol. ; et sub usura : vij^xx. libras ; et sine usura : xix. libr., v. sol.

38. [*Montdidier.* — 10 avril 1262.]

Obertus Gueroud, assumptus in maiorem Montis Desiderii, die crastina Pasche, anno LXII°., invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : vj^c. x. libre.

Et debet in feodis et elemosinis : vj^c. xl. libras.

Et sic debet : xxx. libras plus quam habeant (*sic*) in redditibus.

Et ad vitam : xxv. libras; et sine usura : iiij^m. iij^c. xlij. libras.

Et debetur ei : xiiij^c. libre.

39. [*Doullens.* — 13 novembre 1263.]

Compotus ville Dullendi, die martis post festum sancti Mar-

tini hyemalis, anno LX°. tercio, per Girardum de Passu, qui fuerat maior, anno preterito.

RECEPTA. — De talliis : ix^{c}. xix. libr., xvij. sol.

De mutuo sibi facto sub usura : ij^{c}. libre.

De expletis et legatis : l. libr., ij. sol.

De introitu communie : c. solidi.

Summa : xj^{c}. lxxiiij. libr., xix. sol.

EXPENSE. — Pro redditibus ad vitam, per annum : xj^{xx}. xiij. libr., x. sol.

Et a media Quadragesima usque ad hunc terminum, pro eisdem redditibus : ix^{xx}. libr., lxx. sol.

Pro redditu debito capellanie Domus Dei, per annum : x. libre.

Et pro tribus terminis, a media Quadragesima usque ad hunc terminum : vij. libr., x. sol.

Pro debitis redditibus : iij^{c}. xl. libre.

Et pro usura : xxxv. libre.

Pro operibus : lxv. libre.

Pro presenti : cxvj. libr., vij. sol.

Pro expensis factis pro negociis ville : vij^{xx}. vij. libr., ij. sol.

Pro salariis clerici et servientium ville : xxxvij. libre.

Summa : xj^{c}. lxxiiij. libr., xix. sol., et quitatio.

Compotus iste factus fuit presente Johanne dicto Blanpoinier, novo maiore.

40. [*Saint-Riquier.* — 15 novembre 1263.]

Compotus ville Sancti Richeri, factus per Johannem de Velliaco, tunc maiorem, die jovis post festum sancti Martini hyemalis, anno LX°. tercio.

RECEPTA. — De debitis solutis : xxiiij. libre.

De talliis et aliis : xvij^{c}. xxiij. libr., ij. sol.

Summa : xvij^{c}. xlvij. libr., ij. sol.

EXPENSE. — Pro denariis solutis regi pro debito quod debebant sine usura : c. libre.

Pro denariis redditis pro debito sub usura : iij^{c}. l. libre.

Pro usura : xij^{xx}. x. libre.

Pro redditu debito ad vitam : iij^{c}. iiij^{xx}. xix. libre.

Maiori : ij^{c}. libr., pro salario.

Pro presentibus factis regi et aliis : lxj. libre.

Pro expensis maioris et scabinorum, et pro xx. libris

quas debebant pro negociis ville : iij^{c}. xiiij. libr., ij. sol.
Pro salario clericorum et servientium: lj. libre.
Et pro operibus murorum : xxij. libre.
Summa : xvij^{c}. xlvij. libr., ij. sol.

Restat quod debebantur ville : viij^{xx}. vj. libre; et habebat vj. libras redditus.

Et debebantur pro feodis et elemosinis annuatim : xx. libre ; et sub usura : xix^{c}. lxviij. libr., xviij. sol., vij. den.; et iij^{c}. iiij^{xx}. xix. libre, ad vitam.

41. [*La Neuville-Roi.* — 16 novembre 1263.]

Compotus Ville Nove in Belvasino per Henricum Fabrum maiorem, anno preterito, factus die veneris post festum sancti Martini hyemalis, anno LX°. tercio.

RECEPTA. — De redditibus ville per annum usque ad sanctum Johannem Baptistam : c. libr., xvj. sol., vj. den.
De eisdem redditibus usque ad sanctos Symonem et Judam : xxv. libre.
De debitis receptis : vij^{xx}. ix. libr., vj sol., viij. den.
De mutuo sibi facto : viij^{xx}. libr., c. sol.
De tallia ville : viij^{xx}. xvij. libr., x. sol.
De expletis et legatis : xxxviij. libre.
De xxxix. libris venditis, ad vitam : xiiij^{xx}. xviij. libre.
Summa : ix^{c}. liij. libr., xiij. sol., ij. den.

EXPENSE. — Pro feodis et elemosinis : vij^{xx} xiiij. libr., xvj. sol., viij. den.
Et pro redditu soluto a festo sancti Johannis usque nunc : viij. libr., x. sol.
Pro redditu debito ad vitam : cxiij. libre.
Pro debito soluto : v^{c}. xiij. libre.
Pro presenti : vij. libre.
Pro negociis ville : vij^{xx}. xv. libr., vij. sol., vj. den.
Pro clerico et serviente : vj. libr.
Summa : M. xlviij. libr., xiiij. sol., ij. den. Falsa [1]

Debetur eis : iiij^{xx}. xv. libr., xij. den.
Et sciendum est quod habent; iiij^{xx}. xij. libras redditus.

---

1. Cette mention placée en marge indique qu'il y a erreur dans le total, qui devrait être en effet de 957 l. 14 s. 2 d.

Et debent pro feodis et elemosinis : vij^{xx}. vj. libras.
Et debent ad vitam : vij^{xx}. xij. libras.
Et debent sine usura : iiij^{c}. iiij^{xx}. libr., xxj. sol.

42. [*Chauny.* — 17 novembre 1263.]

Compotus ville Chauniaci, factus sabbato post sanctum Martinum hyemalem, anno LX°. tercio, per Radulphum Lecherie quondam maiorem, presente Petro Buire tunc maiore.

RECEPTA. — De tallia ville : iij^{c}. iiij^{xx}. xviij. libre.
De debitis solutis : iiij^{c}. vij. libr., xix. sol., vj. den.
De redditibus ville : xxxviij. libre.
De introitu communie : xiiij. libre.
De exitu communie : cxvj. solidi.
De expletis : xl. libr., x. sol.
De depositis ville traditur : xj^{xx}. vij. libr., xij. sol., x. den.
Summa : xj^{c}. xxxj. libr., xviij. sol., iiij. den.

EXPENSE. — Pro feodis et elementis : lx. sol.
Pro redditibus ad vitam : ij^{c}. xxviij. libre.; et de hoc anno : xx. libre.
Ad introitum augusti, pro operibus murorum .....[1]. et aliorum : ix^{xx}. xiiij. libr., viij. sol., vj. den.
Pro expensis maioris pro negociis ville : iiij^{xx}. x. libr., iij. sol., ix. den.
Pro salariis guetarum et clericorum : lix. libre.
Pro presentibus factis regi et aliis : xxxv. libr., v. sol.
Pro usura soluta : xx. libre.
Pro denariis redditis : iiij^{c}. iiij^{xx}. iiij. libr., x. sol.
Summa : xj^{c}. xxxiiij. libr., vij. sol., iij. denarii.

Debetur ei : xlviij. sol., xj. den.
Et sciendum est quod villa habet xxxviij. libras redditus.
Et debet pro feodis et elementis : lx. solidos.
Et debebatur ei : xxv. libr., ij. sol., iiij. den.
Et villa debet ad vitam : ix^{xx}. xviij. libras.
Et debet : xiiij^{c}. iiij. libr., xij. sol., iij. den. sine usura.

43. [*Amiens.* — 18 novembre 1263.]

Compotus ville Ambiani, factus dominica in octabis beati

1. Il m'est impossible de déchiffrer ce mot : je lis : « panom » avec l'm finale surmontée d'un —.

Martini hyemalis, anno LX°. tercio, per Nicholaum Belemer quondam maiorem, presente Johanne Priore Ruffo, tunc maiore.

RECEPTA. — De tallia ville : v^{M}. v^{c}. lxxvj. libr., xvj. den.
De redditibus ville : xxxvj. libr., xiiij. sol.
Et a Pascha usque ad festum Symonis et Jude ; x. libr., xij. sol., viij. den.
De legatis : ix^{xx}. xvij. libr., v. sol.
De eschetis ville : xxx. libr., xix. sol.
De cv. libris venditis ad vitam : viij^{c}. iiij^{xx}. libr.
De debitis solutis : vj^{c}. iiij^{xx}. xix. libr., xvij. sol.
Summa : vi^{M}. iiij^{c}. xxxj. libr., ix. sol.

EXPENSE. — Pro feodis et elementis de anno et dimidia : lxiiij. libr., ij. sol., vj. den.
Pro redditibus ad vitam de hoc termino : ij^{M}. vj^{c}. xxv. libre.
Pro usuris solutis : M. lxiij. libr., xvj. sol.
Pro expensis maioris et scabinorum, pro villa : ix^{c}. iiij^{xx}. libr., lx. sol., ij. den.
Pro guetis, clericis et servientibus ville : iij^{c}. iiij^{xx}. vij. libr., viij. sol., x. den.
Pro presentibus factis regi et aliis : ix^{xx}. vj. libr., xij. sol., vj. den.
Pro debitis solutis : iij^{M}. lix. libr., ij. sol., vj. den.
Summa : viij^{M}. iij^{c}. lxix. libr., ij. sol., vj. den.

Debetur : ix^{c}. xxxvij. lib., xiij. sol., vj. den.
Et sciendum est quod villa habet xxxvj. libr., xiiij. sol. redditus,
Et debet in feodis et elemosinis : xlv. libr., ij. sol., vj. den.
Et expense ultra recepta : ix^{c}. xxxvij. libr., xiij. sol , vj. den., quas debet ad usuram ; et iiij^{M}. iij^{c}. xviij. libr., xiiij. sol., x. den., ad usuram ; et ij^{M}. v^{c}. libre, sine usura.
Et debetur : xiij^{c}. ix. libr., ix. sol., vj. den.
Et debent ad vitam ; xviij^{c}. xlv. libras.

44. [*Beauquesne.* — 1263.]

Compotus ville Belle Quercus per VII^{tem}. scabinos veteres, presentibus novis scabinis, anno LX°. tercio.

RECEPTA. — De debitis solutis : xij. libre.
De tallia ville : ij^{c}. xj. libr., x. sol.
Summa : xj^{xx}. libr., lxx. sol.

EXPENSE. — Pro debitis solutis: xlviij. libre.
Pro usuris: lxix. libre.
Pro operibus: xvij. libr., xiij. sol.
Pro presentibus: xxxij. libr., xij. den.
Pro negociis ville: xxvij. libr., v. sol., vj. den.
Pro clerico et servientibus ac gueto ville: xxvij. libr., ix. den.
Summa: xj^xx. libr., xx. sol., iij. den.

Debet: xlix sol., ix. den.
Et sciendum est quod villa nullos habet redditus, et debet sub usura: ix^xx. libras.

45. [*Pont-Audemer.* — 28 octobre 1263[1].]

Radulphus Garde, assumptus in maiorem Pontis Audomari, dominica in festo apostolorum Symonis et Jude, invenit villam in tali statu:
Villa habet, in halis: xxxviij. libras redditus, et xl. libras que debentur eis.
Villa predicta debet in feodis: xxviij. libras.
Restat quod: x. libre redditus, et xx. libre mobilis.

46. [*Verneuil.* — 28 octobre 1263.]

Guillelmus de Moreto, assumptus in maiorem ville Vernolii, dominica in festo apostolorum Symonis [et] Jude, invenit villam in statu inferius scripto:
Villa nichil habet in redditibus, nec aliquid debet in redditibus, nec aliquid mobile debetur ei, sed debet: ij^c. libras turonensium.

47. [*Rouen.* — 25 décembre 1261.]

Vincentius de Valle Richerii, assumptus in maiorem Rothomagi, in Natali, anno LXI°., invenit villam ipsam in statu inferius annotato.
Redditus ville: vij^xx., et ij^c. libre hanssiis estimate.
Summa iij^c. xl. libre.
Et debet in feodis et elemosinis: vij^xx. xiij. libr., xij. sol.
Restat: ix^xx. vj. libr., viij. sol[2].

---

1. Bien que ce compte et le suivant n'aient pas de date d'année, il faut certainement les rapporter à 1263, année où la fête des ss. Simon et Jude est tombée un dimanche.
2. Le reste est en réalité de 187 l. 12 s.

Item, debet ad vitam : xl. libras ; et sub usura, nichil ; et sine usura : iij^M^. ix^c^. xxiiij. libr., x. sol.

De hoc debebantur eidem ville : iij^M^. iij^c^. xx. libre.

48. [*Falaise.* — 1er novembre 1261.]

Odo filius Vitalis, assumptus in maiorem Falesie ad pa[r]lamentum Omnium Sanctorum, anno LXI°., invenit villam in statu inferius annotato :

Redditus ville : nulli.

Et debet, ad vitam : x. libras ; et xxx. libras sine usura ; et cum usura, nichil.

XXXVIII.

1272.

Extrait de la liste des convocations faites pour l'ost de Foix

(*Recueil des historiens de France*, t. XXIII, p. 734, d'apr. André de la Rocque, *Traité du ban et de l'arrière-ban, Preuves*, p. 33).

NOMINA MILITUM ET ALIORUM BAILLIVIÆ CADOMENSIS QUI SUBMONITI SUNT QUOD IDEM SINT TURONIS HAC INSTANTI QUINDENA POST PASCA, IN ARMIS ET EQUIS, PRO SERVITIO DOMINI REGIS FACIENDO.

§ 6. — In vicecomitatu Falesiæ

. . . .

Communitas Falesiæ.

§ 7. — Burgenses Cadomenses submoniti sunt quod intersint Tholosæ ad mensem post Pasca, et burgenses Baiocenses similiter.

NOMINA CITATORUM QUI DEBENT SERVICIUM DOMINO REGI.

§ 46. — Vernolium

. . . .

Communia Vernolii.

---

§ 6. — Falaise, Calvados.
§ 7. — Caen, Bayeux, Calvados.

§ 53. — Nomina villarum citatarum balliviae Vernolii et Gisortii.

1. Vernolium.
2. Britolium.
3. Nonancurtis.
4. Gavilla.
5. Tilletum.
6. Glocetum.
7. Lira.
8. Rugla.
9. Aquila.
10. Quicuba.
11. Castrum Novum.
12. Brutolium.
13. Bona Molendina.
14. Ebroicum.
15. Aquigneium.
16. Crux Sancti Leufridi.
17. Nogentum Eremberti.
18. Anetum.
19. Breevallis.
20. Andeleium vetus et novum.
21. Noionum super Andelam.
22. Pons Sancti Petri.
23. Leones.
24. Gisortium.
25. Estrepigneium.
26. Feritas Frenelli.
27. Sanctus Evrenis.
28. Senonchiis.

§ 58. — Villæ citatæ.

29. Villa de Paceio citata.
30. Villa de Menilles.
31. Villa de Grandi Silva.
32. Villa de Sancti Aquilini juxta Paceium.
33. Villa de Garenseriis.

---

§ 53. — 1. Verneuil, Eure, ar. Evreux. — 2. Breteuil, Eure, ar. Evreux. — 3. Nonancourt, Eure, ar. Evreux. — 4. Gauville, Eure, cant. Evreux. — 5. Tilly, Eure, cant. Ecos. — 6. Glos-la-Ferrière, Orne, cant. La Ferté-Fresnel. — 7. Vieille-Lyre et Neuve-Lyre, cant. Rugles. — 8. Rugles, Eure, ar. Evreux. — 9. Laigle, Orne, ar. Mortagne-sur-Huine. — 10. Quittebo (?), Quillebeuf, Eure, cant. Evreux. — 11. Châteauneuf-en-Thimerais, Eure-et-Loir, ar. Dreux. — 12. *Doit être pour :* Bruerolíæ *ou* Brierolíæ, Brezolles, Eure-et-Loir, arr. Dreux. — 13. Bonsmoulins, Orne, cant. Moulin-la-Marche. — 14. Evreux, Eure. — 15. Acquigny, Eure, cant. Louviers. — 16. La Croix-Saint-Leufroy, Eure, cant. Gaillon. — 17. Nogent-le-Roi, Eure-et-Loir, ar. Dreux. — 18. Anet, Eure-et-Loir, ar. Dreux. — 19. Bréval, Seine-et-Oise, cant. Bonnières. — 20. Les Andelys, Eure. — 21. Noyon-sur-Andelle, *auj.* Charleval, Eure, cant. Fleury-sur-Andelle. — 22. Pont-Saint-Pierre, Eure, cant. Fleury-sur-Andelle. — 23. Lyons-la-Forêt, Eure, ar. Les Andelys. — 24. Gisors, Eure, ar. Les Andelys. — 25. Etrépagny, Eure, ar. Les Andelys. — 26. La Ferté-Fresnel, Orne, ar. Argentan. — 27. *Pour* Sanctus Evrulfus, Saint-Evroult, Orne, cant. La Ferté-Fresnel. — 28. Senonches, Eure-et-Loir, ar. Dreux.

§ 58. — 29. Pacy-sur-Eure, Eure. — 30. Ménilles, Eure, cant. Pacy. — 31. Grossœuvre, Eure, cant, Saint-André. — 33. Saint-Aquilin-de-Pacy, Eure, cant. Pacy. — 33. Garancières, cant. Saint-André.

XXXIX.

Paris, 1272-1273, 3 janvier.

Pariage conclu entre le roi de France Philippe III et l'abbaye de Montfaucon[1], *pour les villes et villages de Montfaucon, Septsarges, Gercourt, Drillancourt, Chéhery, Epinonville et Gesnes*[2].

Orig. scell. Arch. nat. J 397, nº 7.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Fulco et Acelinus, canonici et procuratores Johannis prepositi, Nicholay decani, tociusque capituli ecclesie Montisfalconis, Remensis dyocesis, salutem in Domino.

Pateat universis quod nos, pensantes utilitatem ecclesie nostre Montisfalconis, et nostram terre nostre et hominum nostrorum transquillitatem et pacem modis omnibus procurare volentes, auctoritate et potestate a predictis preposito, decano et capitulo nobis tradita et concessa, ob custodiam ecclesie nostre prefate et nostram, terre nostre et hominum nostrorum et bonorum, excellentissimum dominum nostrum Ph., Dei gracia Francorum regem, associamus in medietate omnium possessionum, jurium, justiciarum nostrarum, ad ecclesiam nostram predictam spectantium, videlicet in villis de Montefalconis, de Chesserges, de Cuisiaco, de Gericort, de Druyllancort, de Ceri, de Espenonvile, de Gennes, et in hominibus commorantibus in eisdem, et in omnibus aliis hominibus et rebus nostris ubicumque in regno Francie existentibus, in terragiis, nemoribus, pratis, aquis, vivariis, furnis, molendinis, factis et faciendis, in villis edificandis, et in omnibus accrescentiis que fient de cetero in terra nostra predicta, exceptis decimis nostris, grossis et minutis, et locis in quibus sunt defunctorum anniversaria constituta, et furnis constructis et construendis in villa nostra de Montefalconis, quorum proventus ad cotidianas distributiones in nostra predicta ecclesia faciendas specialiter reservamus, et toto nemore nostro quod Fael vulgariter appellatur, quod ad usum nostrum et concanonicorum nostrorum et opus nostre ecclesie retinemus, et tribus

1. Abbaye de chanoines réguliers, Meuse, arr. Montmédy.
2. Septsarges, Gercourt, Drillancourt, Epinonville, Gesnes, Meuse, cant. Montfaucon. — Chéhery, Ardennes, arr. Vouziers, canton Grandpré.

hominibus per nostrum capitulum eligendis semper et successive in villa de Montefalconis predicta, et ad servicium nostre ecclesie per ipsum capitulum deputandis, qui in omnimoda jurisdictione dicti capituli perpetuo remanebunt, et qui ab omni servitio, exercitu, consuetudine et costuma dicti domini regis et successorum suorum erunt liberi et immunes; ita tamen quod dictus dominus rex et sui successores, nos, ecclesiam nostram, terram et homines semper manutenebunt, nec extra manum suam ponere poterunt; necnon terra nostra prefata dictus dominus rex vel ipsius successores se poterunt accrescere sine nobis, nec nos etiam sine ipsis, nisi sub forma, modo et conditione superius annotatis. Volumus et in hoc consentimus quod dictus dominus rex et successores ipsius in villa nostra de Montefalconis et in tota terra nostra unum habeat prepositum et nos alium, pro custodia sui juris et nostri, ita tamen quod prepositus qui per dominum regem vel successores suos ponetur jurabit in capitulo nostro quod nos, ecclesiam nostram, jura, terram et homines ipsius ecclesie servabit fideliter et tractabit, et prepositus qui ponetur a nobis domino regi predicto et successoribus ejus simile faciet juramentum.

In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Actum Parisius, die martis post circoncisionem Domini, anno ejusdem millesimo ducentesino septuagesimo secundo.

(*Sceaux d'Acelin et de Foulques pendants sur doubles queues de parchemin.*)

XL.

Noyon. 1278-1279, 19 février.

Projet de liquidation des dettes de la ville de Noyon proposé au roi par la commune.

Orig. scell. Arch. nat., J 1035, n° 33. — *Fac-sim.*, *Recueil de fac-similés à l'usage de l'Ecole des Chartes*, n° 58. — *Ed.*, A. de Boislisle, *Une liquidation communale sous Philippe le Hardi*, dans *Annuaire-bulletin de la Soc. de l'hist. de France*, 1872, p. 86, et à part, p. 7.

ORDINACIO NOVIOMENSIS PRO COMMUNIA.

Vez ci l'estat de la ville de Noion. La ville doit xvi^{m}. livres, poi plus ou mains, a l'estimation du maire et des eschevins, c'est a savoir : a ceus qui sunt asenez des rentes a vie, et a ceus qui lour ont baillez lour quemandes en garde, et a ceus

desquels il ont emprunté por le besoing de la ville, don nos, auditors, devons avoir les nons et les parties, que nos vos porteron.

Vez ci la delivrance ordrenée par devant nos, auditors, du conseil du maior et des jurés de Noion, au plus profitablement que l'en pourra, por la ville aquiter, si plaist a nostre seingnor le roy.

Premierement, il doivent XLII^{c}. livres et XX. livres parisis de rente a vie chascun an, por laquele deite rendre chascun an la ville, du quemun assentement, s'est acordée que il paieront par taille, ceste premiere anée, VI^{M}. livres, et chascun an apres cele meesme summe, se celui qui i sera de par lou roy voit que il le puissent fere, jusqu'a tant que la deite devant dite, c'est a savoir XVI^{M}. livres et les rentes a vie, soient paiées. Et sera levée la taille par celui que li roys i establira, et en contera par devant les mestres des contes le roy, presenz aucuns des proudeshomes de Noion qui pour ce seront apelez. Et pour ce que la ville sera trop grevée de si grant summe paier, il requierent nostre seignor le roy qui lour face rabatre les usures, et que ceus qui lour voudront quitter aucunes des dettes ou des rantes a vie, qui lour soient rabatues de lour somme, pour ce que il ont eu plus que chatel, et il semble a nos, auditors, que il ont achaté moult pollireusement (?) ce qu'il ont achaté puis la deffense nostre seignor le roy [1], c'est a savoir puis x anz en encha [2]. Et si est ordrené que se aucun ne voloit paier sa taille chascun an, cil qui seroit de par le roy rendroit li cors en Chastelet a Paris, ou en autre bone prisson, et vendroit de ses biens tant que sa taille seroit paiée. Et se besoing estoit que la taille fust refaite, il la referoient par le conseil de celui qui seroit de par le roy. Et requiert ladite ville de Noion, par ce fesant, que il puissent marchaander et qui ne soient pas a reste pour la deite de la ville, ne que li maires ne la commune ne puissent charchier la ville de plus de deite devant que ceste soit aquitée.

Et requirent li maires et li eschevin devant diz que li clers qui tiennent les heritaiges de lour peires et de lour meres, que il paient les dettes que ils deveent a la commune quant il viveent. Et ausi requirent il que il paient des biens qui

---

1. On avait écrit d'abord : « Sus les deffendement le roy », ce qui a été rayé.

2. Cette phrase fait évidemment allusion aux dispositions de l'ordonnance de janvier 1268, confirmée en 1274, contre les usuriers. Voy. *Ordonn.*, t. I, pp. 96 et 298.

lour sunt venus par eschaance de lour autres parenz. Et sus le choses devant dites parlez au roy, si vos plaist, et nos remandez sa volenté par le porteors de ces letrez hativement, quer nos n'atendon gaires autre chose fors vostre response. En testmong de la quele chose li maior et li jurés de Noion, par l'asentement de la comune, apelée a cloige sonnant, ont mis lour seel en cest present escrit, le diemeinche des Brandons, en l'an Nostre Seignor mil cc. soixante XVIII.

(*Trace de sceau pendant sur simple queue*).

XLI.

Paris. 1279, 10 Juillet.

Philippe III enjoint au comte de Flandre de forcer, sans débat judiciaire, les échevins et administrateurs des villes à rendre compte de leur gestion financière devant le comte ou son délégué.

Orig. scell., Bibl. nat., Mel. Colbert, 345, pièce 23. — *Éd.*, Warnkœnig, *Histoire de la Flandre*, trad. de Gheldolf, t. I, p. 394, d'apr. une copie de Godefroi à Lille. — *Ind.*, Boutaric, dans *Arch. des Missions*. 2e série, t. II (1865), p. 256 d'apr. un vidimus de 1470 à Gand, Arch. provinciales. Rupelmonde, no 251.

Ph., Dei gratia Francorum rex, dilecto, consanguineo et fideli suo Guidoni, comiti Flandr., salutem et dilectionem. Cum omnes regulariter, de administrationibus quas gerunt, teneantur reddere rationem, quidam tamen, ut audivimus, de terra vestra scabini et administratores alii, ab hiis quorum interest super hoc requisiti, sepius idem facere renuunt et recusant, occasiones frivolas pretendentes : videlicet vel quod alias hoc non fecerint, vel quod inter se computant in secreto. Et quidam ex talibus, hanc rationis redditionem fugientes, questionem referunt, an per liberos homines fideles vestros vel per scabinos alios in causa, sine lite super hoc mota, coram vobis debeant judicari. Licet super hujusmodi negocio durum et dampnosum sit judicium ordinari, quod sine sumptibus et labore et aliis incommodis maximis non haberet exitum inter tales, et licet vos, ad redditionem hujusmodi rationis, de plano et sine lite, debeatis eos compellere et possitis ; nos tamen, ne subterfugia talium, que de bona fide non videntur procedere, trahantur ab aliis in exemplum, pro bono communi et utilitate publica, vobis precipiendo mandamus, quatenus in casibus hujusmodi, precipue ubi hoc ab hiis quorum interest postulatur, omnes scabinos et administratores quoscunque villarum et locorum terre vestre, summatim et de

plano, sine omni judiciorum anfractu, et quocunque contencioso strepitu pretermisso, ad hoc viriliter et efficaciter compellatis ut de administrationibus suis plenariam reddant et faciant rationem illis quorum interest, necnon et aliquibus personis ydoneis assumptis pro populo et communitate cujuslibet ville, que onera ipsius communitatis supportare tenentur. Que omnia in vestra vel mandati vestri presencia fiant, super hoc taliter vos habentes ut propter redditionem rationis in administrationibus suis ceteri timeant malignari. Actum Parisius, die lune post octabas apostolorum Petri et Pauli, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono.

(*Débris du sceau de cire blanche pendant sur simple queue.*)

XLII.

Vers 1280.

Extraits des Coutumes de Beauvaisis de Philippe de Beaumanoir[1].

Bibl. nat., Ms. fr. 4516 (commencement du xive s.)[2].

IV. — Des procureurs et des sous establiz pour autrui.

. . . . Ms. fol. 18 v°

17. Chaus qui sont procureur pour le conmun d'aucunne ville en laquelle il n'a point de quemune, si i doivent estre mis et establiz par le seigneur qui a le justiche de la ville et par l'acort de tout le conmun; lequel accort si doit estre fet en la presence dou seigneur, ou de aucun envoié de par le seigneur

1. Philippe de Remi, sire de Beaumanoir, originaire du comté de Clermont en Beauvaisis, magistrat, jurisconsulte et poète, fut successivement bailli du comte de Clermont (Robert, sixième fils de S. Louis), en 1279, sénéchal de Poitou puis de Saintonge, bailli de Vermandois puis de Senlis, il mourut en 1296. C'est lorsqu'il était bailli du comte de Clermont qu'il a commencé à écrire ses *Coutumes de Beauvaisis*, ou mieux la coutume du comté de Clermont, « l'œuvre juridique la plus « originale et la plus remarquable de tout le moyen âge. » (P. Viollet.) Il la termina en 1283. Sur Beaumanoir consultez : H. Bordier, *Philippe de Remi sire de Beaumanoir*, Paris, 1869-1873, 2 parties en 1 vol. in-8°, et l'étude sur les Coutumes de Beauvaisis due à Laboulaye, dans *Revue de législation et de jurisprudence*, t. XI, 1840.

2. Bien que les *Coutumes de Beauvaisis* aient été deux fois publiées, d'abord par G. Thaumas de la Thaumassière, à la suite de son édition

pour l'acort dou seigneur rechevoir; et li sires, ou chelui qui est envoiés, doit demander a chascun dou conmun, par soi, se il s'i accorde. Et chaus qui sont nonmés pour estre procureurs pour la ville, soient tenus pour procureurs de ladite ville, et aient pooir de prendre ou de guaaignier es causes pour lesquelles il sont establiz procureurs. Et tous chaus qui s'i accorderent si doivent estre mis en escript comme accordans; et tous les nons de chaus qui s'en descordent si doivent estre mis en escript comme descordans, si que, quant le plet est definés, soit a perte soit a guaaingne, que on sache liques puet perdre ou guaaignier ou plet, car chaus qui ne s'accordent pas au plet n'i doivent de riens perdre ne guaaignier.

Fol. 19. 18. Encore puet on establir procureur pour le conmun d'une ville en autre maniere, ch'est assavoir se li sire, ou chelui qui est envoiez de par le seigneur, fait semondre tout le conmun par devant lui et puis leur dit: *Aucuns s'i accordent que tiex gens soient procureurs pour vous tous, es causes que vous avés ou entendés a avoir, encontre tiex gens,* et doit nonmer les causes, *et se il en i a nul de vous qui de cheste choze se descorde, si le nous die.* Et adonques, se nus le desdit, chaus qui sont nommés devant si demeurent procureurs et pueent perdre ou guaaignier es causes pour lesquèles il sont establi.

. . . .

Fol. 19. 20. Quant la ville d'aucune quemunne a afaire, il ne convient pas pour che que toute la conmune voise au plet, anchois souffist se li maires ou II. des jurés i vont, car ches III. pueent perdre ou guaaignier pour toute la ville.

. . . .

Fol. 20 v°. 32. Quant aucune assamblée, si conme conmune de ville,

---

des *Assises de Jérusalem* (1690, in-fol.), et en notre siècle par le comte Beugnot, dans la collection de la Société de l'Histoire de France (1842, 2 vol. in-8) on n'en a pas encore constitué un texte critique, ni même classé les manuscrits. En l'absence d'une édition définitive, au lieu de reproduire le texte de Beugnot, j'ai cru faire œuvre plus utile en publiant ces extraits d'après le ms. que j'ai jugé le meilleur de ceux qui étaient à ma portée. Le ms. fr. 4516, que j'ai choisi (prov. de Colbert; anc. 9140. 6.) a été connu des deux éditeurs, mais ni l'un ni l'autre ne l'a pris pour base de son édition. C'est un ms. écrit à Noyon, ainsi qu'en témoigne cette souscription : « Explicit le livre des coustumes de » Biauvoisins qui furent escriptes par le main Bauduin l'enlumineur de » Noyon. » Il est en dialecte picard, c'est-à-dire dans la langue que devait parler le bailli de Clermont, mais de plus, il donne souvent des leçons préférables à celles du texte de Beugnot. J'ai ajouté quelques notes pour signaler de rares corrections faites aux leçons du ms. qui m'ont paru inacceptables. Les n^os des §§ sont ceux de l'édition de Beugnot à laquelle ils permettront de se reporter.

veut esmovoir aucun plet qui touche a la conmuneté, il n'est pas mestiers que toute la conmuneté voit plaidier, et aussi ne doit l'en pas respondre a chascun tout par soi; car quant li uns aroit perdu, li autres porroit reconmenchier le plet pour tant conme il li touche, et ainsi n'auroit nulle fois le plet fin, qui seroit esmeus encontre aucunne conmuneté. Dont, se aucune ville veut esmovoir plet qui touche a la conmuneté, il doivent establir pour aus tous unne personne ou II. ou III., ou plus, se il leur plest, et leur doivent donner pooir de perdre ou de guaaignier pour aus. Et che doit estre fait pardevant le seigneur de qui il tiennent et qui justichables il sont, ou pardevant le seigneur qui tient en baronnie, en qui court il entendent a plaidier, especialment quant il sont couchant et levant dessous lui ou dessous ses soubgiés. Et si doivent tous chaus qui s'i accordent estre mis en escript, pour che que il ne puissent nier que les establis ne fuissent mis par leur accort; et adonc chaus qui sont establis en cheste maniere sont procureurs pour la ville et pueent perdre et guaaignier les quereles pour lesquelles il sont establi. [Et s'il sont establi[1]] generaument pour toutes quereles meues et a movoir, [il pueent aler avant es quereles qui sont a mouvoir][2] et qui sont esmeues, jusques a tant que il soient ostés hors de leur office par chiaus qui a che les establirent.

. . . .

34. Il ne convient pas, quant conmunetés de ville fait procureur, que li aucun appelent *establis*, ou quant on fait aucunne choze qui est necessaire ou convenable a la ville, que che qui est fait est de nulle valeur pour che se il ne furent tuit a l'accort faire; anchois souffist se les II. parties des gens et les miex souffissant sont a l'accorder; car il ne le convient pas si ne le doit on pas souffrir que le mains et li plus povres puisse despichier che que la gringneur partie et la miex souffissans accorderent. Et che que nous avons dit de tiex establiz qui sont fet pour le conmun de la ville, entendons nous pour villes batailleiches[3], hors de conmuneté; car les villes des conmunes ont maires et jurés, li quiex sont establi pour la conmune et pueent perdre ou guaaignier, selonc la franchise qui leur est donnée par les poins de leur chartres. Fol. 20 v°.

35. Li pooirs aus establis, qui sont feit pour procurer[4] les besoignes a aucune conmunne, dure tant que les besoignes

1. Ces mots, qui manquent dans le ms., sont rétablis d'après Beugnot.
2. Id.
3. bateices (Beugnot).
4. procureur (ms.).

pour lesquelles il furent establis soient mises a fin, se ainsit n'est que il soient osté pour mettre autres en tele office pour chaus qui les establirent ou la grigneur partie des plus souffissans, et en le presence dou seigneur dessous qui il couchent et lievent, ou de leur souverain, se il entendent a plaidier en sa court.

XXI. — De compaingnie.

. . . .

Fol. 72 vo. 26. Encore est il un autre maniere de compaingnie lequele ne se puet departir ne desseurer, ainchois convient que elle tiengne, veuille ou non les parties qui en la compaingnie sont, fors en une maniere que nous vous dirons : ch'est le compaingnie des conmunetés. Et cheste compaingnie se devise en II. manieres, car l'unne des conmunes, si est par raison otroiée de conmune de seigneur et par chartre : tele maniere de compaingnie si doit user selonc les poins de le chartre, et pueent perdre ou gaaingnier ensamble es cas qui apartiennent a leur conmune. Et qui veut issir hors de maniere de compaingnie, il convient que il soit regardé combien il a vaillant, [et combien li autre de le conmune ont vaillant][1], et puis regarder combien le conmune doit d'argent, soit a vie ou a hiretage ou a deniers ; et puis doit on regarder combien il convendroit a paier a chascun au marc ou a le livre, qui toute le vauroit aquitier sans delay ; et puis doit on prendre a chelui qui s'en veut issir toute se partie entierement ; et puis convient que il voit manoir hors [du lieu de le conmune ; et en ceste maniere se pot il metre hors[2]] de le compaingnie et des frès de le conmunne, sauf che que, se il i a hiretages qui demeurent ou pooir et en le justiche de le conmunne, il ne demeure pas pour che que les hiretages ne puissent estre tailliés en le maniere que il seroient tailliés se il estoient a I. honme estrange qui onques n'aroit esté de leur conmune.

27. Autre maniere de compaingnie qui se fet par maniere de conmuneté, si est des abitans es villes ou il n'a pas conmune, que on apele villes batelereschesᵗ[3]. Et cheste compaingnie si se fet es frès[4] et es cous qu'il leur convient mestre es chozes qui leur sont conmunnes et desqueles il [ne] se porront consieurrer sans damage, si conme de leur moustier refaire, et des voies amender, de leur puis et de leur gués

---

1. Les mots entre [ ] manquent dans le ms.
2. Id.
3. viles bateices (Beugnot).
4. fiés (ms.).

maintenir, et d'autres qui sont faites par l'acort dou conmun, si conme des coustemens qui sont mis en plés pour leur droit maintenir et pour leur coustumes[1] garder. En tous tiex cas et en autres samblabes font teles manieres de gens compaingnies ensamble, et convient que chascuns si paie son avenant des frès selonc droit. Ne nus de tiex manieres d'abitans ne se pueent oster hors de tele compaingnie, s'il ne s'en va manoir hors dou lieu et renonche aus aisemens. Et se il s'em part en cheste maniere, se convient il que il fache compaingnie avecques chaus dou lieu ou il va manoir.

28. Il ne convient pas, quant on veut faire aucunne choze Fol. 73.
pour le pourfit de le ville, que on le lesse a faire pour che, se il ne s'i veullent tout acorder; ainchois souffit, a le greigneur partie, a lequele partie il i ait des miex souffissans, qui s'i accordent. Car se il convenoit que il s'i accordassent tout, dont porroient chaus qui peu sevent et peu vallent destourber les chozes qui sont faites pour le conmun pourfit, et che si ne seroit pas bon a souffrir.

. . . .

XXX. — Des meffès..... et des alianches.

. . . .

63. Unes autres manieres d'allianches ont esté faites moult Fol. 101.
de fois, par lesqueles maintes villes ont esté destruites et maint seigneur honni et desherités; si conme [quant] li conmuns d'aucunne ville ou de pluriex villes font allianche encontre leur seigneur, en aus tenant a forche encontre lui, ou en prenant ses chozes par forche, ou en metant les mains dessus leur seigneur ou a sa gent vilainnement. Dont, si tost que le seigneur s'aperchoit que tele alianche est faite, il les doit prendre a forche; et se il les prent si tost que il n'i ait riens dou fet, fors que l'alianche faite, il doit punir tous les consentans par longue prison et raembre a se volenté selonc leur avoirs. Et se il puet savoir les chevetainnes qui l'alianche pourcachierent, se il les fet pendre, il ne leur fait nul tort; car il ne demoura pas en aus que leur seigneur ne fu honnis par leur pourchas; et pour che puet dire le seigneur que il sont traitres. Et quant le seigneur les prent puis le meffet que il aront fet encontre lui par allianche faite, tous les consentans dou fet aront mort deservie, se le seigneur veut, et ont perdu tout che que il ont, et est clere choze, car il sont tout traitre a leur seigneur. Et ne pourquant, se il n'i a

---

1. Commune (ms.).

honme mort, le seigneur s'en puet passer pour prendre le leur a sa volenté et pour aus tenir en longue prison. Et bon est que il en fache tant que les autres qui le verront se chastient.

64. Pour donner exemple aus seigneurs que il se preignent près de punir et de vengier tiex allianches, si tost conme il voit que elles veullent ou doivent naitre par aucun mouvement, je vous conterai que il avint en Lombardie[1].

Il fu que toutes les bonnes villes et les chastiaus de Lombardie furent a l'empereour de Ronme, en son demainne, et estoient tenues de lui; et i avoit ses baillis et ses prevos et ses sergans par toutes les villes, qui justichoient et gardoient les drois l'empereour; et avoient esté tous les Lombars par devant moult obeissant a l'empereour comme a leur seigneur. Or avint que, en l'unne des bonnes viles, avoit III. riches Lombars, a qui le baillif n'avoit pas fait leur volenté, ainchois avoit fait pendre I. leur parent par se deserte et par droit de justiche. Li Lombars en furent esmeu par mauveise cause, et pourchassierent malicieusement I. homme soutif et malicieus et bien parlant. Et chelui, par l'ennortement de chaus, se mit en tapinage et ala par toutes les bonnes villes de Lombardie; et quant il venoit en une ville, il enqueroit X. ou XII. des plus fors de lingnage et d'avoir, et puis parloit a chascuns par soi, et leur disoit que toutes les bonnes villes s'estoient accordées, que eles tout priveement ne voloient plus estre en obeissanche de seigneur, et que la ville qui ne s'i acordoit seroit toute destruite par les autres bonnes viles; et seroit chascunne bonne ville dame de soi, sans tenir d'autrui. Tant fit et tant pourchassa chil messages, que il mit V. ans au pourchassier; et au quief de V. ans, en I. seul jor et en une oeure, toutes les bonnes villes de Lombardie coururent dessus tous chaus qui estoient a l'empereur et les prinrent comme chaus qui ne s'en donnoient garde. Et quant ils les orent pris, il coperent a touz les testes, et puis establirent en leur villes tiex lois et teles coustumes conme il leur plut, ne onques puis ne trouverent empereur qui chelui fet venjast ne n'adrechat. Et par che poés vous entendre que che est moult grant peril a tous seigneurs de souffrir a faire tiex allianches entre les sougiés, ainchois doivent tous jours

---

1. Beaumanoir rapporte ici très inexactement les faits relatifs à la première ligue Lombarde, formée en 1164 contre Frédéric I[er] par les villes de Vérone, Vicence, Padoue et Trévise. Comme ce n'est point ici l'exactitude historique qui importe, mais le sens du récit, il serait puéril de s'attacher à en relever les nombreuses inexactitudes.

courir au devant, si tost comme il se pueent aperchevoir, et faire venjanche selonc le meffet, si conme je ai dit dessus.

. . . .

L. — Des gens de bonnez villez et de leur drois, et conment il doivent estre gardés et justichiés si que il puissent vivre em pès.

1. Les bonnes villes de conmunes, et chelles meesmes ou il n'a point de conmune, et les conmuns pueples ont grant mestier de estre gardées en tele maniere qne nus ne leur faiche tort, ne que il faichent tort a autrui; et especiaument leur chartres de conmunes si doivent estre gardéez selonc lez tenueres de leur previlegez, se il n'ont tant laissié user au contraire de lor previlieges, que ils soient corrumpus; cau autant vaut four qui ne cuit, conme chartre qui n'est usée, puis que on a usé le contraire. Fol. 189 vo.

2. De nouvel, nus ne puet faire ville de conmunne ou royaume de Franche, sans l'assentement dou roy, fors que li roys, pour che que toutes nouveles loys sont deffendues. Et se ly roys en veut faire aucunnes, ou a faites, si doit il estre contenus es chartres des franchisez que il leur donne, car che est sauf le droit des eglizes et des chevalliers, car en grevant les eglizes ne en apetichant le droit des chevalliers, ne le puet il, ne ne doit faire.

3. Che que nous avons dit que toutes nouveletés sont deffenduez, che est a entendre teles nouveletés qui sont faitez contre autrui droit; car il n'est deffendu a nul que il ne puisse bien faire four, ou molin, ou presseoir, ou maison, ou vivier, ou aucunne autre choze, en tel lieu la ou ele ne fu onques mais. Si sachiés que che est a entendre que che ne soit encontre le droit d'autrui. Et en aucuns cas pueent estre les marchissans adamagiés, que ja par che le nouveleté ne sera ostée; si conme, se je fais I. moulin en me terre, la ou je puis et doi, et le moulin de mon voisin en vaut mains, pour che qu'il n'i a pas tant de gent comme il soloit, ou pour che que je fai meilleur marchié de moure que il ne fait; pour tous tiex damagez n'en sera pas ostez mon moulin, car che est li conmuns pourfis que chascuns puisse faire se preu pour se terre amender, sans faire tort a autrui.

4. Chascuns seigneurs qui ont bonnes villes dessous lui, esquelles il a villes de conmunes, si doit savoir tout l'estat de le ville et conment elle est demenée et gouvrenée par leur maieurs et par chaus qui sont establi a le ville garder et mainburnir, si que les riches honmes ne soient en doute que, se il meffont, que il seront griement punnis, et que les povres honmes es dites villes puissent gaaignier leur pains em pais.

Fol. 190. 5. Nous avons veus moult de debas, en bonnes villes, les uns encontre les autres, si conme les povres encontre les richez, ou des riches meesmes les uns encontre les autres ; si conme quant il ne se pueent acorder a faire maieurs, ou procureurs, ou advocas ; si conme les uns mettent sus aus autres que il n'ont pas fait des rechoites de le ville che que il doivent, ou que il conte de trop grans mises ; ou si conme quant les besoingnez de le ville vont trop mauvaisement pour contens ou pour mautalens qui il esmuevent de l'un lingnage encontre l'autre. En tous tiex cas, si tost conme le congnoissanche en vient au seigneur de le ville, il i doit mettre hastif conseilg, en tele maniere que, se le contens est pour faire maieur ou autrez personnes convenables al le ville garder, le seigneur les i doit mettre de son office, tiex que il saura que il sera que il i soient convenables en l'office la ou il les mettera. Et chaus qui en cheste maniere sont mis en officez de bonnes villes par le seigneur, pour che que il ne se pueent acorder, se il fait en l'office son devoir, il i doit estre a tout le mains I. an. Et au chief de l'an, se le ville est appensée, par quoi il se puissent acorder a mettre autres, faire le pueent, aussi conme il ont acoustumé ; et se il ne se pueent encore acorder, chiex qui le seigneur i mist, i demeurent, se il ne sont osté de par le seigneur pour mettre autres. Et le seigneur les doit faire paier sus le coustement de le ville, selonc che que a leur office apartient.

6. Se le contens de le bonne ville est pour les contes[1] de le ville, le seigneur doit faire venir pardevant [li] tous chaus qui ont faites les rechoites de le ville et les despens, depuis le temps que il conmencherent les chozes a rechevoir et a paier, et savoir que il rendent bon conte et loial ; si que le ville ne soit pas adamagie par leur convoitise de mauvaisement retenir les biens dou conmun. Et se chaus qui doivent rendre conte s'escusent que il rendirent autrefois conte en le presence dou conmun, et s'en tinrent a paiés, parche que il ne debatirent pas : en tiex cas ne sont il pas tenus a conter derechief, car il souffit se on a conté une fois a chiaus a qui on doit rendre conte, puis que on se depart dou conte sans nul debat, se ainssi n'est que chaus qui rechurent le conte mestent avant mesconte ou dechevanche, car adont convenroit il que li contes fust recordés.

7. Nous veons pluriex de bonnes villes que les povres ne les moiens si n'ont nulles des aministracions de le ville,

---

1. Ms. : le contens. *Il faut évidemment corriger :* les contes, *que donnent d'autres manuscrits.*

ainchois les ont toutes les riches honmes, pour che que il sont douté dou conmun pour leur avoir ou pour leur lingnage. Si avient que les uns sont maieurs, ou jurés, ou recheveurs; et en l'autre année après, si les font de leur freres, ou de leur neveus, ou de leur prochains parens, si que, en x. ans ou en xii., tous les riches honmes ont toutes amministracions de bonnes villes; et après che, quant li conmuns veut avoir conte, il se queuvrent de che que il dient que il ont conté li uns aus autres; mais en tiex cas ne leur doit il pas estre souffert, car les contes des chozes conmunes ne doivent pas estre recheues par chaus meesmes qui ont a conter. Dont, doivent tiex contes estre rendus en le presenche dou seigneur de le ville, ou d'autres envoiés de par le seigneur, et en le presence d'aucuns establis de par le conmun a oir les contes et debatre les, se mestierz est. Et quant tiex contes est fais, on doit premierement faire conter chiaus qui furent recheveurs des rechoites, et après che savoir que ellez sont devenues. Et de tout che dont il ne porront rendre bon conte, il doivent estre contraint a rendre, sans nul delai, par le prise de leur cors et de leur biens.

8. Quant contens muet entre chaus d'unne bonne ville pour mellée ou pour haine, le seigneur ne le doit pas souffrir, tout soit che que nulles des parties ne se deigne plaindre, ainchois, de son office, il doit prendre les partiez et tenir en prison dusques a tant que chertaine pais soit faite entre aus, ou droit asseurement, se le pais ne se puet faire; car autrement se porroient les bonnes villes perdre par les mautalens qui seroient des uns lingnages encontre les autres. Fol. 190 vo.

9. Grant mestier est aucunne fois que on sequeure les villes de conmunne en aucun cas, aussi conme on feroit l'enfant qui est sousaagié; si conme se li maires ou les jurez, qui ont les besoingnes a gouvrener, faisoient fraude ou malisce, par quoi le ville fust deshiretée ou endettée, et il en avoient fait leur pourfit malicieuzement; car en tiex cas, seroient il tenus a restorer le damage a le ville; et se il n'avoient tant vaillant, si ne deveroit pas la choze tenir, qui fu maliscieusement et mauvaisement faite. Mais pour che que les maliscez sont aucunnez fois fait par chaus qui ont les chozes de le ville a gouvrener, et chaus qui les rechoivent n'i pensent aucunne fois point de barat, ainchois quident que il le faichent pour le pourfit de le ville, il est raisons que il aient le catel sauf, puisque il ne seurent le barat. Car autrement n'oseroit on marcheander, ne faire convenenches a chaus qui gouvernent les besoingnes des bonnes villes. Mais se on puet savoir que il soient compaignon dou malisce, il doivent estre compaignon de rendre le damage.

10. Moult de contens muevent es bonnes villes de conmunnes pour leur tailles, car il avient souvent que les riches honmes qui sont gouverneur des besoingnes de le ville, mettent mains que il ne doivent, et aus et leur parens, et deportent les autres riches honmes, pour che que il soient deporté, et ainssi queurt tout le fais dessus le conmunneté des povres honmes. Et pour che en ont esté maint mal fait, pour che que les povres ne le voloient souffrir, ne il ne savoient pas bien le droite voie de pourcachier leur droit, fors que de par aus courre sus. Si en ont esté aucunne fois maint ochis, et les villes mauvaisement demenéez par les faus entrepreneurs ; adont, quant le seigneur de le ville voit mouvoir tel contens, il doit estre au devant, et dire au conmun que il les fera taillier a droit et les riches honmes aussi : et adont il doit asseoir le taille par les loiaus enquestes, aussi bien les riches conme les povres, et chascun selonc son estat et selonc che que il est mestiers a le ville que le taille est grans ou petite ; et puis si doit contraindre chascun que il paie che de quoi il est tailliez. Et après che il doit faire paier che qui est levé de le taille la dont il est plus grans besoing au pourfit de le ville. Et en che faisant, porra le contens de le ville estre apaisiés et mis em pais.

Fol. 191. 11. Bien se gardent chaus qui sont tailliés selonc che que il ont de mueble ou d'iretage, quant il leur convient jurer leur vaillant, que il dient verité ; car se il juroient mains que il n'ont, et il en estoient ataint, il aroient perdu tout le seurplus, lequel seurplus si seroit au seigneur par qui le taille seroit faite ; fors que tant que on metteroit en le taille selonc che que il jura a le livre, che est a entendre : se il devoit paier de cent livres, x. livres, et on trouvoit cent livres, par dessus son sairement : x. livres si encourroient en le taille, et quatre vins et dis livres si seroient acquis au seigneur. Mais se le vile faisoit le taille sans le seigneur, li seurplus qui est trovés de chaus qui se parjurent est acquis a le ville et non pas au seigneur. Et che entendons nous des villes qui ont pooir de faire tailles par les poins de leur previlieges.

12. Se il avient que aucunne ville de conmunne doie plus que elle n'a vaillant, par che que il ont esté mauvaisement demené de lonc temps, par quoi il convient que elle soit a meschief pour paier che que il ont acreu, et elle n'a pas le pooir de tout paier ; on doit resgarder lesquelles besoingnes si doivent estre premierement paiéez, car se deniers furent prestés sans usure, il doivent estre miex paié que chaus ou il ot usures ; et se deniers leur furent bailliés a garder, il les doivent rendre entierement et sans nul deport, et miex que les rentes a vie, desquelles li catiex a esté levés. Dont,

quant une vile est a che menée que elle ne puet paier, avant toutes oeuvres, elle doit rendre les conmandes, et après, che qui leur fut presté sans usures, et après, le catel que il ont eu des useriers, et le catel de chiaus a qui il doivent rentes a vie, selonc che que il ont vaillant; et au seurplus pueent bien avoir deport par le seigneur souverain, pour che que le ville ne se depieche et deffache dou tout. Et ne pourquant, se il ont tant vaillant que il puissent tenir toutes leur convenenches les quelles sont a tenir, sans che que le ville soit toute degastée, il doivent estre contrains au faire.

13. Se aucuns a rente a vie dessus aucunne ville de conmunne, et il le vent a autre personne, le ville le puet avoir se elle veut, avant que elle faiche nul paiement a chelui qui l'achata; car après che que elle seroit entrée en paiement, ne le porroit elle ravoir par le pris, car elle s'i seroit accordée de fait, a le volenté dou vendeur et de l'achateur. Et pour che convenroit il que le rente a vie fust paié a chelui qui l'achata tout le vivant dou vendeur; car le marchié que le bonne ville fist, ne se remue fors en tant que li achaterrez si doit joir de le vente en le maniere que le vendeur en joissoit le vivant dou vendeur; car, sans l'acort de le bonne ville, ne se puet le vie cangier. Fol 191 vo.

14. Tous chiaus qui sont es villes de conmunnes manant et habitant si ne sont pas tenus a estre ailleurs tailliés; ainchoiz en sont aucunnes personnes exceptéez, si conme chaus qui ne sont pas de leur conmunne; ou gentiex honmes, les quiex si ne s'entremettent point de marcheander, ainchois se chevissent de leur hyretagez que il tienent en franc fief de seigneur; ou clerc, qui ne marcheandent pas, ainchois se chevissent de franc fiéz que il tienent de leur patremoine ou des beneficez que il ont en sainte eglize; ou chaus qui sont ou serviche le roy, car li serviches, en tant que il i sont, les afranchist a che que il ne paient ne toutes ne tailles. Et nepourquant, se aucunnes des personnes dessus dites a hyretagez villains dedens le ville de conmunne, et mouvans de ledite ville, que le justiche en soit a le ville, tiex hyritages si ne sont pas cuites de le taille de le ville, quelque personne qui le tiengne, se aucuns de tiex hyretages ne[1] sont clamés cuites par previliege; si conme que on voit que aucunnes eglizes ont bien es bonnes villes hyretagez villains, dont il paient les chens et les rentes a le conmunne; et si ne pueent estre tailliez pour che que il leur fu ainssi otroié au conmenchement, ou

1. Ms. me.

que il ont tenus si lonc tans sans paier taille, que, par longue teneure, leur est acquise franchise de estre delivrez de le taille. Mais se il ne fu onques mestier de taillier les hyretages de aucunnes villes [de] conmunnes, et il en estoit mestiers de nouvel, on ne se porroit pas aidier de le longue teneure. Dont, chelui qui se veut aidier et dire que li hyretages si ne doit pas estre tailliés, pour che que il ne le fu onques, che doit estre entendu, quant les autres hyretages ont esté autrefois tailliéz, et chelui, ou temps que les autres furent tailliés par pluriex fois, demoura frans.

15. Nous avons veu aucunnez fois aucuns seigneurs qui ne voloient pas souffrir que les personnes qui sont de conmunnes acquestaissent dessous aus, ne en fiéz ne en villenages. Et des fiéz ont il droit, par le raison de che que il est deffendu, par l'establissement le roy, que nul bourgois ne nul honme de pooste n'achate fiéz. Mais de villenages font il chaus tort qui ne le veullent souffrir, car chascunne personne se puet acroistre en hyretage puis que elle soit de conmune, mais que les hyretages soient villains, et en le ville dont il est et en autre. Car se il ne fait de l'iretage che que il doit, le seigneur, de qui li hyretages muet, le puet justichier conme son tenant, de che que il puet a lui demander par le raison de l'iretage. Se chelui qui est de le conmune ne veut venir a ses ajournemens, ne penre droit par devant lui, li sires se puet penre a l'iretage pour ses amendes des deffautes, et pour faire droit de che on i seust dire et demander dessus l'iretage; car chascuns si doit deffendre son hyretage par devant le seigneur de qui il muet.

Fol. 192. 16. Tout aions nous dit que chascunne personne de conmunne singulerement se puet acroistre es hyretages villains, se le conmunne se voloit acroistre, il ne seroit pas souffert; car mauvaisement porroit justichier I. petit seigneur l'iretage dont le proprieté seroit a une conmunne; et meesmement ventes si ne porroient puis venir au seigneur, se che n'estoit vendu par l'acort dou seigneur, lequelle choze si ne seroit pas moult legiere a faire. Et si affiert bien a chascun seigneur que il ne prengne a deveer si fortement que il ne le puisse bien justichier se mestiers est. Dont, se aucuns tiex hyretages est vendus a conmunne, le seigneur si puet bien deveer le saisine a faire; et se l'iretages fu laissiés a le conmunne en testament, le seigneur de qui li hyretagez muet le puet quemander que elle l'oste hors de se main dedens an et jour, en le maniere que on le fait des hyretagez qui sont laissiés aus eglizes.

17. Chascuns qui est de conmunne, lequelle conmunne a justiche, si doit penre droit par devant chaus qui en le ville sont establi pour le justiche garder. Et se on li deffaut de

droit ou de faus jugement, appeler em puet conme feroit uns estrangez qui ne seroit pas de le conmunne; et doit estre li apiaus demenés par devant le seigneur a qui le resort de le conmunne apartient, et non pas par gages de bataille, mais par les erremens dou plait. Et conment on doit aler avant en tel cas, nous le dirons ou chapitre des appiaus.

ICHI DEFINE LE CHAPITRE DES GENS DES BONNEZ VILLEZ ET DE LEUR DROIS.

XLIII.

Paris. 1281, août.

Arrêt du parlement déterminant la compétence respective des juridictions de l'évêque et du roi dans la ville de Beauvais.

A Loisel, *Mémoires... de Beauvais*, p. 299. — B. Louvet, *Histoire et antiq. du dioc. de Beauvais*, t. II, p. 471. — C. *Recueil de pièces concernant les pairs*, pr., p. 71. — D. L. Delisle, *Restitution d'un volume des Olim*, nº 434.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis, tam præsentibus quam futuris, quod, cum dilectus et fidelis noster episcopus Belvacensis nobis supplicasset ut eum uti et gaudere permitteremus justitia quam habere se dicebat in civitate Belvacensi super tota communitate et super singulares personas, et se et suos predecessores super hoc usos esse; pro nobis, ex parte maioris et parium Belvaci, quos ad dictam supplicationem audiendam feceramus evocari, deffensuros jus nostrum et suum, si sua crederent interesse, fuit propositum nos esse in possessione pacifica justiciandi corpus communiæ Belvacensis in omnibus casibus tangentibus dictam communiam, et quod hoc pluries in nostra curia fuerat declaratum; tandem, visa aprisia, de mandato nostro, super præmissis facta, factis et auditis recordis nostræ curiæ, quæ utraque pars postulavit, visis chartis, privilegiis et munimentis ab utraque productis, et rationibus utriusque plenius intellectis, pronuntiatum fuit per curiæ nostræ judicium, justitiam totius communiæ Belvacensis et personarum singularium super obligationibus, contractibus, conventionibus et delictis ad ipsum episcopum pertinere; ac per idem judicium fuit pronuntiatum, super puncto et libertatibus dictæ communiæ per privilegium eisdem concessis, et super

juribus aliis ipsius communiæ, ad nos justitiam pertinere. In cujus rei testimonium, præsentibus litteris nostrum jussimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo primo, mense augusti.

XLIV.

Paris. 1282, Parlement de la Pentecôte (17 mai.)

Arrêt du parlement condamnant le maire et les jurés de Laon pour abus de pouvoir.

Minute, Arch. nat., X1a 2 (*Olim*), fol. 60 v°. — *Ed.*, Beugnot, *Les Olim*, t. II, p. 200. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 2416.

Ballivus Viromandensis dederat in mandatis maiori et juratis Laudunensibus, quod, pro debito regis, caperent prepositos Laudunenses et eos mitterent Parisius. Dicti vero maior et jurati, excedendo fines mandati, dictos prepositos, quorum unus statim sibi minui fecerat, ceperunt turpiter, et per tres dies et totidem noctes in prisione propria tenuerunt; super quo conquesti fuerunt prepositi. Similiter conquestus fuit super hoc episcopus Laudunensis, quia capti fuerunt in sua justicia; quare petebat locum ita publice resaisiri, sicut publice captio facta fuerat, et factum adnullari, ita quod justicia sua propter hoc non lederetur. Auditis super hoc partibus, dicti maior et jurati condempnati fuerunt ad emendandum domino regi et dictis prepositis indecentem captionem et detentionem dictorum prepositorum; episcopo vero responsum fuit quod in justicia sua pro debito regis potuerunt capi; verumptamen ne jus suum propter hoc ledi contingat, dicetur publice, in loco ubi captio facta fuit, quod pro debito regis capti fuerunt, nec est intentio regis quod in aliis casibus, dicto episcopo vel ecclesie sue, per hujus captionem prejudicium ullum fiat.

XLV.

Paris. 1282, Parlement de la Saint-Martin (11 novembre.)

Arrêt du parlement annulant le privilège de la corporation des changeurs de fournir un maire et six pairs à la commune de Beauvais.

Minute, Arch. nat. X[1a] 2 (*Olim*), fol. 62. — *Ed.*, Beugnot, *Les Olim*, t. II, p. 206. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 2434.

Ex parte communis Belvacensis nobis fuit monstratum quod, cum in villa Belvacensi sint viginti duo ministeria, inter que ministerium scambsorum, qui sunt pauci, est unicum ministerium; qui scambsores habebant de se unum maiorem et sex pares in officio ville, et omnia alia ministeria amplius non habebant, et sic illi de scambio pares erant in officio ville omnibus aliis ministeriis, licet in aliis predictis ministeriis sint plures homines ita prudentes et sufficientes sicut illi de scambio, ex quo multa sequebantur inconveniencia, et hoc vergebat in magnum dampnum, prejudicium et gravamen tocius communis et communie Belvacensis; quare ex parte communis, nobis fuit supplicatum ut in officiis ville instituerentur de omnibus ministeriis indifferenter, ydonei viri, sicut in aliis communiis villarum regni nostri, ita quod scambsores, sicut nec alia ministeria, in hoc prerogativa non gauderent; predictis scambsoribus e contrario dicentibus supplicationem dicti communis super hoc non esse admittendam, per plures rationes, super quibus nec privilegia nec litteras exhibebant. Auditis rationibus utriusque partis, et habita super hiis deliberatione, pronunciatum fuit quod a modo ponerentur et instituerentur maiores, pares et alii officiales in officiis communie Belvacensis indifferenter, de ydoneioribus omnium ministeriorum ville, sicut observatum est communiter in aliis villis regni Franc., ita quod scambsores in hoc avantagio seu prerogativa non gaudebunt.

XLVI.

Toulouse. 1287, 14 avril.

Mandement de Robert II, duc de Bourgogne, et de Raoul II de Nesles, connétable, lieutenants du roi de France, au sénéchal et au viguier de Toulouse, leur prescrivant d'inspecter les bastides de leur circonscription et d'y réformer les abus.

Cop. du XIVe s., Bibl. nat., Ms. lat. 9993, fol. 22. — *Ed.*, D. Vaissète, *Histoire générale du Languedoc*, éd. orig., t. IV. *Preuves*, col. 82, d'apr. ce ms. appartenant alors à l'abbé Crozat.

ORDINACIO SUPER NOVIS BASTIDIS.

Anno Domini M°. CC°. LXXX°. VII°., die lune post octabas Pasche Domini, Tolose, in camera aule nove domini regis, fuit preceptum per nobiles viros dominum Robertum, ducem Burgundie, et dominum Radulphum, dominum Nigelle, conestabulum Francie, tenentes locum illustrissimi principis Domini Philhippi, Dei gratia regis Franc., in partibus Tholosanis, nobilibus viris dominis Eustachio de Bello Marchesio, senescallo Tholose et Albiensis, et Raymundo Arnaldi, vicario Tholose, militibus, quod ipsi, per se, si possunt, personaliter, alioquin per discretas personas et sufficientes, visitent omnes bastidas, prout sunt, sub juridictionibus sibi commissis, et constructe et facte a tempore quo comitatus Tholose pervenit ad manum dicti domini regis, et terras et jura alia episcoporum, abbatum, et aliorum religiosorum, baronum et aliorum quorumcumque, quas et que per gentes domini regis, vel homines ipsarum bastidarum injuste occupatas, seu detentas, seu sub prisis invenerint; de plano, sine strepitu judiciario, vocatis quos viderint evocandos, et ex officio, faciant reddi et restitui in statum debitum et breviter emendare, et pariariis, seu sociis cum domino rege ipsarum bastidarum, jura sua in ipsis bastidis et pertinenciis earum, in consuetudinibus et statutis ibidem concedendis, et aliis pacifice exercere, percipere et habere permittant; nec sustineant, quod de cetero gentes dictarum bastidarum, terras vicinorum excolendo, vel nemora, seu pascua extirpando, excolendo, seu explectendo, vel aliter, jura ipsorum vicinorum in messaguerias, vel aliis ipsis vicinis invitis, occupare presumant, salvo explectamento, secundum consuetudinem Tholosanam et statuta diu est observata, salvo tamen et retento jure superioritatis regis in premissis.

XLVII.

Paris. 1287, v. le 25 mai. (Parlement de la Pentecôte). — 1302-1303, 18 mars.

Ordonnance de Philippe le Bel sur les bourgeoisies.

I. *Ordonnance de* 1287. *Texte français*. A. Cop. contemporaine, Arch. nat., JJ 34 (*Registrum tenue*), fol. 34 v°. — *Ed. : a. Ordonn.*, t. I, p. 314, d'apr. A. — *b*. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. II, p. 673, d'apr. *a*. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 2603 A.

II. *Ordonnance de* 1303. *Texte latin*. A. Minute de la chancellerie. Arch. nat., JJ. 35, fol. 8 v°. — B. Cop. d'environ 1338, Bibl. nat., Ms. lat. 12814 (cop. du Mémorial *Qui es in cœlis* de la Chambre des comptes), fol. 81. — C. Cop. du XIVe s., Arch. nat. JJ 81, pièce 674, fol. 348 v° (dans un vidimus du roi Jean, d'octobre 1351). — D. Cop. du XIVe s., Arch. nat., X^1a 8602 (Reg. A. des Ordonn. du Parlement), fol. 81 (dans le même vidimus). — E. Cop. du XVIIIe s. Arch. nat., P 2288, p. 168, d'apr. les Mémoriaux de la Chambre des comptes. — *Ed. : a. Ordonn.*, t. I, p. 367, d'apr. A, D. et le Mémorial *Croix*. — *b. Ibid.*, t. II, p. 461, d'apr. C. — *c*. Houard, *Lois anglo-normandes*, t. II, p. 375. — *d*. M.-C. Guigue, *Cartul. municipal de Lyon* (Lyon, 1876), p. 51, d'apr. le Cartul. d'Etienne de Villeneuve (XIVe s.) Arch. mun. de Lyon.

HEC EST ORDINATIO[1] FACTA PER NOS ET CONSILIUM NOSTRUM DE MANDATO NOSTRO, SUPER MODO TENENDI[3] ET FACIENDI BURGESIAS REGNI NOSTRI, AD REMOVENDUM ET TOLLENDUM FRAUDES ET MALICIAS, QUE IN EIS OLIM FIEBANT, OCCASIONE SEU CAUSA DICTARUM BURGESIARUM, RATIONE QUARUM ALIQUOCIENS SUBJECTI NOSTRI GRAVITER OPPRIMEBANTUR ET GRAVABANTUR, AD NOS SUAS SEPE QUERIMONIAS DEFERENTES.

1. Primo, statutum est et

ORDINATIO FACTA SUPER BURGENSIIS OBSERVANDIS[2].

C'EST L'ORDENANCE FAITE PAR LA COURT DE NOSTRE SEGNEUR LE ROY ET DE SON COMMANDEMENT, SEUR LA MANIERE DE FAIRE ET TENIR LES BOURGOISIES DE SON REAUME, POUR OSTER LES FRAUDES ET LES MALICES, QUI SE FAISOENT PAR ACHOISON D'ICELES BOURGOISIES, DONT SI SOBGIET ESTOENT DUREMENT GREVÉ, ET DUREMENT PLAIGNANT.

1. Premierement, il est or-

1. Ce texte nous est parvenu annexé à la grande ordonnance de 1303, *pro reformatione regni*, dont l'art. 24, que l'on trouvera plus loin, prescrivait d'appliquer les dispositions de l'ordonnance de 1287 sur les bourgeoisies.

2. Il est difficile de dire si ce texte, qui ne nous a été conservé que par un manuscrit, le seul où l'ordonnance de 1287 ne soit pas transcrite à la suite de celle de 1303, est une traduction ou une copie de l'original.

3. tenendi burgesias (A).

ordinatum quod si aliquis voluerit aliquam intrare noviter de burgesiis nostris, debet venire ad locum unde proponit seu requirit esse burgensem, et adire prepositum illius loci, vel ejus locum tenentem, vel maiorem ejusdem loci, qui recipit seu recipere consuevit absque preposito burgensem, et debet dicere tali modo : *Domine, requiro a vobis michi concedi burgesiam hujus ville, paratusque sum facere quod incombit faciendum.* Et tunc prepositus, vel maior in loco[1] predicto, vel eorum locum tenentes, ut supra dictum est, in presencia duorum vel trium burgensium ejusdem ville, recipient securitatem seu cautionem de introitu burgesie prefate et quod ipse faciet vel emet, ratione et nomine burgesie, domum infra annum[2] et diem de valore sexaginta solidorum parisiensium ad minus, et de hoc fiat[3] instrumentum et registretur. Et tunc prepositus vel maior in loco concedent sibi unum servientem cum quo debet adire dominum sub quo antea fuerat, et a cujus districtu seu jurisdictione se voluit amovere, vel ejus locum tenentem, et eos vel eorum alterum certificare quod ipse factus est burgensis noster in tali villa, designando eis diem et annum, sicut in

dené que se aucuns veult entrer en aucune bourgoisie, il doit aler au lue dont il requiert estre bourgois, et doit venir au prevost dou lue, ou a son luetenant, ou al maieur des lues qui reçoivent bourgoisies sanz prevost, et dire en tel manere : *Sire, je vous requier la bourgoisie de ceste vile et sui appareliez de faire ce que j'en doi faire.* Adonc li prevoz, ou li maires, si com desus est devisé, ou leur leutenanz, en la presence de deus ou de trois bourgois de la vile, recevra seurté de l'entrée de la bourgoisie, et qu'il fera ou achetera, par raison de la bourgoisie, maison dedenz an et jour, de la value de LX. sols parisis au mains. Et ce fait et registré, li prevoz, ou li maires li doit ballier un serjant pour aler od li au segneur desouz cui il s'est partiz, ou a son leutenant, pour faire li a savoir qu'il est entrez en la bourgoisie de tel vile, a tel jour, et en tel an, si comme il est contenu en la lettre de la bourgoisie, en laquel seent contenu li non des bourgois qui furent present quant il entra en la bourgoisie desus dite.

1. eo in loco (B).
2. unum annum (B).
3. fiet (B).

littera burgesie sibi data continetur, in qua contineantur nomina burgensium nostrorum[1], qui premissis affuerunt[2] quando intravit burgesiam supradictam.

2. Ordinatumque fuit quod ipse non habebitur aut deffendetur ut burgensis noster, antequam premissa et quodlibet de premissis per eum facta fuerint, et data securitas de complendo, sicut superius est expressum, donec fuerit advocatus ut burgensis coram domino, a cujus jurisdictione se substraxit.

2. Et est ordené que il ne sera tenuz ne deffenduz comme bourgois, devant ce que les choses desus dites, seent faites, et seurté donée de acomplir, si comme il est desus devisé, et avoez comme bourgois devant le segneur desouz cui il sera partiz.

3. Item, statutum est quod quilibet burgensis noster sic receptus et advoatus, ut premissum est, in quocumque tempore sit, sive ante festum beati Johannis[3] sive post, sive ante festum Omnium Sanctorum sive post, debet continuare burgesiam suam per eum modum qui sequitur : videlicet, quod ipse et uxor sua vel sponsa, si quam habet, debent personaliter residere in dicta burgesia, a vigilia Omnium Sanctorum usque ad vigiliam beati[4] Johannis Baptiste, nisi alias infirmitate fuerit impeditus proprii sui corporis aut uxoris sue, vel propinquorum suorum, vel nisi in casu matrimonii aut peregrinationis, vel casuum

3. Item, il est ordené que chascuns bourgois ensi receuz et avoez, comme desus est dit, en quelcumques tans que ce soit, devant la saint Jehan ou après, ou devant la Touzsainz ou après, il doit continuer sa bourgoisie en ceste fourme : c'est a savoir, que se il a fame espouse, il, ou sa fame, doit continuelment tenir leur bourgoisie au lue, de la velle de la Touzsainz jusques a la velle de la saint Jehan, se ce n'estoit par cas de maladie apperte de son cors, ou de sa fame, ou de ses amis charnex procheins, ou de mariage, ou de pelerinage, ou de cas semblanz, sanz fraude, par ensi encor qu'il ne demoureit, après le departement

1. nostrorum *manque* (B).
2. affuerint (B).
3. Johannis Baptiste (B).
4. sancti (B).

consimilium[1], sine fraude eos contingeret absentare. Preterea, post recessum eorum a loco burgesie sue, impedimento cessante, non morentur ultra tres dies, vel quatuor ad plus.

del leu de sa bourgoisie, outre trois jourz, ou quatre au plus, l'empeschement cessânt, sanz fraude.

4. Item, concedimus et volumus quod predictus burgensis[2], una cum uxore sua, insimul vel divisim, si eis expediens videatur, possint se absentare a dicta burgesia, a festo sancti Johannis Baptiste usque ad festum Omnium Sanctorum, pro fenis suis, messibus et vindemiis suis faciendis, aut aliis negociis suis peragendis. Volumus quod prefatus burgensis et uxor sua, vel alter eorum, sint in loco dicte burgesie, si comode fieri poterit et fuerint in patria, in quolibet magno festo annuali.

4. Mais il est a savoir que chascuns bourgois et sa fame poent aler, ensemble ou par partie, la ou leur plaist pour leurs meissons, fenoisons, vendenges, et pour lour autres besoignes faire, des la velle de la saint Jehan, jusques a la velle de la Touzsainz sanz plus. Et toutes voes li mariz et la fame doivent estre au leu de leur borgoisie amedeus ensemble a toutes les festes annex, se il sont ou pais.

5. Item, scire volumus universos quod, si vir qui non est uxoratus, aut mulier que non habet virum, voluerint[3] intrare aliquam de burgesiis nostris, sub modo et forma premissis, oportet eum [vel eam][4] habere proprium valetum, seu famulum, aut ancillam, qui deserviant[5] personis predictis in dicta burgesia, a vigilia Omnium Sanctorum usque ad vigiliam sancti Johannis Baptiste, et

5. Item, il est a savoir que cil qui n'a fame, ou cele qui n'a mari, qui voudra entrer en bourgoisie en la manere desus dite, doit avoir continuelment au leu de sa bourgoisie propre vallet, ou baisselle, demorant au leu, des la velle de la Touzsainz, jusques a la velle de la saint Jehan, et ensi faisant il pourra aller toute l'anée la ou il li plaira, pour ses besoignes faire, en manere toutes voes qu'il soit

1. similium (B).
2. predicti burgenses (B).
3. voluerit (B).
4. vel eam *manque* (A).
5. deservient (B).

isto modo deserviendo dictis burgesiis, per se vel per substitutas personas, poterunt suis negociis intendere quandocumque voluerint; ita tamen quod in quolibet festo celebri annuali, si in patria fuerint, in dictis locis suarum debent facere presentiam personarum.

en propre persone au leu de sa bourgoisie a toutes les festes annex, se il sont ou pais.

6. Item, statutum est et ordinatum quod, si aliquis vel aliqua receptus vel recepta in burgensem, per modum qui dictus est, vel recipiendus sub forma predicta, se substraxerit, vel de cetero substrahat, seu substrahere voluerit ab aliquo loco, vel communitate solvat tallias et onera sibi imposita in villa in qua sic fuit talliatus vel oneratus, antequam receptus esset in burgensem vel advoatus tamquam burgensis in alia villa in qua requisivit esse burgensem, vel partem debitorum pro exitu ville. Ab alia vero parte solvet omnes tallias, juratas et onera illius ville in qua receptus est burgensis, ab illo die quo receptus fuit, vel receptus erit, usque ad diem quo se substrahere voluerit publice a loco dicte burgesie. Et etiam ordinatum est quod nullus vel nulla burgensis recipiatur, aut defendatur[1] in aliqua burgesia, quamdiu tenebit primam in qua receptus fuerat et etiam advoatus.

6. Item, il est ordené que se aucuns ou aucune reçeuz a la bourgoisie, ou a recevoir en la fourme desus dite, s'estoit partiz, ou partoit de ci en avant, d'aucun leu ou d'aucune comune, il paera les talles, les frez de la ville, de tout comme il fu talliez ou gité sus li, avant ce qu'il fust receuz et avoez comme bourgois a l'autre ville dont il aura requis la bourgoisie, ou sa partie de doite, pour yssue de ville. D'autre part il paera aussi toutes les talles, les jurées et les frez de la ville ou il sera receuz bourgois, ou a esté, des le jour en avant qu'il fu, ou aura esté receuz a la bourgoisie, jusques a tant qu'il se departe publeement de la bourgoisie. Et est ordené que nuls bourgois ne nule bourgoise ne sera receuz a nule bourgoisie, ne gardez ne deffenduz, tantdis com la premiere a laquele il aura este receuz et avoez durra.

1. recipietur aut deffendetur (B).

7. Item, est ordinatum et statutum quod ille dominus, de sub cujus jurisdictione burgensis hujusmodi se subtraherit[1], omnino habebit cognitionem et exequtionem omnium causarum et questionum et querelarum motarum contra ipsum et occasione ipsius, omnium que excessuum per eum commissorum, tribus mensibus antequam receptus esset et advoatus in burgensem, ut superius est expressum; quod intelligendum est de querelis et excessibus, de quibus notorium, aut ordine judiciario cognitum extat vel extitit, vel que dominus predictus per sufficientes testes probare poterit coram justiciario dicte burgesie, infra tres menses postquam receptus, ut predictum est, vel advoatus fuerit[2] in burgensem.

8. Item, statutum est quod nullus predictorum burgensium sustinebitur aut defendetur, quominus, in causa hereditatis contra eos vel ab eis mota seu movenda, debeat parere juri coram domino vel dominis, sub quo vel quibus est hereditas memorata. Idem etiam est censendum circa debita que subditi predictorum dominorum debent dictis[3] burgensibus aut debebunt.

9. Item, sciendum est quod, per hujusmodi statuta seu

7. Item, il est ordené que sires desouz cui tel maniere de bourgois ou de bourgoises se partiront pour entrer en bourgoisie, si com desus est dit, aura la connoissance et l'execution de toutes les querelles meues contre lui et pour achoison de li, et de touz les meffaiz avenuz trois mois avant ce qu'il fust receuz comme bourgois, et avoez, si comme desus est dit; c'est a savoir des querelles ou meffaiz qui seront notoire ou conneu, ou que li sires pourra prouver par tesmoinz soufisanz devant la justice de la bourgoisie, dedenz trois mois après ce qu'il sera receuz et avoez comme bourgois, ou bourgoise.

8. Item, il est ordené que nuls bourgois, ne nule bourgoise, ne sera deffenduz ne soustenuz contre ce que il ne facent droit de leur heritages, et prengnent droit par les segneurs souz cui il ont leur heritages; et ce meisme des dettes que leur sobgiet doivent ou devront as diz bourgois et bourgoises.

9. Item, il est a savoir que par cest ordenement, li roys

1. substrahat (B).
2. fuerat (B).
3. predictis (B).

ordinationes, nos, aut nostrum consilium, non intendimus in aliquo variare vel mutare privilegia seu puncta litterarum que nos, aut predecessores nostri, concessimus, quibus juste sine malicia usum fuerit et eciam sine fraude. Nec est intentionis nostre quin subjecti nostri possint requirere, aut de prefatis burgesiis extrahere homines suos de corpore ascripticios, seu glebe affixos, aut alterius servilis condicionis modo debito seu eciam consueto.

10. Publicabitur autem hec ordinatio per quemlibet ballivum aut senescallum, in prima assissia quam tenebunt. Et dicetur sub hoc modo[1], quod omnes qui voluerint gaudere de predictis burgesiis, veniant infra mensem, a tempore publicationis predicte, pro renovandis dictis burgesiis, sub modo et forma superius expressis; et nisi infra prefixum terminum venerint, vel si non se excusaverint, non defendentur ab illa hora in antea aut habebuntur ut burgenses.

Intencionisque curie seu consilii nostri extitit, quod hujusmodi statuta et ordinationes firmiter teneantur, contraria consuetudine qualibet non obstante, nisi specialiter alique persone puncto littere regie aut privilegio eis concesso, quo bene et legitime fuerint use, extiterint premunite.

nostre sires, ne son conseil, n'entendent de riens a changier, ne muer les privileges, ne les poinz des chartres qu'il et si ancesseur ont donné, dont l'en a bonement usé sanz malice et sanz fraude. Ne n'est aussi sa ententions que si sobgiet ne puissent poursuire a retraire de bourgoisie leur hommes de cors ou d'autre condition, en la manere que l'en a acostumé.

10. Et sera publiée ceste ordenance en chacune baillie, en la premiere assise qui sera. Et sera dit en tel maniere que ceus qui voudront joir desdites borgoisies vieignent dedenz I. mois du tens, puis ce publiement, por renoveler leurs borgoisies, en la maniere qui est desus dite; et se il ne viennent dedenz ce terme, il ne seront pas deffenduz de ceste borgoisie.

Et entent la cour que ceste ordenance soit tenue, non contraitant saisine ne usaige contraire, se il ne l'ont par point de chartre, ou de privelege, dont il aient bien usé.

1. sub hac forma (B).

Omnes autem istas ordinationes[1] prescriptas[2], statutaque salubria facimus, sancimus et promulgamus, tenerique firmiter, et inviolabiliter precipimus observari, pro bono regimine regni nostri et utilitate reipublice; requirentes prelatos, barones, et alios fideles et subditos nostros, quatenus eas, vel ea, faciant a subditis suis teneri et firmiter observari in terris et juridictionibus suis, precipiantque fieri officiariis [3] suis, modo quo injungimus nos et nostris. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, die lune post mediam Quadragesimam, anno Domini M°. CCC°. secundo. — Collatio fit.

Ceste ordenance fut faite au parlement de la Penthecoste, l'an M. II^c-IIII^xx VII.

Demum[4], cum postmodum placuisset domino regi quod, aliquibus de causis, hujusmodi ordinatio de burgesiis in villis sitis in marchiis sive in finibus regni sui a parte imperii Alemannie minime servaretur;

Demum, dominus rex, anno Domini M°. CC° nonagesimo tercio, circa Ascensionem Domini [5], apud Pontisaram, cum majori et saniori parte sui consilii, voluit et precepit quod dicta ordinatio de burgesiis per totum regnum suum, tam in finibus quam alibi, generaliter observetur.

Item, anno nonagesimo quinto, presentibus duce Burgundie[6],

---

1. Ces formules finales visent naturellement toutes les dispositions comprises dans la grande ordonnance de 1303, et non pas seulement l'ordonnance sur les bourgeoisies.
2. supra scriptas (B).
3. officialibus (B).
4. Ces notes sur l'exécution de l'ordonnance se trouvent au registre JJ 34, fol. 35, en marge du texte français de l'ordonnance de 1287.
5. Vers le 7 mai.
6. Robert II, duc de Bourgogne, de 1272 à 1305.

comite Sancti Pauli[1], constabulario[2], episcopis Tornacensi[3], Dolensi[4], et P. Flote[5], recitata fuit predicta ordinatio et approbata, et fuit superadditum quod nulla fieret revochatio in Campania. In parlamento Omnium Sanctorum, presente toto parlamento.

XLVIII.

Paris. 1288, Parlement de la Toussaint (1er novembre).

Arrêt du parlement s'attribuant l'examen de la condition de Henri Aleaume, revendiqué comme son justiciable par l'évêque de Beauvais et jugé par la commune comme bourgeois.

A. Loisel, *Mémoires.... de Beauvais*, p. 300.— B. L. Delisle, *Restitution d'un volume des Olim*, n° 715, d'apr. A.

Cum contentio verteretur inter maiorem et pares Belvacenses, ex una parte, et Henricum Aleaume et episcopum Belvacensem, in quantum quemlibet eorum tangebat, ex altera, super eo quod dictus Henricus dicebat dictos maiorem et pares ipsum justiciasse, qui erat justiciabilis dicti episcopi, in cujus justicia cubabat et levabat, ad quem petebat remitti, cum eorum burgensis non esset, sed exierat diu est de eorum communia, et de suo exitu fecerat et aliud quod debebat, et dictus episcopus petebat ipsum Henricum ad suam curiam remitti, paratus de eo jus cuilibet exhibere ; dictis maiore et paribus dicentibus hec fieri non debere, quia ipsum justiciaverant tanquam suum burgensem, tailliabilem pro taillia sibi imposita, de quo cognicionem ad nos pertinere dicebant, nam, ut dicebant, consuetudo et usus Belvacenses sunt quod quicumque vult exire communiam Belvacensem debet hec exponere maiori et paribus, et, datis bonis fidejussoribus qui sint eorum justiciabiles, vel positis bonis suis in manu nostra, et, ante omnia, de administratione, si quam

---

1. Gui IV, comte de Saint-Pol, de 1292 à 1317.
2. Raoul II, de Clermont, seigneur de Nesles, connétable de 1285 à 1302.
3. Jean III de Vassoigne, év. de Tournai, de 1292 à 1300.
4. Thibaud I de Pouencé, év. de Dol, de 1280 à 1301.
5. Pierre Flotte, alors conseiller du roi, plus tard garde des sceaux de France, mort en 1302.

gessit, reddita ratione, et solutis arreragiis, petere quod suum exitum taxent, et tunc poterit exire communiam, alias semper eorum burgensis et tailliabilis remanebat; tandem, inquesta facta super his diligenter examinata, et auditis rationibus partis utriusque, inventum est dictos maiorem et pares suam intentionem sufficienter probavisse; propter quod pronunciatum est per dictam nostram curiam dictum Henricum ad curiam dicti episcopi non esse remittendum, sed in hac parte nostrum examen debere subire.

Inter inquestas et aprisias expeditas in parlamento Omnium Sanctorum, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo octavo. — Extractum a registris curiæ parlamenti. Signatum: Pichon.

XLIX.

Paris. 1290-1291, Parlement de la Chandeleur (2 février).— 1291, Parlement de la Toussaint (1er novembre).

Arrêt du parlement déterminant la manière de liquider les dettes des communes.

I. *Texte latin.* Cop. contemporaine, Arch. nat., JJ 34 *(Registrum tenue)*, fol. 36. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 2753 B.

II. *Texte français. Ed.*, Boutaric, *Rapport sur une mission en Belgique*, dans *Arch. des missions scientifiques*, 2e série, t. II (1865), p. 312, d'apr. une cop. du xve s. des arch. de la ville de Gand *(Wetten ende Costumen des Nederlanden*, fol. 71.).

QUEDAM ORDINATIO SUPER DEBITIS VILLARUM ET COMMUNITATUM[1] HIC DESCRIPTORUM.

Ordinatum est de debitis communitatum villarum Noviomensis[2] et Hamensis[3].

1. Primo. Vocabunt omnes creditores duobus edittis, cum intimatione quod si non comparuerint, quod de cetero super tradito suo non audientur.

Il est ordené des debtes des communes des villes:

1. Que tuit li creancier soient appelé par II. fois, en eulx senefiant que c'il ne vienent avant, que des ores en avant seur[4] leurs dettes ils ne seront ouis.

---

1. Le scribe a écrit : *comitatuum*, qu'il faut certainement corriger par : *communitatum*.
2. Noyon, Oise, arr. Compiègne.
3. Ham, Somme, arr. Péronne.
4. Boutaric imprime *tous* que je crois devoir corriger.

2. Secundo. Inducentur et compellentur creditores illi qui venerint, primo ad remittendum de debito eo quod fuit usurarum, aut, summaria cognitione prehabita, de usuraria pravitate suspectum. Deinde eciam quod purum et legale restabit debitum inducetur ad remissionem quote, si possint induci, sine compulsione tamen.

2. Après, li creancier qui venront seront constraint et amené, premierement, a rabaisser premierement de leur dette qui fu d'usure, ou souppecenueuse d'usure, premierement en legiere connissance sur ce. Et en après de la dette que demourra pure et loial il seront enorté a faire relas d'autre partie, et amené, se on puet, a ce, sans aucune contrainte faire.

3. Tercio. De illo debito quod restabit, prededucta usura, ut dictum est, et remissione prehabita graciosa, fiet sic: quia scietur et inquiretur diligenter per quorumdam administratorum maliciam, dolum vel culpam communia dampnificata fuerit; et de quantitate dampni fiet executio in bona ipsorum, ubicumque sint, mobilia et immobilia, et ad quecumque transierint post obligacionem contractam, sive per venditionem sive per dationem in solutum. De residuo vero debiti fiet executio in bona mobilia omnium de universitate, ubicumque sint, et in immobilia tantum existencia extra villas communitatum, similiter aut per venditionem aut per dationem in solutum.

3. Après, de teles debtes qui demourront, ostée l'usure, et ostée ce qu'il relairont de leur volenté, il sera fait en tele maniere: car on saura et enquerra on diligaument de la culpe, de la malice, de la tricherie des administrateurs par lesquels la commune aura esté damaigé; et sera execution faite de la qualité dou damaige en leurs biens, moebles et non mobles, en quelzconkes lieus il soient et a quexconkes personnes il soient venu après obligation dessus dis biens, soit par vendage, soit par donner payement. Et dou remanant l'execution sera faite es biens seulement moebles tous de la commune, en quexkonques lieu il soient, et es non moebles tant seulement qui seront hors des villes des communes qui les tiengne, soit par des rentes a vie ou vendage ou par doen ou payement.

4. Quarto. Vocabuntur omnes renduales, id est illi qui emerunt redditus super communias ad vitam suam, ut compareant cum instrumentis

4. Après, tuit cil qui ont rentes a vie sous les dites communes seront appelé qui viengnent a tous leurs estrumens et a tout leur lettres,

et litteris, cum intimatione quod nisi invenerint infra terminum competentem, quod de cetero, super illis redditibus non audientur. Et cum venerint, scietur cum eis et per litteras eorumdem quantitas precii et tempus emptionum. Et si tanto tempore perceperint redditus quod concurrat utilitas percepta cum utilitate precii vel excedat, suspendetur exactio dictorum reddituum quousque communitas de debitis fuerit liberata.

en eulx senefiant que si ne vienent dedens terme convenable, que de ore en avant, seur les dites rentes il ne seront point ouiz. Et quant il seron venus, on saura a eus et par leur lettres de la qualité dou pris et dou tens des achaz. Et se il ont recheu par tant de tens les rentes que la profiz de la rechoite vaille a tant comme li profiz du pris ou plus, li paiement des dites rentes sera suspendus jusques a tant que la commune sera delivrée des debtes.

5. Quinto. Quia occasione servientum dampnificantur in multis creditores et communie, duo servientes deputabuntur, cum moderatis gagiis, ad execucionem predictorum, secundum formam que tradetur eisdem; et computabitur bis in anno, et jurabunt quod ultra gagia nichil percipient, etiam si eisdem offeratur.

5. Après, pour ce qui li creancier et les communes sont adamagiés en moult des choses pour l'occoison des mavas serjanz, dui serjant seront establi en chascune commune, a gajez souffisans, a faire execution des choses devant dites, selonc la fourme qui leur sera baillie; et contera on II. fois l'an, et jurront que oultre leur gajez il n'en prendront riens, tant fust-il qu'il leur fust offert.

6. Sexto. Hereditates vero que sunt intra villas predictas non vendentur nec dabuntur in solutum, ne destruatur corpus communie, et quia de facili non invenirentur emptores.

6. Après, li heritage qui sont dedens les viles devant dites ne seront mie vendu ne donné en paiement, pour ce que li cors de la commune ne soit destruit, et pour ce que on ne trouverait mie de legier acheteurs.

7. Septimo. Quod nullam causam moveant, nisi prius petita licencia a deputatis qui eis dabunt vel denegabunt, prehabito consilio curie, si fuerit danda vel deneganda.

7. Et après, qu'il ne moveront nule cose, se il ne demandent premierement congié aux establis devant diz qui leur donront ou deneeront, heu premierement conseil, s'il est a donner ou a deneer.

8. Ad hec autem exequenda et fideliter implenda deputabuntur tales : ballivus Viromandie et Stephanus de Scambio.

9. Et a die vel termino assignatis creditoribus, ut premissum est, dabitur licencia hominibus communitatum ut mercaturas suas eundo et redeundo ad nundinas et mercata valeant exercere, ita quod nullus, occasione debitorum, in eos vel eorum bona manum possit extendere, nisi persone que per nos ad hoc super hoc fuerint deputate.

In parlamento Candelose, anno Domini M°. CC°. nonagesimo.

8. Et a ce faire et loyaulment acomplir seront establis baillis, et especialment pour Haem et pour Noyoen le bailli de Vermandois et Estienne dou Change.

9. Et, puis le terme assenés au creanciers, si comme il est dit par dessus, il sera donné congié aux hommes desdites communes qu'ils puissent leur marcheandise, en alant ou en venant, a foires ou a merchiez mener, et en telle maniere que nulz, pour l'occasion des debtes, en eulx ne en leur biens ne puist sa main estendre, se ne sont les personnes qui pour nous a ce et pour ce seront establies.

Ce fu fait au parlement de la Toussaint, l'an de grâce mil CC. IIII^{xx}. et onze !

L.

S. d., vers 1294 [1].

Motifs proposés au roi Philippe le Bel pour supprimer la commune de Laon.

Orig. Arch. nat. J 233, n° 38. — *Publ.*, Dufour, *Situation financière des villes de Picardie sous saint Louis*, dans *Mém. de la Soc. des antiq. de Picardie*, t. XV (1858), p. 670.

Se nostres sires li roys, comme bons princes, fait droit as eglises de Laon, en tenant son jugié qui est bons et loiaus, il, en droit faisant, aura Dieu en guerrendon, et si aura profit

1. Ce document est dépourvu de toute indication qui permette d'en fixer la date avec certitude. L'écriture pourrait être du commencement du XIVe s. aussi bien que de la fin du XIIIe. Je crois que ces propositions ont dû être faites à Philippe le Bel, vers le temps des démêlés de la ville avec le clergé, avant la suppression et avant le rétablissement de la commune ; c'est ce qui m'a conduit à proposer la date de 1294.

et honeur tres grant, sanz faire tort a autrui, es choses qui s'ensuient.

1. Cil qui se tiennent pour maieur et juré de Laon, tiennent la terre qui fu Monseigneur Jehan de Seris [1] et estoit tenue du roy, et l'orent par achat du roy.

2. Item, il tiennent pluseurs maisons a Laon de grant value, et ausi a Ardon [2].

3. Item, une pescherie de grant value qui est a Ardon.

4. Item, il tiennent a Laon les mesurages, les estalages, le portage, les amendes des mellées, des larrecins forcelés, les amendes des larrencins occultes et des meffais occultes.

5. Item, des bannissemens et des rapiaus d'iciaus, des depors qui sont a leur volenté, des adjournemens, des deffaus, des amendes faites en la main le maieur, qui valent a volenté, des chaucies de la ville de Laon et des villes entour, des roages que il tiennent, et pluseurs autres redevances que il ont acoustumé.

Somme que les choses dessus dites valent par an : iij ^{M}. lb.

6. Item, cil de Laon font taille chascun an, qui monte a chascune année x ^{M}. lb. parisis au mains, et souvent plus assés, et especialement il ont taillié ceste année, si comme on dit, bien xxx ^{M}. lb. parisis, et de ce ne rendent il nul compte ne n'ont rendu, fors que entre aus.

Somme de la taille faite a Laon chascun an, au mains: x ^{M}. lb.

7. Item, li eschevin sont nez de la ville de Laon et se font entre aus par election, et jugent les causes le roi, les gentis hommes du pais, si comme le seigneur de Couci [3] et le conte de Rouci [4] et autres, et bien xjx ^{C}. villes qui viennent estre

---

1. Le 15 août 1286, Jean de Seris, écuyer, donne à la commune de Laon : « tout ce que nous aviens dedens les termes de la cité et de la » pais de Laon, en justices, en ventes et en toutes autres choses, et les » hommages li hoir Clarembaut d'Ostremencourt et Berte, jadis sa » femme, tenoient de nous, et l'ommage que messire Inbers de Ribe- » mont, chevaliers, tenoit de nous avant que cis dons fust fait. » (Orig. scell., Arch. nat. J 233, nº 20.)

2. Faubourg de Laon.

3. Coucy-le-Château, Aisne, cant. Laon.

4. Roucy, Aisne, cant. Neufchâtel, à 32 kilom. de Laon.

jugiés pardevant lesdiz eschevins, et vaut bien li profis dudit eschevinage a vint eschevins qui i sont, que en recognoissances faites pardevant aus, que en procuracions passer, que en adjournemens, que en arres, que en faire enquestes et en autres manieres et en coustumes que il ont acoustumées: iiij ^{M}. lb. chascun an. C'est a savoir a chascun eschevin : ij ^{C}. lb., l'un parmi l'autre.

Somme du profit de l'eschevinage par an : iiij ^{M}. lb.

8. Toutes les choses dessus dites, se li roys tenait son jugié, venroient a lui et en son profit et au grant profit du pais, et ne seroient mie estaintes les amendes le roy, ensi comme elles sont par les eschevins. Il seroit bien trouvé es comptes le roy, que les amendes de Laon et du ressort de Laon ne valent mie chascun an au roy ij ^{C}. lb. Lesqueles amendes, se li eschevin ne les anientissent, vausissent au roy chascun an plus de ij ^{M}. lb.

Somme que les amendes de Laon vauroient plus que elles ne valent : xviij ^{C}. lb.

Et soit certains nostres sires li roys, que se li jugiez estoit tenus, la ville de Laon seroit li plus nobles, li plus grans, li plus profitables sieges et ressorts tant pour tant, qui soit en France, après Paris. Et seroit li pais miex gouvernez que il n'est, et plus en pais, se il i avoit autretel gouvernement, et autretel auditoire comme il a a Paris ou a Orliens, sanz mestre eschevins du grant linage de la ville, que il mestent par linages et par election, ce que il ne font mie ne a Paris, ne a Orliens. Et est voirs que cil de Laon n'ont voisin nul qui ne se duellent d'aus, et de leur commune, et de lor eschevinage, pour la force que il ont et que on leur sueffre a avoir.

LI.

Paris. 1294, 1er juin.

Mandement de Philippe le Bel au bailli de Vermandois pour l'exécution d'un arrêt du parlement contre les maire et jurés de Laon.

Cop. du xviiie s., Bibl. nat., *Collection de Picardie*, t. 267, fol. 4.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, ballivo Veromanduensi,

salutem. Cum, pro captione et incarceratione Galteri, clerici de choro ecclesiæ Laudunensis, a matutinis revertentis, maior et jurati Laudunenses per curiam nostram condemnati fuerint in octoginta libras parisiensium, solvendas videlicet decano et capitulo Laudunensi, LX. l. paris. pro faciendis duobus bacinis argenteis ad deserviendum in ecclesia Laudunensi, et dicto Galtero clerico imprisonato in XX. l. paris; item, pronunciatum fuit quod illi qui dictum clericum cœperunt et imprisonaverunt, si possint reperiri, ponantur et teneantur per octo dies in eodem carcere in quo dictus clericus fuit imprisonatus, postmodum, una die solemni facient unam processionem in ecclesia Laudunensi, et quod de cœtero non sint in servianturis seu in officiis civium Laudunensium; mandamus tibi quatenus prædicta facias executioni debite demandari. Actum Parisius, die martis ante Pentecosten anno Domini M. CC. XC. IV.

LII.

Anagni. 1295, 30 août.

Lettre du pape Boniface VIII à Philippe le Bel pour le prier de réprimer les excès commis par les bourgeois de Laon et de supprimer la commune.

A. Minute, Archiv. du Vatican, Registre I de Boniface VIII, fol. 87. — B. Cop. du XVIIe s., Bibl. nat., *Coll. Duchesne*, t. 78, fol. 95 v°, d'apr. un cartul. de Laon. — C. Cop. du XVIIIe s., Bibl. nat., *Coll. de Picardie*, t. 267, fol. 4, d'apr. le même cartul. — *Ed.*, *Les Registres de Boniface VIII*, t. I, n° 356, d'apr. A.

[Bonifacius episcopus, servus servorum Dei [1],] carissimo in Christo filio Philippo, regi Francie illustri, [salutem et apostolicam benedictionem]. Ad aures nostras perduxit insinuatio[2] gravibus onusta querelis quod pacis emulus in duobus armigeris et quodam cive Laudunensi spiritum furoris adeo inflammavit quod, post secuta verba ignominie inter eos[3], alter

1. J'ai naturellement suivi pour la publication de ce document le texte donné par les éditeurs des *Registres de* Boniface VIII. Toutefois, j'ai rétabli d'après B et C entre [ ] tous les passages qui manquent dans A ou qui ont été supprimés par les éditeurs des registres et noté les variantes qai m'ont paru n'être pas des fautes de copie.

2. pervenit relatio (B C).

3. injuriosa utrinque (B C) *au lieu de* : inter eos.

armigerorum ipsorum eundem civem in maxilla pugno percussit, propter quod dicti armigeri, in domo ipsius civis ab ejus domesticis acrius verberati, timentes furorem populi Laudunensis, pro sua tuitione ad cathedralem ecclesiam Laudunensem fiducialiter confugerunt, ad quos postmodum quidam clericus, eorum consanguineus, intuitu sotietatis[1] accedens, ibidem remansit cum eis. Ex hoc namque comune civium Laudunensium contra ipsam ecclesiam citationis[2] inique inebriati torrente, in ipsius gravem injuriam consilium inierunt in unum, et tandem, ipso[3] deliberato consilio, die sequenti, clausis januis civitatis Laudunensis, pulsatis campanis comunis[4] ejusdem, evaginatis gladiis et aliis armis assumptis in valida manu, et clamoribus validioribus, copiosa multitudine civium eorum, ut utamur eorum verbis, vociferante *comunia! comunia!* et insequente clericum et armigeros memoratos, quidam eorum civium servientes, civibus ipsis presentibus et eisdem servientibus favorabiliter assistentibus armatis, decano et capitulo ejusdem ecclesie tunc officium none cantantibus et propter tumultuosum clamorem et violentum accessum eorum omnino dimitentibus illud, de campanili infra ipsam ecclesiam existente, ad quod tantum per ipsam ecclesiam habetur accessus, fractis ejus ostiis, carissimi in Christo filii nostri... regis Francie illustris[5] et bone memorie P., tituli sancti Marci presbiteri cardinalis, ipsius ecclesie thesaurarii, nuntiis ac dictis decano et capitulo ejusdem ecclesie obsistentibus, clericum et armigeros prefatos, eis usque ad effusionem sanguinis vulneratis graviter, eduxerunt, eosque per ipsam ecclesiam ipsius sanguinis sparsione pollutam ad domum dicti civis similiter clamantes *comunia! comunia!* duxerunt captivos, ipsosque duris lapidum jactibus et aliorum immanitate verborum tandiu crudeliter conquassarunt, donec ipsi fortius infirmati corruerunt in terram semivivi relicti, quorum unus propter hoc postmodum expiravit; propter quod dicti decanus et capitulum, conspicientes ipsius ecclesie immunitatem violatam[6] et hostia campanilis effracta, de ipsa ecclesia sancta eucharistia reverenter ad alium locum transvecta et clausis ipsius ecclesie foribus, cessaverunt in ea totaliter a divinis, sicque

1. pietatis ad eos (B C).
2. concitationis (B C).
3. ipso *manque* (B C).
4. communie (B C).
5. et tuis *au lieu de* carissimi... illustris (B C).
6. tam notabiliter violatam (B C).

iidem decanus, thesaurarius et capitulum, tacti dolore cordis intrinsecus, ad nostre consolationis et oportune provisionis remedium humiliter recurrerunt. Licet itaque tam detestabilis civium dictorum transgressio et presumptio detestanda sub potentia regia in ecclesia Dei presumpta in regno tuo notoria, ut asseritur, et tibi specialiter nuntiata, absque virga correptionis regie debite, prout ad te pertinet, nec forte transierit, [quia varietas agendorum jugiter occupat et distrahit multifariam mentem tuam], nos nichilominus celsitudinem regiam affectuose requirimus [et hortamur attente] quatenus, [diligenter advertens quod predictorum civium contra dictum decanum et ecclesiam Laudunensem sit injuriose jaculum superbe presumptionis emissum, nos, ad quos generalis spectat ecclesiarum protectio, vehementer perturbat, immunitatem ecclesiarum vulnerat, et ministros dominicos inhonorat, ad correctionem premissorum] adversus dictorum civium insolentiam, [prout ad te pertinet, ut premittitur], sic dexteram regalis extendas potentie, [ac prefatis decano et capitulo, et dilecto F., thesaurario, qui nunc est virtus brachii regii, sic assistas, processus et sententias super hoc dicte sedis auctoritate ordinaria et delegata habitas et vite prolatas et que fient in antea, cum innotuerint, efficaciter confovendo] quod ecclesia ipsa Laudunensis consurgat in honorem [sic in hac parte insuperabiliter lesa] et dicti cives, correctione debita castigati [pro illatis eidem ecclesie Laudunensi injuriis et damnis, dicto decano et capitulo et thesaurario] plenariam satisfactionem impendant [et a similibus de cetero requiescant]. Subjungimus insuper quod clare memorie L. rex Francie, ut proponitur, quandam concessit communiam, pacem vulgariter nuncupatam, civibus memoratis, que Laudunensi ecclesie vexationes assiduas multiplicat et suscitat, [devotis tibi animis et pacificis inquieta et in ipsa ecclesia spiritualia impedit et temporalia pervertit]; quare regia celsitudo sic pro nostra et apostolice sedis reverentia provideat in hac parte quod eisdem ecclesie decano, thesaurario et capitulo pacem tribuat [et quietem, habendo ipsos in cunctis suis et maxime in his agendis specialis favoris privilegio commendatos, ita quod ipsi, te protegente, securi consistant a suorum emulorum adversis, et, te favente, semper prosperi dirigantur]. Dignum denique videretur et congruum ut, inter alias penas predictorum occasione temporaliter et civiliter inferendas[1], communitas Laudunensium civium, que clamando

1. impendendas (B C).

comunia! comunia! ut predicitur, sic deliquit, ut etiam alias occidendo Laudunensem episcopum, ut dicitur, similiter deliquerunt, comunitatis seu comunie jure, quam vulgariter pacem appellant, perpetuo[1] privaretur [per quam tam patenter et tam graviter noscitur deliquisse. Has autem presentes nostras sic studeas efficaciter adimplere quod proinde apud regem regum dignus premiis constituaris eternis, tibique multiplicentur preconia in labiis plurimorum, nobisque ad votivam cedat letitiam sollicitudinem regiam desideratio plenam affectibus super iis promptam et laudabilem invenisse]. Datum Anagnie, III. kal. septembris, [pontificatus nostri] anno primo[2].

LIII.

Paris. 1295-1296, mars.

Arrêt du parlement supprimant la commune de Laon.

Mss. A. Minute, Arch. nat. X[1a] 2 *(Olim)*, fol. 108. — B. Copie contemporaine, Arch. de l'Aisne, G 2, *Grand cartul. de Laon*. fol. 85 v°, n° 214. — C. Copies du XVII[e] et du XVIII[e] s., Bibl. nat., *Coll. Duchesne*, t. 78, fol. 96 v°; *Coll. de Picardie*, t. 110, fol. 95 d'après l'orig. et t. 267, fol. 4 v°; *Coll. Moreau*, t. 213, fol. 190. — *Ed. :* Beugnot, *Les Olim*, t. II, p. 384, d'apr. A. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 2895.

[Ph., Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras

---

1. quam,.. perpetuo *manque* (B C).
2. A la même date le pape adressait le même récit à l'archevêque de Reims, à ses suffragants et aux chapitres des églises cathédrales de la province pour leur enjoindre de prêter aide et assistance à l'église de Laon (*Registres de Boniface VIII*, n° 355). — Par une troisième lettre, il commettait les archidiacres d'Orléans et de Troyes pour publier l'excommunication des accusés, maintenir l'interdit dans la cité jusqu'à satisfaction et citer à comparaître vingt-deux citoyens de Laon nominativement désignés et considérés comme les principaux criminels (*Ibid.*, n° 363). — Le 13 novembre suivant il s'adressait à l'évêque de Soissons qu'il chargeait de faire procéder contre les coupables « Seductor humani..... » (Arch. de l'Aisne, G 2, *Grand cartul. de Laon*, fol. 86 v° n° 215). — Cf. les lettres de l'official en date du 10 décembre 1295 au sujet de la sentence (Bibl. nat. *Coll. Duchesne*, t. 78, fol. 97.)

inspecturis, salutem. Notum facimus quod [1]], significantibus decano et capitulo Laudunensibus, nobis intimatum extitit factum detestabile et enorme quod cives Laudunenses, innumerosa populi multitudine congregata, campana communitatis seu pacis Laudunensis, ut eorum verbis utamur, pulsata, portis civitatis clausis, et quibusdam publice *communiam! communiam !* proclamantibus, in matricem ecclesiam Laudunensem, ausu sacrilego, in contemptum Dei et immunitatis ecclesiastice, irruentes, quosdam clericum et armigeros nobiles, qui ad dictam ecclesiam confugerant sub confidentia immunitatis ejusdem ecclesie, ob tutelam suorum corporum, et inimicorum suorum eos persequentium sevitiam et inminentem crudelitatem vitandi, a predicta ecclesia violenter extraxerunt, vulneraverunt crudeliter et in tantum quod ex ipsis vulneribus alter ipsorum armigerorum miserabiliter expiravit, libertatem dicte ecclesie dampnabiliter infringendo, presentibus ad hoc pluribus de servientibus communitatis predicte, scabinis, juratis et aliis per quos dicte villa et communitas regebantur, nec se opponentibus dicto facinori cum deberent et possent, sed potius in premissis prestantibus consilium, auxilium et favorem, predicta maleficia et exinde culpabiles punire negligentibus, propter quod non est dubium ipsos non caruisse nec carere scrupulo societatis occulte. Nos vero, licet premissa manifesta essent et notorie perpetrata adeo quod nulla poterant tergiversatione celari, ex habundanti per dilectos milites et fideles nostros Petrum de Sarginis et Johannem Choisel de hiis fecimus plenius veritatem inquiri, vocatis ad hoc qui fuerant evocandi, et per inquestam super hoc factam a nobis et consilio nostro inspectam et diligenter examinatam, cives predictos, maiorem, juratos et scabinos et alios rectores civitatis Laudunensis invenimus culpabiles de premissis, propter quod, justicia exigente, per arrestum curie nostre pronunciamus eos culpabiles de predictis, privantes eos omni jure communitatis et collegii, quocumque nomine censeatur, campanam, sigillum, archam communem, cartas, privilegia, omnem statum justicie, jurisdictionis, judicii, scabinatus et officii juratorum et alia ad ipsam communitatem et collegium pertinencia ab eis penitus et in perpetuum abdicantes, nobis reservantes singulares personas dicte communitatis secundum sua demerita et maleficia puniendas, ipsamque communitatem in pena pecu-

1. J'ai suivi le texte de A, mais j'ai ajouté entre [ ] les additions fournies par B qui montrent en quelle forme étaient expédiés les arrêts dont les minutes sont dans les *Olim*.

niaria, que judicio curie nostre taxanda videbitur, intendentes punire. [In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto, mense marcio.]

(*Sceau perdu; il estoit pendant en lac de soie rouge et verte existante encore en partie. Archives de l'évêché de Laon, layette 2e, liasse unique, n° 7* [1].)

LIV.

Paris. 1296-1297, 9 février.

Philippe IV rétablit la commune de Laon.

A. Orig. scell., Arch. nat., J 233, n° 27. — B. Cop. contemporaine, Arch. de l'Aisne, G 2, *Grand cartul. de Laon*, fol. 89 v°, n° 219. — C. Cop. du xve s., Arch. nat. JJ C. (anct B), fol. 96. — D. Cop. du xviie s. Bibl. nat., *Coll. Duchesne*, t. 78, fol. 98. — D. Bibl. nat., *Coll. de Picardie*, t. 267, fol. 5. — *Ed.*, *Ordonn.*, t. XI, p. 388, d'apr. C.

Ph., Dei gratia Franc. rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod nos officium scabinatus, cum hiis que ad illud spectant officium in villa Laudunensi, restituimus, ac communiam, et ea que ad ipsam, juxta ritum antiquum, pertinent, in dicta villa reponimus, volentes tam illud scabinatus officium quam dictam communiam in manu nostra teneri et excerceri presentibus, et earum effectum, quamdiu nobis placuerit dumtaxat, in suo robore duraturum. Actum Parisius, die nona februarii, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto [2].

(*Traces de sceau pendant sur double queue. — Cachet rouge sous le repli.*)

---

1. Cette mention est à la fin de la copie de Dom Grenier (*Coll. de Picardie*, t. 110, fol. 95).

2. A la prière du roi, Boniface VIII consentit à absoudre les habitants de Laon et à lever l'interdit qui pesait sur la cité; il le fit par une lettre du 7 août 1297, adressée à l'archevêque de Rouen, à l'évêque d'Auxerre et à l'abbé de Saint-Denis (*Coll. Duchesne*, t. 78, fol. 98 v° et *Coll. de Picardie*, t. 367, fol. 5). — Ce ne fut du reste qu'après avoir fait à l'église une réparation éclatante que la ville put obtenir le rétablissement de la commune et la levée de l'interdit. Quatre commissaires nommés par le roi, parmi lesquels se trouvait Pierre Flotte, firent accepter aux habitants, en mars 1297-1298, la dure et onéreuse transaction dont voici les termes : « .... la premiere journée que lidit » doyen et chapitre entreront en ladite eglise de Laon pour le ser-

LV.

S. d. (entre 1301 et 1303 [1]).

Motifs présentés au roi Philippe le Bel pour l'engager à conclure un pariage avec le prieuré de Saint-Orens d'Auch[2], pour la part de seigneurie de la ville d'Auch appartenant audit prieuré.

Orig., Arch. nat., J. 302, n° 128. — *Trad.* Curie-Seimbres, *Des causes qui firent passer au pouvoir des rois de France la seigneurie de la ville d'Auch*, dans *Revue d'Aquitaine*, t. VII, 1862, p. 174.

1. In civitate Auxitana sunt tres domini temporales quorum unus est archiepiscopus ejusdem civitatis, alter comes Ar-

---

» vice Dieu faire, cent persoines de ladicte commune de Laon nuz » piez, en cotes, sanz centures, les chiés nuz, sanz chaperons et sanz » coiffes, yront d'uy et d'uy apres cex qui porteront les croiz devant » les chanoynes et le clergé de la vile et monront du pié de la montaigne » de Laon, et illeques iront a la procession en ceste maniere juques » en l'eglise dessus dicte ; derechief, que trois persoines prises es » dictes cent porteront trois figures de cire, chacun une figure entre » ses bras du pois de xx. livres de cire au pois de Laon, lesqueles il » prendront a la porte S. Martin et les porteront juques devant le » grant autel de ladicte eglise, et illeques les offreront, en signe de » faire restitution a l'eglise de trois hommes, qui, contre l'immunité et » la franchise de l'eglise dessusdicte, par force et par violence, furent » de cele eglise hors trait, et seront lesdictes figures au doyen et au » chapitre pour en faire leur voulenté. Et aveques ce, lesdiz maieur et » juréz rendront ausdiz doien et chapitre soissante livres de cire au » pois de Laon. Les noms des cent personnes et des trois qui porte- » ront les figures, nous envoions au balli de Vermendois, souz le » contre-seel nostre sire le roy. Derechief, lidit maieur, juréz et com- » mune seront tenuz de faire une chapelle en ladicte eglise de leur » propre et de la douer de trente livres tournois de rente annuel et per- » petuel, pour lesqueles achater et ladicte chapele faire, ils paieront » ausdiz doyen et chapitre mil livres tournois ; et sera de la presentation et » de la collation du doyen et du chapitre de plein droit. Derechief, que » lesdiz maieur, juréz et commune paieront et donront a l'eglise de » Laon deus mil livres tournois qui seront le doyen et le chapitre pour » achater heritage a la devant dicte eglise de Laon ou pour faire en » leur voulenté, pour les granz despens et missions qui ont ésté faiz » pour l'occasion desdiz debaz et contenz en plusieurs manieres. Dere- » chief, que li devant diz maieur, juréz et commune donront et paieront » a reverent pere, Monsieur Franchiske Gayetan, diacre, cardinal, » tresorier de ladicte eglise, qui a la juridition en ladicte eglise, si » comme l'en dit, trois mil livres tournois.... » (Arch. de l'Aisne, G 2, *Grand cartul. de Laon*, fol. 90 v°, n° 222 et *Coll. de Picardie*, t. 267, fol. 5 v°.).

1. Il est difficile de préciser la date de ce document, M. Curie-Seimbres (*Mém. cit.*) a cru pouvoir le dater de 1297, pensant voir dans le

maniaci, alter est prior Sancti Oriencii Auxitani, Cluniacensis ordinis, in speciali garda domini regis existentis.

2. Item, istorum trium dominorum quilibet habet castrum et locum et fortaliciam suam; habet enim prior predictus in maiori porta civitatis turrem et aulam et locum suum proprium, prout competit domino temporali, in quo bajulus ejusdem prioris ponere consuevit homines delinquentes in jurisdictione ipsius.

3. Item, bis in anno creantur consules in civitate Auxitana, videlicet de parte prioris predicti, iiij^{or}., de parte archiepiscopi, duo, et de parte comitis predicti; qui consules sic electi presentantur dictis dominis, et in presencia ipsorum jurant super librum ubi ewangelia sunt, quem librum dicti domini tenent seu eorum bajuli insimul, quod erga dominos ipsos et vicinos suos de civitate fideliter se habebunt juxta mores seu consuetudines dicte civitatis.

4. Item, dicti consules post prestitum juramentum sibi et in solidum exercent in civitate Auxitana et ejus pertinenciis in quolibet casu omnimodam jurisdictionem et mixtum imperium.

5. Item, ab ipsorum consulum sententiis vel cognitionibus non appellatur nec debet appellari nec ad archiepiscopum, nec comitem, nec priorem, sed solum ad dominum regem. Verum archiepiscopus et comes predicti procurant quoad ipsos a sentenciis dictorum consulum appelletur, in prejudicium domini regis et ipsius prioris, unde, anno isto, dictus archiepiscopus creavit judicem appellationum in civitate Auxi-

---

dernier paragraphe la preuve d'un prétendu siège d'Auch par Philippe IV, placé en 1297 par les auteurs de la *Gallia Christiana* sur la foi de Dom Brugelles; mais D. Vaissète a depuis longtemps révoqué en doute ce fait qui ne repose sur aucune preuve, et du reste, la chevauchée du sénéchal de Toulouse dont parle notre document n'a aucun rapport avec un siège. Prendre texte de ce passage pour prouver la réalité d'un siège et accepter ensuite la date attribuée à cet événement pour dater le document, c'est commettre une pétition de principes. — Il ressort du § 28 que les propositions que je publie ont dû être faites au roi alors que la restitution de la Guyenne au roi d'Angleterre était déjà probable, c'est-à-dire en 1303 ou peu auparavant. D'autre part, au § 26, il est question de négociations antérieures entre le sénéchal Eustache de Beaumarchais et le prieur de Saint-Orens qui a précédé celui qui est en fonctions (*predecessor istius prioris qui nunc est*). Le prieur qui négociait avec Eustache de Beaumarchais n'a pu être que Raimond de Baur, prieur de 1288 à 1301 ; le *prior modernus* qui reprend la négociation est donc son successeur Étienne, et ce n'est qu'entre 1301 et 1303 qu'il a pu faire au roi de France les propositions qui font l'objet de notre document.

2. Saint-Orens d'Auch, ancienne abbaye bénédictine, devenue au XIe siècle un prieuré dépendant de Cluny.

tana, cum tamen nunquam alias habuerit, unde super hoc provideat sibi regia majestas.

6. Item, dictus prior habet pedagium seu leudam in civitate Auxitana in marcello et nundinis, sicut alii domini, et ultra hec, super aliis dominis, pedagium seu leudam omnium equorum qui transeunt per civitatem seu per jurisdictionem ejusdem.

7. Item, dictus prior sic est dominus in parte sua quod nullus existens in honore et jurisdictione sua cavere tenetur in aliquo casu nisi in manu ipsius prioris seu ejus bajuli.

8. Item, dictus prior habet suum bajulum qui civiliter et alias audit et diffinit et determinat omnes questiones per sentenciam condempnatoriam seu absolutoriam, et tenet curiam suam ; et ab ejus audiencia non appellatur nec appellari debet, nisi ad dictum priorem vel ad dominum regem.

9. Item, bailliva dicti prioris consuevit valere viij^{xx}. lb. turonensium non est diu, et adhuc valet ij^{c}., quare impeditur officium bajuli a comite predicto.

10. Item, dictus prior habet censivas in civitate predicta que bene valent xxx. lb. turonensium et amplius.

11. Item, dictus prior habet terras cultas et incultas ultra civitatem Auxitanam circumquaque, in quadruplo et ultra plus quam alii domini.

Ista sunt in quibus abbas Cluniacensis et prior Sancti Oriencii predicti volunt associare dominum regem in civitate Auxitana :

12. Primo enim volunt sibi tradere quandam turrem et locum adjacentem in quo dominus rex faciat carcerem suum et teneat curiam suam ; ita tamen quod prior habeat medietatem et dominus rex aliam vel communiter possideant pro indiviso.

13. Item, quod ponatur ibi unus vicarius qui jurisdictionem, nomine domini regis et dicti prioris, exerceat ; et quod servientes qui ibi ponantur in posterum, per dominum regem et per dictum priorem communiter instituantur ; et quod portent baculos signatos armis regiis et clavem Sancti Petri Cluniacensis.

14. Item, volunt sibi associare dominum regem in tota jurisdictione quam habet dictus prior vel habere debet, et in omnibus quo ratione jurisdictionis competit dicto priori in civitate Auxitana vel competere possunt, scilicet, in emendis, pedagiis, vendis et aliis, retentis dicto priori, feudis et retrofeudis, agrariis, serviciis suis et censivis, ita quod dominus

rex medietatem predictorum habeat et prior predictus aliam medietatem, sub illa conditione quod gentes seu homines ipsius prioris non habeant recursum ad dominum regem, nisi in illis casibus in quibus nunc habent, scilicet in casu ressorti seu deffectu juris, sed solum ad vicarium qui ibi positus erit pro domino rege et pro dicto priore.

15. Item, quod dominus rex ea que sibi dabuntur non possit extra manum suam ponere nec alii dare. Et quod prior predictus solus et per se, sicut nunc habet, habeat domos suas et decimas suas bladi et vini, et primicias, et omnia alia jura sua spiritualia; item, agreria sua; item, vineas suas proprias, quas propriis manibus excolit, et alias quas aliis pro certa parte tradidit seu tradet in posterum excolendas; item, molendina sua, scilicet illa in quibus nullus partem habet nisi ipse prior, et eciam illa in quibus alii partem habent cum eodem; item, nemora et prata sua; item, usum suum piscandi in aquis suis, et eciam jus molendina faciendi.

16. Item, quod sigillum curie vicarii predicti sit commune domino regi et dicto priori.

17. Et propter istam associationem, dominus rex dictum priorem et prioratum suum cum omnibus membris suis in speciali protectione sua recipiat et ab omnibus malefactoribus suis custodiat, protegat et defendat.

18. Item, quod ipse prior omnia casalia sua et omnes terras suas, quas ipse propriis manibus excolit vel aliis tradit ad excolendum, solus et absque domino rege habeat et possideat, pacifice et quiete.

19. Item, feuda, retrofeuda, agreria, servicia sua et censivas suas.

20. Item, dictus prior habet castra sua et loca militaria ad ipsum pertinentia, cum omnimoda jurisdictione temporaliter, cum terris cultis et incultis, nisi comes injuriam et vim faceret eidem, videlicet castrum de Sancto Cirico[1], de Duranno[2], de Sancto Justino[3], de Busqueto[4], de Castino[5], de Sancto Salvio[6], de Roquelara[7], de Monte Forti[8], de Castil-

1. Saint-Cricq, Gers, cant. Cologne, arr. Lombez.
2. Duran, Gers, cant. Auch.
3. Saint-Justin, Gers, cant. Marciac, arr. Mirande (?)
4. Le Bousquet, Gers, comm. Laymont, cant. Lombez.
5. Castin, Gers, cant. Auch.
6. Saint-Sauvy, Gers, cant. Gimont, arr. Auch.
7. Roquelaure, Gers, cant. Auch.
8. Montfort-du-Gers, Gers, cant. Mauvezin, arr. Lectoure.

honio[1], de Massanis[2], de Augeraco[3], de Antras[4], de Macanto, de Morssano[5], de Monasteriis[6], de Cassano[7].

21. Item, castrum de Ulmis[8], vicecomitatus Leomanie[9], item, castrum Sancti Mammeti de Petrucia[10]; item, de Theogeto[11]; item, de Garbico[12] et de Helizona[13]. Et in istis locis volunt similiter abbas et prior associare dominum regem per illum modum qui supradictus est de associatione domini regis facienda in civitate Auxitana.

HEC EST UTILITAS QUAM DOMINUS REX ASSEQUERETUR EX ISTA ASSOCIATIONE SI FIERET :

22. Primo quidem ipse civitatem Auxitanam, in qua sunt fere iiij^{or}. milia hominum, lucraretur quasi totam, et hec per hunc modum : prior Sancti Oriencii predicti plures homines habet in dicta civitate quam archiepiscopus et comes predicti, quam partem haberet dominus rex quasi suam.

23. Ultra hec, cum a sentencia consulum dicte civitatis[14], qui habent pro tribus dominis predictis regere totam civitatem, cognoscere et diffinire civiliter et criminaliter in dicta civitate, merum et mixtum imperium pro ipsis dominis pro indiviso exercere, nec eciam a sentenciis latis per archiepiscopum, comitem et priorem predictos, in homines suos in dicta civitate commorantes, non appelletur nec appellari debeat, de consuetudine vel de jure, nisi ad dominum nostrum regem, dominus rex, occasione seu ratione partis quam

---

1. Castillon-Massas, Gers, cant. Jegun, arr. Auch.
2. Massas, localité disparue, dont le nom se retrouve dans ceux de Castillon et de Peyrusse.
3. Augnax, Gers, cant. Auch (?).
4. Antras, Gers, cant. Jegun.
5. Marsan, Gers, cant. Gimont, arr. Auch.
6. Monties-Aussos, Gers, cant. Massembe, arr. Mirande.
7. Cassan, Gers, comm. Ordan-Larroque, cant. Jegun.
8. Saint-Martin de las Oumettes, Gers, cant. Saint-Clar, arr. Lectoure.
9. La vicomté de Lomagne, seigneurie de Gascogne, comprise entre la Garonne, le Fezensaguet et le Condomois, cédée en 1301 à Philippe-le-Bel.
10. Peyrusse-Massas, cant. Jegun, arr. Auch.
11. Touget, Gers, cant. Cologne, arr. Lombez.
12. Garbic, Gers, cant. L'Isle-Jourdain, arr. Lombez.
13. Eauze, Gers, arr. Condom (?).
14. Le scribe a écrit *comitis*, mais il faut évidemment corriger : *civitatis*.

haberet ex societate prioris, constitueret ibi judicem appellationum sine juris alicujus lesione.

24. Item, predicta civitas esset clavis totius comitatus Tholose et caput fortissimum contra inimicos domini regis, si unquam alias insurgerent in terra, sicut nuper fecerunt.

25. Item, ista civitas est opulantissima in blado et vino, in situ amenissima et habet quamplures terras incultas existentes in jurisdictione dicti prioris que traderentur supervenientibus ad habitandum civitatem predictam ; et est opinio communis in terra quod, si dominus [esset] rex in civitate predicta, quod illa civitas in brevissimo tempore efficeretur melior civitas que sit in partibus illis, Tholosa et Burdegala exceptis.

26. Et quod ista societas esset domino regi utilis, bene sciebat dominus Eustachius de Bello Marchesio, quondam senescallus Tholose[1], qui voluit quondam dare predecessori istius prioris qui nunc est ducentas libratas terre quolibet anno in perpetuum, dum tamen vellet in dicta civitate associare dominum regem, in quibus vult modo, pro nichilo, ipsum dominum regem prior modernus ; qui non solum vult associare dominum regem in dicta civitate, set etiam in omnibus castris et villis superius nominatis, unde, secundum communem estimationem, bene valeret statim associatio predicta domino regi quingentas libras turonensium quolibet anno, et infra quinque annos, valent sibi plusquam mille.

27. Item, utilitas publica totius, que non est negligenda, inde proveniret, nam in terra dicti comitis sunt quamplures latrones qui servientes nuncupantur, non habentes unde vivant nisi ex eo quod religiosis, capellani[s], presbiteris, clericis, mercatoribus, agricolis pauperibus aufferunt et rapiunt violenter, in tantum quod religiosi nec clerici nec pauperes agricole audent nutrire nec tenere porcum, nec ovem, nec gallinam extra magna loca, propter timorem istorum latronum et raptorum.

28. Item, recolat regia majestas qualiter dominus Gerardus[2], pater istius comitis semper habuit odio dominium domini regis; qui munivit dictam civitatem Auxitanam contra dominum regem donec dominus Eustachius predictus senescallus Tolosanus novit, exercitum contra ipsum captum in Francia aducit et fuit propter excessus quos contra dominum

1. Eustache de Beaumarchais, sénéchal de Toulouse en 1272, mort en 1294.

2. Géraud V, comte d'Armagnac, de 1255 à 1285.

regem commiserat apud Peronam captus duobus annis[1]. Quem Girardum filius ejus, comes qui nunc est[2], satis videtur ipsum velle imitari, qui anno isto subrepticie impetravit quod esset de senescallia Burdegalensi, dans intelligi domino regi quod Burdegalensis civitas propinquior erat sibi quam Tholosana, quod est falsum, quia Tolosa solummodo octo leucis distat a terra sua et Burdegala per tres magnas dietas; sed, ut communiter dicitur in terra sua, hec faciebat ad declinandum dominium Francie et ut posset melius facere voluntatem suam et esset in perpetuum de jurisdictione regis Anglie, nam ipse cogitabat quod Vasconia cum Burdegala regi Anglie redderetur et sic per consequens in ipsius regis jurisdictione remaneret, a jurisdictione domini regis exemptus.

29. Item, anno isto, cum, propter istam impetrationem, senescallus Tholosanus misisset quendam militem ad capiendum totam terram suam, ipse fuit inobediens mandato dicti senescalli, et munivit castrum suum quod habet in civitate predicta Auxitana contra dominum regem. Insuper, cum miles predictus posuisset gentes suas in circuitu dicti castri ne ponerentur intus cibariaulli, de castro projecerunt tela plura, ita quod nisi recepissent in scuta sua forte aliqui fuissent vullnerati vel interfecti. Et multa alia commisit idem comes contra regiam majestatem que faciliter possent reperiri si inquirerentur diligenter[3].

---

1. C'est en 1279 que Géraud V fut fait prisonnier par le sénéchal de Toulouse et envoyé à Péronne (voy. D. Vaissète, *Hist. gén. du Languedoc*, t. IV, p. 31). Dans une lettre au roi d'Angleterre, datée de Péronne, Géraud V fait le récit des circonstances dans lesquelles il a été arrêté. (Bibl. nat., *Coll. Moreau*, t. 635, fol. 199.) Cf. une lettre de Jean de Grailly au roi d'Angleterre datée du 19 mai 1282, sur le même sujet (*Ibid.*, t. 636, fol. 224).

2. Bernard VI, comte d'Armagnac, de 1285 à 1319.

3. Les propositions faites au roi par le prieur de Saint-Orens aboutirent seulement en 1308, non pas comme le prieur le demandait et comme l'ont dit tous les historiens, à un pariage, mais à un échange. Par une note, sans date mais scellée de son sceau, le prieur de Saint-Orens fit au roi de nouvelles propositions (Arch. nat., J 295, n° 49). Il lui offrait la cession complète de tous les droits du prieuré sur la ville d'Auch en échange d'une compensation à déterminer. Cette offre fut accueillie. Le 18 février 1307-1308, le roi donna plein pouvoir à Pierre de Blanosc et à Hugues de la Celle pour conclure avec les mandataires du prieur et pour déterminer la compensation à lui accorder. L'acte fut conclu à Toulouse le 30 mars suivant : le prieur céda tous ses droits sur Auch et sur les villes et châteaux dépendant du prieuré et notamment sur la ville de Touget ; il reçut en échange les revenus des bastides de Francheville près Gimont et de Grenade (Arch. nat., *Ibid.*). — Philippe le Bel ne tarda pas à vouloir étendre son pouvoir sur la ville. Guillaume de Cazes, juge d'Agenais, chargé en 1311 par le roi d'An-

LVI.

Vincennes. 1302, 27 octobre.

Lettre de non-préjudice donnée par Philippe le Bel à l'évêque de Beauvais, au sujet des réquisitions faites dans cette ville pour l'ost de Flandre.

Cop. du xviiie s., Bibl. nat., *Coll. Moreau*, t. 104, fol. 1, d'apr. le 3e Cartul. de Beauvais, fol. 15 v°.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod non est intentionis nostre quod captio equorum et carrigarum, quam maior Belvaci in villa Belvacensi fecisse dicitur pro adducendo harnesium dicte ville ad nostrum novissimum Flandrensem exercitum, dilecto et fideli nostro episcopo Belvacensi in jure suo aliquod prejudicium generet in futurum aut aliquod jus tribuatur nobis, maiori seu communie dicte ville. Actum apud Vincenas, sabbato ante festum apostolorum Symonis et Jude, anno Domini M°. cc[c]°. secundo [1].

---

gleterre d'une enquête sur les usurpations du roi de France (citée par M. Curie-Seimbres), assure que depuis cinq ans Philippe le Bel est complètement maître de la ville d'Auch. L'un des successeurs de Philippe le Bel continua l'œuvre en entrant en pariage, en 1330, avec l'archevêque pour sa part de seigneurie (Curie-Seimbres, *Mém. cit.*). Toutefois, à la prière du comte d'Armagnac et de l'archevêque, le pariage fut aboli quelques années plus tard, en décembre 1339 (Arch. nat., JJ 72, pièce 82, fol. 69).

1. Ce document a été daté à tort de 1202 et attribué à Philippe-Auguste par D. Grenier et d'autres érudits. Il n'y a pas à douter qu'il émane de Philippe-le-Bel et se rapporte au rassemblement qui eut lieu à Arras après la bataille de Courtrai. Il faut donc, pour lui restituer sa véritable date, rétablir un c. omis par le copiste du xviiie s. ou par celui du cartulaire.

LVII.

Paris. 1302-1303, 18 mars.

Extrait de l'ordonnance sur la réformation du royaume.

(Voy. l'ind. des mss. et des éd. pièce XLVII.)

. . . .

24. Item, volumus quod ordinatio [1] per nos et nostrum consilium facta, diu est, super burgesiis [2], custodiatur et firmiter teneatur. Et si contingeret quod emergeret questio quod gentes nostre requirerent [3] aliquem tamquam burgensem nostrum, quem aliquis prelatus aut baro aut quisvis alius nobis subjectus dicerent esse hominem aut justiciabilem suum, aut quod in eorum jurisdictione commisisset, negantes ipsum esse burgensem nostrum, recredencia fiat super eo per illum qui eum tenet, si ita sit quod in casu recredencie teneatur. Et inquisita veritate super negocio, vocatis qui fuerint evocandi negocium executioni mandetur [4], secundum quod jus et bona consuetudo patrie postulabunt, servata tamen ordinatione burgesiarum per consilium nostrum edita de qua copiam habebit qui eam voluerit legere et habere. Et ita observari volumus de novis bastidis.

LVIII.

1303, 14 juillet.

Extrait de la liste des convocations et subsides pour l'ost de Flandre.

(*Recueil des Historiens de France*, t. XXIII, p. 789, d'apr. JJ 35 fol. 36.)

§ 4. *Communes* [*convoquées d'urgence le* 14 *juillet* 1303].

1. Noyon.
2. Vermendois.
3. Chauni.
4. Chaudarde.
5. Walli.
6. Saint-Riquier.

---

1. ordinacio burgesie (B.)
2. burgenses (B.)
3. requirant (B.)
4. demandetur (B.)

1. Noyon, Oise, ar. Compiègne. — 2. *Prob*[t] Vermand, Aisne, ar. Saint-Quentin. — 3. Chauny, Aisne, ar. Laon. — 4. Chaudardes, Aisne, cant. Neufchâtel. — 5. Vailly-sur-Aisne, Aisne, ar. Soissons. — 6. Somme, cant. Ailly-le-Haut-Clocher.

7. Moustereul.
8. Saint-Quentin.
9. Roye.
10. Mondidier.
11. Laon.
12. Cerni.
13. Peronne.
14. Crespi.
15. Corbie.
16. Bruieres.
17. Soissons.
18. Amiens.

LIX.

Beauvais. 1303, 24 juillet.

La commune de Beauvais appelle au futur concile.

Orig. scell., Arch. nat., J 483, nº 227.

Universis presentes litteras inspecturis, maior, scabini et tota communitas civitatis Belvacensis, salutem.

Cum quamplurima enormia et horribilia crimina, quorum aliqua heresim immanem continent manifeste, contra B., nunc sedi apostolice presidentem, ex parte plurium personarum illustrium et quorumdam militum, fervore dilectionis sancte matris ecclesie ac zelo fidei catholice accensorum, significata, dicta propositaque fuerint, presente excellentissimo principe domino nostro Ph., Dei gracia Franc. rege, et multis prelatis pro suarum ecclesiarum negociis congregatis, juramentaque assertive prestita ab ipsis illustribus et nobilibus personis ipsa crimina proponentibus et significantibus, prout in instrumentis super hoc confectis plenius continetur ; a quibus prefatus dominus rex et prelati, instanter et pluries fuerunt requisiti, ut, ad honorem Dei, fidei catholice ac ecclesie sancte matris, super convocacione generalis concilii convocandi, per quod faciendum fuerit ad veritatem inquirendam et sciendam super ipsis et aliis, loco et tempore proponendis, cum ad ipsum regem, tamquam ecclesie pugilem precipuum, et ad prelatos, tamquam ecclesie columpnas, pertinet laborare, operam dare studerent efficacem. Quod, deliberatione diligenti prehabita, necessarium debere fieri visum fuit ; et ne ad impedimentum convocationis predicti concilii, contra dictum dominum regem, regnum suum, sibi adherentes, con-

---

7. Montreuil-sur-Mer, Pas-de-Calais. — 8. Aisne. — 9. Somme, arr. Montdidier. — 10. Montdidier, Somme. — 12. Cerny-en-Laonnais, Aisne, cant. Craonne. — 13. Somme. — 14. Crépy-en-Laonnais, Aisne, cant. Laon. — 15. Somme, ar. Amiens. — 16. Bruyères, Aisne, cant. Laon. — 17. Aisne.

tra ipsos prelatos, ecclesias suas, vel sibi adherentes, predictus B., per se vel per alium, sua vel quavis alia autoritate procederet vel procedi faceret, excommunicando, suspendendo, interdicendo, status eorum deprimendo, vel alias quoquomodo, colore quocunque quesito, ad idem concilium summumque futurum proximum pontificem catholicum, ex parte ipsorum appellatum extiterit ac eciam provocatum. Nos, more solito congregati, nolentes, sicut nec decet, ab ipsorum vestigiis deviare, predicti convocacioni concilii, pro nobis et nostris subditis, consentimus, et illud fieri, prout nos tangit, instanter per presentes supplicamus, prefatis appellationibus et provocationibus adherentes, et nichilominus ex eisdem causis, et sub eisdem formis, ad ipsum concilium summumque futurum proximum pontificem et ad alios ad quos faciendum est, in hiis scriptis, pro nobis nostrisque subditis et nobis adherentibus, appellamus et etiam provocamus, et apostolos testimoniales cum instantia petimus, nos, nobis subditos et adherentes, et adherere nobis volentes, protectioni Dei, sancte matris Ecclesie, dicti concilii et aliorum quorum faciendum est, in quantum spiritualitatem tangit, ad nostram defensionem supponentes ; protestantes nos appellationem et provocationem hujusmodi innovaturos ubi, quando et quociens viderimus expedire. In cujus rei testimonium sigillum communitatis dicte civitatis presentibus litteris duximus apponendum. Datum die mercurii post festum beate Marie Magdalene, anno Domini M°. ccc° tercio.

(*Traces de sceau pendant sur double queue.*)

LX.

Laon. 1303, 31 juillet.

La commune de Laon appelle au futur concile.

Orig. scell. Arch. nat. J 486, n° 384.

Universis presentes litteras inspecturis, maior, jurati et tota communitas civitatis Laudunensis, salutem.

Cum quamplurima enormia [1]...... viderimus expedire. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum fecimus apponi. Datum anno Domini millesimo trecentisimo tercio, die mercurii post festum apostolorum Jacobi et Christofori.

(*Sceau pendant sur double queue.*)

---

1. La suite exactement semblable à l'appel de Beauvais ci-dessus, n° LIX.

LXI.

1305.

Troubles à Beauvais.

A.

Continuation de la chronique de Guillaume de Nangis [1]. — *Rec. des Hist. de France,* t. XX, p. 592.

M.CCC.V. . . . . .Apud Belvacum, Galliæ urbem, dissensio adeo gravis suboritur inter Simonem episcopum [2] et populum civitatis, ut episcopus urbem tutus ingredi non auderet, propter quod plures nobiles et potentes, cum et ipse nobilis generis esset, in subsidium suum convocans, nonnullos cepit e civibus, suburbiumque civitatis succendit. Tandem nihilominus evocati in præsentia regis utriusque controversiæ finem. . . . compelluntur imponere, quamvis non impune, cum utrique graviter excessissent. . . . .

B.

Continuation de la chronique de Gérard du Frachet [3]. — *Rec. des Hist. de France,* t. XXI, p. 26.

Apud Belvacum [4], Galliæ civitatem, oritur gravis dissensio inter Simonem episcopum et populum civitatis, ita ut episcopus urbem tutus ingredi non auderet. Propter quod plures nobiles et potentes episcopus, eo quod nobilis esset, in subsidium convocans, nonnullos cepit e civibus, suburbium civitatis succendit. Tandem ad presentiam regis utrisque partibus convocatis, dissensioni finem imponere compelluntur, quamvis tamen non impune, cum utrique graviter excessissent.

---

1. La première continuation de la chronique de G. de Nangis s'étend de 1300 à 1317 et est l'œuvre d'un moine de S.-Denis.

2. Simon de Clermont, seigneur de Nesle, évêque de 1300 au 21 décembre 1312.

3. Le continuateur de Gérard du Frachet a écrit la partie de la chronique qui va de 1268 à 1328.

4. Les passages en petit texte reproduisent textuellement ceux de la continuation de G. de Nangis.

C.

Johannis a Sancto Victore[1] *Memoriale historiarum.* — *Rec. des Hist. de France*, t. XXI, p. 645.

Circa Pentecosten[2], apud Belvacum orta est contentio dampnosa et gravis inter episcopum et cives; episcopusque vicinium ab ingressu urbis impeditus, pluribus in auxilium suum convocatis, suburbium et loca urbi vicina igne succendit, et regionem igne et cæde multum dampnificavit et urbem, donec per regem Francorum primo sedata est contentio ad tempus, et tandem omnino sopita. Mulier quædam tamen de territorio Belvacensi, circa festum sancti Johannis Baptistæ, fuit Parisius combusta ad instigationem episcopi dicti, et miles quidam suspensus.

LXII.

Montmirail[3] (1305), 5 septembre. — Breteuil. 1305, 8 septembre.

Philippe le Bel enjoint à l'évêque de Beauvais de révoquer les mesures qu'il a prises contre la commune de Beauvais, au préjudice de la juridiction royale et en dépit de l'appel en cour de Rome interjeté par la commune. — Mandement au bailli de Senlis de requérir l'exécution de cet ordre et, en cas de refus, de prendre les mesures nécessaires.

Louvet, *Hist. du dioc. de Beauvais*, t. II, p. 495.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, baillivo Sylvanectensi, salutem. Sub forma quæ sequitur scribimus dilecto et fideli nostro episcopo Belvacensi :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilecto et fideli nostro episcopo Belvacensi vel ejus vicario, salutem et dilectionem. Cum, super contentionibus quæ inter vos, ex una parte, maiorem et pares Belvacenses, ex altera, ratione excessuum hinc inde, et dictorum commissorum inquiri fecerimus veritatem, et dicta inquesta pendeat, datumque fuerit nobis intelligi quod vos, ratione dictorum excessuum, in villam et

1. Jean, chanoine régulier de Saint-Victor de Paris, mort vers 1351, a composé une chronique qui s'arrête à 1322.
2. Vers le 6 juin 1305.
3. Montmirail, ville forte du Perche-Goet, Sarthe, arr. Mamers.

communitatem Belvacensem et in commorantes ibidem tulistis sententiam interdicti [1], et in villis vicinis fecistis prohiberi ne quis, sub pœna excommunicationis, ad dictam villam victualia præsumeret asportari; quod, non est dubium, in nostrum et nostræ temporalis jurisdictionis præjudicium redundare[t], et etiam in præjudicium appellationis, quam dicti maior et pares a vobis et officiali vestro ad sedem

1. Le 8 juillet précédent, l'évêque avait chargé le clergé de Beauvais de publier la sentence d'excommunication lancée contre les coupables de l'insurrection qui avait eu lieu à Beauvais, et de citer les maire, pairs, conseillers et toute la commune à comparaître pardevant lui le 16 juillet. Il fait dans cet acte un récit des troubles qu'il est intéressant de rapporter : « .... maior, pares, consiliarii communiæ civitatis Belvacensis, » totaque ejusdem civitatis communia, contra proprium juramentum, » quod nobis, nomine episcopatus ecclesiæ Belvacensis, de juribus, » honore et statu nostræ ecclesiæ et nostris conservandis legitime » præstiterunt, in periculum animarum suarum, quasi a fide catholica » deviati, perversi, et suæ salutis immemores, temere veniendo, cam- » pana communiæ prædictæ deputata ad communiam prædictam con- » gregandam pulsata, habitoque inter eos consilio deliberato, ..., » cum magno exercitu et armis, videlicet arbalistis, telis, jaculis, clypeis, » lapidibus, gladiis et fustibus, mansum ceu manerium episcopatus » ecclesiæ nostræ in civitate Belvacensi situm, iniquissime ac etiam » impetuose et hostiliter invaserunt et maximum insultum dederunt » genti nostræ ibidem ad tuitionem et defensionem dicti mansi ceu » manerii existenti, et in dicto manerio ignem posuerunt et immiserunt, » magnam partem dicti manerii injuste comburendo et destruendo, et » dicta parte manerii per eos sic combusta et destructa, aliam partem » dicti manerii intraverunt et hostia, fenestras et serruras hostium fre- » gerunt, et vina episcopatus et ecclesiæ nostræ predictæ ibidem exis- » tentia ad substentationem et victum nostrum et officialium nostrorum » in dicto manerio commorantium effuderunt usque ad XVI. dolia vel » circiter, necnon plura alia victualia, suppellectilia et utensilia, quæ ad » valorem duarum milium librarum paris. æstimamus, [cœperunt]. » Insuper, prisonnias, carceres et seras hostiorum carcerum manerii » prædicti fregerunt violenter et diripuerunt, et plures ibidem crimi- » nosos per officiales nostros detentos, tam laicos quam clericos, vide- » licet Quintinum de Roquencourt pro multro notorio, Matheum dictum » Poulain pro falsitate literarum, Joannem de Bello Monte pro raptu » cujusdam mulieris, clericos, Gregorium dictum Bardoul, laicum, pro » multro, et quosdam alios clericos et laicos pro pluribus et diver- » sis criminibus detentos a prisonniis et carceribus prædictis amove- » runt et omnino abire fecerunt. Et præmissis omnibus non contenti.... » duas ecclesias ceu cappellas in dicto manerio situatas, benedictas et » consecratas, nec non hostia, seras, fenestras, vitras et ferra dictarum » ecclesiarum ceu capellarum violenter fregerunt ac etiam diripuerunt, » et calices benedictos, consecratos, libros et omnia ornamenta bene- » dicta et consecrata dictarum ecclesiarum ceu cappellarum in dictis » ecclesiis existentium amoverunt et asportaverunt. Et quod verecun- » dum est referre, immundicitias quamplures turpissimas in eisdem » ecclesiis fecerunt, enorme sacrilegium, Dei timore postposito, per- » verse et infideliter committendo, ac etiam excommunicationis senten- » tiam a canone latam contra fractores et violatores ecclesiarum dam- » nabiliter incurrendo, maxime cum dictæ ecclesiæ fuerint et sint per-

apostolicam antea legitime interposuerunt, ut dicunt [1]. Ideo requirimus vos quatenus hujusmodi gravamina revocare velitis, taliter quod nobis debeat esse gratum; alioquin tolerare non poterimus, quin scilicet hoc, prout ad nos pertinet, celeriter adhibeamus remedium oportunum. Datum apud Montem Mirabilem in Pertico, die quinta septembris.

Mandamus tibi quatenus dictas litteras præsentes dicto episcopo, et ipsum ex parte nostra requiras quod prædicta gravamina amoveat vel faciat amoveri absque mora. Quod si facere noluerit, tu jus et jurisdictionem nostram in premissis taliter et sic celeriter justis remediis custodias et defendas, quoad nos similiter de hoc cœtero in tuo defectu non referatur querela, nec de negligentia valeas reprehendi. Actum apud Britolium, octava die septembris, anno Domini 1305.

LXIII.

Paris. 1306, Parlement de l'octave de Pâques (10 avril).

Arrêt du parlement condamnant la commune de Beauvais à une amende de dix mille livres de petits parisis bons.

Minute, Arch. nat., X[1a] 4, (*Olim*) fol. 77. — *Ed.*, Beugnot. *Les Olim.*, t. III, p. 183. XLVII. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du parlement*, n° 3359.

Inquesta facta ex officio curie, super illa grandi dissensione que erat inter episcopum et villam Belvacenses, ad

---

» petuæ et perpetuis et sufficientibus redditibus dotatæ. Postmo-
» dum vero, ... turrim episcopatus ecclesiæ nostræ predictæ, retro
» manerium nostrum situatam et castrum eidem turri contiguum pro
» defensione et tuitione dicti manerii instructum, plures cum magno
» exercitu et armis bellicis, ut supradictum est, horribiliter et iniquis-
» sime invaserunt et plures de gente nostra ibidem existentes, ad defen-
» sionem ceu tuitionem turris ceu castri, prædictum scilicet Erardum
» Oliva interfecerunt, Manasserum et ejus filium ac plures alios occidere
» et pro posse suo prædictam turrim cum castro prædicto ad terram
» violenter prosternere, omnino diruere et ad aream reducere.... » (Louvet, *Ouvr. cit.*, p. 481.). La comparution n'ayant pas eu lieu, l'évêque signifia le même jour à son clergé la sentence d'interdit (*Ibid.*, p. 488.).

1. Le 12 juillet précédent, la commune avait signifié à l'évêque son appel ; elle y spécifiait à son tour ses griefs contre l'évêque : « .... Quia
» vos, domine episcope Belvacensis, maiori, paribus et toti communiæ
» Belvacensi magnas injurias, damna non modica et oppressiones quam-
» plurimas per vos, baillivum et gentes vestras intulistis, nonnullos de
» dicta communia vulnerando, interficiendo, bona eorum rapiendo et
» devastando, et more hostili possessiones suas usque ad valorem cen-
» tum millium libr. par. destruendo ac etiam comburendo.... » (Louvet, *Ouvr. cit.*, p. 492.).

finem civilem visa, condempnati fuerunt maior, jurati et communia dicte ville, per judicium curie, domino regi, in emenda decem milium librarum parvorum parisiensium bonorum. Judicatum super hoc factum scriptum est in rotulo hujus parlamenti.

LXIV.

Poissy. 1306, 16 juin.

Arrêt du parlement ajournant l'évêque et la commune de Beauvais au rôle du bailliage de Senlis du prochain parlement, ordonnant la consignation d'une amende par l'évêque, l'élargissement de ses gens et du maire, et accordant mainlevée du temporel et de la justice de l'évêque.

Loisel, *Mémoires ..... de Beauvais*, p. 301. — Louvet, *Hist. du dioc. de Beauvais*, t. II, p. 501.

Philippus[1], Dei gratia Francorum rex, universis præsentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum maior, jurati et communia villæ Belvacensis nobis significassent quod dilectus et fidelis noster episcopus Belvacensis ejusque baillivus, ministri, gentes et complices, cum multitudine armatorum, domos eorum foraneas combuxerunt, homines dictæ villæ, quos invenire potuerunt, ceperunt, ripariam per dictam villam fluentem diverterunt, et plura alia gravamina etiam graviora, in inquesta super hoc facta specialiter enarrata, more hostili intulerunt eisdem, nos, super hiis, ex officio nostro mandavimus, vocatis partibus, inquiri veritatem per certos auditores a nobis super hoc deputatos, coram quibus comparans dictus episcopus noluit se partem facere nec procedere coram eis, licet quod assereret quod licite et jure suo utendo, ac justiciando subditos suos, fecerat quicquid factum fuerat in prædictis, protestans et proponens se bonas habere rationes super his ad sui deffensionem, super quibus offerebat se paratum stare juri coram nobis.

Inquesta vero super hiis facta visa et diligenter examinata, ad illum finem ad quem potuit et debuit videri, civilem tamen, prout per arrestum nostræ curiæ fuerit pronunciatum[2], inventum est sufficienter probatum, quod, ex parte

1. La suscription est, dans le texte de Louvet, précédée de l'invocation : « In nomine Domini, amen. »
2. C'est l'arrêt du Parlement de l'octave de Pâques 1306 (pièce LXIII).

maioris et juratorum dictæ communiæ publice per dictam villam fuerat proclamatum quod nullus iret ad litigandum coram dicto episcopo seu gentibus suis, sed omnes litigarent coram maiore et juratis prædictis;

Item, quod nullus ire teneretur ad molendum vel coquendum ad molendinum vel furnum dicti episcopi, sed alibi ubi vellet;

Item, quod quilibet ponere posset planchias super rippariam[1] dictæ villæ[2].

Item, quod ipsi infortiaverant portas dictæ villæ contra dictum episcopum et gentes suas, nec non palatium dicti episcopi invaserant et portam manerii et quasdam domos ipsius episcopi combuxerant et ex hujusmodi rebellionibus commotionem et invasionem fecerant contra dictum episcopum, qui justitiam habet[3] totius communiæ Belvacensis et personarum singularium super obligationibus, contractibus, conventionibus et delictis, exceptis punctis et libertatibus per regale privilegium dictæ communiæ concessis et aliis juribus ipsius communiæ, de quibus justitia ad nos spectat.

Quas invasionem dicti palatii et combustionem portæ et domorum ipsi fecerant post inhibitionem ex parte nostra sibi factam per baillivum nostrum Silvanectensem ad hæc a nobis specialiter deputatum.

Propter quæ dicti maior, jurati et communia, per curiæ nostræ judicium, in quantum nos tangit, sententialiter condemnati fuerunt in decem milibus libris parvorum parisiensium bonorum nobis pro emenda solvendis. Et per idem judicium manus nostra in maioratu et communia dictæ villæ apposita inde fuit amota.

Item, dictum fuit quod Johannes de Molliens[4], maior dictæ villæ prædictarum rebellionum tempore, quia sufficienter probatum est quod ipse justo metu coactus dictæ maioriæ officium in se susceperat, liberabitur de prisione in qua propter hoc tenebatur.

Et quia, ex officio nostro facta prædicta inquesta, per ipsam repertum est quod, post inhibitionem ex parte nostra dicto episcopo factam per prædictum baillivum ad hæc a nobis specialiter destinatum[5], plures excessus in prædictis

---

1. cupariis (Loisel).

2. Depuis l'origine de la commune cette question n'avait cessé d'être matière à querelles entre l'église et les habitants. Il en est question dans la lettre d'Ives de Chartres, de 1099 ou environ, où se trouve la première mention de la commune de Beauvais. (Ep. LXXVII. Migne, *Patr. lat.*, t. 162, col. 98.)

3. habere vult (Louvet).

4. Moticus (Loisel.)

5. Voy. plus haut le mandement au bailli de Senlis du 8 septembre 1305. (P. LXII.)

facti fuerunt per gentes dicti episcopi, per idem judicium dictum fuit quod dictus episcopus nobis inde gagiabit emendam, quam emendam idem episcopus præsens in nostra curia gagiavit, salvo in omnibus jure suo, in quantum tangit partem.

Item, visis processibus super hoc ex parte dictorum auditorum curiæ nostræ missis, dictum fuit quod dictus episcopus audietur ad proponendum rationes suas, quare per dictam inquestam ipse non debeat dictæ communiæ in aliquo condemnari, nec in aliquo præjudicari, et alias rationes, quas viderit expedire.

Et dicti maior et jurati et communia, pro parte sua, super hoc similiter audientur.

Et ad hæc, necnon ad audiendum quicquid una pars contra aliam petere seu proponere voluerit, diem assignavimus dictis partibus Parisius, coram nobis, ad diem bailliviæ Silvanectensis futuri proximi parlamenti, et super hoc fiet per nostram curiam quod fuerit rationabiliter faciendum.

Item, manus nostra, in temporalitate et justitia dicti episcopi propter hujusmodi facta apposita, per idem judicium inde fuit amota, hoc excepto quod, occasione factorum hujusmodi super quibus inquæsta prædicta facta est, dictus episcopus vel ejus ministri contra prædictos maiorem, juratos et communiam, aut aliquos ex ipsis interim in aliquo non procederent.

Baillivum vero dicti episcopi et alias gentes suas ratione prædicta in nostra prisione detentos eidem episcopo duximus recredendos.

Postea vero nostra curia dicto episcopo ex parte nostra inhibuit ne ipse dictis maiori, juratis et communiæ, aut aliquibus ex ipsis, occasione factorum prædictorum, aliquam inferat injuriam aut molestiam, vel per suos permittat inferri ministros, in prædicta causa in nostra curia pendente.

In cujus rei testimonium præsentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum coram nobis apud Pissiacum, die jovis post festum sancti Barnabæ apostoli, anno Domini millesimo trecentesimo sexto.

LXV.

Poissy. 1306, 18 juin.

Philippe le Bel fait remise à l'évêque de Beauvais et à ses gens de toute condamnation à intervenir dans le procès pendant entre lui et la commune, moyennant une somme de six mille livres parisis de l'ancien poids que ledit évêque s'est engagé à payer au roi.

Loisel, *Mémoires ..... de Beauvais*, p. 304. — Louvet, *Hist. du dioc. de Beauvais*, t. II, p. 508 [1]. — *Trad.*, Guizot, *Histoire de la civil. en France*, t. IV, *Documents relatifs à Beauvais*, p. 426.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis præsentes litteras inspecturis, salutem. Noverit universitas vestra quod, cum impositum fuisset dilecto et fideli nostro S[imoni], episcopo Belvacensi, quod ipse seu ejus gentes contra burgenses suos de Belvaco multas supprisias fecerat eosque in personis et rebus plurimum damnificaverat, contra inhibitionem ex parte nostra factam ei et gentibus suis prædictis, sicut gentes nostræ dicebant, dictusque episcopus, pro se et eisdem suis gentibus, plures excusationes prætenderet, et præcipue quod nullam nobis inobedientiam fecerat, assereretque quod jure suo licite poterat fecisse quicquid contra burgenses ipsos per gentes ipsius episcopi factum fuerat; tandem, mediantibus sex milibus libris parisiensium bonorum, legis et ponderis antiquorum, quas dictus episcopus solvere et reddere certis terminis spontanea voluntate promisit, omnem pœnam majorem et minorem, quam eidem episcopo et dictis suis gentibus, in personis vel bonis, quovismodo possemus infligere, in quantum nos et gentes nostras tangere poterat, eidem episcopo suisque gentibus [prædictis omnino duximus remittendum temporale ; et illos de suis gentibus] [2] qui occasione prædicta in nostra prisione tenentur, et alios qui recrediti alias fuerant, salvo cujuslibet alio jure, ad plenum dicto episcopo jussimus liberari. In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Pissiaci, die XVIII. junii, anno Domini millesimo trecentesimo sexto.

---

1. D'apr. Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 148, n. 5, ce document, qu'il date à tort du 13 juin 1308, se trouverait au registre 42 du Trésor des chartes, fol. 107. Malheureusement cette indication n'est pas plus exacte que la date.
2. Les mots entre [ ] ont été omis par Louvet.

LXVI.

Beauvais. 1306, 28 octobre.

Sentence de Guillaume, trésorier d'Angers, et de Guillaume de Marcilly, chevalier, commis par le roi pour informer sur les démêlés de l'évêque de Beauvais avec la commune et acceptés comme arbitres par les parties, condamnant la commune à faire amende honorable et diverses réparations et à payer à l'évêque la somme de huit mille livres de petits parisis[1].

Loisel, *Mémoires ..... de Beauvais*, p. 307. — Louvet, *Hist. du dioc. de Beauvais*, t. II, p. 515. — Joly, *Offices de France*, t. II, p. 1433. — *Trad.*, Guizot, *Hist. de la civil. en France*, t. IV, *Documents relatifs à Beauvais*, p. 429.

Universis præsentes litteras inspecturis et audituris, Guillermus, thesaurarius Andegavensis, et Guillermus de Marciliaco, miles, salutem in Domino. Notum facimus quod, cum contentio verteretur inter reverendum in Christo patrem dominum Simonem, Dei gratia Belvacensem episcopum, suo et episcopatus sui nomine, ex una parte, et maiorem, pares, juratos et communiam Belvacensem, ex altera, super hoc quod, ex parte dicti episcopi, nomine quo dicebatur contra ipsos quod ipsi et populus dictæ communitatis[2], quasi per conspirationem contra ipsum insurgentes, congregata communia, jurisdictionem ipsius usurpantes, præconizari publice fecerant, quod nullus iret ad litigandum coram ipso episcopo seu ejus gentibus, sed coram maiore et juratis ;

---

1. Dès le 3 novembre 1305 la commune s'était résignée à se soumettre et avait nommé des mandataires pour négocier avec l'évêque. Ils l'allèrent trouver à Saint-Just près Lyon où il s'était rendu auprès de Philippe le Bel, et, par l'entremise d'un conseiller du roi, une transaction fut conclue le 8 décembre. La commune promettait de payer l'amende si elle y était condamnée, de renoncer à son appel en cour de Rome et à toute procédure contre l'évêque ; celui-ci en retour levait l'interdit, absolvait les habitants, promettait de ne leur infliger aucune amende, ou du moins de ne procéder contre eux à cet égard qu'avec le conseil du roi (*de et cum consilio domini regis et non aliter*). Louvet (*Ouvr. cit.*, p. 498) a publié le texte de ce compromis. — Cet accord et les arrêts du parlement (nos LXIII et LXIV) ne terminaient pas cependant le différend et ne réglaient pas les questions pendantes. Le 27 octobre 1306, les parties acceptèrent l'arbitrage du trésorier d'Angers et de Guillaume de Marcilly, conseiller du roi (Louvet, *ouvr. cit.*, p. 509) qui rendirent le lendemain la sentence qui est ici publiée.

2. communiæ (Louvet).

Item, quod nullus iret molere, nec coquere ad molendinum vel furnum dicti episcopi, sed ubi vellet;

Item, quod quilibet ponere posset planchas ad placitum suum; jura alia dicto episcopo debita et ad ipsum pertinentia substrahentes et denegantes.

Ac post hoc, barras et licias fecerunt et ad portas civitatis posuerunt, communiaque congregata ad pulsum campanæ, invaserunt manerium episcopi, et, igne vel alias, vastaverunt et consumpserunt, vina effuderunt, utensilia, munitiones manerii rapuerunt et asportaverunt.

Insuper, duas capellas in ipso manerio existentes fregerunt hostiliter, libris, calicibus et aliis ornamentis spoliaverunt, et quosdam, qui ad deffensionem et tuitionem dicti manerii ibi erant, vulneraverunt, et aliquos peremerunt; turres et muros destruxerunt, carceres fregerunt, prisionariosque ibi detentos pro enormibus criminibus abire et fugere fecerunt.

In qua commotione et rebellione plurimi illorum de communia vulnerati et perempti fuisse dicuntur, in insultu et invasione turris et manerii prædictorum per gentes episcopi, qui in dictis turribus et manerio ad deffensionem existebant; necnon et combustiones domorum et ædificiorum civitatis et villæ prædictæ, et perditiones bonorum illorum de communitate, occasione et causa invasionis antedictæ factæ fuerunt; per quas maior, pares, jurati et communitas antedicti conquerebantur se fuisse graviter damnificatos et gravatos, et super hæc et aliis apud bonos et sublimes et graves querimoniam deferentes, dictum episcopum et gentes ipsius episcopi plurimum diffamasse dicebantur, ex quibus emendas sibi fieri [petebant et sibi fieri debere] [1] dicebant.

Cum autem episcopus, occasione et causa capellarum effractarum et spoliatarum calicibus, libris et aliis pluribus, ut dictum est, contra prædictos, maiorem, pares, juratos et communitatem, tanquam sacrilegos, ut dicebat, ex sua jurisdictione ordinaria et ecclesiastica processisset, et eosdem maiorem, pares, juratos et consiliarios, totamque etiam communitatem et civitatem ipsam Belvacensem, tanquam pro delicto sibi ut dicebat notorio, ecclesiastico supposuisset interdicto, maior, pares juratique, suo et dictæ communitatis nomine ac procuratorio communitatis ejusdem, eidem episcopo humiliter supplicarunt interdictum hujusmodi amoveri, et super hoc etiam ex parte dicti regis fuit idem episcopus requisitus; qui, juxta formam ecclesiæ, præstito juramento a dictis maiore, paribus, juratis et procuratoribus dictæ communitatis, nomine quo supra, de parendo mandatis ecclesiæ,

1. Les mots entre [ ] ont été omis par Louvet.

interdictum amovit prædictum, consentiens quod satisfactionem et pœnam quas pro dictis excessibus idem episcopus eisdem maiori, paribus, juratis et communitati erat impositurus, de et cum consilio domini regis imponeret et ordinaret.

Cum igitur nos prænominati, thesaurarius Andegavensis et Guillelmus de Marciliaco, miles, ad assistendum dicto episcopo specialiter apud Belvacum, de mandato domini regis, venissemus, asserentes[1] et desiderantes pacem pleniorem reformari inter partes prædictas, imprimis tractavimus ea quæ pacis sunt, et tandem, operante Spiritu Sancto, mediantibus probis viris una nobiscum, partes prædictæ super dictis excessibus, rebellionibus, invasionibus, occisionibus, damnis, diffamationibus et injuriis, hinc inde illatis, et aliis supradictis, ac super pœnis et emendis pro præmissis et ea tangentibus quoquomodo, in nos compromiserunt de alto et basso sub pœna decem millium librarum parisiensium, volentes et concedentes, quod nos, omni hora et die feriata, possimus in dicto negocio procedere et terminare, et promiserunt dictæ partes se servaturas, impleturas et facturas, absque reclamatione vel petitione reducendi ordinationem nostram ad arbitrium boni viri, et absque aliqua intimatione quacumque, quicquid nos super prædictis omnibus et singulis duxerimus statuendum, ordinandum, diffiniendum seu sententiandum, sub pœna prædicta solvenda parenti parti et observanti a parte non observante statutum, ordinationem, diffinitionem seu sententiam nostram in præmissis. Nos vero, pro bono pacis, dicto onere in nos assumpto, prius ruinis, locisque destructis ob prædicta maleficia, subjectis oculis, habitis proborum consiliis, veritate inquisita et consideratis considerandis et attendendis, ordinamus, pronuntiamus, diffinimus et sententiamus in præmissis quod prædicti maior, pares, jurati, præsentes coram nobis et communia, flexis genibus, junctis manibus, veniam super prædictis ab ipso episcopo humiliter requirant et pro prædictis omnibus, dicto episcopo, nominibus quibus supra, emendam gagient.

Insuper, cippos et annellos quos prædicti, tempore rebellionis, asportaverant a domo episcopi, necnon et quoddam cornu cervi vice et loco cujusdam ossis gigantis asportati ab ipsa domo, quod in palatio episcopi pendebat, restituant ad locum, et reponant in locis ubi erant.

Quas exhibitiones humilitatis et reverentiæ et restitutionem in nostra præsentia compleverunt humiliter et devote.

Item, imaginem quamdam beatæ Mariæ virginis de argento,

---

1. affectantes (Louvet).

ponderante quatuor marchas, offeret maior vel aliqui juratorum vel parium in die Purificationis vel Annunciationis beatæ Mariæ, dum processio ibit ad dictam capellam, in capella majori dicti manerii, a qua imagines ac sanctuaria sunt ablata, ibi ad honorem Dei et beatæ Mariæ virginis perpetuo remansuram.

Poterit etiam episcopus retinere triginta personas de communia in sua prisione, secundum modum ordinationis nostræ liberandas.

Præterea maiorem, pares, juratos et communiam prædictam et personas communiæ condemnamus in octo millibus libris parvorum parisiensium, solvendis prædicto episcopo pro omni emenda et pœna commissorum omnium et singulorum prædictorum, ad terminos qui sequuntur : videlicet mille libras infra nativitatem Domini proximam, et mille libras infra Pascha, et duo millia infra festum Omnium Sanctorum tunc sequens; item, alia duo millia infra aliud Pascha, quod erit anno Domini millesimo trecentesimo octavo. Ordinavimus insuper et pronuntiamus quod si deficiant in terminis, vel altero eorumdem, in solvendo, per octo dies, non ob hoc pœna committatur prædictorum decem millium librarum; sed si ultra octo dies deficerent, adhuc non committeretur, sed pro qualibet die ultra octo dies, reddent nomine pœnæ dicto episcopo quinquaginta solidos turonensium una cum principali. Qui episcopus ad utrumque poterit eos compellere, omni alio dicto nostro rato manente, cum sit dominus temporalis, absque reclamatione aliqua ad quamcumque curiam ad hoc facienda ex parte ipsorum, contra episcopum memoratum.

Appendet etiam utraque pars sigillum suum præsentibus litteris, una cum nostris, in testimonium veritatis.

Quibus satisfaciendis et emendis mediantibus, ordinamus et pronunciamus quod prædictus episcopus, maiorem, pares, juratos, consiliarios et communiam prædictam, aut aliquem ex eisdem, aut communiæ statum, directe vel indirecte, occasione et causa prædictorum excessuum, vel alicujus eorumdem, de cætero non vexabit, inquietabit vel molestabit, nec aliquid ab ipsorum aliquo petet, nec petere poterit, nec fieri faciet, vel etiam procurabit, sed ipsos apud eos qui de parte sua erant, servabit immunes.

Et similiter, maior, pares, jurati, consiliarii et communitas prædicta aut aliquis eorumdem, pro præmissis aut occasione eorum vel causa, contra dictum episcopum, aut gentes seu complices ipsius in hoc facto, et specialiter contra Joannem dominum de Rainceval et Joannem de Sonjons, milites, querimoniam non deferent in futurum, nec petent aliquid, sed

ipsum et ipsos mittent, absque petitione vel reclamatione ob hoc contra eos vel aliquem eorum de cætero facienda.

Quod si aliqua obscura vel ambigua circa hoc apparent, nobis declarationem reservamus.

Præterea faciet dictus episcopus inquiri et sciri si a maiore et paribus, juratis, communia aut procuratoribus ejusdem requiratur an multores molendinorum suorum Belvacensium, ad quæ tenentur ire et molere, ultra id quod consuetum est accipiant pro multuris; et si reperiatur, ipsos compescet ab excessu ut fuerit faciendum, et ad statum debitum rem reducet.

Quibus omnibus et singulis per nos, ut dictum est supra, ordinatis, pronuntiatis, statutis, diffinitis et sententiatis, dictus episcopus, suo et ecclesiæ suæ et successorum et gentium et complicium suorum nomine, et dicti maior, pares, jurati ac communitas, suo et dictæ communitatis nomine, præbuerunt assensum et ea ratificaverunt.

In cujus rei testimonium, sigilla nostra, una cum sigillis dictorum episcopi et communitatis, præsentibus litteris duximus apponenda. Datum Belvaci, die veneris ante festum Omnium Sanctorum, anno Domini millesimo trecentesimo sexto[6].

LXVII.

Mantes. 1307-1308, 9 avril.

Procuration donnée par la commune de Mantes à ses députés aux Etats-généraux.

Orig. scell., Arch. nat., J 415, nº 54 bis.

A touz ceus qui ces presentes lettres verront, le mere et les pers de la commune de Maante, salut. Nous feson assavoir que nous, u non de nous et de toute nostre commune dessusdite, avon fez et establi noz procureur especials et chacun pour le tout, c'est assavoir Guillaume d'Ernoville et Jahan de Garencieres, portans ces lettres, es besongnes que nostre sire le roy de France a et entent a fere a Tours, aus trois

1. Cette sentence rendue, il restait encore à régler les droits des tiers qui avaient été lésés durant les troubles. Dès le 24 juillet 1305, l'évêque avait donné à l'abbaye de Saint-Lucien des lettres de non-préjudice pour les faits commis à l'occasion de la sédition (Louvet, *ouvr. cit.*, p. 494 et Loisel, *Mémoires*, p. 304). Le 30 août 1312, le chapitre fit régler l'indemnité qui lui était due pour les dégâts commis pendant l'insurrection. (Louvet, p. 522.)

semeines de ces presentes Paques, si comme il est contenu en ses nobles lettres, par lesquelles nous avon eu commandement par le bailli de Gisorz de estre au lieu et au jour dessus dit. Et prometons tenir et avoir et garder fermement tout qui sera fet par lesdiz procureurs ou par l'un d'yceus es choses dessusdites, sus la caupcion de touz noz biens et des biens de toute nostre commune dessusdites. En tesmoing de laquelle chose, nous avons seellé ces presentes lettres du seel de nostre dite commune. Donné l'an de grace mil ccc. et sept, le mardi après Paques fleuries.

(*Sceau pendant sur simple queue.*)

LXVIII.

Laon. 1308, avril.

Procuration donnée par la commune de Laon à ses députés aux Etats-généraux.

Cop. auth., Arch. nat. J. 415 nº 9 bis. (Vidimus de l'official de Tours du 6 mai 1308.)

Excellentissimo domino Philippo, Dei gracia regi Francorum illustrissimo, sui maior et jurati, totaque communitas Laudunensis, omnem benedictionem et obedientiam in mandatis, et quidquid possunt servicii et honoris regie vestre majestati. Significamus quod nos, pro nobis et nomine nostro et nomine communitatis predicte, Robertum dictum Lefranc et Andream de Simella, duos de nostris, latores presentium, nostros procuratores generales et nuncios speciales transmittimus, paratos, pro nobis et nomine nostro et nomine communitatis predicte, obedire subjectioni vestre penitus et mandatis, dantes dictis procuratoribus nostris plenariam potestatem et mandatum speciale agendi pro nobis et nomine nostro et nomine communitatis predicte, nos et dictam communitatem deffend[end]i, petendi et requirendi pro nobis et nomine communitatis predicte jus et diffinitam sententiam, audiendi, garandiam intrandi, alium procuratorem loco ipsorum substituendi qui consimilem in omnibus premissis et ea tangentibus habeat potestatem, et omnia alia et singula faciendi que nos faceremus aut facere possemus si presentes essemus, etiam si mandatum exigerent speciale. Concedimus insuper quod dicti procuratores nostri omnibus mandatis et preceptis vestris et specialiter Turonis faciendis, pro nobis et nomine nostro et nomine communitatis predicte, diligenter pareant et intendant; ratum et gratum plenius

habentes et habituri quicquid, per dictos procuratores vel substitutum ab eis actum, dictum seu etiam procuratum fuerit in premissis, promittentes sub ypotheca rerum nostrarum, si necesse fuerit, judicatum solvi et judicio fisci. Et hec regie vestre majestati et omnibus quorum interest tenore presentium significamus. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum est appensum. Datum anno Domini M°.CCC°. octavo, mense apprili.

(*Sceau de l'official de Tours pendant sur simple queue.*)

LXIX.

Paris. 1308-1309, 20 mars.

Arrêt du parlement attribuant à l'évêque de Beauvais divers droits qui lui étaient contestés par la commune.

Loisel, *Mémoires.... de Beauvais*, p. 311. — Louvet, *Hist. du dioc. de Beauvais*, t. II, p. 525. — Joly, *Offices de France*, t. II, p. 1434. — *Trad.*, Guizot, *Hist. de la civil. en France*, t. IV, *Documents relatifs à Beauvais*, p. 433.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis præsentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum mota esset discordia in curia nostra inter episcopum Belvacensem, ex una parte, et maiorem et pares Belvacenses, ex altera, super eo quod dicti maior et pares, suæ communiæ dictæ villæ nomine, dicebant et proponebant quod ipsi usi fuerant et erant in saisina ponendi gardas seu custodes in lana, filo, tinturaria et aliis ad pannos faciendos in tota villa Belvacensi, ac puniendi et corrigendi et custodiendi justiciando ea quæ corrigenda inveniebantur circa prædicta, vel quodlibet prædictorum ; dicentes se semper usos et fuisse in saisina manutenendi cives suos ac omnes illos de communia prædicta, quibus ipsi juxta morem consuetum hacheras[1] imposuerunt pro delictis in præmissis factis, quictos et immunes ab omni alia emenda per dictum episcopum imponenda seu levanda, pro delictis pro quibus imposuerant hacheras prædictas. Dicentes etiam se esse in saisina capiendi et levandi pecuniam quæ levari consuevit apud Belvacum pro calceiis faciendis, ac convertendi eamdem pro suæ libito voluntatis in calceiis dictæ villæ reparandis, absque eo quod dictus episcopus se deberet in aliquo intromittere de prædicta calceia levanda, seu in usus quomodolibet com-

1. hacheias (Louvet).

mutanda, et quod dictus episcopus ipsos in prædictis multimode impediebat et perturbabat, petentes per nos impedimenta prædicta amoveri, et dictum episcopum ad cessandum a dictis impedimentis compelli. Prædictus episcopus de prædictis curiam suam repetente et ad finem curiæ super his rehabendum se esse in saisina omnium prædictorum et semper usum fuisse de prædictis, petente etiam de omnibus prædictis curiam suam sibi reddi, et prædictos maiorem et pares tamquam suos justiciabiles in prædictis ad examen suum remitti. Prædictis maiore et paribus asserentibus cognitionem prædictorum in curia nostra remanere debere. Prædictis partibus super hoc diligenter auditis, pronunciatum fuit per arrestum curiæ nostræ, quod ad finem dictæ curiæ inquireretur de saisina et usibus utriusque partis propositis in prædictis et quomodolibet prædictorum. Tandem, inquesta facta, de mandato nostro curiæ nostræ, de præmissis super omnibus visa et diligenter examinata, auditis rationibus hinc inde propositis et visis privilegiis et chartis ex parte dictæ communiæ super his productis, pronunciatum fuit per curiæ nostræ judicium, curiam de omnibus prædictis dicto episcopo esse reddendam. In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius, in parlamento nostro, die jovis ante ramos palmarum, anno Domini millesimo trecentesimo octavo.

LXX.

Paris, 1313, 23 mai.

Arrêt du parlement confirmant la juridiction de l'évêque de Beauvais.

Loisel, *Mémoires.... de Beauvais*, p. 312. — Louvet, ***Hist. du dioc. de Beauvais***, t. II, p. 529. — Anselme, ***Hist. généal. de la maison de France***, t. II, p. 312*. — Joly, *Offices de France*, t. II, p. 1435. — *Trad.*, Guizot, *Hist. de la civil. en France*, t. IV, ***Documents relatifs à Beauvais***, p. 434.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis præsentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum in nostra curia maior et pares villæ Belvacensis proponerent dictæ villæ communiam et ejusdem communiæ justitiam ad nos pertinere, quodque dilectus et fidelis noster episcopus Belvacensis, quædam ipsius communiæ bona capi fecerat, in ipsius communiæ et juris nostri præjudicium ; quare ipsi

requirebant ipsa bona, per nos, tanquam ad manum superiorem, ipsi maiori et paribus recredita sibi deliberari ad plenum; dicto episcopo ex adverso dicente se Franciæ parem comitemque et dominum Belvacensem, et ad ipsum dictæ communiæ justiciam pertinere, seque dicta bona per judicium curiæ suæ capi juste fecisse, et videlicet quod ad ipsius episcopi submonitionem, pro defensione feodi sui et juris ecclesiæ Belvacensis, ad mandatum dicti episcopi non iverant maior et pares prædicti. Item, ut pro eo quod quemdam hominem dictæ communiæ Belvacensis ipsi compulerant ad hacheram[1] faciendam, licet ad ipsum episcopum, ut ipse dicebat, et non ad ipsos maiorem et pares, compulsio hujusmodi pertineret; quæ præmissa dicti maior et pares fecerant in ipsius præjudicium episcopi ecclesiæ Belvacensis, ut ipse dicebat, licet eidem episcopo per fidelitatis sacramentum ipsi essent astricti. Super quibus dicti maior et pares ad ipsius episcopi curiam fuerant sufficienter vocati, ac per ejusdem curiæ judicium pro contumacibus pluries reputati et, juxta patriæ consuetudinem, habiti pro convictis, et ad emendandum præmissa dicto episcopo debere teneri; quare petebat dictus episcopus prædicta bona sibi restitui et super his curiam sibi reddi. Dictis maiore et paribus ac procuratore nostro, pro nobis pluribus rationibus dicentibus e contrario prædicta fieri non debere et apud nos de præmissis debere curiam remanere. Tandem, inquæsta super his de mandato curiæ nostræ facta, visa et diligenter examinata, visis etiam quibusdam arrestis curiæ nostræ et aliis litteris a dictis partibus pro sua intentione fundanda productis, per ejusdem curiæ nostræ judicium dictum fuit, prædicta bona dicto episcopo deliberari et curiam super dictis duobus casibus eidem episcopo reddi debere, salvis tamen dictorum maioris et parium et communiæ Belvacensis rationibus et deffensionibus coram dicto episcopo super utroque principali facto hujusmodi proponendis, salvo etiam jure nostro in aliis. In cujus rei testimonium, præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, in parlamento, die mercurii in vigilia Ascensionis Domini, anno Domini millesimo trecentesimo decimo tertio.

---

1. hacheiam (Louvet).

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

IV.

Charte communale d'Amiens.

Les premières feuilles de ce recueil étaient imprimées, lorsque j'ai eu connaissance de la nouvelle version de la charte d'Amiens publiée par M. V. de Beauvillé dans son *Recueil de documents inédits concernant la Picardie* (4e partie. Paris, 1881, in-4). Ce texte se trouve dans un cartulaire de l'évêché d'Amiens écrit au XIIIe siècle, anciennement désigné sous le nom de *Livre noir de l'évêché d'Amiens*, et aujourd'hui en la possession de M. de Beauvillé. Celui-ci l'identifie avec *Le Livre de la juridiction de la loy et de l'usage de la commune et cité d'Amiens*, signalé dans le *Recueil des monuments inédits de l'histoire du tiers-état* (t. I, p. 87), d'après des extraits faits par un greffier de l'hôtel de ville d'Amiens, et vainement cherché par Augustin Thierry. Je conserve quelque doute au sujet de cette identification. D'après les notes citées par Augustin Thierry, ce recueil contenait entre autres choses les « chartes de le kemugne de le ville d'Amiens en romane et en latin » ; or M. de Beauvillé, qui déclare imprimer *tout entier* le *Livre noir de l'évêché*, dont il est possesseur, ne donne que la version française de ce document. Les notes du greffier de l'hôtel de ville signalent encore « le « charte de loi et le kemugne de Sain'-Quentin, » qu'on ne retrouve pas dans la publication de M. de Beauvillé.

Quoi qu'il en soit, la version française du recueil de M. de Beauvillé contient les cinquante-deux articles de la charte d'Amiens ; entre elle et la version publiée ici je n'ai trouvé d'autres différences que de nombreuses variantes d'orthographe. La seule partie du texte du *Livre noir* qui doive arrêter l'attention est la date ainsi conçue :

Che fu fait a Conpiegne, en l'an de l'incarnation nostre segnour Diex Jhesu Crist M°. C°. LXXX°. V°., el sisime an de nostre regne, estoie en nostre palais et present chil de ki li signe et li non sont chi nonmé : le signe le conte Tiebaut nostre senescal, nostre aporteeur de viande ; li signes Guion le boutellier ; li signes Mahieu le cambellenc ; li signes Raoul le connestable ; et le date par le main Huon le cancelier.

Et à la suite d'une autre main :

Cheste chartre fu renouvelée en l'an nostre Seigneur mil CC. et XX. Cheste chartre fu confermée et renouvelée du roi Loeys

a Hedin, en l'an de l'incarnation nostre Seigneur mil cc. xxiii., el tierch an de son regne, estans en son palais ses barons qui echi sont nonmés presens : nul senescaus n'estoit en Franche, li signes Robert le bouteillier, li signes Betermiers, Maihieu le connestable, et donnée fu par le main Garin, evesque de Senlis et canchelier.

Cette date de 1185 avait été déjà signalée par A. Thierry, mais il avait pu sans invraisemblance l'attribuer à une erreur du greffier, d'après les notes duquel il citait ce texte. Nous sommes assurés maintenant que si cette date provient d'une erreur il la faut attribuer à un copiste du xiiie siècle, et non à un greffier moderne. Mais l'erreur est invraisemblable. Remarquons d'abord qu'il ne semble pas prouvé que le texte analysé par le greffier d'Amiens soit le même que celui que nous fait connaître la publication de M. de Beauvillé. Mais de plus, si l'erreur s'était produite sur le millésime, le copiste aurait conservé la date de lieu, l'an du règne, et l'indication de vacance de la chancellerie, ce qui n'est pas. La traduction nouvelle est correctement datée de Compiègne, où Philippe-Auguste a séjourné en 1185, et de la sixième année du règne ; elle est souscrite par le chancelier Hugues qui est mort vraisemblablement le 1er août de cette année. Nous savons de plus que c'est en 1185 que Philippe d'Alsace abandonna au roi de France tous ses droits sur le comté d'Amiens (A. Thierry, *ouvr. cit.*, t. I, p. 101), ce qui rend très vraisemblable que la commune se soit hâtée d'obtenir du roi devenu son suzerain une confirmation de sa charte. A la même date il lui concédait un nouveau privilège, celui d'inspecter le marché à la guède (Beauvillé, *Ouvr. cit.*, p. 24). On ne saurait donc douter que Philippe-Auguste ait donné une charte à Amiens en 1185, entre le 21 avril et le 1er août, date probable de la mort du chancelier Hugues. Cette charte a été renouvelée en 1190, comme en font foi les registres de la chancellerie royale, et renouvelée encore, toujours dans les mêmes termes, en 1209. Aucune de ces deux confirmations ne contient la moindre allusion à l'acte qui l'a précédé. D'autre part le texte du *Livre noir* est suivi de mentions de confirmations, où il n'est nullement question des renouvellements de 1190 et de 1209. Par contre un renouvellement de 1220, qui serait le quatrième du règne de Philippe-Auguste, y est mentionné ; peut-être serait-il à propos d'admettre qu'il faut corriger ici 1209, d'autant plus qu'il faut certainement lire 1225 et non 1223 dans la dernière mention qui est celle de la confirmation de la charte d'Amiens par Louis VIII. (Voy. Daire, *Hist. d'Amiens*, t. I, P. just., p. 523, et *Ordonn.*, t. XII, p. 318.)

XXXVII bis.

Paris. 1272, Parlement de l'Octave de la Toussaint (8 novembre).

Ordonnance de Philippe III annulant les aveus de bourgeoisie d'hommes sous la dépendance de seigneurs reçus depuis dix ou douze ans, et interdisant d'en recevoir à l'avenir.

A. Minute, Arch. nat., X[1a], 1 (*Olim*), fol. 189 v°. — *Ed. : Ordonn.*, t. I, p. 297, d'apr. A. — Beugnot, *Les Olim*, t. I, p. 889, d'apr. A. — *Ind.*, Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 1817.

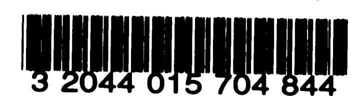
Precepit dominus rex et voluit in pleno parlamento quod nove avoerie seu garde, quas ballivi et servientes domini regis ceperunt de hominibus aliorum dominorum a duodecim vel decem annis citra, revocentur et quassentur omnino et pro nullis habeantur, nec nove de cetero recipiantur.

J'ai omis d'indiquer que les documents n[os] XLIII, XLVIII, LXII et LXIV ont été traduits par Guizot, *Hist. de la civil. en France*, t. IV ; *Documents relatifs à Beauvais*, p. 411, 412, 420, 424.

LXIX. P. 176, l. 4. prædictus episcopus. *C'est ainsi qu'ont imprimé Loisel et Louvet, mais il eût fallu corriger :* prædicto episcopo.

TABLE DES MATIÈRES

Chartres. — Imprimerie Durand.


3 2044 015 704 844


CANCELLED
7645414
NOV 4
11-4
CHARGE
WIDENER
FEB 1 0 1996
CANCELLED
CANCELLED
CANCELLED
WIDENER
SEP 1 0 2001
BOOK DUE

